

4

SÉNAT

TABLE DES DÉBATS

ANNÉE 1961

Ce volume contient les tables de la  
2<sup>e</sup> session ordinaire de 1960-1961,  
de la session extraordinaire et de la  
1<sup>re</sup> session ordinaire de 1961-1962.

TABLES

Volume 4

PARIS  
IMPRIMERIE DES JOURNAUX OFFICIELS  
26, RUE DESAIX, 26

1962

**SÉNAT**

---

**TABLE DES DÉBATS**

---

**ANNÉE 1961**

---

# SÉNAT

---

# TABLE DES DÉBATS

---

2 <sup>e</sup> session ordinaire de 1960-1961.....	Du 25 avril au 22 juillet 1961.
Session extraordinaire.....	5 et 6 septembre 1961.
1 <sup>re</sup> session ordinaire de 1961-1962.....	Du 3 octobre au 15 décembre 1961.

---

NOTA. — Les numéros des documents du Sénat sont relatifs à la session de 1960-1961 pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 septembre et à la session de 1961-1962 pour la période du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre.

ABREVIATIONS

I. .... Impression.

J. O..... *Journal officiel.*

p. .... page.

# TABLE DES DÉBATS

---

## AVERTISSEMENT

---

La Table des Débats a pour objet de faciliter la recherche des questions traitées au cours des débats parlementaires du Sénat.

Elle réunit en un seul volume et en trois parties distinctes : une Table nominative, une Table analytique et une Table de renseignements divers.

Elle met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- en regard des noms de MM. les Sénateurs (Table nominative), un exposé chronologique succinct de leur activité parlementaire au cours de l'année ;
- pour chacune des matières examinées par le Sénat (Table analytique), le résumé et l'analyse des travaux de l'Assemblée ;
- enfin, dans la dernière partie figurent divers renseignements relatifs à l'organisation intérieure du Sénat.

Pour l'usage de la présente Table, il est précisé que les références des dates sont celles des dates de séances.

---

# TABLE NOMINATIVE

## A

**ABDELLATIF** (M. MOHAMED-SAÏD) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**ABEL-DURAND** (M.) [Loire-Atlantique].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé* [12 octobre 1961].

### Dépôts législatifs :

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des Oasis et de la Saoura, qui ont conservé leur statut personnel israélite, et à leur accession au statut civil de droit commun.* (N° 307, 1960-1961.) — [19 juillet 1961] (n° 321).

*Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à la cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles.* [26 octobre 1961] (n° 93).

### Question orale :

**M. Abel-Durand** expose à *M. le Premier ministre* que, d'après certains bruits qui paraissent fondés, des projets seraient actuellement en préparation qui auraient pour objet la réforme de services départementaux dépendant de ministères autres que le ministère de l'intérieur, notamment des directions de la santé et de la population ; que la perspective de telles réformes, qui affectent la vie même de la collectivité départementale, a suscité des inquiétudes au sein des conseils généraux d'autant plus qu'elles sont préparées en dehors d'eux ; il constate que le changement de titulaire au ministère de l'intérieur a mis en sommeil la commission instituée par le décret n° 59-1234 du 29 octobre 1959, chargée de l'étude des problèmes municipaux, dont les travaux ont mis en lumière l'étroite solidarité existant entre les municipalités et les conseils généraux, notamment dans le domaine de l'aide sociale et de l'hygiène sociale. En conséquence, il lui demande de vouloir bien lui faire connaître avant la fin de la session parlementaire quelles sont les intentions réformatrices du Gouvernement relatives à l'organisation des services intéressant les collectivités départementales et comment il entend les concilier avec l'esprit et la lettre de l'article 72 de la Constitution du 4 novembre 1958, d'après lequel les collectivités s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions fixées par la loi [5 juillet 1961] (n° 327).

### Interventions :

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2<sup>e</sup> lecture) [4 mai 1961] ; Art. 1<sup>er</sup> : Art. 1435 du code civil, sur l'amendement n° 14 et le sous-amendement n° 49 rectifié (p. 159, 160). Art. 15 *ter*, sur l'amendement n° 47 (p. 171). — Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions

atmosphériques [6 juillet 1961]. Art. 1<sup>er</sup> *bis*, contre l'amendement de M. Marcihacy (p. 714 à 716). — Question orale avec débat (n° 77) de M. Edgard Pisani, relative à la réforme administrative [11 juillet 1961] (p. 760 à 762). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961. Discussion des articles [20 juillet 1961]. — Intervient sur l'art. 16, Etat A, Section III, relative à la marine marchande (p. 925). — Projet de loi relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des Oasis et de la Saoura, qui ont conservé leur statut personnel israélite, et à leur accession au statut civil de droit commun, en sa qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [21 juillet 1961]. — Discussion générale (p. 984 à 986). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs [22 juillet 1961]. Discussion des articles : sur la suppression par l'Assemblée nationale de l'article 1<sup>er</sup> *bis* (p. 1023). — Projet de loi relatif à la coopération agricole [19-10-61] (p. 1200). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [25 octobre 1961] (p. 1263 et 1264). — Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture [26 octobre 1961] (p. 1310). — Projet de loi de finances pour 1962, 2<sup>e</sup> partie [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1516 et 1517). Budget de la JUSTICE [18 novembre 1961] (p. 1620 et 1621). Budget des AFFAIRES CULTURELLES [21 novembre 1961] (p. 1731 et 1732). Budget de l'ÉDUCATION NATIONALE [scrutin du 25 novembre 1961] (p. 2042). MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] (p. 2077 et 2078). INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2097). — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'avis du ministère des affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2391). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer (deuxième lecture) [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2417). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [13 décembre 1961]. Discussion des articles : sur l'art. 1<sup>er</sup>, en tant que président de la commission spéciale, à propos du vote sur l'art. 2 de la commission (p. 2514) ; sur la définition de l'indemnité d'éviction (p. 2517 et 2518) ; [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Art. 2 ; sur le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (p. 2559). Art. 6 (nouveau) ; sur le sous-amendement n° 33 de M. Bernard Chochoy (p. 2563). Article additionnel 1<sup>er</sup> (nouveau) ; sur l'amendement de M. Guy Petit (p. 2566) ; sur le sous-amendement n° 3 de M. Emile Hugues (p. 2567). — Projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole (deuxième lecture) [14 décembre 1961]. — Discussion des articles. Art. 4 (p. 2614). — Répond aux observations de M. le ministre de l'agriculture (p. 2615).

**ACHOUR** (M. YOUSSEF) [Alger].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction* [12 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [13 décembre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif au droit à pension d'ancienneté et à la mise en retraite anticipée de certains fonctionnaires [15 juin 1961] (n° 258).

**Interventions :**

Discussion du projet de loi relatif au **droit à pension d'ancienneté et à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires** [22 juin 1961]. Discussion générale: en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 517 et 518). — Discussion des articles: sur l'amendement n° 1 de M. Louis Gros tendant à insérer un article additionnel 4 (p. 520). — Après la déclaration du Gouvernement sur les problèmes algériens, demande en vertu de quel article du règlement la conférence des présidents doit se réunir pour fixer la date du début et pour l'organiser [28 juin 1961] (p. 573). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961**. — Discussion des articles [20 juillet 1961]; intervient sur l'article 17, état B (p. 927). — Questions orales avec débat relatives aux **manifestations d'Algériens dans la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1346 à 1349). — **Projet de loi de finances pour 1962**: Budget des SERVICES CIVILS DE L'ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1962] (p. 2015). MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] (p. 2079).

**AHMED** (M. ABDALLAH) [Comores].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Interventions :**

*Projet de loi de finances pour 1962* [1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961]. — **Dispositions concernant les départements et territoires d'outre-mer** (p. 1669, 1670 et 1683). — *Projet de loi relatif à l'organisation des Comores* [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2631 et 2632).

**ALRIC** (M. GUSTAVE) [Aube].

*Est nommé vice-président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire conclu en application du traité instituant la Communauté économique européenne [28 juin 1961] (n° 287).

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-1443 du 27 décembre 1960 modifiant les tarifs des droits de douane d'importation, du décret n° 61-135 du 9 février 1961 relatif aux tarifs des droits de douane d'importation et du décret n° 61-273 du 30 mars 1961 modifiant les tarifs des droits de douane d'importation [28 juin 1961] (n° 288).

*Rapport* fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement électrique, adopté par l'Assemblée nationale [8 décembre 1961] (n° 123).

**Interventions :**

Projets de loi autorisant l'approbation d'un **accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 800 à 806). — Discussion, en deuxième lecture, du **projet de loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961]. — Discussion des articles; art. 15 K: sur l'amendement n° 5 de M. Pellenc (p. 1001). — **Projet de loi de finances pour 1962**, deuxième partie [deuxième séance du 19 novembre 1961]. DÉFENSE MILITAIRE. — SECTION COMMUNE: SERVICES D'OUTRE-MER: en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances,

du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1602). — **Projet de loi de finances pour 1962** [deuxième séance du 18 novembre 1961]. BUDGET DE L'INDUSTRIE, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1628, 1629, 1630, 1646, 1647). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique** [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. Discussion générale (p. 2635 à 2636).

**AL SID CHEIKH** (M. CHEIKH BEN LAMZA) [Saoura].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**ANDRE** (M. LOUIS) [Calvados].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962**: MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] (p. 2077). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion des articles: art. 5 bis (p. 2609).

**ARGENLIEU** (M. PHILIPPE D') [Sarthe].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961] BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES (p. 1729, 1730).

**ARMENGAUD** (M. ANDRÉ) [Français établi hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961]:

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique, adopté par l'Assemblée nationale [17 mai 1961] (n° 215).

*Proposition de loi* tendant à fixer les conditions dans lesquelles les capitaux d'origine publique peuvent être investis dans des entreprises industrielles et commerciales [21 juillet 1961] (n° 337).

*Proposition de loi* tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles [9 septembre 1961] (n° 359).

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [12 octobre 1961] (n° 6).

**Questions écrites :**

**M. André Armengaud** rappelle à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que depuis longtemps les professeurs français en service au Viet-Nam demandent le rétablissement du congé annuel en France qui avait d'ailleurs été formellement promis à la plupart d'entre eux lors de leur détachement; que cette promesse n'ayant pas été tenue, il avait cependant donné son accord à l'adoption du régime de congé en vigueur à Tourane, c'est-à-dire congés alternatifs de deux ans et un an, mais qu'il s'est ensuite opposé à l'adoption d'un compromis proposé par son collègue des affaires étrangères, tendant à accorder cette année, exceptionnellement, un congé à tous les enseignants français au Viet-Nam. En soulignant que le refus de tout aménagement au régime de congés alternatifs a aggravé une situation déjà tendue au sein du personnel intéressé qui

envisage une grève générale, il lui demande s'il n'estime pas que celle-ci pourrait avoir les plus fâcheuses conséquences sur notre position culturelle au Viet-Nam qu'elle compromettrait gravement pour l'avenir, d'une part, en ralentissant le recrutement des enseignants en métropole; d'autre part, en ouvrant des vacances que des enseignants étrangers seraient heureux de combler. Il lui demande également, d'une part, s'il est cependant d'avis de laisser se déclencher les grèves envisagées, d'autre part, quelles raisons l'ont conduit à s'opposer à l'attitude conciliante du ministre des affaires étrangères [27 mars 1961] (n° 289). — Report [11 juillet 1961] (p. 751). — Réponse [10 octobre 1961] (p. 1135, 1136).

**M. André Armengaud** rappelle à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'il est question depuis plus de deux ans d'étendre aux auxiliaires français des postes diplomatiques et consulaires des mesures sensiblement identiques à celles dont ont bénéficié, par le décret n° 431 du 15 avril 1958, les agents auxiliaires des services de l'expansion économique à l'étranger; qu'un projet de décret a été dressé dans ce but par le ministère des affaires étrangères, projet qui prévoit, pour les intéressés, plusieurs avantages, notamment l'attribution, au moment où ils cesseront leurs fonctions, d'un pécule ou d'une indemnité de licenciement selon la durée de leurs services; qu'en prévision de la signature de ce texte, dont il a été dit maintes fois qu'il entrerait en vigueur en 1961, un crédit provisionnel de 1.170.000 nouveaux francs fut inscrit au budget de l'année en cours, et que cependant il serait toujours à l'étude en ses services depuis octobre 1960. Il lui demande quels motifs peuvent justifier un examen aussi long et quelles dispositions il compte prendre pour mettre fin à une telle situation [19 octobre 1961] (p. 359).

**M. André Armengaud** expose à *M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur* qu'il est déjà intervenu, en séance publique, à l'occasion d'une question orale sans débat, pour demander à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il estimait concevable que des entreprises puissent refuser de vendre aux centres Leclerc, motif pris des rabais consentis par lesdits centres aux consommateurs sur les prix traditionnels; que *M. le ministre des finances et des affaires économiques* lui répondit à l'époque qu'il entendait mettre un terme à ce refus de vente; que néanmoins, en raison de l'extension desdits centres, non seulement certaines entreprises continuent à opposer aux centres Leclerc des refus de vente, mais encore la confédération des petites et moyennes entreprises tente de s'élever contre ce qu'elle appelle une « atteinte au commerce traditionnel ». Il lui demande, en conséquence, ce qu'il entend faire en la matière, l'un des facteurs les plus importants de l'écart entre les prix des produits industriels et des produits agricoles résidant dans la lourdeur de la dime prélevée par le circuit de distribution tant pour les produits industriels que pour les produits agricoles; s'il ne considère pas nécessaire que le Gouvernement recherche par tous les moyens possibles à encourager toute méthode de vente, notamment celle des centres Leclerc, tendant à réduire considérablement le coût de la distribution, même pour les articles dits de marque et dont l'origine constitue pour la clientèle une garantie de qualité [26 janvier 1961] (n° 269).

#### Questions orales :

**M. André Armengaud** expose à *M. le Premier ministre* que la loi Allié n° 27 interdisait la reconcentration de certaines industries, notamment sidérurgiques et charbonnières en Allemagne et qu'en particulier au moment de la ratification du traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, le Gouvernement français avait déclaré devant le Parlement que les dispositions de ce traité ne porteraient nulle atteinte aux interdictions découlant de la loi précitée n° 27; que l'Assemblée européenne a approuvé le rapport de *M. Fayat* en 1957 sur les abus de concentrations et la nécessité d'éviter qu'elles puissent exercer sur le marché une influence contraire autant à la lettre qu'à l'esprit du traité; que néanmoins : a) la concentration des entreprises Thyssenhütte et Phoenix-Rheinrohr risque fort de se réaliser si la Haute autorité et les Gouvernements de l'Europe des Six ne prennent pas une position claire à l'égard des concentrations qui, faites à l'échelle nationale et dans le cadre de l'économie classique prévalant en Europe, portent atteinte non seulement à la lettre et à l'esprit du traité de la C. E. C. A., mais encore aux promesses faites par le Gouvernement français lors de la ratification du traité par le Parlement; b) qu'un propriétaire de très importants avoirs charbonniers et sidérurgiques n'a pas encore cédé lesdits avoirs comme il s'y était engagé par l'acte de Mehlen. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour pallier la double menace découlant pour la construction d'une Europe coprosphère, unie et pacifique, des conditions financières strictement nationales dans lesquelles s'effectue la reconcentration précitée d'une part, et de la non-exécution

de l'acte susvisé d'autre part [15 décembre 1959] (n° 121). — Question reportée [5 juillet 1960] (p. 668). — Question reportée [2 mai 1961] (p. 113). — Réponse [14 novembre 1961] (p. 1431 à 1433).

#### Questions orales avec débat :

**M. André Armengaud** rappelle à *M. le Premier ministre* que, pendant des années, il n'a cessé de réclamer aux gouvernements successifs l'application de mesures amples et appropriées permettant le reclassement des Français rapatriés d'Egypte et des pays en voie de décolonisation; qu'en dépit du changement des institutions et de l'extension de la décolonisation, la situation des rapatriés ne s'est guère améliorée, en raison de la lourdeur et de l'insuffisance des moyens mis en œuvre, malgré les efforts permanents du commissariat à l'aide et à l'orientation des rapatriés; que, de ce fait, un malaise profond mine le moral de nos compatriotes déjà rentrés et de ceux qui risquent d'être conduits à revenir en métropole. Il lui demande si le Gouvernement a la volonté et les moyens de reclasser, reloger, reconvertir, honorablement et dignement, les Français rentrés ou qui rentreront en métropole, comme conséquence de la décolonisation, afin que ces Français se sentent à la fois reconfortés, et constituer un élément moteur d'une politique d'expansion française [10 mai 1961] (n° 87). — Réponse [3 octobre 1961] (p. 1097).

**M. André Armengaud** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* quelles mesures d'ordre pratique il entend prendre, afin de remédier à toutes les difficultés matérielles dont souffrent les Français rapatriés d'Afrique du Nord depuis quatre ans et demi en raison de la lourdeur et de l'étroitesse des mécanismes de financement tant des prêts d'honneur que des prêts de reconversion, faute d'un plan d'ensemble de reclassement [5 septembre 1961] (n° 108). — Réponse [3 octobre 1961] (p. 1097).

#### Interventions :

Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherches scientifique et technique. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 368, 369, 370); en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques [22 juin 1961]. — Discussion générale (p. 514, 515 et 516). — Six questions orales avec débat, jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 663). — Projets de loi autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation [12 juillet 1961]. — Discussion générale (p. 801). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961]; réposé au ministre des finances (p. 878), sur l'article 16 (p. 905). — Ses questions orales : sur l'aide aux rapatriés [3 octobre 1961] (p. 1097 et suivantes); sur la situation des professeurs français au Viet-Nam [10 octobre 1961] (p. 1135, 1136). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [24 octobre 1961]; rapporteur de la commission des finances (p. 1223 à 1250) [25 octobre 1961] (p. 1260 à 1281). — Sa question orale (n° 121) relative à la reconcentration d'industries en Allemagne [14 novembre 1961] (p. 1431 à 1433). — Projet de loi de finances pour 1962. — Discussion de la première partie : condition de l'équilibre financier [15 novembre 1961]; sur le fonds de soutien aux hydrocarbures, art. 15 (p. 1485); deuxième partie [16 novembre 1961] : budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1513 et 1514, et p. 1522). Budget des AFFAIRES ÉTRANGÈRES [17 novembre 1961] (p. 1563 et 1564). DÉFENSES MILITAIRES [deuxième séance du 17 novembre 1961]; sur l'article 24, au nom de la commission des finances (p. 1604); après l'article 24 (p. 1605 et 1606). — Projet de loi de finances pour 1962, deuxième partie [18 novembre 1961]. Budget de la JUSTICE (p. 1626). — Budget du MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION [deuxième séance du 18 novembre 1961] (p. 1648, 1649, 1650, 1651, 1656). — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [26 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2053 et 2054); son amendement n° 66 (p. 2055 et 2056). — Budget de L'INTÉRIEUR [26 novembre 1961]; sur l'amendement n° 30 rectifié, présenté au nom du Gouvernement par *M. Giscard d'Estaing*, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2103). — A l'article 57 A (nouveau) [28 novembre 1961]; sur les amendements n° 139 de *M. Marcel Pellenc* et n° 77 de *M. Marcel Molle* (p. 2231); sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2247). — Projet de loi de finances pour 1962. — Deuxième lecture [6 décembre 1961]; art. 18 bis (p. 2333, 2334); art. 19 (p. 2339, 2342) [7 décembre 1961]; explique le vote du groupe des indépendants sur l'ensemble du projet de loi (p. 2371). Projet de



loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer (deuxième lecture) [8 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2410). — Discussion des articles (p. 2412, 2413). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1962 [11 décembre 1961]; explication de vote (p. 2442, 2443).

**AUBERGER** (M. FERNAND) [Allier].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. Fernand Auberge** demande à *M. le ministre de l'industrie* de lui faire connaître dans quelles conditions un atelier de carrosserie existant depuis 1908 peut être fermé en application de la loi sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, après que l'entrepreneur intéressé a effectué tous les travaux d'insonorisation qui lui ont été demandés et qu'aucun contrôle de ces travaux n'a précédé l'arrêt de fermeture [19 juillet 1961] (n° 334). — Report [10 octobre 1961] (p. 1138). — Report le 24 octobre 1961 (p. 1216).

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961]. — Disposition concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1739 à 1745). — Sur le règlement de l'ordre du jour de la séance du 22 novembre 1961 [21 novembre 1961] (p. 1775). — Budget de l'ÉDUCATION NATIONALE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2041, 2042).

**AUBERT** (M. EMILE) [Basses-Alpes].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**AUDY** (M. MARCEL) [Corrèze].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. Marcel Audy** expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que les projections de gravillons provoquent des dégâts de plus en plus fréquents aux pare-brise et lunettes de phares des véhicules. A chaque éclatement de pare-brise, le bruit semblable à une détonation, le courant d'air violent, la suppression de la visibilité et la surprise du conducteur peuvent provoquer un accident grave. Les boucliers en matière souple, complétant jusqu'au ras du sol les garde-boue arrière des véhicules hollandais paraissent constituer une protection efficace. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre une décision rendant obligatoire l'équipement des véhicules par des dispositifs empêchant les inconvénients signalés [2 août 1961] (N° 338). — Réponse [17 octobre 1961] (p. 1160, 1161).

**Interventions :**

La question orale (n° 338) sur la protection des pare-brise des véhicules [17 octobre 1961] (p. 1161). — Projet de loi de finances pour 1962. — BUDGET DE L'AGRICULTURE [24 novembre 1961]; sur l'amendement de M. Hector Dubois n° 131 (p. 1937). — INTÉRIEUR [26 novembre 1961], répond à M. Baumel (p. 2104). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles: Art. 17: sur l'exonération de la patente des gits ruraux (p. 2534). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [deuxième séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles: Art. 2: sur le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (p. 2559).

## B

**BACON** (M. PAUL), *Ministre du travail* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

**Interventions :**

Question orale de M. Francis Dassaud concernant l'extension de l'allocation de transport aux travailleurs de province [2 mai 1961] (p. 116 et 117). — Sur la question orale (n° 313) de

M. Maurice Charpentier relative aux allocations supplémentaires du fonds de solidarité [27 juin 1961] (p. 555 et 556). — Projet de loi tendant à accorder à certains gérants de sociétés à responsabilité limitée la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse [11 juillet 1961]. — Discussion générale (p. 778). — Question orale (n° 339) de M. Adolphe Dutoit sur le remboursement des frais médicaux dans le département du Nord [17 octobre 1961] (p. 1164). — Question orale (n° 342) de Charles Naveau sur l'exonération de certaines cotisations de sécurité sociale pour les salaires de retour du service militaire [17 octobre 1961] (p. 1165). — Question orale (n° 345) de M. Emile Durieux sur le classement des communes dans les zones de salaires [17 octobre 1961] (p. 1165). — Question orale (n° 347) de M. Adolphe Dutoit sur les conséquences sociales du licenciement d'ouvriers dans le Nord [17 octobre 1961] (p. 1166). — Questions orales avec débat de MM. Courrière, Vallin et Bardol relatives à la politique économique et sociale du Gouvernement [7 novembre 1961] (p. 1377 à 1379) et (p. 1380). — Projet de loi de finances pour 1962 [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1962] BUDGET DU TRAVAIL (p. 1714 à 1716, 1717). — Question orale de M. Bernard Lafay (n° 365), sur le retard dans la constitution d'une commission [5 décembre 1961] (p. 2286).

**BAGNEUX** (M. JEAN DE) [Côtes-du-Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports (p. 1766, 1767).

**BAJEUX** (M. OCTAVE) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 643). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 952 à 954). Discussion des articles: Art. 1<sup>er</sup>: Sur l'amendement n° 3 de M. Jozeau-Marigné (p. 961); Défend son sous-amendement n° 22 à l'article 2 (p. 964); Le retire (p. 964); Art. 3: Défend son amendement n° 23 rectifié (p. 965 et 966); Art. 3 bis nouveau (p. 967 et 969). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (p. 1187, 1190 et 1195). — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales; Deuxième lecture [9 novembre 1961]; discussion des articles: Art. 3 bis (p. 1393 et 1394). — Projet de loi de finances pour 1962. Budget de l'agriculture [24 novembre 1961] (p. 1920).

**BALESTRA** (M. CLÉMENT) [Var].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961]. — Budget des AFFAIRES CULTURELLES (p. 1730, 1731).

**BARATGIN** (M. PAUL) [Hautes-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 836 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

*Est élu membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**BARDOL (M. JEAN)** [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Questions orales avec débat :**

**M. Jean Bardol** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur le mécontentement grandissant qui atteint la paysannerie française dans son ensemble : ce profond malaise qui existe dans nos campagnes — nullement apaisé par les dernières mesures gouvernementales — découle d'une situation qui ne cesse de s'aggraver pour la grande masse des exploitants agricoles. C'est la raison pour laquelle il lui demande : 1° Quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour assurer un écoulement régulier, à de justes prix, de la production de nos cultivateurs ; 2° s'il n'estime pas nécessaire : a) de relever le pouvoir d'achat des masses populaires, condition d'un élargissement du marché intérieur ; b) de suspendre les clauses du Marché commun qui favorise l'entrée en France de produits étrangers au moment où nous connaissons la surproduction ; 3° quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de la franchise de 200 NF de l'assurance maladie des exploitants et s'il ne juge pas utile d'étendre cette assurance à tous les risques maladie et pour tous les membres des familles paysannes ; 4° s'il envisage de maintenir sa décision d'imposer aux producteurs une taxe de résorption sur les produits laitiers [20 juin 1961] (n° 92).

**M. Jean Bardol**, considérant la diminution très importante du pouvoir d'achat pour les couches les plus pauvres de la population, demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il envisage pour y remédier, quelles dispositions il entend prendre particulièrement en faveur des vieux, des veuves, des invalides du travail et civils, des rentiers viagers, des titulaires de la carte sociale d'économiquement faible [20 juillet 1961] (n° 100). — Reprise [7 novembre 1961] (p. 1365 à 1380).

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] ; développe sa question orale (p. 624). — Projets de loi autorisant l'**approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale (p. 808 et 809). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] ; sur l'art. 16 (p. 906) [20 juillet 1961] ; sur l'état A annexé à l'article 16 (p. 920) ; sur l'art. 18 (p. 931) ; intervient sur les conditions d'**attribution de l'allocation logement** (p. 931 et 932) ; prend la parole au cours des explications de vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 948). — **Projet de loi, relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des Oasis et de la Saoura, qui ont conservé leur statut personnel israélite, et à leur accession au statut civil de droit commun** [21 juillet 1961]. — Discussion générale (p. 985). — **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie** [21 juillet 1961] ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 991) ; demande la parole pour un rappel au règlement (p. 991). — Question orale avec débat de *M. Courrière* (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1078). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1189, 1194, 1197). — **Projet de loi relatif à la coopération agricole** [19 octobre 1961] (p. 1200 à 1203). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1291 à 1303). — Sa question orale (n° 100) relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1371 à 1373). — **Projet de loi de finances pour 1962** ; titre II. Dispositions relatives aux charges [15 novembre 1961]. Art. 18 bis, relatif au taux de la **taxe complémentaire sur le revenu des personnes physiques** (p. 1490). — Budget de l'**INDUSTRIE** [deuxième séance du 18 novembre 1961] (p. 1633 à 1636 et 1644). — Budget des **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** [23 novembre 1961] (p. 1871, 1876). — Budget de l'**AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1902). — Budget de l'**ÉDUCATION NATIONALE** [séance du 25 novembre 1961] (p. 2041).

**BARRACHIN (M. EDMOND)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 686). — **Projet de loi de finances pour 1962**,

deuxième partie [deuxième séance du 16 novembre 1961]. Budget des **ANCIENS COMBATTANTS** ; après l'article 52 (p. 1549). **DÉPENSES MILITAIRES** [deuxième séance du 17 novembre 1961] (p. 1582). Budget des **SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE** [séance du 25 novembre 1961] (p. 2002). **INTÉRIEUR** [26 novembre 1961] (p. 2096). **LÉGION D'HONNEUR** : ordre de la Libération [27 novembre 1961] ; explique son vote (p. 2173). — **Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961] ; sur l'article unique (p. 2270). — Suite de la discussion des conclusions du rapport [14 décembre 1961] (p. 2581) ; répond à *M. Defferre* (p. 2581).

**BAUMEL (M. JACQUES)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme, relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique, adopté par l'Assemblée nationale [18 mai 1961] (n° 221).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).

**Interventions :**

**Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique.** Discussion générale [19 mai 1961] (p. 370, 371, 372), en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. Discussion des articles [19 mai 1961] ; Art. 1<sup>er</sup>, sur l'amendement n° 1 de *M. Jacques Heuriet* (p. 383). — **Projet de loi de finances pour 1962**, deuxième partie [17 novembre 1961]. Budget des **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** (p. 1564 à 1566). **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [26 novembre 1961] (p. 2065). **INTÉRIEUR** [26 novembre 1961] ; explique son vote sur l'amendement n° 31 (p. 2104). **INFORMATION** [27 novembre 1961] ; en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 2145 et suivantes). Budget de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** [28 novembre 1961] ; en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 2203). — **Projet de loi instituant un centre national d'études spatiales** [7 décembre 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 2392 à 2394 et 2398).

**BAUMGARTNER (M. WILFRID)**, *Ministre des finances et des affaires économiques* (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959. — Nomination du 13 janvier 1960).

**Interventions :**

Question orale de *M. Emile Durieux* concernant l'**aide aux victimes des inondations du Pas-de-Calais** [2 mai 1961] (p. 113). — Question orale de *M. Léon David* relative aux **cercles familiaux de Provence** [2 mai 1961] (p. 114). — Questions orales de *M. Georges Marie-Anne* concernant les **allocations et prestations familiales dans les départements d'outre-mer** [9 mai 1961] (p. 201, 202). — Question orale de *M. Charles Naveau* concernant l'**aide aux sinistrés victimes des inondations du Nord** [9 mai 1961] (p. 202). — Sur la fixation de la date de discussion de la question orale avec débat (n° 80) de *M. Antoine Courrière* relative à la **politique sociale du Gouvernement** [9 mai 1961] (p. 206). — **Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris.** Discussion des articles [9 mai 1961]. Art. 5 : repousse l'amendement n° 11 (p. 224, 225) ; sur cet amendement (p. 227) ; à la suite du scrutin prononçant la recevabilité de cet amendement, accepte le renvoi en commission (p. 228). — Question orale de *M. Bernard Chochoy* (n° 290) relative à la **revalorisation des traitements des personnels de la gendarmerie** [16 mai 1961] (p. 274). — Questions orales avec débat jointes (n° 80) de *M. Antoine Courrière* et (n° 84) de *M. Jacques Duclos*, sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 279, 284, 285, 286, 292, 301). — **Projet de loi portant ratification du décret n° 60-1018 du 19 septembre 1960, portant modification du tarif des droits de douane d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier en ce qui concerne certains produits sidérurgiques** [16 mai 1961] (p. 302). — **Projet de loi portant rétablissement, relèvement, réduction et suspension de la perception de certains droits de douane d'importation dans le territoire douanier** [12 juillet 1961]. Discussion générale (p. 786 et 787). — Projets de loi autorisant l'**approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale (p. 787 à 790 et 819). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet

1961]. Discussion générale (p. 835 et 838, 874 à 877) ; répond à M. Courrière (p. 878). Art 9 : observation sur l'amendement n° 6 (p. 884). Sur l'art 15 A (p. 893 et 894). Art. 17, état B (p. 927) ; sur son amendement relatif au crédit figurant au titre III des travaux publics et des transports (p. 928). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Benaïssa Sassi, sénateur de Mostaganem-Tiaret [20 juillet 1961] (p. 941). — Suite de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1961. Suite de la discussion des articles [20 juillet 1961] : art. 29 (p. 946). Art. 30 : répond à M. Sempé (p. 947). — Indique au Sénat que le Gouvernement accepte que soit retiré de l'ordre du jour du Sénat, le projet de loi relatif à la protection des animaux [21 juillet 1961] (p. 996). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [21 juillet 1961]. Discussion des articles : art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 1 de M. Louvel (p. 997). Art. 11 (p. 999 et 1000). Art. 15 K : sur l'amendement n° 5 de M. Pellenc (p. 1001) ; répond à une question de M. Dulin (p. 1001). Art. 16 : sur l'amendement n° 3 de M. Courrière (p. 1002). Discussion, en troisième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [22 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 15 K : demande le vote par division de l'amendement n° 2 de M. Pellenc et en accepte la première partie (p. 1020) ; s'oppose à la seconde partie (p. 1020) ; répond à M. Courrière, puis à M. Dulin sur ce même amendement (p. 1021) ; Remercie le Sénat, au nom du Gouvernement, pour les efforts accomplis lors de la discussion budgétaire (p. 1021).

Questions orales de M. Bernard Lafay sur l'allocation supplémentaire des personnes âgées [24 octobre 1961] (p. 1211). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1437 à 1440, 1445, 1447, 1454 et 1462). Discussion de la première partie du projet de loi : condition générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961] ; Répond aux divers orateurs intervenus dans la discussion générale (p. 1486 à 1488) ; art. 18 bis, relatif au taux de la taxe complémentaire sur le revenu des personnes physiques (p. 1489 et 1490). AFFAIRES ÉCONOMIQUES [26 novembre 1961] (p. 2052). COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN [26 novembre 1961] (p. 2054 et 2055) ; sur l'amendement n° 66 (p. 2055). COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR [28 novembre 1961] (p. 2189) ; sur les amendements n° 143 de M. Marcel Pellenc et 128 de M. Amédée Bouquerel à l'article 30 (p. 2190 et 2193) ; s'oppose à l'amendement n° 147 de M. Marcel Pellenc à l'article 30 (p. 2196) ; sur l'amendement n° 163 de M. Fernand Verdeille à l'article 30 (p. 2197) ; sur l'amendement n° 149 de M. Marcel Pellenc à l'article 33 (p. 2198) ; répond à M. J.-E. Bousch sur l'article 35 (p. 2199) ; à l'art. 57 A (nouveau) [28 novembre 1961] ; sur les amendements n° 139 de M. Marcel Pellenc et 77 de M. Marcel Molle (p. 2231) ; à l'article 64, accepte l'amendement n° 156 de M. Marcel Pellenc (p. 2236) ; sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2250). — Projet de loi portant ratification du décret n° 61-1021 [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2258). — Projet de loi portant ratification du décret n° 61-482 [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2259). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2322) : Art. 18 ter : repousse l'amendement n° 13 de M. Marcel Pellenc (p. 2336). Art. 19 (p. 2338 et 2343) [7 décembre 1961]. Art. 33 : repousse l'amendement n° 31 de M. Marcel Pellenc (p. 2359). Art. 44 bis : sur l'amendement n° 33 de M. Marcel Pellenc (p. 2361). Art. 53 : repousse l'amendement n° 35 de M. Marcel Pellenc (p. 2361) ; répond aux observations présentées par MM. Jean-Eric Bousch et Bernard Chochoy (p. 2362). Art. 55 ter : demande à M. Jozeau-Marigné de retirer son amendement n° 52 (p. 2363) ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 52 de M. Jozeau-Marigné (p. 2364) ; répond aux observations de MM. Bernard Chochoy, Jean-Eric Bousch et Jacques Descours Desacres (p. 2364) [7 décembre 1962]. — Demande le retrait de l'ordre du jour du projet relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité (p. 2369). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1962 [11 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2432, 2433). — **Projet de loi de finances pour 1962** (troisième lecture) [12 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2479).

**BAYROU** (M. MAURICE) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**Intervention :**

Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961] : DÉPENSES MILITAIRES : à propos de la procédure de la discussion budgétaire (p. 1578).

**BEAUJANNOT** (M. JOSEPH) [Loir-et-Cher].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Dépôt législatif :**

*Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).*

**Interventions :**

Sur la lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale, le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 557). — **Projet de loi de finances pour 1962**, Titre II, Dispositions relatives aux charges [15 novembre 1961] ; sur l'article 18 ter (nouveau) (p. 1491). — Comme rapporteur spécial pour avis de la commission des affaires économiques sur le budget des POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS [séance du 25 novembre 1961] (p. 2019, 2020, 2026). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : Art. 18 ter ; au nom de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2336).

**BELABED** (M. MOHAMED) [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].*

**BELHABICH** (M. SLIMAN) [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**BELKADI** (M. ABDENNOUR) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].*

**BELOUCIF** (M. AMAR) [Bône].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE (texte d'une commission mixte paritaire) [séance du 7 décembre 1961] (p. 2372). — **Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables** [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2547, 2548).

**BENACER** (M. SALAH) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

Déclaration du Gouvernement relative aux problèmes algériens [5 juillet 1961] (p. 695).

Décédé le 12 novembre 1961. — **Eloge funèbre** prononcé par M. Gaston Monnerville [16 novembre 1961].

**BENALI** (M. BRAHIM) [Orléansville-Médéa].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].*

**BENCHERIF** (M. MOUAAOUIA) [Orléansville-Médéa].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].*

**BENE** (M. JEAN) [Hérault].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme. Discussion des articles [10 mai 1961]. Art. 11 : sur l'article (p. 248). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [25 octobre 1961] (p. 1258 à 1275).

**BENTCHICOU (M. AHMED)** [Constantine]

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**BERNIER (M. LUCIEN)** [Guadeloupe].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi autorisant dans les départements d'outre-mer l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale* [22 juin 1961] (n° 269).

*Avis présenté par la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale* [14 novembre 1961] (n° 58).

**Questions orales.**

**M. Lucien Bernier** rappelle à **M. le Premier ministre** qu'un décret du 18 avril 1961, publié au *Journal officiel* du 9 mai 1961 a fixé la date et les conditions dans lesquelles sera exécuté le prochain recensement général de la population ; qu'une disposition particulière à l'égard des départements d'outre-mer y a été insérée prévoyant que le recensement y sera effectué par les préfets au lieu des maires comme en métropole. Il lui demande : 1° quelles sont les raisons qui justifient cette discrimination entre maires de la métropole et maires des départements d'outre-mer ; 2° si cette disposition particulière a été introduite après avoir été soumise à l'avis préalable des conseils généraux de ces départements en application de l'article 73 de la Constitution et du décret n° 60-406 du 26 avril 1960 relatifs à l'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ; 3° si, dans la négative, il compte rapporter dans l'immédiat la mesure discriminatoire prise à l'encontre des maires des départements d'outre-mer [16 mai 1961] (n° 306). — Réponse [27 juin 1961] (p. 547 et 548).

**M. Lucien Bernier** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui préciser dans quelle mesure le Gouvernement a tenu compte des intérêts prioritaires de la production bananière des deux seuls départements français producteurs, lorsqu'il a signé avec les Etats africains ayant accédé à l'indépendance et à la souveraineté internationale, des accords économiques permettant l'entrée libre sur le territoire douanier français de bananes originaires ou en provenance de ces Etats. Il le prie de bien vouloir définir la politique que le Gouvernement entend suivre pour protéger la production bananière de la Guadeloupe et de la Martinique et de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour assurer à celle-ci la pleine garantie d'écoulement à prix rémunérateur qu'elle est en droit d'attendre sur le marché national [19 octobre 1961] (n° 358). — Réponse [7 novembre 1961] (p. 1360 et 1361).

**Interventions :**

Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la **Guadeloupe**, de la **Martinique**, de la **Réunion** et de la **Guyane** la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accession des exploitants à la propriété rurale [22 juin 1961]. Discussion des articles : Art. 2 : s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Camille Vallin (p. 531 et 532) ; son amendement n° 24 (p. 534) : Art. 4 : son amendement n° 25 (p. 536). — Projet de loi autorisant dans les départements d'outre-mer l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale [22 juin 1961]. Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 539 et 540). Discussion des articles : article unique : amendement n° 1 de la commission (p. 540). — Sur sa question orale (n° 306) relative au recensement dans les départements d'outre-mer [27 juin 1961] (p. 548). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la politique agricole du Gouvernement [6 septembre 1961] (p. 1087). — Sa question orale (n° 358) relative à la production bananière dans les Antilles françaises [7 novembre 1961] (p. 1360 et 1361). — Projet de loi relatif à la protection des animaux [9 novembre 1961]. Discussion des articles (p. 1404 et 1406). — Projet de loi de finances pour 1962 (2° partie) [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1519) [2° séance du 16 novembre 1961] : sur l'organisation du débat budgétaire (p. 1550). Budget du MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION [2° séance du 18 novembre 1961] (p. 1652, 1653, 1656). Dispositions concernant les départements et territoires d'outre-mer [1° séance du 20 novembre 1961] (p. 1674, 1675). BUDGET DU TRAVAIL [2° séance du 20 novembre

1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1708). — Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse [5 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2312). — 2° projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 20 (p. 2535).

**BERTAUD (M. JEAN)** [Seine].

*Est nommé président de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport d'information* de MM. Jean Bertaud, Jean Bardol, Raymond Brun, Victor Golvan, Gaston Pams, Abel Sempé et Joseph Yvon, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission en Allemagne fédérale, au Danemark et en Norvège du 9 au 19 octobre 1960. (Enregistré à la présidence le 20 février 1961.) [25 avril 1961] (n° 147).

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi rendant applicables les articles 12 à 27 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer à certaines entreprises de transport public* [10 mai 1961] (n° 205).

*Rapport d'information* de MM. Jean Bertaud, Raymond Brun, Maurice Coutrot, Alfred Dehé, Jacques Gadoin, Yves Hamon, René Jager, Marcel Lebreton, Modeste Legouez et Raymond Pinchard fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara, du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif au régime de la production et de la distribution de l'énergie dans le département de la Martinique* [18 juillet 1961] (n° 317).

*Proposition de loi tendant à modifier l'article 8 du code des douanes* [16 novembre 1961] (n° 62).

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif au régime de la production et de la distribution de l'énergie dans le département de la Martinique* [21 novembre 1961] (n° 77).

**Interventions :**

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2° lecture) [4 mai 1961]. Art. 1<sup>er</sup> : art. 1437 bis du code civil, sous-amendement n° 18 (p. 163) ; retrait (p. 164). — Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. — Discussion des articles [17 mai 1961] : art. 4 : accepte la seconde lecture (p. 329, 330). — Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique. Discussion générale [19 mai 1961], en qualité de président de la commission des affaires économiques et du plan (p. 381). — Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier [14 juin 1961]. Discussion des articles : art. 2 : amendement n° 1 de M. Jacques Duclos (p. 406). — Projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale [29 juin 1961]. Discussion de l'article unique : pose une question au ministre (p. 609) ; sur la conférence des présidents ayant organisé le débat sur la déclaration gouvernementale sur les problèmes algériens [29 juin 1961] (p. 610 et 611) ; déclaration du Gouvernement relative aux problèmes algériens [5 juillet 1961] (p. 696, 698). — Projet de loi portant rétablissement, relèvement, réduction et suspension de la perception de certains droits de douane d'importation dans le territoire douanier [12 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que président de la commission des affaires économiques et du plan (p. 787). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : sur l'article 4 (p. 880 à 883) [20 juillet 1961] ; art. 16 : sur l'amendement n° 23 de M. Pellenc (p. 921) ; sur l'amendement n° 24 de M. Pellenc (p. 924). — Projet de loi relatif au régime de la production et de la distribution de l'énergie dans le département de la Martinique, en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 959 et 960). Discussion des articles : art. 3 bis nouveau (p. 968). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (p. 1191). — Projet de loi relatif à la coopération agricole [19 octobre 1961] (p. 1202). Questions orales avec débat relatives aux manifestations d'Algériens dans la région parisienne [31 octobre 1961] (p. 1350 et 1351). — Projet de loi de finances pour 1962 : MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] en tant que président de la commission

des affaires économiques et du plan (p. 2075, 2076); INTÉRIEUR [26 novembre 1961], renonce à la parole (p. 2090). — **Projet de loi relatif à la production et à la distribution de l'énergie en Martinique** [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2256). Art. 2 (p. 2258) : rapport de la **commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2265 et 2267) ; soutient son amendement n° 1 à l'article unique (p. 2268 et 2269). — **Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse** [5 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2310 et 2312) ; Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 ; suite de la discussion [14 décembre 1961], p. 2581). — **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2587). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun** (deuxième lecture) [14 décembre 1961] ; demande que le projet soit retiré de l'ordre du jour (p. 2591, 2592).

**BERTHOIN** (M. JEAN) [Isère].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est élu délégué*, par suite de vacance, à l'assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

*Est élu délégué* à l'assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

**Intervention :**

Discussion des articles du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] : Art. 2 nouveau, à propos de la rédaction de l'article (p. 503).

**BERTRAND** (M. MARCEL) [Nord].

Décédé le 19 septembre 1961. — *Eloge funèbre prononcé* par M. Gaston Monnerville [3 octobre 1961] (p. 1096).

**Intervention :**

**Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 857 à 859).

**BETHOUART** (Général ANTOINE) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**Interventions :**

Sur les questions orales avec débat n° 87 et 108 de **M. Armen-gaud**, 106 de **M. Carrier** et 107 de **M. Gros** sur **l'aide aux rapatriés** [3 octobre 1961] (p. 1105). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1229). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** (deuxième lecture) [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2415).

**BILLIEMAZ** (M. AUGUSTE) [Ain].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-160 du 20 février 1960, relevant le taux de perception des droits de douane applicables au glucose du n° 17-02 B du tarif des droits de douane d'importation en régime de droit commun [10 mai 1961] (n° 197).

*Avis présenté* au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances modificative pour 1961 sur l'article 11** [19 juillet 1961] (p. 885). Discussion, en **deuxième lecture**, du **projet de loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 11 (p. 999). — **Projet de loi**

**de finances pour 1962** [deuxième séance du 20 novembre 1961] : BUDGET DU TRAVAIL (p. 1714) ; BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan pour la S. N. C. F. et la R. A. T. P. [23 novembre 1961] (p. 1841 à 1843, 1876).

**BLONDELLE** (M. RENÉ) [Aisne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des Communautés européennes [14 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Proposition de loi* tendant à créer un fonds national des marchés agricoles [18 juillet 1961] (n° 318).

*Proposition de loi* tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles [18 juillet 1961] (n° 319).

*Proposition de loi* tendant à la coordination des services d'études et de recherches d'économie rurale par la création d'un institut national d'économie rurale [21 juillet 1961] (n° 336).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 842). — Question orale avec débat de **M. Courrière** (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1075). — **Projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1909) ; défend son amendement n° 102 (p. 1935 et 1936). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2596) ; discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 2 de **M. Deguise** (p. 2599) ; Art. 2 : amendement n° 4 de **M. Deguise** (p. 2601) ; Art. 4 : sur l'amendement du Gouvernement (p. 2609) ; répond à l'intervention de **M. le ministre** (p. 2609) ; Art. 6 (p. 2612) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2613).

**BOIN** (M. RAYMOND) [Haute-Marne].

Remplace **M. Edgard Pisani** nommé ministre de l'agriculture du cabinet **Michel Debré**.

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**BOISROND** (M. JACQUES) [Loir-et-Cher].

Décédé le 3 octobre 1961. — *Eloge funèbre prononcé* par **M. Gaston Monnerville** [10 octobre 1961] (p. 1134).

**MAURICE-BOKANOWSKI** (M. MICHEL), *Ministre des postes et télécommunications* (cabinet de **M. Michel Debré** du 8 janvier 1959).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances rectificatives pour 1961** [19 juillet 1961] sur l'article 4 (p. 880) ; BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS [séance du 25 novembre 1961] (p. 2022, 2023, 2024, 2025, 2026).

**BONNEFOUS** (M. EDOUARD) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. Edouard Bonnefous** expose à **M. le Premier ministre** que les risques de conflit nucléaire, général ou localisé, se sont accrus au cours des mois écoulés ; que certaines déclarations proférées par un chef de gouvernement étranger menacent spécialement le territoire français ; que la mise en œuvre par la France d'une force de frappe atomique nationale représente un risque supplémentaire d'attaque nucléaire contre notre pays ; enfin que la reprise par l'U. R. S. S. des explosions atomiques a déjà eu pour effet d'augmenter parfois dangereusement, le taux de radio-activité de l'atmosphère et que l'annonce d'une bombe de cinquante mégatonnes accroît encore ce péril. Il lui demande en conséquence : 1° si le Gouvernement envisage de prendre des mesures particulières pour organiser systématiquement la protection des civils en temps de paix contre tout danger de retombées radio-actives, en cas de guerre contre les bombardements — notamment en construisant des abris collec-

tifs ; 2° quels sont les crédits dès maintenant prévus pour parer à ces diverses menaces [24 octobre 1961] (p. 360). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2282).

#### Questions orales avec débat :

**M. Edouard Bonnefous** demande à *M. le Premier ministre* : 1° s'il est exact qu'un projet modifiant les structures administratives de la région parisienne et du district ait été mis au point sans que les assemblées départementales ni les collectivités locales aient été saisies, consultées, ni même informées ; 2° s'il est exact que cette réforme s'accompagnerait de la suppression de certaines assemblées élues ; 3° si ce projet doit être considéré comme l'amorce d'une réforme plus vaste menaçant les autres départements et visant à supprimer ou à regrouper des communes en remettant ainsi en cause leurs droits et libertés garantis par la Constitution [3 octobre 1961] (n° 110). — Réponse : [31 octobre 1961] (p. 1318 à 1337).

**M. Edouard Bonnefous** expose à *M. le Premier ministre* que les attaques répétées dont nos représentants officiels sont l'objet à l'étranger : saccage de l'ambassade de France au Maroc, arrestations de diplomates français en Egypte, provoquent en France une émotion profonde et risquent de nous porter un préjudice durable dans le monde. Il souhaite que le Parlement soit le plus rapidement possible informé non seulement de cette situation, mais des mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire respecter la France à l'étranger. (Question transmise à *M. le ministre des affaires étrangères.*) [30 novembre 1961] (n° 121).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 3 : observations (p. 210, 211, 212). Art. 5 : observations (p. 227) ; suite de la discussion des articles [17 mai 1961] ; sur l'ensemble, explication de vote (p. 333, 334). — Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 584, 587). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [6 juillet 1961] ; Art. 6 : observations (p. 728). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : Art. 13 : défend son amendement n° 41 (p. 891). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [24 octobre] (p. 1228). — Sur sa question orale n° 110 relative au projet de réorganisation administrative de la région parisienne [31 octobre 1961] (p. 1328 à 1330). — Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961] ; BUDGET DES AFFAIRES CULTURELLES (p. 1735, 1737, 1738). BUDGET DE LA CONSTRUCTION [22 novembre 1961] (p. 1803). BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1851 à 1854) ; Comptes spéciaux du Trésor [28 novembre 1961] ; sur l'amendement n° 148 de *M. Marcel Pellenc* à l'article 30 (p. 2193) ; sa question orale (n° 360) relative à la protection des civils contre les radiations nucléaires [5 décembre 1961] (p. 2283) ; sa question orale avec débat (n° 121) relative aux attaques contre les représentants officiels de la France à l'étranger [5 décembre 1961] (p. 2298).

**BONNEFOUS** (*M. RAYMOND*) [Aveyron].

*Est nommé président* de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion des articles [9 mai 1961], en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : Art. 5 : demande la réunion de sa commission et propose de terminer l'examen du projet en séance de nuit (p. 228). — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme. Discussion des articles [10 mai 1961], en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur l'amendement n° 1 de la commission à l'article 1<sup>er</sup>. — Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion des articles (suite) [17 mai 1961] ; en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : Art. 4 : soutient la seconde lecture (p. 330) ; sur la lettre de *M. le Premier ministre* informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne sera faite au Sénat en même temps qu'à

l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 557). — Annonce le renvoi de la séance de la commission qu'il préside à la fin du débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes algériens [5 juillet 1961] (p. 686). — Projet de loi modifiant l'article 19 du code de l'administration communale [6 juillet 1961] ; dans la discussion générale, en tant que président et rapporteur par intérim de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 732). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : Art. 13 : explique son vote sur l'amendement n° 41 (p. 892). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [20 juillet 1961]. Discussion générale ; intervient au sujet de la suite du débat (p. 958). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [12 octobre 1961] ; en tant que président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, demande une suspension de séance au sujet de la suite des débats (p. 1146). — Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture [26 octobre 1961] (p. 1307). — Proposition de loi organique tendant à modifier la durée du mandat des sénateurs remplaçants [9 novembre 1961]. Discussion de l'article unique, en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1402). — Projet de loi de finances pour 1962. Commissariat général du plan, explique son vote sur l'amendement n° 66 de *MM. Armengaud* et *Pellenc* [26 novembre 1961] (p. 2056). — Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 [30 novembre 1961] ; demande le renvoi en commission de l'article unique (p. 2271) ; conférence des présidents [7 décembre 1961], en qualité de président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2400).

**BONNET** (*M. GEORGES*) [Lozère].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917 [22 juin 1961] (n° 272).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 579). Discussion des articles [6 juillet 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 13 (p. 712) ; Art. 2 : défend son amendement n° 15 (p. 717) ; défend son amendement n° 16 (p. 717) ; défend son amendement n° 17 (p. 717) ; discussion du même projet en deuxième lecture [22 juillet 1961] ; discussion des articles : sur la suppression par l'Assemblée nationale de l'article 1<sup>er bis</sup> (p. 1024).

**BORDENEUVE** (*M. JACQUES*) [Lot-et-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**BOUCHER** (*M. ALBERT*) [Loire-Atlantique].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**BOUKIKAZ** (*M. AHMED*) [Constantine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 novembre 1961].

**BOULANGE** (*M. MARCEL*) [Territoire de Belfort].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**BOULANGER** (*M. GEORGES*) [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adaptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie. (Enregistré à la présidence le 28 mars 1961.) [25 avril 1961] (n° 163).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à l'extension et à l'adaptation aux territoires d'outre-mer de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 58-1306 du 23 décembre 1958 portant modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive. (Enregistré à la présidence le 28 mars 1961.) [25 avril 1961] (n° 164).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale et abrogeant l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer [4 mai 1961] (n° 182).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-259 du 4 février 1959 complétant et modifiant l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [4 mai 1961] (n° 183).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, modifiée [4 mai 1961] (n° 184).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 relative à l'élection des sénateurs [4 mai 1961] (n° 185).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer [4 mai 1961] (n° 186).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, adaptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie [13 décembre 1961] (n° 134).

#### Interventions :

Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** (2<sup>e</sup> lecture) [2 mai 1961] : Art. 2 bis : sous-amendement n° 11 (p. 126). — Projet de loi portant **réforme des régimes matrimoniaux** (2<sup>e</sup> lecture) [4 mai 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : Art. 1438 du code civil (p. 146, 147) ; Art. 1390 : sur l'amendement n° 1 rectifié (p. 150). Art. 1435 : amendement n° 34 (p. 157, 158) ; sur l'amendement n° 14 et le sous-amendement n° 49 rectifié (p. 160) ; sur l'amendement n° 16 (p. 161). Art. 1437 bis : amendement n° 35 rectifié (p. 163). — Projet de loi conférant aux **îles Wallis et Futuna** le statut de territoire d'outre-mer. Discussion générale [18 mai 1961] en qualité de rapporteur (p. 344, 345). — Projet de loi adaptant et rendant applicables dans les **territoires d'outre-mer** les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959, portant **amnistie**. Discussion générale [18 mai 1961] (p. 349). Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup> : accepte l'amendement n° 1 (p. 349) ; maintient son accord sur l'amendement n° 1 (p. 350). — Projet de loi relatif à la **modification des régimes de l'adoption et de la légitimation adoptive dans les territoires d'outre-mer**. — Discus-

sion générale [18 mai 1961] (p. 351) en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion des articles : Art. additionnel A nouveau. Art. unique : amendement n° 2, amendement n° 3 (p. 351). — Projet de loi relatif à la **protection des animaux** [9 novembre 1961]. Discussion des articles (p. 1406). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1914). — **Projet de loi adoptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer** les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant **amnistie** (deuxième lecture) [15 décembre 1961] en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 2628).

**BOULIN (ROBERT)**, *Secrétaire d'Etat aux rapatriés* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 24 août 1961).

#### Interventions :

Associe le Gouvernement à l'**éloge funèbre de M. Marcel Bertrand**, sénateur du Nord [3 octobre 1961] (p. 1097).

Questions orales avec débat n° 87 et 108 de M. Armengaud, n° 106 de M. Carrier et n° 107 de M. Gros sur l'**aide aux rapatriés** [3 octobre 1961] (p. 1107). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [12 octobre 1961] ; annonce le retrait du projet de l'ordre du jour (p. 1147). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1218 à 1249) [25 octobre 1961] (p. 1258 à 1282). — **Projet de loi de finances pour 1962** : INTÉRIEUR [26 novembre 1961], sur l'amendement n° 30 rectifié présenté au nom du Gouvernement par M. Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2102). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** (deuxième lecture) [8 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2409, 2410). Discussion des articles (p. 2411, 2412, 2413, 2416). Proposition de loi relative à l'**accession des salariés français d'outre-mer dans leur ensemble au régime de l'assurance volontaire vieillesse** [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2418, 2419, 2420). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** (conclusions de la commission mixte paritaire) [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2592).

**BOULOUX (M. JEAN-MARIE)** [Vienne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**BOUQUEREL (M. AMÉDÉE)** [Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis* présenté par la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

#### Interventions :

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 3 : sur la procédure de discussion des amendements (p. 215) ; amendement n° 19 (p. 215, 216, 217) ; Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 11 (p. 225, 226). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] : sur l'article 11, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 885) ; sur l'art. 13 (p. 890) ; sur l'art. 14 (p. 892) [20 juillet 1961]. Art. 18 : pose une question sur le chapitre 53-30 concernant la **canalisation de la Moselle** (p. 930). Art. 21 (p. 941 et 942). Art. 27 (p. 943). Art. 29 (p. 943 à 945). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961]. Discussion des articles. Art. 11 (p. 999). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Budget des AFFAIRES CULTURELLES (p. 1728). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS [séance du 23 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (pour les travaux publics, les routes, les voies navigables et le tourisme) (p. 1839 à 1841, 1873, 1874).

COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR [28 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2187) ; soutient son amendement n° 128 à l'article 30 (p. 2190) ; retire cet amendement (p. 2192) ; en son nom personnel sur l'amendement n° 148 de M. Marcel Pellenc à l'article 30 (p. 2194).

**BOUSCH (M. JEAN-ERIC) [Moselle].**

*Est nommé vice-président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport fait au nom* de la commission spéciale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [8 décembre 1961] (n° 122).

*Rapport fait au nom* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1961, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [14 décembre 1961] (p. 146).

**Interventions :**

Projet de loi de finances rectificative pour 1961. Discussion des articles [20 juillet 1961]. Art. 16, état A ; Intervient sur l'amendement n° 23 de M. Pellenc (p. 923). Art. 29 (p. 945 et 946). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1458 à 1461). — Discussion de la première partie. Conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961] : sur l'article 5 bis (nouveau) (p. 1475 et 1477) ; sur le fonds de soutien aux hydrocarbures (p. 1485 et 1486) ; sur le taux de la taxe complémentaire sur le revenu des personnes physiques. Art. 18 bis (p. 1489). Budget de l'INDUSTRIE [deuxième séance du 18 novembre 1961] (p. 1644, 1645, 1646, 1647). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1778 à 1782, 1804 à 1806, 1808, 1811, 1813, 1814, 1816, 1818, 1819). — CHARGES COMMUNES [21 novembre 1961]. Titre IV, Renonce à la parole (p. 2166) ; intervient au titre VI (p. 2167). COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR [28 novembre 1961] ; sur les amendements n° 148 de M. Marcel Pellenc et n° 128 de M. Amédée Bouquerel à l'article 30 (p. 2192 et 2195) ; sur l'article 35 (p. 2199). Budget de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE [28 novembre 1961] sur l'amendement n° 122 de M. Marcel Pellenc (p. 2211). Articles additionnels [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 165 (p. 2244). Sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2249). — Projet de loi de finances pour 1962 (deuxième lecture) [6 décembre 1961] : Art. 19 (p. 2341) [7 décembre 1961]. Art. 53 (p. 2361, 2362). Art. 55 ter : propose la suppression de la deuxième partie de cet article (p. 2364). Art. 59 A (p. 2365, 2366). Art. 71 : défend l'amendement n° 44 de la commission des finances (p. 2368, 2369). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1962 [11 décembre 1961] ; explication de vote (p. 2443, 2444). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission spéciale. Discussion générale (p. 2487 à 2490). Discussion des articles [13 décembre 1961] : sur l'article 1<sup>er</sup>, amendement n° 1 (p. 2513) ; sur l'amendement n° 2, soutenu par M. Voyant (p. 2513) ; repousse l'amendement n° 25 tendant à la prolongation du délai accordé aux communes pour exercer leur droit de préemption (*id.*) ; défend l'amendement n° 2 (p. 2513) ; repousse le sous-amendement n° 27 de M. Hugues (p. 2514) ; retire l'amendement n° 2 de la commission et se rallie à l'amendement déposé par le Gouvernement (*id.*) ; amendement n° 3 de la commission (p. 2515

et 2516) ; propose le rejet de l'amendement n° 34 de M. Chochoy relatif à la définition de l'indemnité d'éviction (p. 2518). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 16 : à propos des avances au comptoir de vente des charbons sarrois (p. 2532). Art. 20 quater : amendement n° 21 rectifié, proposé par M. Bousch, tendant au versement à un office d'H. L. M. de l'allocation logement en cas de non-paiement des loyers (p. 2536) ; retrait de l'amendement (*id.*). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [deuxième séance du 13 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission spéciale : Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 4 (p. 2551, 2552) ; repousse le sous-amendement n° 39 du Gouvernement (p. 2552, 2553) ; défend son amendement n° 5 (p. 2553). Art. 2 : sur l'amendement n° 31 rectifié de M. Adolphe Chauvin (p. 2554) ; défend son amendement n° 6 (p. 2554) ; accepte l'amendement n° 38 du Gouvernement (p. 2555, 2556) ; défend son amendement n° 7 (p. 2556) ; défend son amendement n° 8 (p. 2556) ; défend son amendement n° 9 rectifié (p. 2557, 2558, 2559) ; retire son amendement n° 11 (p. 2559). Art. 3 (nouveau) : défend son amendement n° 12 tendant à supprimer l'article (p. 2560). Art. 4 (nouveau) : défend son amendement n° 13 tendant à supprimer l'article (p. 2560). Art. 5 (nouveau) : défend son amendement n° 14 tendant à supprimer l'article (p. 2560). Art. 6 (nouveau) : défend son amendement n° 15 (p. 2560) ; sur le sous-amendement n° 33 de M. Bernard Chochoy (p. 2562). Art. 7 (nouveau) : sur l'amendement n° 42 rectifié de M. Jozeau-Marigné (p. 2563). Article additionnel 8 (nouveau) : défend son amendement n° 16 (p. 2563) ; Titre II. De la juridiction d'expropriation : défend son amendement n° 17 (p. 2565). Article additionnel 9 (nouveau) : défend son amendement n° 18 (p. 2565). Article additionnel 10 (nouveau) : défend son amendement n° 19 (p. 2565) ; sur l'amendement de M. Guy Petit (p. 2566) ; sur le sous-amendement n° 30 de M. Emile Hugues (p. 2567). Article additionnel 11 (nouveau) : dépend son amendement n° 20 (p. 2567). Article additionnel 12 (nouveau) : défend son amendement n° 21 (p. 2567). Article additionnel 13 (nouveau) : défend son amendement n° 22 (p. 2567, 2568) ; sur l'amendement n° 26 de M. Waldeck L'Huilier tendant à insérer un article additionnel (p. 2568) ; sur l'amendement n° 35 de M. Paulian (p. 2568) ; défend son amendement n° 23 (p. 2569) ; sur l'ensemble du projet de loi (p. 2570). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 (deuxième lecture) [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaires et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 2603, 2604). Discussion des articles : Art. 10 : répond à l'intervention de M. de Broglie (p. 2605). — Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2368).

**BOUVARD (M. ROBERT) [Haute-Loire].**

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles [26 novembre 1961] (p. 1298 à 1300).

**BRAJEUX (M. JEAN) [Eure].**

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport, fait au nom* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement [19 mai 1961] (n° 233).

*Rapport, fait au nom* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de coopération, conclu le 19 juin 1961, entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération, conclus à la même date, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [20 juillet 1961] (n° 328).



*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un échange de lettres, relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du domaine [20 juillet 1961] (n° 332).

*Proposition de loi* de M. Jean Brajeux et plusieurs de ses collègues, tendant à la suppression d'office de tous droits politiques aux individus déchus de la puissance paternelle [24 octobre 1961] (p. 1251).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'admission sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement [14 juin 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Discussion générale (p. 401). — Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie, en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 988 à 980). — Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du domaine. [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 992). — Projet de loi de finances pour 1962 (deuxième partie) [deuxième séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS : sur l'article 50 (p. 1545). — Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1769).

**BRAYARD** (M. JOSEPH) [Ain].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**BREGEGERE** (M. MARCEL) [Dordogne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-344 du 8 avril 1960 portant rétablissement, relèvement, réduction et suspension de la perception de certains droits de douane d'importation dans le territoire douanier [15 juin 1961] (n° 263).

*Rapport* de M. Marcel Bregégère (au nom de la commission des affaires économiques et du plan) sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-922 du 6 septembre 1960, relatif à la perception du droit de douane d'importation applicable à l'entrée sur le territoire douanier aux extraits tannants de québracho du n° 32-01 C du tarif des droits de douane [19 octobre 1961] (n° 15).

#### Interventions :

Questions orales avec débat jointes (n° 80) de M. Antoine Courrière et (n° 84) de M. Jacques Duclos sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 279, 280). — Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 654). — Projet de loi portant **rétablissement, relèvement, réduction et suspension de la perception de certains droits de douane d'importation dans le territoire douanier** [12 juillet 1961]. Discussion des articles, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 786 et 787). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961]. Discussion générale (p. 865). — **Projet de loi relatif à la coopération agricole** [10 octobre 1961] (p. 1203). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1291). — **Projet de loi relatif à la perception du droit de douane d'importation applicable à l'entrée sur le territoire douanier aux extraits tannants de québracho**. Discussion générale [10 novembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1419 et 1420). **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [séance du 23 novembre 1961]. Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 1844, 1845). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1898). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2594 à 2595).

**BROGLIE** (M. JEAN DE), *Secrétaire d'Etat au Sahara, aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959). — Nomination du 24 août 1961).

#### Interventions :

**Projet de loi fixant le régime des armées en Côte française des Somalis** [26 octobre 1961] (p. 1321 et 1322). — **Projet de loi de finances pour 1962** [1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961] : dispositions concernant les **départements et territoires d'outre-mer** (p. 1675 à 1678) ; [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1682, 1683) ; dispositions concernant le **Sahara** [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1693, 1694, 1695, 1696, 1697). — **Projet de loi relatif à la production et la distribution de l'énergie en Martinique** [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2257 et 2258) ; art. 4 (p. 2263) ; sur l'ensemble (p. 2263). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** (deuxième lecture) [14 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 10 (p. 2604 à 2605) ; demande une précision à M. Bousch (p. 2605). — **Projet de loi relatif à l'organisation des Comores** [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2631 à 2632).

**BROUSSE** (M. MARTIAL) [Meuse].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport* de M. Martial Brousse (au nom de la commission des affaires sociales) sur le projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture [19 octobre 1961] (n° 24).

#### Questions orales :

**M. Martial Brousse** expose à *M. le ministre de la santé publique et de la population* que dans certaines régions françaises et notamment à Etain (Meuse) ont été récemment construits des logements pour militaires américains et leurs familles ; que le chauffage de ces logements s'effectue en utilisant le fuel comme combustible ; que des fuites se produisent constamment et que ce fuel s'écoule dans les rivières avoisinantes, polluant l'eau de ces rivières, la rendant nocive pour les animaux qui s'y abreuvent et les poissons qui la peuplent ; que des puits et des sources sont également pollués par ces mêmes fuites, privant ainsi certaines fermes de toute eau potable et obligeant les exploitants à abandonner leur exploitation agricole à bref délai ; que cette situation, qui dure depuis de longs mois, a fait l'objet de réclamations incessantes des riverains et des autorités locales, sans résultats appréciables autres que des promesses d'indemnisation qui ne peuvent satisfaire les intéressés qui souhaitent vivement et seulement l'arrêt définitif de ces pollutions. Il lui demande quels résultats ont été obtenus à la suite de l'enquête promise par sa réponse à la question écrite n° 1563 posée le 15 février 1961 et notamment si les responsabilités dans cette affaire ont pu être déterminées [4 mai 1961] (n° 300). — Réponse [20 juin 1961] (p. 460).

**M. Martial Brousse** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que les frais de déplacement accordés aux agriculteurs membres des commissions départementales de remembrement sont notablement insuffisants pour couvrir la totalité des frais occasionnés par ces déplacements : au maximum 0,135 nouveau franc par kilomètre et 0,536 nouveau franc par repas ; que ces personnalités ne touchent aucune vacation susceptible de compenser le temps perdu alors qu'elles doivent cependant se faire remplacer dans leur exploitation par de la main-d'œuvre salariée, car la plupart sont des agriculteurs exploitants ; qu'ils sont considérés en la circonstance comme des fonctionnaires du groupe III, alors que leur situation est bien différente puisqu'ils ne touchent pas de traitement ; que cet état de choses rend de plus en plus difficile le fonctionnement des commissions départementales, car les agriculteurs refusent souvent de faire les sacrifices pécuniaires qu'entraînent parfois trois ou quatre fois par mois les déplacements qui leur sont demandés ; que ce manque d'empressement des agriculteurs peut arrêter le fonctionnement des commissions départementales, les textes réglementaires exigeant que les décisions de cette commission soient prises en présence d'un minimum de membres agriculteurs. Il lui demande qu'elles mesures il compte prendre pour : 1° augmenter les indemnités de déplacement des membres agriculteurs, en tenant compte des frais réels supportés ; 2° leur octroyer des vacations afin que leur situation soit identique à celle des salariés faisant partie de certaines commissions ou des magistrats honoraires présidant les commissions communales pour lesquels l'octroi de vacations est à juste titre prévu, notamment par son arrêté en date du 17 février 1961 [24 mars 1961] (n° 288). — Réponse [20 juin 1961] (p. 455).

#### Interventions :

Sur sa question orale relative aux **frais de déplacement des agriculteurs membres des commissions de remembrement**

[20 juin 1961] (p. 456). — Sur sa question orale (n° 300) concernant la **pollution de l'eau par le fuel à Etain** [20 juin 1961] (p. 461). — **Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1304 à 1315), rapporteur de la commission des affaires sociales. — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1904) ; sur les crédits de l'état C, titre IV (p. 1930) ; sur les crédits de l'état D, titre VI.

**BRUN** (M. RAYMOND) [Gironde].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* du comité supérieur consultatif d'aménagement foncier [17 octobre 1961] (p. 1170).

#### Dépôts législatifs :

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques [15 juin 1961] (n° 261).

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi permettant de rendre obligatoires les règles de commercialisation instituées par les groupements de producteurs agricoles [19 octobre 1961] (n° 18).

#### Interventions :

*Projet de loi* permettant de rendre obligatoires les règles de commercialisation instituées par les groupements de producteurs agricoles [17 octobre 1961] (p. 1289 à 1302), rapporteur de la commission des affaires économiques. — *Projet de loi de finances pour 1962* (2<sup>e</sup> partie) [23 novembre 1961]. Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS (p. 1875). — *Projet de loi* relatif à l'extension des contingents tarifaires à l'ancienne zone Nord du Maroc et à la province de Tanger [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2261). — *Projet de loi* sur les prix agricoles [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 4 (p. 2607 et 2610).

**BRUNHES** (M. JULIEN) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée civique des communautés européennes [14 décembre 1961].

#### Question orale :

**M. Julien Brunhes** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° s'il est exact que le Gouvernement français, comme l'a annoncé la presse, songe à remplacer le représentant de la France à la commission européenne de l'énergie atomique ; 2° au cas où ce bruit serait fondé, si le Gouvernement choisira un homme aussi qualifié scientifiquement que l'actuel représentant de la France, afin qu'il ne soit pas en état d'infériorité vis-à-vis des éminents représentants des autres puissances à l'Euratom ; 3° si le Gouvernement français considère que la politique atomique commune des six pays de la Communauté doit être modifiée par le changement de représentant de la France [14 décembre 1961] (n° 376).

#### Interventions :

*Projet de loi* relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 187, 188, 189). — *Projet de loi de finances pour 1962* (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. DÉPENSES MILITAIRES, SECTION AIR, en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1588 et 1589). — Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1860, 1861, 1877). SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE

[27 novembre 1961] : dans la discussion de l'amendement n° 149 (p. 2155). — *Projet de loi* instituant un **centre national d'études spatiales** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2394, 2395). Discussion des articles : explication de vote (p. 2398).

**BRUYAS** (M. FLORIAN) [Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale [15 juin 1961] (p. 259).

#### Interventions :

*Projet de loi* relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale [29 juin 1961], en sa qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. Discussion générale (p. 607). Discussion de l'article unique : soutient son amendement n° 3.

**BRUYNEEL** (M. ROBERT) [Loir-et-Cher].

Remplace **M. Jacques Boisrond**, décédé le 3 octobre 1961.

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [24 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**BURGAT** (M. GABRIEL) [Bône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Intervention :

Question orale avec débat de **M. Courrière** (n° 105) relative à la *politique agricole du Gouvernement* [6 septembre 1961] (p. 1076). — *Projet de loi de finances pour 1962* : SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (page 1996).

**BURON** (M. ROBERT), *Ministre des travaux publics et des transports* (cabinet de **M. Michel Debré** du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

*Projet de loi* relatif à l'extension de la police des chemins de fer à certains transports publics. Discussion générale [16 mai 1961] (p. 304, 305). — Question orale (n° 237) de **M. Joseph Raybaud** sur le transport routier de marchandises [11 juillet 1961] (p. 744). — Question orale (n° 249) de **M. Joseph Raybaud** sur l'électrification de la voie ferrée Marseille—Menton [11 juillet 1961] (p. 745). — Question orale (n° 315) de **M. Eugène Romaine** sur les tarifs ferroviaires [11 juillet 1961] (p. 746). — Discussion des articles du projet de loi relatif au droit de passage des pêcheurs le long des cours d'eau [11 juillet 1961] ; accepte l'amendement n° 1 de la commission (p. 772) ; se rallie à l'amendement n° 2 de la commission, après modification (*id.*) ; sur l'amendement n° 3 de la commission, répond à une intervention de **M. Marcihacy** (p. 773) et à une intervention de **M. Delalande** (p. 774) ; demande que le service de la navigation soit toujours consulté (p. 774). — *Projet de loi* modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande, deuxième lecture [11 juillet 1961]. Discussion générale (p. 776 et 777). — *Projet de loi de finances rectificative pour 1961* : [19 juillet 1961] sur l'article 11 (p. 888) ; [20 juillet 1961] : sur l'amendement n° 23 de **M. Pellenc** à l'article 16 (p. 921) ; répond à **M. Pellenc** (p. 922) ; répond à une question de **M. Courrière** (p. 923) ; prend l'engagement sollicité par **M. Pellenc** (p. 923) ; sur l'amendement n° 24 de **M. Pellenc** (p. 923) ; répond à **M. Bertaud** (p. 924) ; reprend la parole après l'intervention de **M. Maupéou** (p. 924) ; répond aux questions de **M. Yvon** concernant la construction navale et l'armement (p. 925). — Question orale (n° 338) de **M. Marcel Audy** sur la protection des pare-brise des véhicules [17 octobre 1961] (p. 1160, 1161). — Question orale (n° 331) de **M. Joseph Raybaud** sur la reconstruction de la ligne ferroviaire Nice—Coti [24 octobre 1961] (p. 1213). — Question orale (n° 332) de **M. Joseph Raybaud** sur l'équipement des ports de plaisance [24 octobre 1961] (p. 1215). — *Projet de loi de finances pour 1962* (2<sup>e</sup> partie) [23 novembre 1961] : budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS (p. 1846, 1866 à 1872, 1873, 1875, 1876, 1877). — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] (p. 2066 et suivantes) ; dans la discussion de

l'amendement n° 110 (p. 2069). — MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] (p. 2079 et suivantes) (p. 2084) ; sur l'amendement n° 116 rectifié bis (p. 2085). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° lecture) [7 décembre 1961] : art. 59 ter : accepte l'amendement n° 42 de M. Marcel Pellenc défendu par M. Roger Lachèvre (p. 2367) ; accepte le sous-amendement n° 50 de MM. André Colin et Joseph Yvon (p. 2368).

**BURRET** (M. ROBERT) [Hautes-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

## C

**CAPELLE** (M. OMER) [Somme].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**CARCASSONNE** (M. ROGER) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est élu délégué* à l'assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

### Dépôts législatifs :

Reprend, conformément au 3° alinéa de l'article 28 du règlement sa *proposition de loi* tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse (n° 92 [1959-1960].) [16 mai 1961] (n° 212).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce [13 décembre 1961] (n° 133).

### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 657). — Rapport de la commission d'enquête sur les **événements du 17 octobre 1962** [30 novembre 1961]. — Sur le renvoi de l'article unique en commission (p. 2271). — **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce** [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Discussion générale (p. 2585 à 2587) ; répond à une intervention du président de séance (p. 2587).

**CARDOT** (MME MARIE-HÉLÈNE) [Ardennes].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

En sa qualité de vice-président du Sénat, préside la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 19 mai 1961 (p. 360) ; la séance du 14 juin 1961 (p. 388) ; la 1<sup>re</sup> séance du 22 juin 1961 ; la 2<sup>e</sup> séance du 22 juin 1961 ; la séance du 4 juillet 1961 (matin) ; la 2<sup>e</sup> séance du 11 juillet 1961 ; la séance du 12 juillet 1961 ; la 1<sup>re</sup> séance du 18 juillet 1961 ; la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 19 juillet 1961. — Demande au Sénat d'observer une minute de silence à la mémoire de M. Benaïssa Sassi [19 juillet 1961]. — Préside la 1<sup>re</sup> séance du 20 juillet 1961 ; préside la fin de la séance du 22 juillet 1961 (après-midi) et, en cette occasion, souhaite d'excellentes vacances à ses collègues sénateurs qu'elle remercie, ainsi que le personnel du Sénat, pour l'effort accompli durant la session (p. 1025) ; préside la 1<sup>re</sup> séance du 17 octobre 1961 ; la 1<sup>re</sup> séance du 7 novembre 1961 ; la séance du vendredi 10 novembre 1961 ; préside la 1<sup>re</sup> séance du vendredi 17 novembre 1961 ; préside la 1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961 ; préside la première partie de la séance du 21 novembre 1961 ; la séance du 24 novembre 1961 (soir) ; préside la 1<sup>re</sup> séance du 26 novembre 1961 (p. 2048) ; préside la 2<sup>e</sup> séance du 8 décembre 1961 (p. 2421) ; 1<sup>re</sup> partie de la séance du 11 novembre 1961 (p. 2428) ; 1<sup>re</sup> partie de la séance du 12 décembre 1961 (p. 2452) ; préside une partie de la 2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961.

### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* de Mme Marie-Hélène Cardot et de M. René Tinant tendant à modifier l'article 76 du code civil. (Enregistrée à la présidence le 25 mars 1961) [25 avril 1961] (n° 161).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 58).

### Interventions :

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à **l'utilisation du sang humain, de son plasma et de ses dérivés** [22 juillet 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur (p. 1023). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° partie) [2° séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS : en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1528 à 1530) ; sur le titre III de l'Etat C (p. 1542 et 1543) ; sur les dispositions relatives aux SERVICES DU PREMIER MINISTRE : section I : services généraux [2° séance du 20 novembre 1961] (p. 1702). Budget du TRAVAIL [2° séance du 20 novembre 1961] (p. 1713, 1714). Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1770 à 1772). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1875). AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] (p. 2065). CHARGES COMMUNES [27 novembre 1961] ; son amendement n° 73 (p. 2167) ; son amendement n° 74 (p. 2168) ; son amendement n° 75 (p. 2168, 2169). — 2° projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 21, état A : ÉDUCATION NATIONALE, titre IV, explication de vote (p. 2539).

**CARRIER** (M. MAURICE) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

### Dépôt législatif :

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [12 octobre 1961] (n° 7).

### Question orale avec débat :

M. Maurice Carrier rappelle à M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés l'insuffisance évidente en importance et en durée des mesures existant en faveur des rapatriés et lui demande quelles mesures complémentaires le Gouvernement entend prendre en présence d'une situation que les récents événements ont très sérieusement aggravée [5 septembre 1961] (n° 106). — Réponse [3 octobre 1961] (p. 1097).

### Interventions :

Sa question orale n° 106 sur **l'aide aux rapatriés** [3 octobre 1961] (p. 1103). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961], rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 1219 à 1248) [25 octobre 1961] (p. 1262 à 1281). — Deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à **l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [8 décembre 1961], au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Discussion générale (p. 2409). — **Projet de loi complétant et modifiant le code de la nationalité française** (deuxième lecture) [15 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 2 (p. 2627) ; le retire à la suite des explications du ministre (p. 2628).

**CHABARAKA** (M. AHMED) [Mostaganem-Tiaret].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**CHAMPEIX** (M. MARCEL) [Corrèze].

*Est nommé vice-président* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion

du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

#### Interventions :

Proposition de loi organique tendant à modifier la durée du mandat des sénateurs remplaçants [9 novembre 1961]. Discussion de l'article unique (p. 1401). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget de l'INTÉRIEUR [22 novembre 1961] (p. 1826 à 1828). Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [25 novembre 1961] (p. 1990). — INTÉRIEUR [26 novembre 1961] ; présente une observation (p. 2101) ; retire son amendement n° 118 (p. 2106). — Un projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 23, état C : ministère de l'INTÉRIEUR : sur l'augmentation des crédits en faveur des régions sinistrées par les inondations (p. 2542).

#### CHAMPLEBOUX (M. MICHEL) [Puy-de-Dôme].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

#### Interventions :

Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [18 novembre 1961]. Budget de la JUSTICE (p. 1617). — Dispositions concernant les SERVICES DU PREMIER MINISTRE, section I, services généraux [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1962], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1700, 1701, 1702). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique** [15 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2637 à 2638).

#### CHARPENTIER (M. MAURICE) [Loiret].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

#### Questions orales :

M. Maurice Charpentier demande à M. le ministre du travail pourquoi, étant donné l'augmentation constante du coût de la vie, les plafonds des ressources annuelles auxquels est subordonné le paiement de l'allocation supplémentaire du fonds de solidarité restent fixés depuis 1956 à 2.010 NF pour une personne seule et à 2.580 NF pour un ménage. Du fait de cette stabilité des plafonds, chaque fois que le montant des petites pensions augmente, l'allocation du fonds de solidarité diminue et le pouvoir d'achat des intéressés reste toujours le même. De plus, les trois compléments de l'allocation institués en 1953, 1959 et 1961 étant alloués intégralement quel que soit le montant payé de l'allocation proprement dite, il en résulte que le bénéficiaire d'une faible part de l'allocation perd, lorsqu'il arrive au plafond fixé, non seulement cette faible part d'allocation, mais la totalité des compléments. Afin de remédier à cet état de choses, il lui demande s'il ne pourrait pas, dans un bref délai, indexer sur le S. M. I. G. à la fois le montant de l'allocation et le plafond des ressources prises en compte [13 juin 1961] (n° 313). — Réponse [27 juin 1961] (p. 555 et 556).

M. Maurice Charpentier demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de bien vouloir lui faire connaître pourquoi la baisse du prix de l'essence, promise à plusieurs reprises devant le Sénat, n'a pas encore été effectuée ; d'autre part, étant donné les nombreux avantages que ne manquerait pas d'en retirer notre économie nationale, tant sur les plans industriel et commercial, qu'en définitive sur le plan financier, il désirerait connaître à quelle date il sera possible au Gouvernement de réaliser cette baisse [16 septembre 1961] (n° 346). — Report [10 octobre 1961] (p. 1136, 1137).

M. Maurice Charpentier demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui faire connaître pourquoi la baisse du prix de l'essence, promise à plusieurs reprises devant le Sénat, n'a pas encore été effectuée ; d'autre part, étant donné les nombreux avantages que ne manquerait pas d'en retirer notre économie nationale, tant sur les plans industriel et commercial qu'en définitive sur le plan financier, il désirerait connaître à quelle date il sera possible au Gouvernement de réaliser cette baisse. (Question transmise à M. le ministre des finances et des affaires économiques.) [16 septembre 1961] (n° 346). — Report [24 octobre 1961] (p. 1215). — Réponse [12 décembre 1961] (p. 2474).

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 313) relative aux allocations supplémentaires du fonds de solidarité [27 juin 1961] (p. 556). — Sur sa question orale (n° 346) relative au prix de l'essence [12 décembre 1961] (p. 2474 à 2476).

#### CHAUVIN (M. ADOLPHE) [Seine-et-Oise].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

Est élu membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

#### Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission spéciale sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, instituant une redevance d'équipement (Enregistré à la présidence le 13 avril 1961 [25 avril 1961], n° 169).

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, instituant une redevance d'équipement [19 mai 1961] (n° 229).

Proposition de loi de MM. Adolphe Chauvin, Amédée Bouquiel, Raymond Brun, Jacques Delalande et Gabriel Montpied tendant à modifier l'article 62 du code municipal [19 mai 1961] (n° 230).

#### Questions orales :

M. Adolphe Chauvin demande à M. le ministre de l'éducation nationale quelles mesures il compte prendre pour assurer le fonctionnement des collèges d'enseignement général dont le financement doit normalement incomber à l'Etat [16 mai 1961] (n° 305). — Réponse [20 juin 1961] (p. 461).

M. Adolphe Chauvin attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la recrudescence dans la région parisienne d'attentats perpétrés par des bandes de jeunes voyous qui, s'ajoutant aux attentats terroristes, crée un climat d'insécurité inquiétant ; signale l'insuffisance numérique notoire des effectifs de police, et lui demande quelles mesures efficaces il a l'intention de prendre pour assurer la sécurité des personnes et des biens d'une région en pleine expansion démographique [12 octobre 1961] (n° 355).

#### Interventions :

Projet de loi instituant une redevance d'équipement (deuxième lecture) [2 mai 1961] (p. 117), en qualité de rapporteur de la commission spéciale : Art. 1<sup>er</sup> (p. 117, 119, 120 et 121). Art. 2 (p. 121, 123). Art. 2 bis (p. 124, 125, 126). Art. 127, 128, 129, 130). — **Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 186, 187). Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 4 : observations sur l'article (p. 221) ; suite de la discussion des articles [17 mai 1961]. Art. 6 : amendement n° 24, défend l'amendement (p. 325). — **Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (troisième lecture) [19 mai 1961] (p. 360 et 362) en qualité de rapporteur de la commission spéciale. — Sur sa question orale (n° 305) concernant le financement des collèges d'enseignement général [20 juin 1961] (p. 462). — **Discussion des articles du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] : Art. 2 nouveau (p. 501). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2507 et 2508). — Discussion des articles : Sur l'amendement n° 27 de M. Hugues à l'article 1<sup>er</sup> (p. 2514). [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Art. 2 : défend son amendement n° 31 rectifié (p. 2554) ; contre l'amendement n° 35 de M. Paulian (p. 2568).

#### CHAZALON (M. ANDRÉ) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la politique du Gouvernement en matière sociale [16 mai 1961] (p. 296, 297, 298). — Proposition de loi relative à la coordination des régimes

de retraites professionnelles [29 juin 1961]. Discussion des articles : soutient son amendement n° 8 tendant à compléter le texte proposé pour l'article 1<sup>er</sup> bis nouveau (p. 605). — **Projet de loi tendant à accorder à certains gérants de sociétés à responsabilité limitée la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse** [11 juillet 1961]. Dans la discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 778). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961] : dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports (p. 1763, 1764). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1811). — **Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse** [5 décembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 2310).

**CHENOT (M. BERNARD)**, *Ministre de la santé publique et de la population* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Question orale de M. Martial Brousse (n° 300) concernant la **pollution de l'eau par le fuel à Etain** [20 juin 1961] (p. 460). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques**. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 578 et 591). — **Projet de loi modifiant et complétant le code de la nationalité française** [29 juin 1961]. Discussion générale (p. 594, 596). Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Prélot à l'article 64 du code de la nationalité française (p. 597) ; s'oppose à l'amendement n° 4 de M. Prélot à l'article 79 du code de la nationalité française (p. 598) ; accepte l'amendement n° 2 à l'article 37 du code de la nationalité française (p. 598). — **Projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain** [29 juin 1961]. Discussion générale (p. 600). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques**. Discussion des articles [6 juillet 1961] : observations sur les amendements déposés sur l'article 1<sup>er</sup> (p. 712 et 713). Art. 2 : repousse l'amendement n° 15 (p. 717) ; observations sur l'amendement n° 17 (p. 717). Art. 3 : répond à M. Namy (p. 718). Art. 8 B : observations sur l'amendement n° 9 (p. 719). Art. 11 : observations sur l'amendement n° 11 (p. 720 et 721). — Question orale (n° 329) de M. Pierre Marcihacy relative à l'hôpital de la Cité universitaire [18 juillet 1961] (p. 829 et 830). — **Projet de loi modifiant le deuxième alinéa de l'article 458 du code de commerce** [26 octobre 1961] (p. 1321). — **Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales** ; deuxième lecture [9 novembre 1961]. Discussion des articles : Art. 2 (p. 1392). Art. 3 bis (p. 1394 et 1395). Art. 4 et art. 4 bis (p. 1396). Art. 8 (p. 1396 et 1397). Art. 9 (p. 1398). — **Projet de loi relatif aux frais de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle**. Discussion générale [9 novembre 1961] (p. 1398). — **Projet de loi relatif à la protection des animaux** [9 novembre 1961]. Discussion générale (p. 1402 et 1403). Discussion des articles (p. 1405). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [18 novembre 1961]. Budget de la JUSTICE (p. 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627). LÉGION D'HONNEUR, ORDRE DE LA LIBÉRATION [27 novembre 1961] (p. 2172). — Répond à la question de M. Dailly (p. 2173). — Répond à la question de M. de la Gontrie (p. 2179). — **Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales**, conclusions d'une commission mixte paritaire [5 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2304). Art. 6 : défend l'amendement n° 6 du Gouvernement (p. 2306). — **Projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de matériel de guerre, armes, munitions ou explosifs** [8 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2422). — **Projet de loi complétant la loi n° 48-50 du 12 janvier 1948 relative aux droits de plaidoirie des avocats**, modifiée par le décret n° 54-1253 du 22 décembre 1954, relatif à la Caisse nationale des barreaux français [8 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2423). — **Projet de loi complétant et modifiant le code de la nationalité française** (deuxième lecture) [15 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 1 de M. Prélot (p. 2627) ; sur l'amendement n° 2 de M. Carrier (p. 2627 et 2628). — **Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote** [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2630).

**CHEVALIER (M. ROBERT)** [Sarthe].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat* [8 décembre 1961].

**CHEVALLIER (M. PAUL)** [Savoie].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat* [8 décembre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [2 séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS sur le titre III de l'état C (p. 15437). — **Projet de loi de finances pour 1962** : LÉGION D'HONNEUR, ORDRE DE LA LIBÉRATION [27 novembre 1961] en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2169 et suivantes). MONNAIES ET MÉDAILLES [27 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2173). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [7 décembre 1961] : sur l'article 21 (p. 2354). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961]. — Suite de la discussion générale (p. 2511).

**CHEVIGNY (M. PIERRE DE)** [Meurthe-et-Moselle].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**CHOCHOY (M. BERNARD)** [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction* [12 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé* [12 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi*, tendant à modifier l'article 273 du code de l'urbanisme, relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction [17 mai 1961] (n° 219).

*Proposition de loi*, tendant à faciliter les opérations d'expropriation et à lutter contre la spéculation foncière [17 mai 1961] (n° 220).

#### Questions orales :

**M. Bernard Chochoy** appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur le problème de la revalorisation des traitements des personnels de la gendarmerie ; il lui rappelle que ce problème a fait l'objet de plusieurs interventions dans le cadre parlementaire lors du vote du budget de l'année 1961 ; que, devant le Sénat, lors de cette discussion, *M. le ministre des armées* a notamment déclaré que « la partie du programme de revalorisation de la condition militaire qui concerne la gendarmerie consiste dans le rétablissement de la parité avec les indices de soldes correspondants de la police ». Et, tenant compte des promesses ainsi faites, en même temps que de la légitime impatience des intéressés, il lui demande : 1° si les crédits nécessaires ont été dégagés pour rétablir une parité intégralement réalisée par le Gouvernement en 1957 ; 2° dans l'affirmative, quelle est la date prévue pour le rétablissement des dispositions existant avant le 1<sup>er</sup> janvier 1960 ; 3° si le rappel, à dater du 1<sup>er</sup> janvier, aura lieu à la même date [5 avril 1961] (n° 290). — Réponse [16 mai 1961] (p. 274).

**M. Bernard Chochoy** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* s'il est exact que : 1° malgré toutes les très contestables amputations dont il est l'objet, le fonds national de solidarité dispose d'un reliquat inutilisé de l'ordre de 400 millions de nouveaux francs (40 milliards d'anciens francs) ; 2° que le Gouvernement a déjà utilisé cette somme, espérant que la manipulation sera sans peine antérieure par sa majorité parlementaire, à d'autres fins que la revalorisation des parcimonieuses allocations aux vieux qui était l'unique objectif du fonds national de solidarité et des ressources dégagées pour l'alimenter [19 mai 1961] (n° 310). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 816 à 820).

**Interventions :**

Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** (2<sup>e</sup> lecture) [2 mai 1961]; Art. 1<sup>er</sup> : son amendement n° 8 (p. 120). Art. 2 : sous-amendement n° 9 (p. 122, 123). Art. 2 bis : sous-amendement n° 11 (p. 125, 126); amendement n° 6 (p. 128); explication de vote sur l'ensemble (p. 131). — Sur sa question orale (n° 290) relative à la **revalorisation des traitements des personnels de la gendarmerie** [16 mai 1961] (p. 274). — Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** (3<sup>e</sup> lecture) [19 mai 1961]. Discussion générale (p. 361, 362, 363). — Discussion des articles du projet de **loi de programme relatif à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961]: Art. 2 nouveau : explication de vote (p. 500 et 501); A propos de l'amendement n° 1 de M. Vérillon (p. 501 et 502). — Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961]; Répond au Premier ministre (p. 704). — Sa question orale (n° 310) relative à l'**amputation du fonds national de solidarité et à l'aide aux vieillards** [18 juillet 1961] (p. 816 à 820). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 838); Sur l'article 4 (p. 882); Sur l'article 15 N (p. 903 et 904) [20 juillet 1961]; Sur l'article 20 (p. 934). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961]. Discussion des articles: Art. 15 N (p. 1001 et 1002). — Projet de **loi de finances pour 1962**. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1445 à 1450). — Discussion de la première partie de la loi de finances: **Conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961]; sur l'article 5 bis (nouveau) : explication de vote (p. 1475); Titre II, **Dispositions relatives aux charges**: Art. 18 ter (nouveau) (p. 1491 et 1492); DÉPENSES MILITAIRES [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961] (p. 1577 et 1578). — Projet de **loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [18 novembre 1961]: budget de la JUSTICE (p. 1614, 1615). Budget du ministère de la COOPÉRATION [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961] (p. 1657). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1784, 1785, 1786, 1806, 1809, 1810). Budget des POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 2016, 2017, 2018, 2026). — Projet de **loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [7 décembre 1961]: Art. 53 (p. 2361). Art. 55 ter : présente des observations sur l'article (p. 2364). — Projet de loi relatif au **droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [12 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2493 à 2496). Discussion des articles [13 décembre 1961]: Défend son sous-amendement n° 34 à l'article 1<sup>er</sup>, après avoir demandé le vote par division de l'amendement n° 3 de la commission (p. 2516 et 2517); sa réponse à une intervention de M. Hugues relative à la valeur du bien exproprié (p. 2515). [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Art. 1<sup>er</sup> (suite) : sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2552). Art. 6 (nouveau) : défend son sous-amendement n° 33 (p. 2560, 2561, 2562, 2563). — Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2569).

**CLAIREAUX** (M. HENRI) [Saint-Pierre et Miquelon].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer, adopté par l'Assemblée nationale [10 mai 1961] (n° 207).

**Interventions :**

Projet de **loi de programme pour les territoires d'outre-mer** [15 juin 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 432; 433). — Projet de **loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 469). — Projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961]; sur l'article 16 (p. 909).

**CLAPAREDE** (M. EMILE) [Hérault].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est élu délégué suppléant* à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [19 octobre 1961].

*Donne sa démission de délégué suppléant* à l'Assemblée consultative prévue par le statut du Conseil de l'Europe [13 décembre 1961].

**CLERC** (M. JEAN) [Haute-Savoie].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**COGNIOT** (M. GEORGES) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de **loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Proposition concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS (p. 1756 à 1759).

**COLIN** (M. ANDRÉ) [Finistère].

*Est nommé membre* de la commission du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. André Colin** demande à *M. le Premier ministre* : 1° quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour établir la parité économique et sociale entre l'agriculture et les autres activités de la nation, en application de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960; 2° s'il est dans ses intentions, pour tenir compte de la gravité particulière de la situation en Bretagne, de déposer d'urgence une loi-programme concernant l'ensemble des départements bretons et comportant notamment le classement de ces départements, dans leur totalité, en zone spéciale d'action rurale, et des investissements publics suffisants pour assurer, dans le cadre d'une politique d'expansion régionale maintes fois annoncée, l'équipement et la modernisation de la Bretagne [15 juin 1961] (n° 91).

**Interventions :**

Projet de **loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]: DÉPENSES MILITAIRES. ESSENCES ET POUDRES : en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1602 et 1603). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1864). AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961]; dans la discussion de l'amendement n° 110 (p. 2070). — Projet de **loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [7 décembre 1961]: art. 59 ter : défend son amendement n° 50 (p. 2367, 2368).

**COPPENRATH** (M. GÉRALD) [Polynésie française].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

Reprend, conformément au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 28 du règlement, sa *proposition de loi* tendant à porter à cinq ans le délai ouvert pour exercer l'action en désaveu de paternité prévue par l'article 316 du code civil, en ce qui concerne les enfants nés en Polynésie française (N° 102 [15 décembre 1959].) [10 mai 1961] (p. 192).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer, adopté par l'Assemblée nationale [15 juin 1961] (n° 257).

**Interventions :**

Projet de loi adoptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant **amnistie**. Discussion des articles (p. 349): art. 1<sup>er</sup> : soutient son amendement n° 1 (p. 349, 350). Art. 2 : soutient son amendement n° 2 (p. 350). Projet de **loi de programme pour les territoires d'outre-mer** [15 juin 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles. — Discussion générale (p. 431-432). — Discussion des articles des projet de **loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961]: art. 1<sup>er</sup> : son amendement n° 4 (p. 499). — Projet de **loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [18 novembre 1961]. Budget de la JUSTICE (p. 1618, 1619). — Dispositions concernant les DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER [1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1666, 1667). MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] (p. 2076, 2077). — Conférence des présidents [7 décembre 1961] (p. 2400). — 2<sup>e</sup> projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion des articles: art. 10; sur le service du **tourisme en Polynésie** (p. 2529 et 2530).

**CORNAT (M. HENRI) [Manche].**

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-636 du 5 mai 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, de certains droits de douane d'importation en régime de droit commun et en tarif minimum [10 mai 1961] (n° 198).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1085 du 19 septembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, de certains droits de douane d'importation en régime de droit commun et en tarif minimum [10 mai 1961] (n° 199).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1299 du 17 novembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, de certains droits de douane d'importation en régime de droit commun et en tarif minimum [10 mai 1961] (n° 200).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-624 du 29 juin 1960 portant réduction, en régime de communauté économique européenne, des droits de douane d'importation applicables dans le territoire douanier [10 mai 1961] (n° 201).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement électrique, adopté par l'Assemblée nationale [8 décembre 1961] (n° 117).

**Interventions :**

Projet de loi portant **ratification du décret n° 60-160** du 20 février 1960 relatif aux droits de douane applicables au glucose [16 mai 1961], en remplacement de M. Auguste-François Billiemaz, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 3037). — Projet de loi portant **ratification du décret n° 59-636** du 5 mai 1959 portant réduction provisoire de certains droits de douane [16 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 303). — Projet de loi portant **ratification du décret n° 59-1085** du 19 septembre 1959 relatif aux droits de douane sur les produits des sections XIII et XV du tarif douanier [16 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 303). — Projet de loi portant **ratification du décret n° 59-1299** du 17 novembre 1959 relatif aux droits de douane sur divers articles [16 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 303). — Projet de loi portant **modification du décret n° 60-624** du 29 juin 1960 portant réduction des droits de douane en régime de communauté économique européenne [16 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 304). — Projet de loi relatif à l'**extension de la police des chemins de fer à certains transports publics**. Discussion générale [16 mai 1961] (p. 305). — Projets de loi autorisant l'**approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 791 à 796). — Projet de loi relatif à la **commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1297), vice-président de la commission des affaires économiques. — Projet de loi portant **ratification du décret n° 61-1021** [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2258). — Projet de loi relatif aux **droits de douane applicables aux tabacs importés en Corse** [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2260). — Projet de loi relatif à la **production et la distribution de l'énergie en Martinique** [30 novembre 1961] : art. 4 (p. 2263). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique** [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 2636 à 2637) ; répond à l'intervention de M. Bousch (p. 2638) ; répond à M. le ministre de l'industrie (p. 2640).

**CORNU (M. ANDRÉ) [Côtes-du-Nord].**

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi de M. Bernard Lafay, tendant à rendre obligatoire et effective la participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation des édifices de leur domaine, classés « monuments historiques » [17 octobre 1961] (n° 13).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).

**Question orale :**

M. André Cornu demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il entend prendre : 1° pour parer de toute urgence à la situation catastrophique des agriculteurs, qui ne peuvent écouler leurs produits par manque d'organisation des marchés, due à l'imprévision des pouvoirs publics, qui pourtant avaient demandé aux paysans de fournir un effort important de production dont ils sont bien mal récompensés ; 2° pour mettre en œuvre une véritable politique agricole, non pas par des mesures hâtives prises sous la pression des événements ou fragmentaires pour les secteurs les plus immédiatement menacés, mais qui soit vraiment « pensée », coordonnée, rationnelle, afin de prévoir l'avenir et d'organiser l'ensemble de la production agricole en fonction des possibilités de débouchés intérieurs et extérieurs. Il lui rappelle que ce n'est qu'à cette double condition que pourront être écartés et l'angoisse des agriculteurs et les troubles qui ne feront que croître si l'Etat n'est pas à même d'assurer à l'agriculture la parité avec le secteur industriel et la sécurité à laquelle nos paysans, par leur vie de labeur et d'efforts, peuvent prétendre [22 juin 1961] (n° 95).

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur **les problèmes agricoles** [4 juillet 1961] ; développe sa question orale (p. 630). Discussion générale (p. 646). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [17 novembre 1961] : budget des **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, en tant que rapporteur suppléant de la commission des affaires culturelles (p. 1562 et 1563). Budget des **AFFAIRES CULTURELLES** [21 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (monuments historiques) (p. 1725, 1727, 1738). — Dispositions concernant l'**ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS** [21 novembre 1961] (p. 1760 à 1762) [25 novembre 1961] (p. 2038). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du **projet de loi de finances pour 1962** [11 décembre 1961] ; explication de vote (p. 2441).

**COUDE DU FORESTO (M. YVON) [Deux-Sèvres].**

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique, adopté par l'Assemblée nationale [17 mai 1961] (n° 215).

**Interventions :**

Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** (deuxième lecture) [2 mai 1961] : article 7 ; amendement n° 7 (p. 130). — **Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique**. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 366, 367, 368), en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion des articles [19 mai 1961] : Article 1<sup>er</sup> ; sur l'amendement n° 1 de M. Jacques Henriët (p. 382, 383). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques**.

riques. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 589). — Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 658). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques.** Discussion des articles [6 juillet 1961] : Article 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 1 (p. 713). — Sur la question orale (n° 77) de M. Edgard Pisani, relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 769). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 845). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105), relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1077). — **Projet de loi de finances pour 1962.** Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1458). — Dispositions concernant les **SERVICES DU PREMIER MINISTRE** : section I ; **SERVICES GÉNÉRAUX** [deuxième séance du 20 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1698 à 1700, 1704). — Dispositions concernant les **SERVICES DU PREMIER MINISTRE** : section III, **JOURNAUX OFFICIELS** [deuxième séance du 20 septembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1705). — Dispositions concernant les **SERVICES DU PREMIER MINISTRE** : section VII, **CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL** [deuxième séance du 20 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1705). **Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS** [23 novembre 1961] (p. 1873). **Budget de L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1892). **AFFAIRES ÉCONOMIQUES** [26 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2051). **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [26 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2057 et 2058) ; sur l'amendement (n° 110) (p. 2068). — Suite de la discussion des dispositions du projet de loi de finances concernant les **SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE** [27 novembre 1961] ; défend son sous-amendement n° 145 à l'amendement du Gouvernement n° 132 en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2154, 2155) ; sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2246). — **Projet de loi relatif à la production et à la distribution de l'énergie en Martinique** [30 novembre 1961] : article 2 : au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2262) ; sur l'ensemble (p. 2263). — **Projet de loi instituant un centre national d'études spatiales** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2398). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [deuxième séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles : article 2 : sur le sous-amendement n° 40 du Gouvernement (p. 2559).

#### COURRIERE (M. ANTOINE) [Aude].

*Est nommé membre de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion* [8 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 58-1008 du 24 octobre 1958 relatives au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi des hôtels, pensions de famille et locaux dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublé* [14 juin 1961] (n° 256).

*Proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 et des jours suivants* [31 octobre 1961] (n° 47).

#### Questions orales :

**M. Antoine Courrière** demande à *M. le ministre de l'intérieur* les mesures qu'il compte prendre, en application du décret réglementaire du 2 février 1852, pour permettre aux citoyens nés entre le 8 janvier 1940 et le 31 mars 1940 d'être inscrits sur les listes électorales et de participer aux élections cantonales du mois de juin 1961, alors que ce droit leur est actuellement enlevé en vertu du texte d'exception que constitue le décret n° 60-1252 du 28 novembre 1960 [23 mars 1961] (n° 286). — Réponse [16 mai 1961] (p. 269-270).

**M. Antoine Courrière** à l'honneur de demander à *M. le ministre de l'éducation nationale* s'il est exact que dans une note intérieure il a interdit aux chefs de service de son ministère de recevoir les parlementaires, contrairement à ce qui se faisait au temps de ses prédécesseurs ; lui demande s'il est possible de connaître les raisons qui ont pu motiver pareil ostracisme à l'égard des représentants du peuple et des élus de la Nation qui n'effectuent les visites, désormais interdites, que dans l'exercice de leur mission et dans l'intérêt des populations qu'ils représentent ; et lui demande également comment il entend concilier l'exercice normal de la fonction parlementaire, qui consiste à établir la liaison entre les collectivités locales et les services ministériels, avec la décision qui aurait été prise [23 mars 1961] (n° 287).

#### Questions orales avec débat :

**M. Antoine Courrière** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur la situation difficile dans laquelle se trouvent certaines catégories sociales de notre pays ; lui signale que, devant la hausse constante du coût de la vie, les salariés, qu'il s'agisse du secteur privé, du secteur public ou para-public, les retraités, les pensionnés, les rentiers-viagers, les économiquement faibles voient journellement leur pouvoir d'achat diminuer ; que, parallèlement, les agriculteurs, les viticulteurs, victimes de la disparité entre les prix agricoles et les prix industriels, connaissent une situation analogue, aggravée par les cours très bas à la production en face d'une montée constante du coût de la vie ; et tenant compte de ces faits, lui demande : 1° quels moyens il va mettre à la disposition des travailleurs de la fonction publique, des retraités, des économiquement faibles et des bénéficiaires des lois sociales pour faire disparaître le décalage existant entre leurs traitements, leurs retraites, leurs pensions et le niveau actuel des prix et tenir ainsi les promesses trop longtemps restées sans effet ; 2° quelle politique il compte promouvoir pour mettre les prix agricoles au niveau du coût de la vie et des prix industriels ; 3° et d'une manière générale, quelles mesures il entend prendre pour améliorer le sort des travailleurs qui ont été jusqu'ici les seuls à supporter les conséquences de la politique économique et sociale du Gouvernement [25 avril 1961] (n° 80). — Réponse [16 mai 1961] (n° 275 à 301) ; [7 novembre 1961] (p. 1365 à 1380).

**M. Antoine Courrière** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur la situation difficile dans laquelle se trouvent certaines catégories sociales de notre pays ; lui signale que, devant la hausse constante du coût de la vie, les salariés, les retraités, les pensionnés, les rentiers-viagers, les économiquement faibles voient journellement leur pouvoir d'achat diminuer ; que, parallèlement, les agriculteurs, les viticulteurs, victimes de la disparité entre les prix agricoles et les prix industriels, connaissent une situation analogue, aggravée par les cours très bas à la production en face d'une montée constante du coût de la vie ; et tenant compte de ces faits, lui demande : 1° quels moyens il va mettre à la disposition des travailleurs de la fonction publique, des retraités, des économiquement faibles et des bénéficiaires des lois sociales pour faire disparaître le décalage existant entre leurs traitements, leurs retraites, leurs pensions et le niveau actuel des prix et tenir ainsi les promesses trop longtemps restées sans effet ; 2° quelle politique il compte promouvoir pour mettre les prix agricoles au niveau du coût de la vie et des prix industriels ; 3° et, d'une manière générale, quelles mesures il entend prendre pour améliorer le sort des travailleurs qui ont été jusqu'ici les seuls à supporter les conséquences de la politique économique et sociale du Gouvernement [2 mai 1961] (n° 85).

**M. Antoine Courrière**, considérant que les membres de la fonction publique et du secteur public et parapublic n'ont pu obtenir les quelques satisfactions qui leur sont accordées que par des mouvements sociaux dont l'importance et la gravité ont obligé le Gouvernement à revenir à une meilleur compréhension de ses devoirs vis-à-vis d'une fraction importante des travailleurs ; considérant que si les paysans peuvent espérer une amélioration de leur sort et ont obtenu quelques satisfactions de détail c'est uniquement parce qu'ils ont exprimé leur mécontentement dans les manifestations qui ont atteint et paralysé toutes les régions françaises ; considérant, par ailleurs, que le coût de la vie augmente sans cesse et rend chaque jour plus difficiles les conditions de vie des personnes âgées, des rentiers-viagers, des retraités de tous ordres, des économiquement faibles, des infirmes, des incurables, qui vivent des seules ressources que leur accorde la législation sociale actuelle ; constatant que le Gouvernement est resté sourd à leurs appels et aux demandes multiples et pressantes faites par le Parlement et que tous ceux qui forment l'armée muette de la misère et de la faim n'ont pas la possibilité d'exprimer leur mécontentement et leur colère par des manifestations de foule qui amèneraient le Gouvernement à réviser sa position à leur égard et à leur accorder les avantages qui leur



sont dus, qu'ils ne peuvent donc compter que sur l'action du Parlement ; demande à *M. le Premier ministre* les mesures qu'il compte prendre pour améliorer sensiblement le sort des rentiers-viagers, des économiquement faibles, des retraités, des infirmes, des incurables, et leur donner les moyens de vivre dignement [12 juillet 1961] (n° 97). — Réponse [7 novembre 1961] (p. 1365 à 1380).

**M. Antoine Courrière** demande à *M. le Premier ministre*, tenant compte des déclarations qu'il a faites devant le Sénat, le 11 juillet, de vouloir bien définir la politique qu'il entend suivre vis-à-vis du statut de la fonction publique et, plus particulièrement, des garanties qui sont accordées aux fonctionnaires et des droits que ces derniers retirent de la Constitution [12 juillet 1961] (n° 98).

**M. Antoine Courrière** demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles sont les grandes lignes de la politique qu'il entend promouvoir en faveur du monde agricole français ; plus spécialement, quelle est sa politique des prix agricoles ; quelles mesures il entend prendre pour mettre dans le domaine social les agriculteurs sur un pied d'égalité avec les autres bénéficiaires des lois sociales ; comment il entend réorganiser les marchés, permettre la recherche de débouchés nouveaux intérieurs et extérieurs et agir sur les circuits de distribution, afin de faire largement bénéficier les paysans du fruits de leur travail ; et quelles sont ses intentions en matière d'investissements agricoles, d'équipement des régions rurales et des structures des exploitations agricoles [29 août 1961] (n° 105).

Discussion, le 5 septembre 1961. Sont entendus : MM. Antoine Courrière, Jacques Verneuil, Charles Naveau, Charles Suran (p. 1055). Renvoi de la discussion (p. 1063). — Suite de la discussion, le 6 septembre 1961 : MM. Emile Durieux, Etienne Restat, René Blondelle, Gabriel Burgat, Yvon Coudé du Foresto, Marc Desaché, Jean Bardol, le président, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture, Léon David, Victor Golvan, Guy Petit, Lucien Bernier, Jacques Descours-Desacres, Antoine Courrière, le ministre (p. 1071 à 1090).

#### Interventions :

Demande la fixation de la date de discussion de sa question orale avec débat (n° 80) [2 mai 1961] (p. 113). — Sur la fixation de la date de discussion de sa question orale avec débat (n° 80) relative à la **politique sociale du Gouvernement** [9 mai 1961] (p. 204, 205, 206). — Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 5 : demande un scrutin public sur l'amendement n° 11 et sur sa recevabilité (p. 227) ; demande que la suite du débat soit renvoyée au 10 mai après-midi (p. 228). — Sur sa question orale (n° 286) relative à l'**inscription sur les listes électorales** [16 mai 1961] (p. 270). — Sa question orale avec débat (n° 80) et celle de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 299, 300). — Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris** : suite de la discussion des articles [17 mai 1961] ; amendement n° 28 et sous-amendement n° 29 ; demande des précisions (p. 318, 319, 320) ; sur le sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 323). Art. 4 : repousse la seconde lecture (p. 329). — Discussion des articles du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] : Art. 2 nouveau : amendement n° 8 du groupe socialiste (p. 499) ; amendement n° 3 de Mlle Rapuzzi (p. 500) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 504). — Sur le procès-verbal de la séance du jeudi 22 juin [27 juin 1961] (p. 546). — Sur la lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la **déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne** sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 556 et p. 558). — Après la déclaration du Gouvernement sur les **problèmes algériens**, demande que le débat sur cette question ait lieu immédiatement [28 juin 1961] (p. 572), et que la Conférence des présidents veuille bien l'organiser. — Proteste contre la décision de la Conférence des présidents de renvoi du débat au mercredi 5 juillet et conteste l'interprétation donnée du règlement [28 juin 1961] (p. 574). — Sur la question orale avec débat (n° 77) de M. Edgard Pisani relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 767, 768 et 769). — Discussion des articles du projet de loi relatif au **droit de passage des pêcheurs le long de certains cours d'eau** [11 juillet 1961] ; sur l'amendement n° 2 de la commission (p. 772). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] ; répond au ministre des finances (p. 878) ; sur l'article 16 (p. 908) [20 juillet 1961] ; sur l'état A annexé à l'article 16 ; pose une question au ministre (p. 923) ; explique le vote de son groupe sur l'ensemble du projet de loi (p. 943). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet

1961]. Discussion générale : intervient au sujet de la suite du débat (p. 959). Discussion des articles : Art. 2 : sur le sous-amendement n° 22 de M. Octave Bajeux (p. 964). Art. 3 bis nouveau (p. 968). Art. 6 (p. 972). — Demande le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à la **protection des animaux** [21 juillet 1961] (p. 996). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961] : Art. 16 : défend son amendement n° 3 (p. 1002). — Discussion, en troisième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [22 juillet 1961]. — Discussion des articles : Art. 4 : appuie l'amendement n° 1 de M. Pellenc (p. 1019). — Art. 15 K : pose une question à M. le ministre des finances et appuie la deuxième partie de l'amendement n° 2 de M. Pellenc (p. 1021). — Art. 16 (p. 1021). — A l'occasion des propositions de la Conférence des présidents, demande au président de préciser les conditions dans lesquelles le Sénat pourra être convoqué durant l'interruption prévue de ses travaux [22 juillet 1961] (p. 1025). — Sur la question orale avec débat (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [5 septembre 1961] (p. 1055). Dans la suite de la discussion générale de cette même question orale avec débat [6 septembre 1961] (p. 1084 et 1.088). Sur le renvoi à la suite de l'ordre du jour [25 octobre 1961] (p. 1282). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1297 à 1303). — **Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales**, deuxième lecture [9 novembre 1961] : art. 3 bis (p. 1395). — **Projet de loi de finances pour 1962**, titre II, dispositions relatives aux **charges** : art. 18 bis : relatif au taux de la **taxe complémentaire sur le revenu des personnes physiques** [15 novembre 1961] (p. 1489 et 1490). Discussion de la deuxième partie [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1523). Budget des ANCIENS COMBATTANTS (deuxième séance du 16 novembre 1961) ; sur le titre III de l'Etat C (p. 1543) ; sur l'article 50 (p. 1545 et 1546) ; après l'article 52 (p. 1548). DÉPENSES MILITAIRES [deuxième séance du 17 novembre 1961]. SECTION MARINE, en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1593 et 1594). — Dispositions concernant le SAHARA [deuxième séance du 20 novembre 1961] (p. 1696, 1697). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1819). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS [séance du 23 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1838 à 1839, 1840, 1867, 1873, 1876, 1877). Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2014). INFORMATION [27 novembre 1961] (p. 2147) ; le vote du groupe socialiste sur les crédits concernant ces services (p. 2152). LÉGION D'HONNEUR, ORDRE DE LA LIBÉRATION [27 novembre 1961] ; présente une observation (p. 2170). Budget de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** [28 novembre 1961] (p. 2206). Articles additionnels [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 158 (p. 2241 et 2242) ; sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2244). — Rapport de la commission d'enquête sur les **événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961] ; sur le renvoi en commission de l'article unique (p. 2271). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième lecture) [7 décembre 1961] : explique le vote du groupe socialiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 2371). — Proposition de **loi tendant à rendre obligatoire l'avis du ministère des affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2391). — Conférence des présidents [7 décembre 1961] (p. 2400). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de **loi de finances pour 1962** [11 décembre 1961] : explication de vote (p. 2441, 2442). — **Projet de loi de finances pour 1962** (troisième lecture) [12 décembre 1961] : explication de vote (p. 2484). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961]. Suite de la discussion générale (p. 3510). Discussion des articles : art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement 36 du gouvernement (p. 2515). — Deuxième projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2528). Discussion des articles : sur l'amendement n° 21 rectifié de M. Brisch tendant au versement à un office d'H. L. M. de l'allocation logement en cas de non-paiement des loyers (p. 2536). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [deuxième séance du 13 décembre 1961] : art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2551, 2552). — Rapport de la commission d'enquête sur les **événements du 17 octobre 1961**. Suite de la discussion des conclusions du rapport [14 décembre 1961] (p. 2581). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2597). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** (deuxième lecture) [14 décembre 1961] ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2605).

**COURROY (M. LOUIS) [Vosges].**

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1184 et 1199). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième séance du 18 novembre 1961). Budget de l'industrie (p. 1639, 1640).

**COUTROT (M. MAURICE) [Seine].**

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation de la région de Paris [4 mai 1961] (n° 181).

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris**. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 180, 181, 182), en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion des articles [9 mai 1961] : art. 2 : amendement n° 8 (p. 207, 208, 209). Art. 3 : amendement n° 9 (p. 212, 213, 214, 215) ; en son nom personnel sur l'article (p. 216). Art. 4 : amendement n° 10 rectifié (p. 217, 218, 220). Art. 5 : amendement n° 11 (p. 222, 223, 225, 226) ; maintient le texte de la commission (p. 227). — Suite de la discussion des articles du projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris** [17 mai 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan : art. 5 (p. 315) : demande de réserver cet article. Art. 5 bis : amendement n° 28 (p. 316) ; maintient son amendement n° 28 (p. 320). Art. 5 : amendement n° 25 ; soutient l'amendement (p. 321). Art. 6 : retire son amendement n° 12 sur cet article (p. 321) ; amendement n° 26 à amendement n° 5 rectifié (p. 322) ; maintient ce sous-amendement (p. 323) ; sous-amendement n° 27 à amendement n° 5 rectifié (p. 324, 325) ; sur l'amendement n° 24 (p. 326). Art. 4 : repousse la seconde lecture (p. 328, 329). — Deuxième lecture du même texte. Discussion générale [6 juillet 1961] (p. 724). Discussion des articles : art. 6 : défend son amendement n° 6 (p. 729 et 730) ; prend part à la discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris** [21 juillet 1961] ; explique son vote sur l'ensemble des conclusions de la commission (p. 1006 et 1007). — **Projet de loi de finances pour 1962** [deuxième séance du 20 novembre 1961]. — Dispositions concernant les **SERVICES DU PREMIER MINISTRE**, section I, **services généraux** (p. 1704). — Budget de la **CONSTRUCTION** [séance du 22 novembre 1962] (p. 1788, 1789, 1802, 1803). **INTÉRIEUR** [26 novembre 1961] ; contre l'amendement n° 31 (p. 2104). — Suite de la discussion des dispositions concernant les **SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE** [27 novembre 1961] ; dans la discussion commune de l'amendement n° 132 du Gouvernement et du sous-amendement n° 145 de MM. Pellenc et Coudé du Foresto (p. 2154). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [deuxième séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 2 : sur le sous-amendement n° 28 de M. Emile Hugues à l'amendement n° 6 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2555).

**COUVE DE MURVILLE (M. MAURICE), Ministre des affaires étrangères (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).****Interventions :**

Questions orales jointes de M. Marius Moutet concernant la **logistique dans le secteur Centre-Europe, la Grande-Bretagne et les communautés européennes, la commercialisation des produits de base** [14 juin 1961] (p. 390, 391). — **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 507 et 508) ; répond aux différents orateurs (p. 515 et 516). — **Projet de loi relatif au droit à pension d'ancienneté et à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 517). Discussion des articles : répond à l'amendement n° 1 de M. Louis Gros tendant à insérer un article additionnel 4 (p. 519) ; demande l'application de l'article 40 (p. 520). — **Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du domaine** [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 991 et 992) ; répond à M. Pelleray (p. 992). — Questions orales avec débat n° 87 et 108 de M. Armengaud, 106 de M. Carrier et 107 de M. Gros sur l'**aide aux rapatriés** [3 octobre 1961] (p. 1106). — Question orale (n° 121) de M. Armengaud relative à la **reconcentration d'industries en Allemagne** [14 novembre 1961] (p. 1432). — Question orale (n° 356) de M. Georges Guille sur le **lien existant entre les mesures répressives prises en Espagne et en France** [14 novembre 1961] (p. 1433 et 1434). — Question orale (n° 361) de M. André Maroselli relative à l'**opportunité du faste actuel des pouvoirs publics** [14 novembre 1961] (p. 1435 et 1436). — **Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie)** [17 novembre 1961]. Budget des **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, exposé général (p. 1568 à 1572). — Question orale (n° 368) de M. Marius Moutet relative à la **production en commun des armements eu sein de l'U. E. O. et de l'O. T. A. N.** [5 décembre 1961] (p. 2290). — Question orale avec débat (n° 101) de M. Edouard Le Bellegon sur la **situation à Berlin** [5 décembre 1961] (p. 2296). — Question orale avec débat (n° 121) de M. Edouard Bonnefous relative aux **attaques contre les représentants officiels de la France à l'étranger** [5 décembre 1961] (p. 2300).

**CREMIEUX (Mme SUZANNE) [Gard].**

*Est nommée membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 283, 284). — **Projet de loi de finances pour 1962 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [26 novembre 1961] (p. 2065). — **Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2524).

**D****DAILLY (M. ETIENNE) [Seine-et-Marne].**

*Est nommé membre titulaire* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Question orale avec débat :**

**M. Etienne Dailly** demande à **M. le Premier ministre** : 1° si les déclarations faites à la presse le 5 septembre 1961, mettant en cause la souveraineté française au Sahara et annonçant l'auto-détermination des populations sahariennes, doivent être considérées comme l'expression de la politique « déterminée » et « conduite » par le Gouvernement ; 2° dans l'affirmative, en vertu de quelles dispositions légales ou constitutionnelles le Gouvernement a pu se croire autorisé à déterminer et à conduire une politique qui met en cause la souveraineté française sur un territoire de la République [17 octobre 1961] (n° 113).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [9 mai 1961]. Art. 2 : sur l'amendement n° 8 (p. 209). Art. 4 : explique son vote sur l'amendement n° 10 rectifié (p. 221). Art. 6 : sur l'amendement n° 24 (p. 325, 326) ; prend à son compte l'amendement n° 18 de M. Jacques Descours-Desacres (p. 327), le retire. — Discussion des articles

du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961]. Art. 2 nouveau : sur l'amendement n° 1 de M. Vaillon (p. 503). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 671, 673). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [6 juillet 1961] : Art. 6 : explique son vote sur l'amendement n° 5 (p. 731). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : Art. 13 : sur l'amendement n° 41 (p. 892) [20 juillet 1961]. Art. 18 : sur l'article 18 (p. 931). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [20 juillet 1961]. Discussion des articles : Art 6 (p. 973). — Conférence des présidents [19 octobre 1961] (p. 1204). — Projet de loi relatif à l'accueil et la réinstallation des Français d'outre-mer [25 octobre 1961] (p. 1257 à 1278). — Conférence des présidents [26 octobre 1961] (p. 1311). — Questions orales relatives au projet de réorganisation administrative de la région parisienne [31 octobre 1961] (p. 1335 et 1936). — Projet de loi de finances pour 1962 [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961]. Dispositions concernant le SAHARA (p. 1689 à 1691, 1696, 1697). — Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2015). INTÉRIEUR [26 novembre 1961] ; explique son vote sur l'amendement n° 31 (p. 2104). — CHARGES COMMUNES [27 novembre 1961] ; dans la discussion de l'amendement n° 124 (p. 2165). — LÉGION D'HONNEUR - ORDRE DE LA LIBÉRATION [27 novembre 1961] ; pose une question à M. le garde des sceaux (p. 2573). — Articles additionnels [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 157 (p. 2240 et 2241) ; sur le règlement de l'ordre du jour [8 décembre 1961] (p. 2424). — Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961] ; explique son vote sur l'article 2 (p. 2550). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 6 (nouveau) : sur le sous-amendement n° 33 de M. Bernard Chochoy (p. 2563).

**DARDEL** (M. GEORGES) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Question orale :**

**M. Georges Dardel** rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que les attentats par explosif qui se multiplient, plus particulièrement à Paris et en banlieue, font apparaître une grave lacune de la législation. La réparation des dommages qui en résultent n'est en effet possible ni au titre de la loi du 31 juillet 1957 qui concerne uniquement des dommages physiques causés aux personnels, ni au titre de la loi du 16 avril 1914 relative aux dommages imputables aux attroupements. Il serait désireux de savoir quelles mesures sont envisagées pour assurer la réparation des dommages matériels causés par les attentats dont il s'agit, et notamment si le texte actuellement en préparation prévoit l'indemnisation intégrale du préjudice subi [12 octobre 1961] (n° 354).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris : suite de la discussion des articles [17 mai 1961] ; sur l'ensemble, explication de vote (p. 331, 332, 333). — Projet de loi modifiant l'article 108 du Code minier [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 405). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [6 juillet 1961] : au nom du groupe socialiste, demande un scrutin public sur l'ensemble (p. 732).

**DAROU** (M. MARCEL) [Nord].

Remplace M. Marcel Bertrand, décédé : [3 octobre 1961] (p. 1110).

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif à la prise en compte, en ce qui concerne les droits à pension, du temps passé en congé d'armistice par certains militaires [9 novembre 1961] (n° 50).

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1530 à 1533, et p. 1538) ; sur l'article 50 (p. 1546) ; après l'article 51 (p. 1547). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) [7 décembre 1961] ; sur l'article 21 (p. 2354). — Projet de loi relatif à la prise en compte du congé d'armistice pour certaines pensions militaires [12 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 2470).

**DASSAUD** (M. FRANCIS) [Puy-de-Dôme].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. Francis Dassaud** expose à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* que de nombreux ouvriers travaillant dans les centres urbains de province sont domiciliés bien souvent dans de petites localités, parfois fort éloignés du lieu de leur travail ; que ces ouvriers sont déjà pénalisés en ce qui concerne le taux des allocations familiales, calculé sur la base de la zone de salaires de leur résidence et non sur celle du lieu de leur travail ; qu'au surplus ils doivent assumer des frais de transport parfois élevés ; que contrairement au régime actuellement en vigueur pour les travailleurs de la région parisienne, ils ne perçoivent aucune prime de transports ; que, d'autre part, les départements, les communes ainsi que les transporteurs publics ne peuvent consentir à ces travailleurs un régime préférentiel du fait des charges résultant du fonctionnement normal de leurs entreprises de transport, contrairement à ce qui se passe dans la région parisienne où la S. N. C. F. et la R. A. T. P. bénéficient de substantielles subventions de l'Etat pour leur permettre de résorber le déficit. Il lui demande, tenant compte de cette situation : 1° S'il ne lui semble pas équitable de prévoir l'extension de cette allocation spéciale dite « de transports » aux travailleurs de province, ce qui aurait notamment pour conséquence de restreindre le mouvement de population et d'éviter ainsi le dépeuplement des communes rurales ; 2° dans la négative, quelles mesures il envisage de prendre pour supprimer les inégalités résultant de l'emploi entre les travailleurs de la région parisienne et les travailleurs de province ; 3° les mesures qu'il compte prendre pour allouer, en dehors de la région parisienne, des subventions aux départements, aux communes ou aux transporteurs publics, leur permettant d'accorder aux travailleurs de province un régime préférentiel identique à celui de la région parisienne [3 février 1961] (n° 270) (*Question transmise à M. le ministre du travail.*) — Réponse [2 mai 1961] (p. 115 à 117).

**Intervention :**

Sa question orale (n° 270) relative à l'extension de l'allocation de transport aux travailleurs de province [2 mai 1961] (p. 115).

**DAVID** (M. LÉON) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé membre titulaire* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. Léon David** demande à *M. le ministre de l'intérieur* quelles sont les directives données aux préfets en vue de développer au maximum les mesures préventives nécessaires, notamment pour la Provence et la Corse, à l'approche de l'été, pour éviter les incendies de forêts et les mesures d'alerte et de lutte en cas de sinistres [24 février 1961] (n° 275). — Réponse [2 mai 1961] (p. 115).

**M. Léon David** demande à *M. le ministre des finances* de reconsidérer les taxes fiscales frappant les cercles familiaux de Provence qui n'ont aucun caractère commercial. Ces cercles existant dans la plupart de nos villages depuis des temps fort éloignés risquent de disparaître à cause de leur assimilation à des établissements publics et des conséquences financières qui en découlent [24 février 1961] (n° 276). — Réponse [2 mai 1961], (p. 114).

**M. Léon David** demandé à *M. le ministre de l'agriculture* : 1° quelles sont exactement les dispositions prises par le Gouvernement à l'égard des importations de tous fruits en provenance de tous pays ; 2° si toutes les conséquences désastreuses pour l'arboriculture française, dangereusement menacée, ont été examinées [24 février 1961] (n° 277). — Report [2 mai 1961] (p. 117). — Réponse [9 mai 1961] (p. 202).

**M. Léon David** attire particulièrement l'attention de *M. le ministre de l'industrie* sur la série d'accidents qui frappent la corporation minière du puits Gérard, à Biven-Gardanne (Bouches-du-Rhône), notamment à la taille 45, quartier 1700. Il lui rappelle qu'en quelques mois seulement, dans cette taille, quatre mineurs ont été tués et plusieurs plus ou moins grièvement blessés. Il lui demande : 1° si une enquête est actuellement en cours afin de situer d'une manière approfondie les responsabilités ; 2° ce qu'il envisage pour faire modifier les formes d'exploitation dans ce chantier meurtrier [2 mai 1961] (n° 297). — Réponse [14 juin 1961] (p. 397 et 398).

#### Interventions :

Sa question orale (n° 276) relative aux **cercles familiaux de Provence** [2 mai 1961] (p. 114). — Sa question orale (n° 275) relative aux **mesures de prévention et de lutte contre les incendies de forêt** [2 mai 1961] (p. 115). — Sa question orale (n° 277) relative aux **importations de fruits** [9 mai 1961] (p. 203, 204). — Projet de loi de programme relatif à l'**action sociale dans le département des Oasis et de la Saoura**. — Discussion générale et discussion des articles [18 mai 1961]. — Vote contre l'ensemble du projet (p. 354). — Sa question orale (n° 297) relative aux **accidents survenus au puits Gérard, à Biven-Gardanne** [14 juin 1961] (p. 398). — Question orale avec débat de *M. Courrière* (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1085). — Projet de loi de finances pour 1962. — Discussion de la première partie : **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961] : Article 11 (p. 1482). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1812). A l'article 59 bis [28 novembre 1961] : sur l'amendement n° 93 de *M. Alex Roubert* (p. 2234). — Projet de loi relatif aux **droits de douane applicables aux tabacs importés en Corse** [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2260). — Deuxième projet de loi des finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 16 : en demande la suppression (p. 2531 et 2532). Art. 30 : soutient son amendement n° 20 (p. 2544). — Projet de loi autorisant la ratification de l'**accord créant une association entre la communauté économique européenne et la Grèce** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2587 et 2588). — Projet de loi sur les **prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2595 à 2596).

**DEBRE** (*M. MICHEL*), *Premier ministre* (cabinet du 8 janvier 1959, remanié les 20 janvier, 20, 27 et 28 mai, 22, 23 et 24 juillet, 24 août, 17 novembre et 23 décembre 1959, 13, 15 et 19 janvier, 5 février et 22 novembre 1960, 20 février, 6 et 18 mai, 24 août 1961).

#### Interventions :

S'associe aux paroles de sympathie adressées par *M. de Montalembert*, vice-président du Sénat, aux **populations sinistrées de Normandie** [5 mai 1961] (p. 176). — Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris**. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 176, 177, 178). — Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961] (p. 312, 327, 328, 329, 332, 333, 334). — Répond aux orateurs qui sont intervenus dans le débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 701, 703). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris** [6 juillet 1961] : Art. 3 : repousse l'amendement n° 2 (p. 725). Art. 4 : observation sur l'amendement n° 1 (p. 726). — Question orale avec débat (n° 77) de *M. Edgard Pisani* relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 758 et 759). — Communication sur la **situation à Bizerte** [20 juillet 1961] (p. 942 et 943). — Discussion, en troisième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [22 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 4 : s'oppose à l'amendement n° 1 de *M. Pellenc* (p. 1017, 1018 et 1019). — S'associe, au nom du Gouvernement, à l'**éloge funèbre de M. Raymond Pinchard, sénateur de Meurthe-et-Moselle [5 septembre 1961] (p. 1053). — Proposition de loi de *M. Blondelle* et plusieurs de ses collègues relative à la **fixation des prix d'objectif de certains produits agricoles** [5 septembre 1961]. — Maintient les termes de sa lettre au Président du Sénat tendant à s'opposer à la discussion de la proposition de loi (p. 1053). — Répond à *M. Restat* au sujet de l'application de l'article 40 de la Constitution opposée à ce texte (p. 1054). — Projet de loi de finances pour 1962 (deuxième lecture) [6 décembre 1961] : Art. 18 bis : amendement n° 12 de *M. Marcel Pellenc* (p. 2330 à 2332, 2333, 2334). Art. 19 (p. 2342, 2343). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de *M. Vincent Rotinat* relative à la **politique française de défense** [12 décembre 1961] (p. 2453 à 2458).**

**DEFFERRE** (*M. GASTON*) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Question orale avec débat :

**M. Gaston Defferre** demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour maintenir l'ordre à Paris et en France dans le plein respect de la personne humaine et en dehors de toute mesure de discrimination raciale [19 octobre 1961] (n° 117). — Réponse [31 octobre 1961] (p. 1337 à 1355).

#### Interventions :

Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 680). — Sa question orale (n° 117) relative aux **manifestations d'Algériens dans la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1339 à 1341 et 1354). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [17 novembre 1961]. Budget des AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1567). — Sur une intervention de *M. L'Huillier* concernant l'œuvre des villes jumelées (p. 1568). — Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1752 à 1754, 1755). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1845, 1846). Budget de l'ÉDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS (suite) [25 novembre 1961] (p. 2034, 2036 et 2037). Budget de la **RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** [28 novembre 1961] (p. 2209). — Rapport de la commission d'enquête sur les **événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2265 et 2266) ; sur l'amendement n° 1 de *M. Bertaud* à l'article unique (p. 2268 et 2269). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : Art. 18 (p. 2334, 2335). Art. 19 (p. 2338, 2339, 2340). — Rapport de la commission d'enquête sur les **événements du 17 octobre 1961**, suite de la discussion des conclusions du rapport [14 décembre 1961] (p. 2580) ; répond à *M. Barrachin* (p. 2581). — Projet de loi relatif aux **transports maritimes d'intérêt national** [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2640 et 2641).

**DEGUISE** (*M. JEAN*) [Aisne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* tendant à créer un fonds national des marchés agricoles [18 juillet 1961] (n° 318).

*Proposition de loi* tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles [18 juillet 1961] (n° 319).

*Proposition de loi* tendant à la coordination des services d'études et de recherches d'économie rurale par la création d'un institut national d'économie rurale [21 juillet 1961] (n° 336).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les prix agricoles [13 décembre 1961] (n° 137).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, sur les prix agricoles [15 décembre 1961] (n° 149).

#### Interventions :

Sur la lettre de *M. le Premier ministre* informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement sur la **politique algérienne** sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 557). — Cinq questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 617, 659). — Projet de loi sur les **prix agricoles** [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 2593, 2594). Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 1 (p. 2598) ; défend son amendement n° 2 (p. 2599) ; sur l'amendement n° 12 du Gouvernement (p. 2599). Art. 1<sup>er</sup> bis : défend son amendement n° 3 (p. 2600) ; répond à *M. le ministre* (p. 2600). Art. 2 : défend son amendement n° 4 (p. 2601) ; défend son amendement n° 5 (p. 2602). Art. 3 : sur l'amendement n° 11 de *M. Dulin* (p. 2602) ; appuie la demande de *M. de Villoutreys* (p. 2606). Art. 4 : sur l'amendement du Gouvernement tendant à la suppression de l'article (p. 2607). Art. 5 bis : défend son amendement n° 7 (p. 2608) ; répond à l'intervention

de M. le ministre (p. 2608) ; défend son amendement n° 8 (p. 2609). Art. 4 : sur l'amendement du Gouvernement (p. 2609) ; apporte une précision et demande le maintien du texte de la commission (p. 2610). Art. 6 : défend son amendement n° 9 (p. 2610) ; Art. 5 bis : repousse la demande de deuxième délibération émise par le Gouvernement (p. 2612) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2612). — **Projet de loi sur les prix agricoles** (deuxième lecture) [15 décembre 1961], en sa qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 2647). Discussion des articles : Art. 3 : défend son amendement n° 1 (p. 2649). Art. 6 : défend son amendement n° 4 (p. 2650). Sur l'ensemble du projet de loi (p. 2650 et 2651).

**DEHE** (M. ALFRED) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de celle commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara, du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

**DELALANDE** (M. JACQUES) [Mayenne].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* de MM. Jacques Delalande, Emile Hugues, Paul-Jacques Kalb, Marcel Molle et Adolphe Chauvin tendant à modifier l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Enregistrée à la présidence le 25 janvier 1961.) [25 avril 1961] (n° 151).

*Avis*, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accès des exploitants à la propriété rurale [20 juin 1961] (n° 267).

#### Retrait :

*Retire la proposition de loi* tendant à compléter l'article 344 du code civil relatif à l'adoption (n° 173-1959-1960) qu'il avait déposée au cours de la séance du 19 mai 1960 [2 mai 1961] (p. 112).

#### Interventions :

Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant **modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme**. Discussion générale [10 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement

et d'administration générale (p. 241, 242). Discussion des articles [10 mai 1961] (p. 243 à 255). Art. 1 : amendement n° 1 (p. 243). Art. 2 : amendement n° 2 (p. 243, 244). Art. 3 : demande le rejet de l'amendement n° 15 de M. Louis Namy (p. 244). Art. 4 : amendement n° 8 ; accepte de réserver l'article 4 (p. 245). Art. 5 : amendement n° 9 ; accepte de réserver l'article 5 (p. 245). Art. 8 : amendement n° 10 ; accepte de réserver l'article 8 (p. 245). Art. 11 : sur son amendement n° 4 (p. 246, 247, 248) ; sur l'article lui-même et l'amendement gouvernemental (p. 249). Art. 12 : amendement n° 17. Déclare que la commission l'a rejeté (p. 251) ; sur son amendement n° 5 (art. 12 bis nouveau) (p. 251). Art. 12 ter : sur son amendement n° 6 (p. 251). Art. 13 bis : accepte au nom de la commission l'amendement n° 11 de M. Jozeau-Marigné (p. 252). Art. 4 (réservé) : accepte l'amendement n° 8 de M. Jozeau-Marigné (p. 253) ; rejette l'amendement n° 16 de M. Louis Namy (p. 253, 254). Art. additionnel 12 bis (nouveau) : sur son amendement n° 5 (p. 254). Art. 14 : amendement n° 7 en demande la suppression (p. 254). Art. 15 : sur son amendement n° 19 (p. 255). Demande la modification du titre du projet de loi (p. 255). — **Proposition de loi relative à la coordination des régimes de retraites professionnelles** [29 juin 1961], en sa qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion des articles : soutient l'amendement n° 5 de M. Lemarié à l'article 2 (p. 606). — Discussion des articles du projet de loi relatif au **droit de passage des pêcheurs le long de certains cours d'eau** [11 juillet 1961] : sur l'amendement n° 3 de la commission (p. 773). — **Proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi** [11 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel et d'administration générale (p. 778 et 779). Discussion des articles : laisse le Sénat libre de se prononcer sur l'amendement de MM. Joseph Raybaud et Emile Hugues (p. 780). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [18 novembre 1961]. Budget de la JUSTICE (p. 1617, 1618).

**DELORME** (M. CLAUDIUS) [Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Question orale avec débat :

**M. Claudius Delorme** demande à *M. le ministre de l'agriculture* : quelle est la source des renseignements financiers donnés officiellement concernant l'aide à l'agriculture et le soutien du marché agricole pour l'année 1961 ; quel est le montant des crédits attribués à chacune des principales branches de production ; quelle est pour chacune de celles-ci la somme effectivement versée à cette date [29 juin 1961] (n° 96).

#### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 666, 673). — **Projet de loi de finances pour 1962**. — Budget de L'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1917).

**DELPUECH** (M. VINCENT) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif, adopté par l'Assemblée nationale [15 juin 1961] (n° 264).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).

#### Interventions :

Suite de la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] (p. 492). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [25 octobre 1961] p. 1261).

**DERVAUX** (Mme RENÉE) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 2 : amendement n° 21 (p. 210) ; retrait (p. 210). — Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 380, 381). — Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 582). — Proposition de loi relative à la coordination des régimes de retraites professionnelles [29 juin 1961]. Discussion générale (p. 604). Discussion des articles : soutien son amendement n° 7 tendant à insérer un article additionnel A nouveau (p. 605). — Projet de loi de finances rectificatives pour 1961 [19 juillet 1961] : Art. 12 : défend son amendement n° 30 (p. 889 et 890) [2 juillet 1961]. Art. 18 : pose une question concernant le réseau ferré de la Corse (p. 931). Art. 20 (p. 935). — Prend part à la discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 1005). — Questions orales avec débat n° 87 et 108 de M. Armengaud, 106 de M. Carrier, et 107 de M. Gros sur l'aide aux rapatriés [3 octobre 1961] (p. 1105). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1511 et 1512). Budget des ANCIENS COMBATTANTS [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961] (p. 1540). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [séance du 23 novembre 1961] (p. 1848, 1849). MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] (p. 2076). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 21, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, titre IV : soutient son amendement n° 17 (page 2538). Art. 22, Etat B, titre III, ministère de l'ÉDUCATION NATIONALE : son amendement n° 19 (p. 2541).

**DESACHE (M. MARC) [Indre-et-Loire].**

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] ; développe sa question orale (p. 619). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la politique agricole du Gouvernement [6 septembre 1961] (p. 1078). — Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1807, 1808, 1812). — AFFAIRES ÉCONOMIQUES [26 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2048, 2049).

**DESCOURS DESACRES (M. JACQUES) [Calvados].**

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Remercie le Sénat et le Gouvernement de leur adresse de sympathie aux populations sinistrées de Normandie [5 mai 1961] (p. 176). — Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 185). Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 3 : demande que l'article soit réservé (p. 214). Art. 4 : explique son vote sur l'amendement n° 10 rectifié (p. 221, 222). Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 11 (p. 25). Suite de la discussion des articles du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [17 mai 1961] : Art. 5 bis : amendement n° 17 (p. 315) ; amendement retiré par M. Raybaud au nom de M. Descours Desacres (p. 316). Art. 5 : amendement n° 16 (p. 321) retiré par M. Fosset au nom de M. Descours Desacres. Art. 6 : amendement n° 18 repris par M. Dailly (p. 327). — Discussion des articles du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961]. Art. 2 nouveau : sur l'amendement n° 1 (p. 502) ; explication de vote (p. 502 et 503).

Sur la question nucléaire, débat (n° 77) de M. Edgard Pisani relative à la réforme administrative [11 juillet 1961] (p. 770). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la politique agricole du Gouvernement [6 septembre 1961] (p. 1088). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion de la première partie de la loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961], sur l'article 5 (p. 1473). — Deuxième partie [16 novembre 1961] : BUDGET DE LA SANTÉ PUBLIQUE (p. 1518). INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2097). CHARGES COMMUNALES [27 novembre 1961] ; dans la

discussion de l'amendement n° 134 (p. 2167). COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR [28 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances (p. 2185) ; soutient l'amendement n° 148 de M. Marcel Pellenc à l'article 30 (p. 2190, 2191 et 2194) ; soutient l'amendement n° 146 de M. Marcel Pellenc à l'article 30 (p. 2195) ; soutient l'amendement n° 147 de M. Marcel Pellenc à l'article 30 (p. 2195 et 2196) ; soutient l'amendement n° 149 de M. Marcel Pellenc à l'article 33 (p. 2198). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) : [6 décembre 1961] Art. 5 bis (p. 2325) ; [7 décembre 1961] Art. 55 ter (p. 2364). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 17 : son amendement n° 14 sur les conditions d'exonération de la patente des gîtes ruraux (p. 2532 et 2533) ; retrait de l'amendement (p. 2533) ; demande que cette exonération intervienne sauf en cas d'avis contraire du conseil général et du conseil municipal (p. 2534). Art. 18 : se rallie à l'amendement du Gouvernement, proposant un régime fiscal plus favorable pour les petites salles de cinéma (p. 2534). Art. 21 : sur la prime d'arrachage des pommiers à cidre (p. 2538). Art. 29 : au nom de la commission des finances sur la répartition des subventions au fonds de soutien à l'industrie cinématographique (p. 2543). — Projet de loi sur les prix agricoles [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 4 (p. 2607) ; demande une précision à M. le ministre de l'agriculture (p. 2610). — Projet de loi sur les prix agricoles (deuxième lecture) [15 décembre 1961] : Art. 3 : sur l'amendement n° 1 de M. Deguise (p. 2649) ; répond à M. le ministre de l'agriculture (p. 2650).

**DESSEIGNE (M. HENRI) [Loire].**

*Est nommé membre titulaire* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961]. BUDGET DE L'INDUSTRIE (p. 1637, 1638). INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2092). Au nom de Mme Cardot [26 novembre 1961] (p. 2098).

**DRIANT (M. PAUL) [Moselle].**

*Est nommé membre* de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

Avis, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (n° 23).

Avis, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [19 octobre 1961] (n° 27).

**Interventions :**

Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [20 juillet 1961]. Discussion générale : intervient au cours de l'exposé de M. Emile Hugues (p. 957). Discussion des articles : Art. 6 (p. 972). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (p. 1184), rapporteur pour avis de la commission des finances. — Projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [19 octobre 1961] (p. 1200, 1202 et 1203), rapporteur pour avis de la commission des finances. — Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles [26 octobre 1961] (p. 1292 à 1303). — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales (deuxième lecture) [9 novembre 1961]. Discussion des articles : Art. 3 bis (p. 1395). — Projet de loi instituant une allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles : suite de la discussion des articles, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1414 à 1416). — Projet de loi de finances pour 1962 : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1886) ; sur l'amendement du Gouvernement n° 27 (p. 1928) ; sur l'amendement du Gouvernement n° 28 (p. 1929) ; sur l'amendement de M. Puzet n° 99 (p. 1932) ; sur l'amendement de M. Grand n° 130 (p. 1933) ; sur l'amendement du Gouvernement n° 132 (p. 1934). Article additionnel [28 novembre 1961] : sur l'amendement n° 158 de M. Antoine Courrière (p. 2242). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre

1961]. Discussion des articles : Art. 21 : sur les primes d'arrachage des pommiers à cidre (p. 2528). — Projet de loi sur les **prix agricoles** [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion des articles : Art. 6 : sur l'application de l'article 40 à l'amendement n° 9 de M. Deguise (p. 2611). Art. 7 : répond à M. Deguise (p. 2612) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2613).

**DUBOIS (M. EMILE)** [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Questions orales avec débat relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1375 à 1377).

**DUBOIS (M. HECTOR)** [Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

#### Interventions :

Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1185). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion de la première partie : **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961]. Art. 10 (p. 1480). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] ; défend son amendement n° 131 (p. 1937).

**DUBOIS (M. RENÉ)** [Loire-Atlantique].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Questions orales :

**M. René Dubois** demande à *M. le ministre de l'intérieur* de bien vouloir : 1° lui préciser le nombre de citoyens français détenus à la date du 15 juin 1961, sur simple mesure administrative, au camp de Thol ; 2° quels textes invoqués permettent de maintenir hors des limites de garde à vue des citoyens qui n'ont fait l'objet d'aucune décision de justice ; 3° quelles mesures d'indemnisation sont envisagées pour dédommager à leur sortie du camp tout interné contre lequel aucune action dite illégale n'aurait pu être retenue et qui n'en aurait pas moins, du fait d'un emprisonnement arbitraire, perdu salaire ou emploi. Il lui rappelle le paragraphe 5 du préambule de la Constitution de 1946, confirmé solennellement par le préambule de la Constitution de 1958, et qui précise : « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances » ; 4° quelles mesures seront imposées aux responsables du camp d'internement de Thol pour que les règles les plus élémentaires d'hygiène y soient respectées et quelles dispositions seront prises pour détruire parasites et insectes qui pullulent dans le camp, aggravant ainsi les conditions matérielles d'un internement [15 juin 1961] (n° 318). — Réponse [27 juin 1961] (p. 550 à 553).

**M. René Dubois** rappelle à *M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes* que, malgré l'offense que de tels procédés portent à la morale comme au principe de la défense et de la protection des citoyens, il peut être donné de voir un régime mis par ses propres fautes en difficulté, s'acoquiner avec les exécutants de procédés de basse police pour aboutir, mieux que ne saurait le faire un simple internement, à la neutralisation définitive d'un adversaire politique. A cet effet, et en tenant compte de certains exemples demeurés célèbres sous tous les régimes de dictature et le plus souvent dévoilés de façon trop tardive, il lui demande de préciser dans quelles conditions un jeune patriote français opposé au séparatisme algérien, ayant été arrêté à Constantine le 20 septembre 1961, a été trouvé mort dans sa cellule trois jours après son incarcération, tandis que les coups dont le cadavre était marqué ne pouvait laisser s'accréditer l'hypothèse d'un suicide même dans le cas où, *a posteriori*, tout eut été mis en œuvre pour le simuler [17 octobre 1961] (n° 357). — Réponse [14 novembre 1961] (p. 1430 et 1431).

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 318) relative aux **internés du camp de Thol** [27 juin 1961] (p. 552 et 553). — Sur la lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement sur la **politique algérienne** sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 557). — Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 689). — Sa question orale (n° 357) relative aux **causes d'un décès à la prison de Constantine** [14 novembre 1961] (p. 1430 et 1431). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [23 novembre 1961] : budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 1863, 1864). Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE (p. 1999, 2000).

**DUCHET (M. ROGER)** [Côte-d'Or].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**DUCLOS (M. JACQUES)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* de MM. Jacques Duclos, Georges Marrane, Adolphe Dutoit, Mmes Jeannette Vermeersch, Renée Dervaux et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à abroger le décret n° 57-1407 du 31 décembre 1957 et à rétablir le paiement trimestriel de la retraite du combattant. (Enregistré à la présidence le 4 mars 1961.) [25 avril 1961] (n° 154). — Déclarée irrecevable [2 mai 1961] (p. 112).

*Proposition de loi* de MM. Jacques Duclos, le général Petit, Georges Cogniot, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Georges Marrane, Mme Jeannette Vermeersch et les membres du groupe communiste et apparenté, relative à la commémoration de la victoire du 8 mai 1945. (Enregistré à la présidence le 4 mars 1961.) [25 avril 1961] (n° 155).

*Proposition de loi* de MM. Jacques Duclos, Louis Namy, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Camille Vallin et des membres du groupe communiste et apparenté tendant à remplacer, dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951, les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi » par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier en conséquence le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. (Enregistrée à la présidence le 7 avril 1961.) [25 avril 1961] (n° 165).

#### Questions orales :

**M. Jacques Duclos** attire l'attention de *M. le Premier ministre* sur l'émotion unanime et grandissante causée par la décision gouvernementale consistant à ne plus considérer le jour anniversaire de la victoire de 1945 comme fête nationale et jour férié. Il estime qu'une telle décision s'inscrit dans la politique d'alliance avec les militaristes revanchards de l'Allemagne de l'Ouest et qu'elle tend à minimiser l'importance de la victoire du 8 mai 1945 sur les armées hitlériennes et à jeter le voile de l'oubli sur celle-ci. Il est certain qu'une telle décision heurte profondément les sentiments patriotiques de tous ceux qui ont contribué à cette victoire, au moment où séjournent en France des bataillons de la Bundeswehr. Afin d'accéder aux vœux de tous ceux qui veulent une commémoration digne de l'importance de la victoire du 8 mai 1945, il lui demande s'il n'envisage pas de rapporter cette ordonnance du 11 avril 1959 afin que le 8 mai soit rétabli comme fête nationale et jour férié au même titre que le 11 novembre. (Question transmise à *M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre*). [3 mars 1961] (n° 280). — Réponse [16 mai 1961] (p. 264-265).

**M. Jacques Duclos** expose à *M. le ministre de la construction* : 1° qu'au lieu dit la « Butte à Morel », situé sur les territoires de Montreuil et de Bagnolet, se trouve une importante étendue de terrain qui avait été réservée comme « espace vert » dans le plan d'aménagement du département de la Seine ; 2° que cet emplacement, dans lequel se trouvaient des carrières de gypse, est miné et présente des caractéristiques d'insécurité rappelant celles qui, il y a deux ans, se traduisirent, à Romainville, par un accident mortel dû à un effondrement de terrain ; 3° que, nonobstant ces contre-indications et sans qu'il soit tenu compte des réserves formulées tant par le conseil général de la Seine que par les municipalités de Montreuil et de Bagnolet,

un avant-projet de construction de 2.000 à 2.400 logements sur le terrain de la « Butte à Morel » a bénéficié de l'accord de la conférence d'examen préalable sans que la moindre allusion ait été faite aux réserves ci-dessus rappelées ; 4° que la valeur du terrain de la « Butte à Morel », en raison même de l'insécurité qu'il présente, est de toute évidence inférieure à celle des terrains environnants et que des bruits circulent concernant d'éventuelles manœuvres spéculatives auxquelles ce terrain pourrait donner lieu. Dans ces conditions, soucieux de veiller à ce que la construction de nouveaux logements soit effectuée dans de bonnes conditions, sans que puisse se renouveler un scandale comme celui du C. N. L., et avec toutes les garanties requises pour éviter un nouveau Malpasset, il lui demande : 1° à quel prix les terrains de la « Butte à Morel » ont été achetés ; 2° dans quelles conditions l'achat de ces terrains a été effectué étant donné que la société constructrice ne serait pas la société propriétaire ; 3° quelles mesures sont prévues pour veiller à ce que soient prises, en tout état de cause, les précautions de sécurité exceptionnelles qui s'imposent ; 4° comment il compte faire observer les recommandations émises par le conseil général de la Seine et par les municipalités de Montreuil et de Bagnolet [15 avril 1961] (n° 295). — Réponse [14 juin 1961] (p. 395-397).

#### Questions orales avec débat :

**M. Jacques Duclos** demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs, tant du secteur public que du secteur privé, qui ont joué un rôle déterminant dans l'écrasement du coup de force militaire d'Alger, ainsi qu'à celles des différentes catégories de la population laborieuse de notre pays, victimes de la politique économique et sociale du Gouvernement, qui revendiquent notamment : 1° l'augmentation des salaires, traitements et retraites ; 2° la réduction de la durée du travail, le retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire ; 3° la suppression des abattements de zone ; 4° la sauvegarde et l'amélioration des conquêtes sociales ; 5° l'aide à la paysannerie laborieuse, notamment par l'abaissement des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture et la suppression des mesures qui frappent les exploitations familiales ; 6° la garantie de la propriété commerciale, la réforme de la fiscalité et l'institution, en faveur des professions commerciales et artisanales, de régimes autonomes de sécurité sociale englobant tous les risques [2 mai 1961] (n° 84). — Réponse [16 mai 1961] (p. 275 à 301).

**M. Jacques Duclos** expose à *M. le Premier ministre* que les élus des départements de la Seine, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne et de l'Oise ont pris connaissance avec inquiétude des informations de presse relatives aux travaux de la commission d'études des problèmes de la région de Paris, dont les conclusions tendent à porter de graves atteintes aux libertés communales et par cela même à ce qui subsiste de démocratie dans notre pays. Il lui demande quelle suite le Gouvernement compte donner aux conclusions du rapport de cette commission [3 octobre 1961] (n° 111). — Réponse [31 octobre 1961] (p. 1328 à 1337).

**M. Jacques Duclos** expose à *M. le ministre de l'intérieur* : que la manifestation organisée le 17 octobre dernier, par les travailleurs algériens, pour protester contre les mesures discriminatoires dont ils sont l'objet, a donné lieu de la part des forces de répression à des actes de violence qui portent gravement atteinte au prestige et au renom de notre pays, en même temps qu'ils compromettent les relations futures entre la France et l'Algérie ; que, contrairement aux affirmations gouvernementales et d'après les informations d'organes de presse officieux, les événements du 17 octobre ont fait 20 morts et de nombreux blessés parmi les Algériens, qui avaient voulu donner un caractère pacifique à leur manifestation en y faisant participer femmes et enfants ; que, d'après ces mêmes organes de presse, aucun membre des forces de répression, n'a été atteint par balle ; que cette politique de répression brutale, rappelant par ses méthodes une des périodes les plus tragiques de notre histoire nationale, a pour contrepartie les plaintes scandaleuses dont bénéficient de la part du Gouvernement les factieux, plastiqueurs et criminels de l'O. A. S. Il lui demande : quel est le nombre exact des Algériens tués le 17 octobre et les jours suivants ; quel est le nombre exact des Algériens transportés en Algérie et quel sort leur est réservé là-bas ; quel est le nombre exact des blessés et ce qu'ils sont devenus ; qui a donné l'ordre de tirer ; quelles mesures il compte prendre pour empêcher le renouvellement de tels actes de violence ; que compte faire le Gouvernement pour reprendre au plus vite les négociations avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne, sur la base de la libre autodétermination du peuple algérien et dans le respect de l'intégrité

du territoire algérien, afin d'en finir rapidement avec la guerre d'Algérie [19 octobre 1961] (n° 116). — Réponse [31 octobre 1961] (p. 1337 à 1355).

**M. Jacques Duclos** expose à *M. le Premier ministre* que la radiotélévision française, tant par ses silences que par sa façon de présenter les faits, donne de plus en plus fréquemment une image déformée de la réalité : c'est ainsi que la cérémonie qui a eu lieu à Châteaubriant le 22 octobre dernier pour célébrer le XX<sup>e</sup> anniversaire de la fusillade de vingt-sept otages par les nazis, a été totalement passée sous silence par la radiotélévision française ; cette manifestation commémorative aurait dû d'autant plus retenir l'attention de la radiotélévision française qu'elle constitua un événement important puisque 15.000 personnes se rassemblèrent dans la carrière où eurent lieu les fusillades du 22 octobre 1941, avec une délégation du Conseil général de la Seine et diverses personnalités de la Résistance. Il lui demande : 1° si cette attitude de la radiotélévision française, correspondant sans aucun doute à des directives officielles, peut être interprétée comme signifiant que le Gouvernement ferait sien le point de vue de l'officier hitlérien qui, piétinant avec ses bottes le cadavre d'un supplicié de Châteaubriant pour le faire entrer dans un cercueil trop petit, déclara cyniquement au fossoyeur indigné : « Communist pas Français » ; 2° si le silence fait autour de la cérémonie commémorative de Châteaubriant est le résultat d'exigences formulées par les revanchards allemands qui, en déclarant par la bouche d'un ancien ministre du Gouvernement de Bonn que « la deuxième guerre mondiale n'est pas terminée », montrent par cela même qu'ils se considèrent comme les continuateurs de Hitler ; 3° quelles mesures il compte prendre pour que les usagers de la radiotélévision française puissent bénéficier, en échange des taxes qu'ils sont obligés de payer, d'informations loyales conformes à la réalité et n'aient plus à subir le pilonnage d'une propagande qui oublie trop souvent où sont les véritables intérêts de la nation [24 octobre 1961] (n° 118).

**M. Jacques Duclos** expose à *M. le Premier ministre* : que les Algériens résidant en France sont victimes d'intolérables mesures de discrimination et de répression ; que les prisonniers et internés algériens sont amenés à faire la grève de la faim pour protester contre le régime pénitentiaire qui leur est imposé et exiger que le régime politique leur soit appliqué ; que les ministres algériens arrêtés depuis plusieurs années à la suite d'un acte de piraterie aérienne font eux aussi la grève de la faim par solidarité avec leurs camarades et pour exiger leur libération. Il lui demande : s'il compte mettre fin aux mesures de discrimination et aux traitements inadmissibles infligés aux détenus algériens ; s'il envisage de libérer les ministres algériens emprisonnés, ce qui témoignerait de la volonté d'aboutir à la paix en Algérie par la négociation avec le G. P. R. A. sur la base de la libre autodétermination du peuple algérien et dans le respect de l'intégrité du territoire algérien [17 novembre 1961] (n° 119).

#### Interventions :

Demande la discussion de sa question orale avec débat (n° 84) relative à la **politique sociale du Gouvernement**, conjointement avec celle de M. Courrière [9 mai 1961] (p. 206, 207). — Sa question orale avec débat (n° 84) et celle de M. Antoine Courrière (n° 80) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 276, 277, 278, 284). — Sa question orale (n° 295) concernant les **terrains de la « Butte à Morel »** [14 juin 1961] (p. 396, 397). — Projet de loi modifiant l'article 108 du **Code minier** [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 402, 404). Discussion des articles : Art. 2 : défend son amendement n° 1 (p. 406) ; répond au ministre sur le même sujet (p. 406) ; défend son amendement n° 2 rectifié (p. 406) ; répond à M. Marcihacy (p. 407) ; pose au ministre la question de l'indemnisation totale des sinistrés de Clamart et d'Issy-les-Moulineaux (p. 407) ; demande que la commission des finances se prononce sur l'application de l'article 40 opposée par M. le ministre (p. 408). — Après la déclaration du Gouvernement sur les **problèmes algériens**, se rallie à la proposition de M. Courrière et demande la réunion de la conférence des présidents [28 juin 1961] (p. 572 et 573). — Indique que la décision de la conférence des présidents n'a pas été prise à l'unanimité (p. 573). — Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 690). — Projet de loi de **finances rectificative pour 1961**. Discussion des articles [20 juillet 1961] ; explique son vote sur l'ensemble du projet (p. 947). — Sa question orale avec débat (n° 111) relative au projet de **réorganisation administrative de la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1330 à 1332). — Sa question orale avec débat (n° 116) relative aux **manifestations d'Algériens dans la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1337 à 1339). — Projet de loi de **finances pour 1962** (deuxième séance du 18 novembre 1961) : budget de l'IMPRIMERIE NATIONALE, en



qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1647, 1648). CHARGES COMMUNES [27 novembre 1961] (p. 2158, 2159) ; son amendement n° 151 (p. 2164).

**DUFEU** (M. BAPTISTE) [Isère].

*Est nommé membre* de la commission des Affaires économiques et du Plan [5 octobre 1961].

**DULIN** (M. ANDRÉ) [Charente-Maritime].

*Est nommé vice-président* de la commission des Affaires sociales [5 octobre 1961].

*Est élu délégué* à l'assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 58).

#### Question orale avec débat :

**M. André Dulin** expose à *M. le Premier ministre* que l'article premier de la loi d'orientation prévoyait la parité entre les prix industriels et les prix agricoles ; que lors de la fixation du prix du lait pour la présente campagne les prix indicatifs fixés ne tiennent compte, ni de l'augmentation des charges qui frappent la production, ni de la nécessité d'assurer aux agriculteurs la parité du niveau de vie avec les autres catégories sociales ; que la taxe de résorption créée par les dispositions du décret n° 61-268 du 28 mars 1961 n'a pour but, en fait, que de diminuer le prix du lait à la production et d'établir entre les producteurs une injustice très grave, étant donné que 25 p. 100 de la production laitière, qui n'a reçu aucun traitement de qualité, échappe à cette taxe ; que, dans une déclaration récente, il a reconnu qu'une augmentation de 4 p. 100 des salaires pouvait être accordée ; que par suite de la menace de grève, d'une catégorie de fonctionnaires, d'ailleurs très intéressante, le Gouvernement a accepté d'augmenter les traitements de l'ordre de 10 milliards ; que la liberté a été donnée aux constructeurs d'automobiles d'augmenter leur prix ; que par suite de ses déclarations, les salariés des industries laitières demandent une augmentation de salaires, ce qui représenterait un accroissement des charges des producteurs de lait, d'environ deux milliards et demi ce qui, avec le prélèvement de la taxe de résorption chiffrée à environ dix-huit milliards, constituerait effectivement un prélèvement de vingt milliards sur le prix du lait. Et lui demande : quelles mesures il entend prendre pour placer les producteurs de lait, véritables salariés de l'agriculture sur le même pied d'égalité que les autres travailleurs et pour quelles raisons le Gouvernement se refuse à appliquer loyalement la loi d'orientation agricole ; enfin, les raisons pour lesquelles il a reçu les représentants des grandes centrales syndicales, tandis qu'il refusait l'audience des représentants des organisations professionnelles agricoles [25 avril 1961] (n° 83).

#### Interventions :

Questions orales avec débat jointes de *M. Antoine Courrière* (n° 80) et *M. Jacques Duclos* (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 291, 292, 293, 295). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale : prend la parole au cours de l'exposé de *M. Marrane* (p. 477). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juin 1961] (p. 636). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Dans la discussion générale (p. 841 et 851, 866 à 869). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 15 K (p. 1001). Art. 16 (p. 1002). Art. 18 (p. 1003). — Discussion, en troisième lecture, du projet de **loi de finances rectificative** [22 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 15 K : sur l'amendement n° 2 de *M. Pellenc* (p. 1021). — **Projet de loi de finances pour 1962** : discussion de la première partie : **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961]. Art. 12 (p. 1482 et 1483). — Deuxième partie [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS, sur le titre III de l'Etat C (p. 1544) ; sur l'article 50 (p. 1546) ; après l'article 52 (p. 1548) ; sur l'organisation du débat budgétaire (p. 1550). DÉPENSES MILITAIRES [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961], son amendement n° 76 (p. 1605). Budget de la COOPÉRATION [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961] (p. 1653, 1656). Budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1884 et 1885). Budget de l'AGRICULTURE [24 novem-

bre 1961] (p. 1907 et 1927) ; sur l'amendement du Gouvernement n° 28 (p. 1930). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : Art. 19 (p. 2339). — **Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 23, Etat C : sur l'augmentation des crédits en faveur des régions sinistrées par les inondations (p. 2542). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2597, 2598). Discussion des articles : Art. 3 : défend son amendement n° 11 (p. 2602) ; répond à *M. Deguise* (p. 2602). Art. 5 bis : amendement n° 7 de *M. Deguise* ; présente une observation à *M. le ministre* (p. 2608). — **Projet de loi sur les prix agricoles** (deuxième lecture) [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2648). Discussion des articles : Art. 3 : sur l'amendement n° 1 de *M. Deguise* (p. 2650).

**DUMONT** (M. CLAUDE) [Sétif-Batna].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**DURAND** (M. CHARLES) [Cher].

Nommé secrétaire [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Questions orales :

**M. Charles Durand** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le montant des crédits de subventions alloué au département du Cher pour le programme triennal 1961, 1962, 1963 fait ressortir une diminution extrêmement sensible sur les programmes précédents, entraînant un abaissement considérable du volume des travaux d'adduction d'eau. Cette régression est particulièrement regrettable. En effet, 30 p. 100 seulement des communes du département disposent d'une adduction d'eau et à la cadence actuelle, trente-deux années seront nécessaires pour équiper le département. C'est pourquoi il lui demande avec insistance s'il ne lui serait pas possible d'augmenter d'une façon sensible les crédits pour adduction d'eau pour le département du Cher [14 avril 1961] (n° 291). — Réponse [16 mai 1961] (p. 265, 266).

**M. Charles Durand** expose à *M. le ministre de l'agriculture* les conséquences déplorables de l'autorisation donnée le 30 mars dernier d'importer sans limitation de quantité des pommes de table originaires des pays du Marché commun. Des quantités importantes de pommes de variétés tardives étant encore disponibles sur le marché français, un véritable effondrement des cours se manifeste actuellement. Il lui demande donc quelles mesures il entend prendre dans un avenir immédiat pour faire cesser cet état de choses [14 avril 1961] (n° 292). — Réponse [16 mai 1961] (p. 266, 267).

**M. Charles Durand** attire l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur la très vive émotion provoquée parmi les planteurs de betteraves industrielles du département du Cher, par la lenteur avec laquelle le paiement de la récolte est effectuée. Il lui signale, en outre, que le décret n° 61-285 du 27 mars 1961 relatif à la réduction des droits de production d'alcool de betterave pour la campagne 1961-1962 ne pourra qu'amener le découragement parmi les planteurs d'une région relativement pauvre qui, sur les conseils de l'administration elle-même, s'étaient consacrés à cette culture. Il lui demande donc instamment s'il ne lui serait pas possible de modifier ce décret pour permettre d'étaler la résorption des excédents de l'année 1961 sur cinq ans. — Retirée [16 mai 1961] (n° 275).

**M. Charles Durand** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le taux des bénéfices agricoles a été considérablement augmenté dans certains départements et notamment dans le département du Cher, bien qu'il ait été reconnu officiellement comme sinistré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cet état de choses pour le moins paradoxal [30 novembre 1961] (n° 372).

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 291) relative au programme d'adduction d'eau pour le département du Cher [16 mai 1961] (p. 266). — Sur sa question orale (n° 292) relative à l'importation des pommes de table [16 mai 1961] (n° 267). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 5 bis : amendement n° 7 de *M. Deguise* ; pose une question à *M. le ministre de l'agriculture* (p. 2608).

**DURAND** (M. HUBERT) [Vendée].

*Est nommé membre* de la Commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1919).

Budget de l'INFORMATION [27 novembre 1961] (p. 2148, 2149).  
Budget de la RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE [28 novembre 1961] (p. 2207).

**DURIEUX (M. EMILE) [Pas-de-Calais].**

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Questions orales :**

**M. Emile Durieux** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* qu'à la suite des pluies abondantes de ces derniers temps le département du Pas-de-Calais a été particulièrement éprouvé; de nombreux cours d'eaux et canaux ont débordé et créé de graves préjudices aux populations, qu'elles soient urbaines ou rurales; par suite des inondations de vastes surfaces sont recouvertes par les eaux, l'arrachage des dernières betteraves n'a pu être fait et les semailles de blé d'automne sont dès maintenant très compromises; il lui demande, en raison de cette situation, s'il n'envisage pas de prendre des dispositions immédiates qui tendraient: 1° à permettre aux exploitants agricoles de bénéficier d'exonérations fiscales et d'obtenir des prêts spéciaux du crédit agricole; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés les plus éprouvés par des mesures analogues à celles qui vont être prises pour certains départements déjà sinistrés [8 décembre 1960] (n° 265). — Réponse [2 mai 1961] (p. 113).

**M. Emile Durieux** rappelle à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* que ses prédécesseurs, comme lui-même, ont toujours considéré que pour certaines régions le résultat de la culture betteravière constituait l'élément déterminant de la fixation des bases de l'imposition pour les bénéficiaires agricoles (question orale sans débat n° 914 le 3 décembre 1957 et n° 164 le 5 juillet 1960); et lui demande comment il est possible de concilier une telle position avec le fait que pour les régions en cause son administration a procédé à la fixation des impositions pour l'année 1960 avant que le prix de la betterave à sucre ait été fixé et que soient connues les charges importantes susceptibles d'être imposées aux cultivateurs pour assurer l'exportation des sucres excédentaires [2 mars 1961] (n° 279). — Réponse [14 juin 1961] (p. 394, 395).

**M. Emile Durieux** appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur les conséquences désastreuses qui résultent de l'interdiction de la révision du classement des communes au titre des zones de salaires; lui signale que les importantes modifications survenues depuis quelques années dans les populations de certaines communes appelleraient de la part des pouvoirs publics des décisions de nature à éviter des inégalités choquantes du point de vue du niveau de vie des travailleurs de la province; et lui demande si, tenant compte de cette situation, il envisage de prendre enfin les mesures qui s'imposent pour supprimer ces injustices en permettant que soit autorisée la modification du classement actuel des communes [6 septembre 1961] (n° 345).

**Interventions :**

Sur la question orale de *M. Charles Naveau* (n° 274) concernant l'aide aux sinistrés des inondations du Nord [9 mai 1961] (p. 202). — Sa question orale (n° 279) relative à l'impôt sur les bénéficiaires agricoles dans les régions de culture betteravière [14 juin 1961] (p. 395). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 655). — Question orale avec débat de *M. Courrière* (n° 105) relative à la politique agricole du Gouvernement [6 septembre 1961] (p. 1071). — Question orale (n° 345) relative au classement des communes dans les zones de salaires [17 octobre 1961] (p. 1166). — Question orale (n° 348) de *M. Charles Naveau* relative au prix indicatif du lait [14 novembre 1961] (p. 1435). — Projet de loi de finances pour 1962 : discussion de la première partie, conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961]. Article 10 (p. 1480). Budget de la CONSTRUCTION [22 novembre 1961] (p. 1804, 1810). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1896).

**DUTOIT (M. ADOLPHE) [Nord].**

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

Proposition de loi de *M. Adolphe Dutoit*, *Mmes Jeannette Vermeersch*, *René Dervaux*, *MM. Waldeck L'Huillier*, *Georges Marane*, *Camille Vallin* et les membres du groupe communiste et

apparenté, tendant à la réorganisation des juridictions du travail (enregistrée à la présidence le 4 mars 1961) [25 avril 1961] (n° 156).

Proposition de loi de *MM. Adolphe Dutoit*, *Jean Bardol*, *Léon David*, *Louis Namy*, *Camille Vallin*, au nom du groupe communiste et apparenté, tendant à abroger certaines dispositions de l'ordonnance n° 60-1253 du 29 novembre 1960 et à prévoir diverses mesures susceptibles de contribuer efficacement à la lutte contre l'alcoolisme (enregistrée à la présidence le 15 mars 1961) [25 avril 1961] (n° 158 rectifié).

**Questions orales :**

**M. Adolphe Dutoit** appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur l'émotion grandissante qui s'empare de tous les assurés sociaux de la région du Nord du fait de la décision interministérielle, prise le 1<sup>er</sup> août, de ne pas entériner l'accord intervenu entre la caisse de sécurité sociale du Nord et la chambre syndicale des médecins, accord susceptible de donner satisfaction à tous les intéressés, notamment en permettant le remboursement des frais médicaux sur la base de 80 p. 100. Il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour que cette décision soit rapportée; 2° pour que les accords signés entre la caisse de sécurité sociale du département du Nord et les médecins puissent immédiatement entrer en application [5 août 1961] (n° 339). — Réponse [17 octobre 1961] (p. 1164, 1165).

**M. Adolphe Dutoit** signale à *M. le ministre de la construction* que, par suite de la mise en application d'un plan d'urbanisme, à Roubaix, 400 maisons du quartier dit des Trois Ponts sont menacées d'être démolies. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour: proposer une solution permettant à la fois de construire des logements à des loyers abordables pour les travailleurs, tout en conservant les maisons encore habitables et, cela, dans l'intérêt de tous, car le plan d'urbanisme ne peut tenir compte de ce qui existe; assurer le relogement d'office avec des conditions particulières de loyer en rapport avec les ressources des intéressés; octroyer, en plus des frais de déménagement, une indemnité forfaitaire de relogement, compte tenu des frais provoqués par l'aménagement d'un nouveau foyer; que les indemnités accordées aux propriétaires pour la maison démolie soient en rapport avec le coût actuel de la construction, toutes les questions afférentes à cette situation étant réglées par une commission dans laquelle se trouveront des propriétaires, leurs représentants d'organisation [24 août 1961] (n° 340). — Réponse [10 octobre 1961] (p. 1137, 1138).

**M. Adolphe Dutoit** appelle l'attention de *M. le ministre du travail* sur le fait que la Société Massey-Ferguson, à Marquette (Nord), a annoncé le licenciement de 1.000 ouvriers sur les 3.000 qu'elle occupe actuellement. Déjà, 437 ouvriers, employés et agents de maîtrise ont reçu leur feuille de licenciement. Ces premières mesures ont créé une grosse émotion dans la région. Avec la sympathie de toute la population laborieuse du Nord, l'ensemble du personnel a cessé le travail à différentes reprises pour s'opposer aux prétentions patronales, qui n'ont d'autre but que de réaliser les conditions nécessaires à une augmentation des bénéficiaires, déjà considérables. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour maintenir l'ensemble du personnel en service: 1° par le retour à la semaine de quarante heures sans diminution de salaires; 2° par l'abaissement de l'âge de la retraite; 3° par la réduction des cadences de travail et, dans l'immédiat, en donnant toutes les instructions nécessaires à l'inspection du travail pour que ne soient pas autorisés ces licenciements [18 septembre 1961] (p. 347).

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes de *M. Antoine Courrière* (n° 80) et de *M. Jacques Duclos* (n° 84) sur la politique du Gouvernement en matière sociale [16 mai 1961] (p. 296). — Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 405). — Sa question orale (n° 340) sur la reconstruction du quartier des Trois-Points à Roubaix [10 octobre 1961] (p. 1137, 1138). — Sa question orale (n° 339) sur le remboursement des frais médicaux dans le département du Nord [17 octobre 1961] (p. 1164, 1165). — Sa question orale (n° 347) sur les conséquences sociales du licenciement d'ouvriers dans le Nord [17 octobre 1961] (p. 1167, 1168). — Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture [26 octobre 1961] (p. 1305 à 1316). — Proposition de loi relative à la législation sur les accidents du travail [26 octobre 1961] (p. 1312). — Projet de loi modifiant le livre VII du code rural [26 octobre 1961] (p. 1319). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [16 novembre 1961]: budget de la SANTÉ PUBLIQUE, explication de vote (p. 1533). Budget des ANCIENS COMBATTANTS [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961] (p. 1537 et p. 1540). Budget du TRAVAIL [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1710 à 1712, 1716). — Articles additionnels [28 novembre

1961], sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2244). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° lecture) [7 décembre 1961], sur l'article 21 (p. 2354).

## E

**EMAILLE** (M. JULES) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1962 : AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [26 novembre 1961] (p. 2063).

**ENJALBERT** (M. RENÉ) [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**ERRECART** (M. JEAN) [Basses-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce [8 décembre 1961] (n° 118).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord conclu le 9 juillet 1961 entre les membres de la Communauté économique européenne au sujet de l'application du protocole financier annexé à l'accord entre la Communauté économique européenne et la Grèce [8 décembre 1961] (n° 119).

**Question orale avec débat :**

**M. Jean Errecart** expose à **M. le Premier ministre** que, dans la seule journée de mardi 26 juin 1961, des dégâts très importants ont été subis par les récoltes dans toutes les communes du bassin de Lacq (jardins, prairies, vergers et vignes ont vu leur végétation brûlée); que l'attention des pouvoirs publics a été à maintes reprises attirée sur les graves dangers que présentait l'exploitation de gaz de Lacq dans les conditions où elle se faisait : une alerte sérieuse fut donnée lors de l'accident qui provoqua dans l'espace de quelques seconde l'indisposition brutale de 121 personnes et on n'a cessé de signaler depuis les dégâts causés dans un périmètre très vaste à toute la végétation; que l'émotion produite par les faits signalés est très grande et que la population bas-pyréenne ne saurait aujourd'hui se contenter des promesses et attendre le vote d'une loi, des mesures immédiates s'imposant. Il lui demande, en conséquence, quelles sont les dispositions que le Gouvernement prendra de toute urgence : 1° pour éloigner tout risque grave tant pour les humains que pour la végétation; 2° pour rechercher immédiatement les causes, établir les responsabilités et indemniser tous les sinistrés.

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris.** Discussion des articles [9 mai 1961]: Art. 5: explique son vote sur l'amendement n° 11 (p. 226, 227). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [10 juin 1961]. Discussion générale (p. 468, 469). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques.** Discussion générale [29 juin 1961] (p. 590). — Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 640). — **Projet de loi de finances pour 1961** [19 juillet 1961]: Art. 15 K: en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, défend son sous-amendement n° 32 rectifié (p. 900); sur l'article 16 (p. 906). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [21 juillet 1961]. Discussion des articles: Art. 15 K: sur l'amendement n° 5 de M. Pellenc (p. 1000). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1197). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1295 à 1302). — **Projet de loi de finances pour 1962** [2° séance du 18 novembre 1961]: budget de L'INDUSTRIE (p. 1638, 1639). INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2090). — **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association**

**entre la Communauté économique européenne et la Grèce** [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économique et du plan. Discussion générale (p. 2582 à 2584); intervient au cours de l'exposé de M. David (p. 2587).

**ESTEVE** (M. YVES) [Ille-et-Vilaine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

*Est nommé secrétaire rapporteur* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre dé Sénat [8 décembre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des communautés européenne [14 décembre 1961].

**Question orale :**

**M. Yves Estève** signale à **M. le ministre de l'agriculture** que depuis 1948, et à diverses reprises, il a attiré l'attention de ses prédécesseurs sur l'importance primordiale de la production et de la commercialisation de la pomme de terre dans l'économie agricole de la Bretagne et la nécessité d'assurer la rentabilité des exploitations familiales, sous peine de perturber gravement la trésorerie de ces dernières; que les événements récents ont manifestement prouvé que les chutes brutales des cours, notamment pour la variété dite « primeur », atteignant pour la même journée des différences considérables au détriment des producteurs et sans contrepartie pour les consommateurs, risquent de provoquer dans l'avenir des mouvements encore plus graves. Il lui demande s'il ne serait pas opportun d'envisager à bref délai une réglementation de cette culture, sous réserve pour le Gouvernement d'assurer le soutien impératif d'un prix minimum; et, dans cette éventualité, quelles mesures pourraient être proposées [20 juin 1961] (n° 322). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 824 et 825).

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 644). — Sa question orale (n° 322) relative aux  **pommes de terre de Bretagne** [18 juillet 1961] (p. 824 et 825). — **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie** [21 juillet 1961]; demande un scrutin public sur l'ensemble du projet de loi (p. 991).

## F

**FAGGIANELLI** (M. JACQUES) [Corse].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**FASTINGER** (M. PIERRE) [Moselle].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**FAURE** (M. EDGAR) [Jura].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'accueil et la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1238). — **Projet de loi de finances pour 1962 : budget de l'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1913).

**FERRE** (M. MANUEL) [Mostaganem-Tiaret].

Remplace **M. Fernand Malé**, décédé le 21 février 1961 [25 avril 1961] (p. 93).

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [16 mai 1961] (p. 271), maintenu le [5 octobre 1961].

**FICHOUX (M. JEAN)** [Finistère].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Intervention :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 662).

**FONTANET (M. JOSEPH)**, *secrétaire d'Etat au commerce intérieur* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 17 novembre 1959); *ministre de la santé publique et de la population* (nomination du 24 août 1961).

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 288, 298, 299). — Question orale (n° 344) de M. Jean Nayrou sur les **conditions d'admission à l'aide médicale** [17 octobre 1961] (p. 1169, 1170). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie [16 novembre 1961] : budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1519 à 1523). — Question orale de M. Jean Nayrou (n° 362) relative à la **récupération, après décès, des allocations d'aide sociale** [5 décembre 1961] (p. 2287).

**FOSSET (M. ANDRÉ)** [Seine].

*Est nommé représentant du Sénat* au sein de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [21 juillet 1961] (p. 993).

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [13 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation de la région de Paris* (n° 145, 1960-1961) [25 avril 1961] (n° 173).

*Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, relatif à l'organisation de la région de Paris* [20 juillet 1961] (n° 330).

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [10 octobre 1961] (n° 4).

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [6 décembre 1961] (n° 106).

*Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [14 décembre 1961] (n° 138).

**Interventions :**

**Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (deuxième lecture) [2 mai 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 12 (p. 121). — **Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 178, 179, 180), en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 2 : repousse l'amendement n° 8 (p. 208, 209); amendement n° 1 (p. 210). Art. 3 : repousse les amendements n° 21 et 9 (p. 213, 214); amendement n° 2 (p. 215); accepte l'amendement n° 7 (p. 216); amendement n° 3 (p. 215); retrait (p. 216). Art. 4 : repousse les amendements n° 10 rectifié et 22 (p. 219, 221). Art. 5 : repousse l'amendement n° 11 (p. 223); sur l'amendement n° 11 (p. 227); à la suite du scrutin prononçant la recevabilité de cet amendement, demande le renvoi en commission (p. 228). — Suite de la discussion des articles du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [17 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Art. 5 : annonce le dépôt d'un

article 5 bis et demande de réserver l'article 5 (p. 315). Art. 5 bis : amendement n° 28 (p. 315); soutient son amendement; sous-amendement n° 29 présenté par le Gouvernement, le soutient (p. 317, 419); Art. 5 : repousse l'amendement n° 25 (p. 321); retire l'amendement n° 16 de M. Descours-Desacres (p. 321). Art. 6 : amendement n° 5 rectifié (p. 321, 322); soutient l'amendement, demande sa prise en considération; demande le retrait du sous-amendement n° 26 (p. 323); repousse le sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 324); accepte l'amendement n° 24 (p. 326). Art. 4 : sollicite deuxième délibération (p. 328); propose une nouvelle rédaction de cet article (p. 330). — Deuxième lecture du même texte. Discussion générale [6 juillet 1961] (p. 722 et 723). Discussion des articles : Art. 3 : observation sur l'amendement n° 2 (p. 725). Art. 4 : défend son amendement n° 1 (p. 726). Art. 6 : défend son amendement n° 5 (p. 728 et 729). — Prend part à la discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Paris, en qualité de rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 1005). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961], rapporteur de la commission de législation (p. 1218 à 1250) [25 octobre 1961] (p. 1257 à 1281). — Questions orales avec débat relatives aux **manifestations d'Algériens dans la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1348 à 1350). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [18 novembre 1961] : Budget de la JUSTICE (p. 1619, 1620). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1817). — Budget de l'ÉDUCATION NATIONALE (séance du 25 novembre 1961) (p. 2037). INTÉRIEUR [séance du 26 novembre 1961] : sur l'amendement n° 31 (p. 2104); sur l'amendement n° 57 (p. 2107). SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE [27 novembre 1961] : dans la discussion de l'amendement n° 145 (p. 2155). — **Projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière** [7 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 5 (p. 2386, 2387). Comme rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, dans la discussion, en deuxième lecture, du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [séance du 8 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2408, 2409). Discussion des articles (p. 2411, 2412, 2413, 2414, 2416). Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur de cette commission. Discussion générale (p. 2592).

**FOURNIER (M. JEAN-LOUIS)** [Landes].

*Est nommé vice-président de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Proposition de loi modifiant certaines dispositions du code de la famille et de l'aide sociale en faveur des aveugles et grands infirmes* [14 décembre 1961] (n° 144).

*Proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants, descendants ou autres parents remplissant ou ayant rempli le rôle effectif de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet* [15 décembre 1961] (n° 152).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances rectificative pour 1961** : Discussion des articles [20 juillet 1961]. Art. 20 (p. 932). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961] : Budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1538).

**FOYER (M. JEAN)**, *Ministre de la coopération* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 20 février 1961).

**Interventions :**

Question orale (n° 324) de M. Marius Moutet relative à la **situation du personnel contractuel d'outre-mer à Madagascar** [11 juillet 1961] (p. 753). — **Projet de loi de finances pour 1962** : Budget du ministre de la COOPÉRATION [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961] (p. 1653, 1654, 1655, 1656).

**FREY (M. ROGER)**, *Ministre délégué auprès du Premier ministre* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 janvier 1960); *Ministre de l'intérieur* (nomination du 6 mai 1961).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 191), en qualité de ministre de l'Intérieur par intérim. Discussion des articles [9 mai 1961] ; Art. 2 : repousse l'amendement n° 8 (p. 208, 209) ; accepte l'amendement n° 1 (p. 210). Art. 3 : repousse les amendements n° 21 et 9 (p. 213) ; accepte l'amendement n° 2 (p. 215) ; accepte l'amendement n° 19 et s'en remet à la sagesse du Sénat sur les amendements n° 3 et 7 (p. 216). Art. 4 : repousse les amendements n° 10 rectifié et 22 (p. 219, 220). — Question orale de M. Antoine Courrière (n° 286) relative à l'inscription sur les listes électorales [16 mai 1961] (p. 270). — Sur la question orale (n° 309) de M. Jacques de Maupeou relative aux saisies réitérées de l'hebdomadaire « Esprit public » [27 juin 1961] (p. 548, 549 et 550). — Sur les questions orales (n° 317 et 318) relatives aux internés du camp de Thol [27 juin 1961] (p. 550 à 553). — Projet de loi modifiant l'article 19 du code de l'administration communale [6 juillet 1961]. Discussion générale (p. 732). — Question orale (n° 302) de M. Joseph Raybaud sur l'exécution d'office des branchements aux égouts [17 octobre 1961] (p. 1161, 1162). — Question orale (n° 311) de M. Joseph Raybaud sur la coordination des compétences administratives en matière d'eau [17 octobre 1961] (p. 1163). — Projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et municipales [17 octobre 1961] (p. 1172). — Questions orales avec débat relatives au projet de réorganisation administrative de la région parisienne [31 octobre 1961] (p. 1336 et 1337). — Questions orales avec débat relatives aux manifestations d'Algérie dans la région parisienne [31 octobre 1961] (p. 1351 à 1354). — Projet de loi de finances pour 1962. Dispositions concernant le budget du Ministère de l'Intérieur [22 novembre 1961] (p. 1828). — Suite de la discussion [26 novembre 1961] (p. 2098 et suiv.) : sur l'amendement n° 31 (p. 2103) ; sur l'amendement n° 54 rectifié (p. 2105) ; repousse l'amendement n° 56 (p. 2106) ; sur l'amendement n° 78 (p. 2106) ; sur l'amendement n° 17 (p. 2107) ; sur l'amendement n° 57 (p. 2107). — Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2264 à 2268) : sur l'amendement n° 1 de M. Bertrand à l'article unique (p. 2269) ; sur l'article unique (p. 2270). Suite de la discussion [14 décembre 1961] (p. 2579) ; répond à M. Marcilhac (p. 2580).

**FRUH (M. CHARLES)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôt législatif.**

*Avis présenté* au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).

**Interventions :**

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2<sup>e</sup> lecture) [4 mai 1961] : Art. 1<sup>er</sup>, Art. 1435 du code civil ; sur amendement n° 17 rectifié (p. 162). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (p. 1185). — Motion d'ordre [19 octobre 1961] (p. 1199). — Questions orales relatives aux manifestations d'Algériens dans la région parisienne [31 octobre 1961] (p. 1344 et 1345). — Projet de loi de finances pour 1962 : discussion de la première partie, conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961] ; sur l'article 6 (p. 1477 et 1478). Budget des AFFAIRES CULTURELLES [21 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (arts et lettres) (p. 1724, 1725). — Dispositions concernant l'EDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1775).

**G**

**GADOIN (M. JACQUES)** [Nièvre].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé président* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport, fait* au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée

nationale, autorisant la ratification du traité de commerce signé à Port-au-Prince, le 28 décembre 1959, entre la France et Haïti [22 juin 1961] (n° 270).

*Rapport d'information, fait* au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

*Rapport, fait* au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1258 du 4 novembre 1959 suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables à certains produits [19 octobre 1961] (n° 16).

*Rapport, fait* au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-8 du 12 janvier 1960, prorogeant, pour certaines denrées, la période d'application des dispositions du décret n° 59-1258 du 4 novembre 1959, portant suspension provisoire de la perception des droits de douane applicables à certains produits [19 octobre 1961] (n° 17).

*Avis présenté* au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

**Interventions :**

Projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé à Port-au-Prince le 28 décembre 1959 entre la France et Haïti [12 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur, de la commission des affaires économiques et du plan (p. 785). — Projet de loi suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables à certains produits. Discussion générale [10 novembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1420 et 1421). — Projet de loi portant suspension provisoire de la perception des droits de douane applicables à certains produits. Discussion générale [10 novembre 1961] (p. 1421). — Projet de loi de finances pour 1962 : AFFAIRES ÉCONOMIQUES [26 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2049). — Projet de loi portant rectification du décret n° 61-1053 [30 novembre 1961]. — Discussion générale : en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2259).

**GANEVAL (GÉNÉRAL JEAN)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport d'information* de M. le général J. Ganeval et plusieurs de ses collègues (au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées), à la suite de la mission effectuée par une délégation de la commission, chargée de s'informer sur la situation militaire en Algérie [24 octobre 1961] (n° 33).

*Avis présenté* au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale. — [15 novembre 1961] (n° 60).

*Rapport fait* au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux corps militaires de contrôle. [6 décembre 1961] (n° 109).

**Interventions :**

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [18 juillet 1961]. Dans la discussion générale en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées (p. 846). Discussion des articles [20 juillet 1961] : prend la parole sur l'article 17, état B (p. 926). Art. 20 (p. 937). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances, rectificative pour 1961 [21 juillet 1961]. Discussion des articles : sur l'article 20 (p. 1004). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961] : DÉPENSES MILITAIRES. SECTION COMMUNE, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1584 et 1585) ; sur son amendement n° 68 (p. 1603). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) [7 décembre 1961] : art. 24 (p. 2357, 2358). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de M. Vincent Rotinat, relative à la politique française

**de défense** [12 décembre 1961] (p. 2465 et 2466). — **Projet de loi relatif aux corps militaires de contrôle** [12 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Discussion générale (p. 2471, 2472). Discussion des articles : art. 3 : son amendement n° 1 (p. 2473) ; sur l'amendement n° 2 (p. 2473). — **2° projet de loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2526).

**GARAUDY (M. ROGER)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1962 : INFORMATIONS** [27 novembre 1961] (p. 2149).

**GARET (M. PIERRE)** [Somme].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Questions orales :**

**M. Pierre Garet rappelle à M. le ministre de la justice** que, lors de la discussion du budget de son département devant le Sénat le 21 novembre 1960, il a déclaré que, « lorsque viendra le problème de la très éventuelle fusion des professions d'avocat et d'avoué », une commission serait nommée, aux travaux de laquelle se trouveraient associés les représentants de ces professions et ceux du Parlement. Au moment où le ministère de la justice semble poursuivre une réalisation, que ne réclame cependant pas l'immense majorité des milieux judiciaires, il lui demande : 1° de préciser, de manière non équivoque, si le Gouvernement est partisan de la fusion et veut essayer de la réaliser malgré tout ; 2° de confirmer au Sénat, dans l'hypothèse ou sa réponse à la première question serait affirmative, que rien ne sera cependant décidé et même simplement envisagé, sans une étude complémentaire à laquelle participeront les représentants des avocats, des avoués et du Parlement [15 juin 1961] (n° 319). — Réponse [27 juin 1961] (p. 554 et 555).

**M. Pierre Garet souligne à M. le ministre de l'intérieur** l'inobservation par trop fréquente, notamment par les appareils militaires, des prescriptions de l'arrêté du 10 octobre 1957 sur le survol des agglomérations et des rassemblements de personnes ou d'animaux. Il lui demande quelles instructions il a données, ou compte donner, pour que soient mieux observées ces indispensables règles de sécurité. Il lui demande également s'il ne juge pas utile de compléter l'arrêté sus-rappelé et d'interdire, en toutes circonstances et partout, le survol à basse altitude [15 juin 1961] n° 320). — Report de la question [27 juin 1961] (p. 553). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 750 et 751).

**M. Pierre Garet rappelle à M. le ministre de l'agriculture** que notre pays importe à l'heure actuelle en assez grande quantité des chevaux destinés à la boucherie. Mais ces animaux ne peuvent, d'après la réglementation présente, être dirigés que sur des abattoirs reliés au réseau ferré. Ils ne doivent pas être transités par camion après leur dédouanement : il en résulte que certaines populations peuvent bénéficier de ce ravitaillement souvent plus économique, tandis que d'autres n'ont pas le droit d'y prétendre. Il lui demande en conséquence si, au moment où le Gouvernement s'efforce d'essayer d'éviter de nouvelles hausses, il ne serait pas bon d'assouplir la réglementation ci-dessus rappelée qui, pour vouloir uniquement tenir compte de préoccupations sanitaires certainement importantes, n'en aboutit pas moins à paralyser l'action sans cesse et opiniâtrement poursuivie sur les prix [22 mars 1961] (n° 285). — Report de cette question [20 juin 1961] (p. 455). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 822 et 823).

**Interventions :**

**Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (2° lecture [2 mai 1961] : Art. 1<sup>er</sup> (p. 120). — **Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (3° lecture) [19 mai 1961]. Discussion générale (p. 361, 362), en qualité de président de la commission

spéciale. — Sur sa question orale (n° 319) relative à une éventuelle fusion des professions d'avocat et d'avoué [27 juin 1961] (p. 554 et 555). — Sur sa question orale (n° 320) relative au survol des agglomérations [11 juillet 1961] (p. 750 et 751). — Sur sa question orale (n° 285) relative à l'importation de chevaux destinés à la boucherie [18 juillet 1961] (p. 822 et 823). — **Projet de loi de finances pour 1962 (2° partie)** [18 novembre 1961], rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Budget de la justice (p. 1611, 1612, 1613, 1626, 1627). Budget des AFFAIRES CULTURELLES [21 novembre 1961] (p. 1733). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1794, 1795, 1810, 1811, 1819). Budget de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2030, 2031).

**GAY (M. ETIENNE)** [Oran-Tlemcen].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**GEOFFRE DE CHABRIGNAC (M. JEAN DE)** [Maine-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**GEOFFROY (M. JEAN)** [Vaucluse].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

**Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Gérald Coppenrath, tendant à porter à cinq ans le délai ouvert pour exercer l'action en désaveu de paternité prévue par l'article 316 du code civil, en ce qui concerne les enfants nés en Polynésie française [16 mai 1961] (n° 211).

**Avis**, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière [7 décembre 1961] (n° 111.).

**Interventions :**

— Proposition de loi de M. Gérald Coppenrath tendant à porter à cinq ans le délai ouvert pour exercer l'action en désaveu de paternité prévu par l'article 316 du code civil en ce qui concerne les enfants nés en Polynésie française [22 juin 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel du règlement et d'administration générale (p. 517). — **Projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière** [7 décembre 1961] ; discussion générale, en tant que rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2385). — Discussion des articles : Art. 9 : amendement (p. 2388). Art. 10 : amendement (p. 2388). Art. 11 : amendement (p. 2388, 2389). Art. 12 : amendement (p. 2389).

**GISCARD D'ESTAING (M. VALÉRY)**, *Secrétaire d'Etat aux finances* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961], en sa qualité de secrétaire d'Etat aux finances. Art. 5 bis (p. 315) : sur l'amendement n° 28 présenté par la commission des lois, propose un sous-amendement n° 29, le défend (p. 316, 319). Art. 5 : repousse l'amendement n° 25 (p. 321). Art. 6 : amendement n° 5 rectifié (p. 322, 323) ; demande le retrait du sous-amendement n° 26 (p. 328) ; repousse le sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 324, 325) sur l'amendement n° 24 (p. 326) ; repousse l'amendement 18 de M. Descours Desacres repris par

M. Dailly (p. 327). — Question orale de M. Jean Nayrou sur l'abaissement des droits de douane sur les tissus de laine mélangée [14 juin 1961] (p. 393, 394). — Question orale de M. Emile Durieux relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles dans les régions de culture betteravière [14 juin 1961] (p. 394, 395). — Projet de loi relatif à la convention entre la France et l'Allemagne fédérale sur les doubles impositions [27 juin 1961]. Discussion générale (p. 562 et 563). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [6 juillet 1961] : Art. 6 : observations sur les amendements déposés (p. 729 et 730); remercie les membres du Sénat qui ont collaboré à l'élaboration de ce texte et répond à M. Dardel (p. 732). — Question orale (n° 310) de M. Bernard Chochoy relative à l'amputation du fonds national de solidarité et à l'aide aux vieillards [18 juillet 1961] (p. 816 à 820). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : observations sur l'amendement n° 3 (p. 872). Art. 3 : observations sur les amendements n°s 28 et 33 (p. 873). Art. 12 : sur les amendements n°s 30 et 2 (p. 890). Art. 13 : sur l'amendement n° 41 (p. 892). Art. 5 : défend son amendement n° 36 (p. 895). Art. 6 : observations sur l'amendement n° 31 (p. 897). Art. 7 : sur l'amendement n° 34 (p. 898). Art. 15 K : sur les amendements n°s 18 et 32 rectifié (p. 900 à 902). Art. 15 M : défend son amendement n° 39 (p. 903). Art. 15 N : sur l'amendement n° 20 (p. 904). Sur l'article 16 (p. 905, 907, 908). Art. 18 : sur l'amendement n° 25 de M. Pellenc (p. 928); répond à l'intervention de M. Longchambon (p. 929); répond à une question de M. Bardol (p. 931); répond à l'intervention de M. Bardol concernant l'allocation logement (p. 932). Art. 20 : répond aux différents interventions sur cet article (p. 935); défend son amendement n° 40 (p. 937). Art. 21 : répond à l'intervention de M. Bouquerel (p. 942). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [21 juillet 1961]. Art. 20 : défend l'amendement n° 8 du Gouvernement (p. 1003); intervient au cours de l'exposé de M. Pellenc sur son amendement n° 7 (p. 1004); sur l'amendement n° 7 de M. Pellenc (p. 1004). — Projet de loi relatif à l'accueil et la réinstallation des Français d'outre-mer [24 octobre 1961] (p. 1247). — Projet de loi de finances pour 1962. — Discussion de la première partie de la loi de finances, conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961]; sur le compte rendu par la presse des débats du 14 novembre 1961 (p. 1469); sur l'article 1<sup>er</sup> (p. 1469); sur l'article 5 (p. 1472 et 1473); sur l'article 5 bis (nouveau) (p. 1474, 1475, 1476 et 1477); sur l'art. 6 (p. 1978); art. 7 (p. 1479 et 1480). Art. 10 (p. 1480). Art. 11 (p. 1481 et 1482). Art. 12 (p. 1482 et 1483). Art. 14 (p. 1484). Art. 15 : fonds de soutien aux hydrocarbures (p. 1486). Titre II : Dispositions relatives aux charges : art. 18 ter (nouveau) (p. 1491). Titre III : dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges : art. 19 et état B (p. 1502). DÉPENSES MILITAIRES [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961] : sur le rétablissement de l'article 24 (p. 1603 et 1604). — Budget de l'IMPRIMERIE NATIONALE [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961] (p. 1648). Modification de l'ordre du jour [séance du 22 novembre 1961] (p. 1806). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1818). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1874, 1875). Budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1961] (p. 1884 et 1886). — Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961]; sur l'amendement de M. Pauzet n° 99 (p. 1932); sur l'amendement de M. Grand n° 130 (p. 1932); défend l'amendement du Gouvernement n° 132 (p. 1934); sur l'amendement de M. Blondelle n° 102 (p. 1935 et 1936). — Budget des P. ET T. [séance du 25 novembre 1961] (p. 2027). AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] : sur l'amendement n° 110 (p. 2063, 2069 et 2070). SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE [27 novembre 1961] : réponse à MM. Coudé du Foresto et Fosset (p. 2155). CHARGES COMMUNES [27 novembre 1961] (p. 2160 et suiv.); repousse l'amendement n° 121 (p. 2163); repousse l'amendement n° 151 (p. 2164); sur l'amendement n° 124 (p. 2164, 2165), le repousse (p. 2166); son amendement n° 144 (p. 2166); sur l'amendement n° 150 (p. 2166); repousse l'amendement n° 134 (p. 2167); invoque l'article 40 dans la discussion de l'amendement n° 73 (p. 2168); invoque l'article 40 dans la discussion de l'amendement n° 74 (p. 2168); invoque l'article 40 dans la discussion de l'amendement n° 75 (p. 2168, 2169). MONNAIES ET MÉDAILLES [27 novembre 1961] (p. 2175). SERVICES FINANCIERS [27 novembre 1961] (p. 2177); retire son amendement n° 29 (p. 2178); défend son amendement n° 164 (p. 2178). COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR [28 novembre 1961] : sur les amendements n° 148 de M. Marcel Pellenc et n° 128 de M. Amédée Bouquerel à l'article 30 (p. 2190, 2191 et 2194); à l'article 39 [28 novembre 1961], soutient l'amendement n° 162 du Gouvernement (p. 2227); à l'article 40 sur l'amendement n° 137 de M. Marcel Pellenc (p. 2229); à l'article 42, soutient l'amendement n° 38 du Gouvernement (p. 2230); après l'article 44, soutient l'amendement

n° 39 rectifié du Gouvernement (p. 2230); à l'article 59 bis, sur l'amendement n° 94 rectifié de M. Guy Petit (p. 2233); accepte l'amendement n° 93 de M. Alex Roubert (p. 2234); sur l'amendement n° 95 bis rectifié de M. Guy Petit (p. 2234); accepte l'amendement n° 140 de M. Marcel Pellenc tendant à insérer un article 59 quater (p. 2234); sur l'amendement n° 141 de M. Marcel Pellenc tendant à insérer un article 59 quinquies (p. 2234). A l'article 62, accepte l'amendement n° 142 de M. Marcel Pellenc (p. 2235). A l'article 63, s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Georges Marrane (p. 2235). A l'article 65, s'oppose à l'amendement n° 143 de M. Marcel Pellenc (p. 2237 et 2238). Articles additionnels : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Jean-Marie Louvel (p. 2239); s'oppose à l'amendement n° 157, de M. Etienne Dailly (p. 2240 et 2241); sur l'amendement n° 158 de M. Antoine Courrière (p. 2242); s'oppose à l'amendement n° 159 de M. Max Monichon (p. 2242); sur l'amendement n° 160 de M. Max Monichon (p. 2243); s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Max Monichon (p. 2243); sur l'amendement n° 165 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2244). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : art. 5 (p. 2323). Art. 5 bis (p. 2324, 2325). Art. 6 (p. 2326). Art. 11 (p. 2327, 2328, 2329). Art. 15 : sur l'amendement n° 11 de M. Marcel Pellenc (p. 2329). Art. 19 : soutient l'amendement n° 1 du Gouvernement [7 décembre 1961]. Art. 21 : repousse l'amendement n° 17 de M. Marcel Pellenc (p. 2353); soutient l'amendement n° 2 du Gouvernement (p. 2353, 2354); repousse l'amendement n° 20 de M. Marcel Pellenc (p. 2354); repousse l'amendement n° 21 de M. Marcel Pellenc (p. 2355); repousse l'amendement n° 24 de M. Marcel Pellenc et défend l'amendement n° 4 du Gouvernement (p. 2355). Sur l'application de l'article 40 à l'amendement n° 24 de M. Marcel Pellenc (p. 2356). Art. 22 : repousse l'amendement n° 26 de M. Marcel Pellenc (p. 2356); accepte l'amendement n° 27 de M. Marcel Pellenc (p. 2356); repousse l'amendement n° 25 de M. Marcel Pellenc (p. 2357). Art. 24 : défend l'amendement n° 5 du Gouvernement (p. 2357). Art. 30 : repousse l'amendement n° 30 de M. Marcel Pellenc (p. 2359). Art. 44 A (nouveau) : accepte l'amendement n° 32 de M. Marcel Pellenc (p. 2359). Art. 55 ter : repousse l'amendement n° 52 de M. Jozeau Marigné (p. 2363). Art. 56 (p. 2365). Art. 59 B (p. 2366). Art. 59 E : accepte l'amendement n° 41 de M. Marcel Pellenc (p. 2366). Art. 59 ter : sur l'amendement n° 42 de M. Marcel Pellenc, défendu par M. Roger Lachèvre (p. 2367). Art. 59 quinquies : repousse l'amendement n° 43 de M. Marcel Pellenc (p. 2368). Art. 71 : sur l'amendement n° 46 de M. Pierre de Villoutreys (p. 2369). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1962 [11 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2430, 2431). — Question orale (n° 346) de M. Maurice Charpentier sur le prix de l'essence [12 décembre 1961] (p. 2474, 2476). — Question orale (n° 364) de M. Georges Marie-Anne sur les réquisitions de passage pour les fonctionnaires entre la métropole et les départements d'outre-mer [12 décembre 1961] (p. 2476). — Projet de loi de finances pour 1962 (troisième lecture) [12 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2478, 2479). — Question orale (n° 370) de M. Georges Marie-Anne sur le soutien de la production bananière dans les Antilles françaises [12 décembre 1961] (p. 2485). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2528). — Discussion des articles : Art. 10 : sur le service du tourisme en Polynésie (p. 2529). Art. 12 : transfert à l'Etat malien de l'office du Niger (p. 2530). Art. 16 : sur le maintien des avances au Comptoir de vente des charbons sarrois (p. 2531 et 2532). Art. 17 : exonération des gîtes ruraux au titre de la vente (p. 2532); s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Descours-Desacres (p. 2533); propose le maintien de cette exonération, sauf avis contraire du conseil général (p. 2534). Art. 18 : institution d'un régime fiscal plus favorable pour les petites salles de cinéma (p. 2534). Art. 20 bis : amendement n° 4 de la commission des finances (p. 2535); amendement rectifié n° 21 de M. Bousch, sur le versement à un office d'H. L. M. de l'allocation logement en cas de non-paiement des loyers; en demande le retrait (p. 2536). Art. 21 : sur le problème des crédits pour l'arrachage des pommiers à cidre (p. 2537); réponse à une intervention de M. Roubert (p. 2538); Etat A, EDUCATION NATIONALE, titre IV : demande le rejet des amendements n°s 17 de Mme Dervaux et 28 de M. Nayrou (p. 2538 et 2539). INDUSTRIE, titre III : demande le retrait de l'amendement de la commission des finances sur le titre III (p. 2539 et 2540); s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Marrane (p. 2540). Art. 22, état B, titre III, EDUCATION NATIONALE : propose le rejet de l'amendement n° 19 de Mme Dervaux (p. 2541); soutient l'amendement du Gouvernement n° 23 (id.). Art. 23, état C : à propos de la restauration des monuments historiques (p. 2542). Art. 29 : sur la répartition des subventions au fonds de soutien à l'industrie cinématographique (p. 2543). Art. 30 : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. David

(p. 2544). Art. 35 : son amendement n° 30 (p. 2545). — Sur la suppression de l'article 36 (p. 2545). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** (troisième lecture) [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2646) : avant le scrutin sur l'ensemble du projet de loi, adresse ses remerciements au Sénat (p. 2646).

**GOLVAN** (M. VICTOR) [Morbihan].

*Est nommé membre de la commission des Affaires économiques et du Plan* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [12 octobre 1961] (n° 9).

**Interventions :**

Projet de loi de programme relative à des **actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique**. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 374, 375, 376). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1086). — Projet de loi relatif aux **groupements d'exploitations agricoles** [19 octobre 1961] (p. 1181 à 1198), rapporteur de la commission des affaires économiques. — Projet de loi relatif à la **police des épaves maritimes**. Discussion générale [10 novembre 1961] (p. 1422 et 1423). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [23 novembre 1961]. Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (p. 1843). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1905 et 1910).

**GORSE** (M. GEORGES), *Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nominé le 18 mai 1961).

**Interventions :**

Projets de loi autorisant, d'une part, la **ratification de traités de coopération et l'approbation d'accords de coopération conclus entre les Gouvernements de la République française et des États de l'Entente**, d'autre part, l'**approbation de l'accord de défense conclu entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger**. Discussion générale commune [15 juin 1961] (p. 438). — **Projet de loi autorisant la ratification du traité de commerce signé à Port-au-Prince le 28 décembre 1959 entre la France et Haïti** [12 juillet 1961] Discussion générale (p. 784 et 785). — **Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de la Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie** [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 988) ; Répond à M. de Maupeou (p. 990) ; demande que le Sénat ne vote pas le projet par division des votants (p. 991).

**GRAND** (M. LUCIEN) [Charente-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Questions orales avec débat relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1375). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1514 et 1515). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1908) ; défend son amendement n° 130 (p. 1932 et 1933).

**GRAVIER** (M. ROBERT) [Meurthe-et-Moselle].

Questeur du Sénat.

**GREGORY** (M. LÉON-JEAN) [Pyrénées-Orientales].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**GROS** (M. LOUIS) [Français établi hors de France].

*Est nommé président de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [13 décembre 1961].

**Questions orales :**

**M. Louis Gros** rappelle à *M. le ministre des armées* la situation particulière de jeunes étudiants français domiciliés au Maroc, susceptibles de bénéficier d'un sursis, et qui sont, depuis 1960, dans l'impossibilité de suivre les cours de préparation militaire. Il lui demande : 1° si, malgré cette impossibilité, ces étudiants bénéficieront, dans les mêmes conditions que les étudiants en France, des lois et règlements en matière de sursis d'incorporation ; 2° de lui indiquer s'il envisage de prendre des dispositions spéciales permettant à ces jeunes de faire une préparation militaire [13 juin 1961] (n° 312). — Réponse [27 juin 1961] (p. 547).

**M. Louis Gros** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelles mesures il entend prendre pour assurer la protection des personnes et des biens des Français de Tunisie et particulièrement de ceux ayant fait l'objet de poursuites, de confiscation de biens, d'interdiction d'exercer leur profession, de mesures d'internement, d'expulsion ou d'emprisonnement [5 septembre 1961] (n° 107). — Réponse [3 octobre 1961] (p. 1097).

**Interventions :**

Discussion des articles du projet de loi relatif au **droit à pension d'ancienneté et à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires** [22 juin 1961]. — Propose, par amendement n° 1, l'insertion d'un article additionnel n° 4 (p. 518 et 519) ; répond à une intervention de M. le ministre des affaires étrangères p. (519 et 520). — Sur sa question orale (n° 312) relative à la **préparation militaire des étudiants français domiciliés au Maroc** [27 juin 1961] (p. 547). — Sa question orale avec débat (n° 107) sur **l'aide aux rapatriés** [3 octobre 1961] (p. 1101 et suiv.). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre] (p. 1235 à 1249) ; [25 octobre 1961] (p. 1262 à 1282). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Budget des AFFAIRES CULTURELLES (p. 1728, 1729). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** (deuxième lecture) [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2414, 2415).

**GUERIL** (M. GEORGES) [Guyane].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [18 novembre 1961]. Budget de la JUSTICE (p. 1616, 1617). — Dispositions concernant les **départements et territoires d'outre-mer** [première séance du 20 novembre 1961] (p. 1668, 1669).

**GUEROUI** (M. MOHAMED) [Sétif-Batna].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**GUILLAUMAT** (M. PIERRE), *Ministre délégué auprès du Premier ministre* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nominé le 5 février 1960).

**Interventions :**

Projet de loi de programme relative à des **actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique**. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 363, 364, 365, 366, 381, 382). Discussion des articles [19 mai 1961] : art. 1<sup>er</sup> : observations (p. 382) ; repousser l'amendement n° 1 de M. Jacques Henriot (p. 383). — Discussion, en deuxième lecture, du **projet de loi de finances rectificative pour 1961** [21 juillet 1961]. Discussion des articles : art. 4 : sur l'amendement n° 4 de M. Pellenc (p. 998). — **Projet de loi de finances pour 1962** [deuxième séance du 20 novembre 1961] : dispositions concernant les SERVICES DU PREMIER MINISTRE, section I, *services généraux* (p. 1702 à 1704). — Dispositions concernant les services du Premier ministre, section II, *CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL* [deuxième séance du 20 novembre 1961] (p. 1705). — Suite de la discussion : SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE [27 novembre 1961] ; demande au Sénat de voter l'amendement n° 132 présenté par M. le secrétaire d'Etat aux finances au nom du Gouvernement (p. 2135) ; retire l'amendement n° 132 et se rallie à celui de la commission des finances (p. 2154). — **Projet de loi instituant un centre national d'études spatiales** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2396 à 2398).

**GUILLAUMOT** (M. PAUL) [Yonne].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].



**GUILLE (M. GEORGES) [Aude].**

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**Question orale :**

M. Georges Guille, en raison de l'émotion profonde ressentie par de larges couches de l'opinion républicaine française, demande à M. le Premier ministre de vouloir bien préciser devant le Sénat la nature du lien qu'il convient d'établir entre : d'une part, les mesures prises en Espagne par le Gouvernement du général Franco à l'égard de certains éléments factieux condamnés par la justice française et, d'autre part, les mesures simultanées d'arrestation ou de contrainte prises en France à l'encontre de républicains espagnols en exil [17 octobre 1961] (n° 356). — Réponse [14 novembre 1961] (p. 1433 à 1435).

**Intervention :**

Sa question orale (n° 356) relative au lien existant entre les mesures répressives prises en Espagne et en France [14 novembre 1961] (p. 1433 à 1435).

**GUYOT (M. RAYMOND) [Seine].**

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi de M. Raymond Guyot, Mme Jeannette Vermeersch, MM. Roger Garaudy, Georges Cogniot, Louis Namy, Léon David, Georges Marrane, Camille Vallin et des membres du groupe communiste et apparenté tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 58-1008 du 24 octobre 1958 relatives au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi des hôtels, pensions de famille et locaux dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublé. (Enregistrée à la présidence le 12 avril 1961.) [25 avril 1961] (n° 168).*

*Proposition de loi tendant à accorder à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet : une permission exceptionnelle de dix jours à tous les militaires du contingent ; l'amnistie pour toutes les peines à titre disciplinaire envers ceux qui ont exprimé leur opposition à la guerre d'Algérie ; la démobilisation des jeunes soldats condamnés pour le même motif ayant déjà effectué un temps supérieur à celui de leur classe ; la levée de toutes les punitions régimentaires [15 juin 1961] (n° 262).*

**Question orale :**

M. Raymond Guyot attire à nouveau l'attention de M. le Premier ministre sur la situation des jeunes soldats du contingent, dont l'opposition résolue au coup de force d'Alger a été saluée avec enthousiasme par le peuple. Il aimerait savoir si des mesures ont été prises pour empêcher que des représailles et des brimades ne s'exercent dans certaines unités envers ceux qui se sont dressés contre ces factieux, leurs complices, ou même simplement leurs admirateurs. Il estime que l'attitude courageuse des appelés fait aujourd'hui une obligation supplémentaire au Gouvernement d'accorder enfin satisfaction à leurs légitimes revendications, à savoir : 1° le prêt à 100 F (1 NF) pour les soldats du contingent ; celui-ci est depuis 1952 à 30 NF (0,30 NF). Il est bien entendu que les caporaux, sous-officiers et officiers du contingent doivent bénéficier d'une augmentation proportionnelle ; 2° l'allocation alimentaire portée à 400 F (4 NF) par jour et par homme au lieu de 296 F (2,96 NF) actuellement ; 3° la gratuité totale pour les appelés dans tous les transports (S. N. C. F., cars régionaux et transports urbains) ; 4° l'abrogation des mesures portant atteinte aux droits civiques des militaires (interdiction de lire la presse de leur choix) et la suppression de toutes discriminations politiques pour la participation aux pelotons de caporaux, sous-officiers et E. O. R. ; 5° il apparaît enfin légitime et naturel que le Gouvernement ordonne l'attribution d'une permission exceptionnelle pour tous les appelés, et ce en raison des services éminents qu'ils ont rendus à la nation [4 mai 1961] (n° 299). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 748 à 750).

**Interventions :**

Sa question orale (n° 299) relative à la situation des jeunes soldats du contingent [11 juillet 1961] (p. 748 à 750). — *Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie)* [17 novembre 1961]. Budget des AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1563). DÉPENSES MILITAIRES [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. SECTION COMMUNE (p. 1587 et 1588) ; son amendement n° 72, tendant à réduire le temps de service des appelés (p. 1606 et 1607). — La question orale avec débat de M. Edouard Le Bellegou [5 décembre 1961] (p. 2293).

## H

**HAKIKI (M. DJILALI) [Oran-Tlemcen].**

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].*

**HALGOUET (M. ROGER DU) [Ille-et-Vilaine].**

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

*Proposition de loi tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages [10 novembre 1961]. Discussion générale (p. 1418). — *Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961]. — Dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports (p. 1759) et 1760). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1906). — *Projet de loi portant ratification du décret n° 61-482 [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2259).***

**HAMON (M. YVES) [Finistère].**

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Dépôt législatif :**

*Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).*

**HENRIET (M. JACQUES) [Doubs].**

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].*

**Dépôts législatifs :**

*Proposition de loi tendant à modifier l'organisation actuelle de l'éducation physique et à créer des centres d'éducation physique et sportive dits « Cités sportives » [2 mai 1961] (n° 179).*

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la France et la Suisse relative à la situation, au regard des législations d'allocations familiales, de certains exploitants suisses de terres françaises, signée à Paris le 24 septembre 1958 [22 novembre 1961] (n° 78).*

**Interventions :**

*Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 379, 380). Discussion des articles [19 mai 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : soutient son amendement n° 1 (p. 382). — Suite de la discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961] (p. 491, 492). — *Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie)* [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1518). — Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1773, 1774). — *Projet de loi autorisant la ratification de la convention franco-suisse relative aux allocations familiales d'exploitants suisses de terres françaises [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 2262). — *Projet de loi sur les prix agricoles [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 3 : pose une question à M. le ministre de l'agriculture (p. 2606).***

**HERZOG (M. MAURICE), Haut-Commissaire à la jeunesse et aux sports (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).**

**Interventions :**

*Suite de la discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961] (p. 493 à 497). — *Projet de loi de finances pour 1962 : budget de l'ÉDUCATION NATIONALE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2038, 2039, 2040). — *Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse [5 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2308).***

**HOUDET (M. ROGER)** [Seine-Maritime].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 (deuxième partie) [23 novembre 1961]. Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS (p. 1874, 1875). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1922). INFORMATION [27 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2144 et suiv.). Budget de la RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE [28 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2200) ; soutient l'amendement n° 123 de M. Marcel Pellenc (p. 2211) ; soutient son amendement n° 152 (p. 2212) ; sur son amendement n° 153 (p. 2213) ; soutient son amendement n° 154 (p. 2213).

**HUGUES (M. EMILE)** [Alpes-Maritimes].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier le premier alinéa de l'article 1600 du code général des impôts concernant la contribution pour frais de chambres et bourses de commerce [25 octobre 1961] (n° 38).

**Interventions :**

Projet de loi instituant une redevance d'équipement (deuxième lecture) [2 mai 1961]. Article 1<sup>er</sup> (p. 117, 120, 121). Article 2 (p. 122, 123, 125). — Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (deuxième lecture) [4 mai 1961] : article 1<sup>er</sup> ; article 1438 du code civil (p. 147). Article 1390 : sur l'amendement n° 1 rectifié (p. 150). Article 1401 : amendement n° 40 (p. 153) ; amendement n° 41 (p. 153). — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme. Discussion des articles [10 mai 1961] : article 11 : sur l'article, demande au ministre une rédaction différente (p. 246). — Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 83) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la politique du Gouvernement en matière sociale [16 mai 1961] (p. 289, 290, 291). — Proposition de loi relative aux donations entre époux [6 juillet 1961]. Dans la discussion générale en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 733). — Discussion des articles de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi [11 juillet 1961] ; propose par amendement d'exclure du champ d'application de la loi, les stations balnéaires, climatiques ou thermales (p. 780). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 847 et 848) ; sur l'article 16 (p. 908). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 957 à 958). Discussion des articles : article 2 : sur l'amendement n° 39 de M. Le Billegou (p. 963). Article 3 bis nouveau (p. 966 et 967) ; sur l'ensemble du projet de loi (p. 976). — Projet de loi relative à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [24 octobre 1961] (p. 1237). — Proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 1600 du code général des impôts concernant la contribution pour frais de chambres et bourses de commerce [26 octobre 1961] (p. 1323). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1452 à 1455). — Discussion de la première partie

de la loi de finances, conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961] ; sur l'article 5 (p. 1470 à 1472 et 1473) ; sur l'article 5 bis (nouveau) (p. 1474 et 1475, 1476 et 1477). — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales : conclusions d'une commission mixte paritaire [5 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2303). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : Art. 5 (p. 2323). Art. 5 bis (p. 2324, 2325). Art. 18 bis (p. 2335). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2490 à 2493) ; suite de la discussion générale [13 décembre 1961] (p. 2511 et 2512). Discussion des articles : défend son amendement n° 27 à l'article 1<sup>er</sup> (p. 2514) ; en réponse à une intervention de M. Chochoy relative à la valeur du bien exproprié (p. 2517). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 17 : sur les gîtes ruraux (p. 2533) [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Art. 2 : défend son sous-amendement n° 28 à l'amendement de Jean-Eric Bousch (p. 2554, 2555) ; le retire (p. 2556) ; défend son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean-Eric Bousch (p. 2557, 2558, 2559). Art. 6 (nouveau) : sur le sous-amendement n° 33 de M. Bernard Chochoy (p. 2561, 2562). Article additionnel 8 (nouveau). Sur l'amendement n° 16 de la commission (p. 2564). Article additionnel 10 (nouveau). Défend son sous-amendement n° 30 (p. 2566, 2567) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2569).

**I****ISAUTIER (M. ALFRED)** [LA RÉUNION].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accès des exploitants à la propriété rurale [22 juin 1961]. Discussion des articles : Art 2 : son amendement n° 13 (p. 532) ; Retire, après intervention de M. le ministre son amendement n° 13 ainsi que les amendements n° 14, 17, 18 et 19 (p. 533) ; son amendement n° 15 (p. 533) ; son amendement n° 16 (p. 534) ; retire son amendement après les explications de M. le ministre (p. 534) ; Art. 5 : son amendement n° 21 (p. 537) ; retire son amendement à la suite de l'intervention de M. le ministre (*idem*). — Projet de loi de finances pour 1962 [deuxième séance du 20 novembre 1961]. — Dispositions concernant les départements et territoires d'outre-mer (n° 1663, 1164, 1665).

**J**

**JACQUINOT (M. LOUIS)**, *Ministre d'Etat* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959). *Est nommé ministre d'Etat chargé du Sahara, des départements d'outre-mer et des territoires d'outre-mer* le 24 août 1961.

**Interventions :**

Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Fernand Malé [25 avril 1961] (p. 89). — Lit une déclaration du Gouvernement [25 avril 1961] (p. 89 et 90) ; intervient dans l'ordre du jour [25 avril 1961] (p. 92). — Question orale de M. Léon David relative aux mesures de prévention et de lutte contre les incendies de forêts [2 mai 1961] (p. 115). — Question orale (n° 358) de M. Lucien Bernier relative à la production bananière dans les Antilles françaises [7 novembre 1961] (p. 1360 et 1361).

**JAGER (M. RENÉ)** [Moselle].

*Est nommé membre* de la commission des Affaires économiques et du Plan [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

Rapports, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-1018 du 19 septembre 1960 portant modification du tarif des droits de douane

d'importation applicable à l'entrée dans le territoire douanier, en ce qui concerne certains produits sidérurgiques [10 mai 1961] (n° 193).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1497 du 28 décembre 1959 portant réduction provisoire quant à la perception du droit de douane d'importation applicable, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines ébauches en rouleaux pour tôles [10 mai 1961] (n° 194).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-268 du 7 février 1959 rétablissant la perception des droits de douane d'importation sur certaines fontes et ébauches en rouleaux pour tôles [10 mai 1961] (n° 195).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi modifiant l'article 108 du code minier [17 mai 1961] (n° 217).

*Rapport* d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

#### Interventions :

Projet de loi portant ratification du décret n° 60-1018 du 19 septembre 1960, portant modification du tarif des droits de douane d'importation applicables à l'entrée dans le territoire douanier en ce qui concerne certains produits sidérurgiques, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [16 mai 1961] (p. 301, 302). — Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1497 du 28 décembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception du droit de douane d'importation applicable, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines ébauches en rouleaux pour tôles, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [16 mai 1961] (p. 302). — Projet de loi portant ratification du décret n° 59-268 du 7 février 1959 rétablissant la perception des droits de douane d'importation sur certaines ébauches en rouleaux pour tôles, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [16 mai 1961] (p. 302). — Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier [14 juin 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 402). Discussion des articles : Art. 2 : amendement n° 1 de M. Jacques Duclos (p. 406) ; amendement n° 2 rectifié de M. Jacques Duclos (p. 406) ; répond à M. Marilhac sur le même sujet (p. 407). — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques [22 juin 1961]. Discussion générale : en remplacement de M. Raymond Brun, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 513 et 514). — *Projet de loi de finances pour 1962* (deuxième partie) [deuxième séance du 16 novembre 1962] : budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1536) [deuxième séance du 18 novembre 1961]. Budget de l'INDUSTRIE (p. 1636, 1637). — Dispositions concernant le Sahara [deuxième séance du 20 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1688, 1689). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1858 à 1860).

**JAMAIN** (M. EUGÈNE) [Cher].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**JEANNENEY** (M. JEAN-MARCEL), *Ministre de l'industrie* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 17 novembre 1959).

#### Interventions :

Question orale de M. Léon David relative aux accidents survenus au puits Gérard, à Biven-Gordanne [14 juin 1961] (p. 397-398). — Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 401). Discussion des articles : Art. 2 : amendement n° 1 de M. Jacques Duclos (p. 406) ; amendement n° 2 rectifié de M. Jacques Duclos (p. 407) ; répond à l'intervention de M. Marilhac sur le même sujet (p. 407) ; répond à une question de M. Duclos sur l'indemnisation des sinistres (p. 407) ; oppose l'article 40 au troisième

alinéa de l'amendement n° 2 rectifié (p. 408) ; renouvelle ses explications sur le même sujet (p. 408). — Sur la question orale (n° 308) de M. Charles Naveau relative à la situation des agents des chambres de métiers [27 juin 1961] (p. 554 et 554). — *Projet de loi relatif au régime de la production et de la distribution d'énergie dans le département de la Martinique* [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 959). Sur l'ensemble du projet de loi (p. 960). — Sur la question orale (n° 352) de M. Charles Naveau sur la situation d'une entreprise industrielle [17 octobre 1961] (p. 1168 et 1169). — *Projet de loi de finances pour 1962* [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961]. Budget de l'INDUSTRIE (p. 1640 à 1644, 1645, 1646, 1647). — *Projet de loi de finances pour 1962* (2<sup>e</sup> lecture) [7 décembre 1961] : Art. 59 A (p. 2365). — *Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce* [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2582) ; répond à diverses questions posées (p. 2590 à 2591). — *Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique* [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2639 à 2640). — *Projet de loi relatif à la sécurité sociale des artistes du spectacle* ; demande l'inscription de ce projet de loi à l'ordre du jour prioritaire de la 2<sup>e</sup> séance du 15 décembre 1961 (p. 2640).

**JOXE** (M. LOUIS), *Ministre d'Etat chargé des affaires algériennes* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 22 novembre 1960).

#### Interventions :

Répond aux orateurs qui sont intervenus dans le débat sur la déclaration du Gouvernement relative aux problèmes algériens [5 juillet 1961] (p. 699). — Question orale de M. Jacques de Meaupeou sur la conduite des négociations tendant à ramener la paix en Algérie [17 octobre 1961] (p. 1158 à 1160). — Question orale de M. René Dubois relative aux causes d'un décès à la prison de Constantine [14 novembre 1961] (p. 1430 et 1431). — *Projet de loi de finances pour 1962* : Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (p. 1992, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003). Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE (texte d'une commission mixte paritaire) [séance du 7 décembre 1961] (p. 1273). — *Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables* [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2548, 2549) : Art. 2 : repousse l'amendement n° 1 de MM. Marcellin et Raymond Brun (p. 2550).

**JOZEAU-MARIGNE** (M. LÉON) [Manche].

*Est nommé représentant du Sénat* au sein du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [20 juin 1961] (p. 463).

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* tendant à déclarer recevables les recours en cassation introduits pour violation de la loi, conformément aux dispositions du décret n° 55-562 du 20 mai 1955 [14 juin 1961] (n° 247).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [12 juillet 1961] (n° 309).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifiant le deuxième alinéa de l'article 458 du code de commerce [25 octobre 1961] (n° 37).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modi-

fications par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, modifiant les articles 815, 832, 866 et 2103 (3°) du code civil, les articles 790, 807, 808 et 831 du code rural et certaines dispositions fiscales [25 octobre 1961] (n° 41).

#### Interventions :

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2° lecture) [4 mai 1961] : art. 1<sup>er</sup>, art. 1390 du code civil, sur l'amendement n° 1 rectifié (p. 150, 151); amendement n° 38 (p. 151). Art. 1398 : sous-amendement n° 39 (p. 152, 153). Art. 1437 bis : sur le sous-amendement n° 18 (p. 164). Art. 1499 : amendement n° 45 (p. 167). — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme. Discussion des articles [10 mai 1961] : art. 4 : sur son amendement n° 8 (p. 245). Art. 5 : sur son amendement n° 9 (p. 245). Art. 8 : sur son amendement n° 10 (p. 245). Art. 13 bis (nouveau) : sur son amendement n° 11 (p. 252, 253). Art. 4 (réservé) : sur son amendement n° 8 (p. 253). Art. 5 (réservé) : sur son amendement n° 9 (p. 254). Art. 8 (réservé) : sur son amendement n° 10 (p. 254). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 950 à 952) [20 juillet 1961]. Discussion des articles : art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 30 de M. Namy (p. 961); défend son amendement n° 2 (p. 961); défend son amendement n° 4 (p. 962); défend son amendement n° 5 (p. 962). Art. 2 : repousse l'amendement n° 3 de M. Namy (p. 962); défend son amendement n° 6 (p. 962); défend son amendement n° 7 (p. 963); défend son amendement n° 8 (p. 963); sur l'amendement n° 39 de M. Le Bellegou (p. 963); répond à l'intervention de M. Jacques Masteau (p. 964); sur son amendement n° 9 (p. 964); défend son amendement n° 10 (p. 964); répond à une question de M. Marcel Molle (p. 964); sur le sous-amendement n° 22 de M. Octave Bajoux (p. 964); répond à une question de M. Courrière (p. 964). Art. 3 : sur l'amendement n° 32 de M. Namy (p. 965); sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Bajoux (p. 965); défend son amendement n° 11 (p. 965); le retire (p. 965). Art. 3 bis nouveau (p. 967). Art. 4 : repousse l'amendement n° 33 de M. Namy (p. 969); défend son amendement n° 13 (p. 969); défend son amendement n° 37 (p. 969). Art. 4 bis : sur son amendement n° 14 (p. 970). Art. 4 ter : retire son amendement n° 15 et se rallie à l'amendement n° 28 de M. Bajoux (p. 970). Art. 5 : sur son amendement n° 16 (p. 970). Art. 5 bis : sur son amendement n° 17 (p. 970). Art. 6 : sur l'amendement n° 35 du Gouvernement (p. 973). Art. 7 : sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (p. 975). Art. 8 : sur son amendement n° 18 (p. 975). Art. 9 nouveau : défend son amendement n° 19 (p. 975). Sur l'ensemble du projet de loi (p. 976). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (p. 1190 et 1198). — Projet de loi modifiant le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 458 du code de commerce [26 octobre 1961] (p. 1321), rapporteur de la commission de législation. — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales. — Deuxième lecture : en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [9 novembre 1961] (p. 1390 et 1391). — Sur l'article 2 (p. 1391 et 1392). Art. 3 bis (p. 1393 et 1394). Art. 4 (p. 1396). Art. 4 bis (p. 1396). Art. 5 (id.). Art. 8 [p. 1397]. Art. 9 (p. 1397 et 1398). — Projet de loi de finances pour 1962 : budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1795, 1796, 1814, 1815, 1817, 1818). — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales, conclusions d'une commission mixte paritaire : en qualité de rapporteur [5 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2302). Art. 5 : accepte l'amendement n° 4 de M. Marcel Molle (p. 2306). Sur l'article 8 (p. 2307). — Projet de loi de finances pour 1962 (deuxième lecture) [7 décembre 1961] : Art. 55 ter : soutient son amendement n° 52 (p. 2363, 2364). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [deuxième séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 7 (nouveau) : défend son amendement n° 42 rectifié (p. 2563); titre II, de la juridiction d'expropriation (p. 2564, 2565). Article additionnel 10 (nouveau) sur l'amendement de M. Guy Petit (p. 2566); explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2569).

JUNG (M. LOUIS) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : sur l'article 15 N (p. 904). — Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961]. Budget des AFFAIRES CULTURELLES (p. 1733). — Dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports [21 novembre 1961] (p. 1762, 1763).

## K

KALB (M. PAUL-JACQUES) [Haut-Rhin].

Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

Rapport de M. Paul-Jacques Kalb (au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale) sur le projet de loi relatif aux frais de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle [19 octobre 1961] (n° 21).

#### Interventions :

Projet de loi modifiant et complétant le Code de la nationalité française [29 juin 1901]. Discussion générale (p. 595). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961] : sur l'art. 4 (p. 883); sur l'article 15 N (p. 903 et 904). — Projet de loi relatif aux frais de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [9 novembre 1961] (p. 1398). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [deuxième séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1536, 1537 et 1542). Après l'article 52 (p. 154 a). COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN [26 novembre 1961]; explique son vote sur l'amendement n° 66 (p. 2056). LÉGION D'HONNEUR, ORDRE DE LA LIBÉRATION [27 novembre 1961] (p. 2172).

KAMIL (M. MOHAMED) [Côte française des Somalis].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer. Discussion générale [15 juin 1961] (p. 434). — Projet de loi fixant le régime des armes en Côte française des Somalis [26 octobre 1961] (p. 1322). — Projet de loi de finances pour 1962 [première séance du 20 novembre 1961]. — Dispositions concernant les départements et territoires d'outre-mer (p. 1667, 1668).

KAUFFMANN (M. MICHEL) [Bas-Rhin].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

Rapport fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [12 octobre 1961] (n° 10).

#### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 650). — Projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [19 octobre 1961] (p. 1199 à 1202), rapporteur de la commission des affaires économiques. — Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles [26 octobre 1961] (p. 1295). — Projet de loi de finances pour 1962 ; BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1798). BUDGET DE L'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1916). Sur l'amendement du Gouvernement n° 27 (p. 1929). — Projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole (deuxième lecture), en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2613 et 2614).

KHEIRATE (M. M'HAMET) [Mostaganem-Tiaret].

Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**KISTLER (M. MICHEL)** [Bas-Rhin].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture [26 octobre 1961] (n° 44).

**Interventions :**

Projet de loi instituant l'**obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1304 à 1309), rapporteur pour avis de la commission des finances. — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961) : Budget du TRAVAIL, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1707, 1708, 1716). Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1962] (p. 1791, 1792).

**L**

**LACAZE (M. JEAN)** [Tarn-et-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 651).

**LACHEVRE (M. ROGER)** [Seine-et-Oise]

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 2 : explique son vote sur l'amendement n° 8 (p. 209). Art. 3 : explique son vote sur l'amendement n° 9 (p. 214). Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 11 (p. 226). — Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 294, 295, 296, 300). — **Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961] : Art. 6, accepte l'amendement n° 24 (p. 327). — Discussion des articles du projet de loi de programme relative à l'**équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] : Art. 2 nouveau : explique son vote (p. 500), sur l'amendement n° 1 (p. 702). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'**organisation de la région de Paris** [6 juillet 1961] : Art. 6 : explique son vote sur l'amendement n° 5 (p. 731). — **Projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande** (deuxième lecture) [11 juillet 1961]. Discussion générale (p. 775 et 786). — **Projet de loi de finances pour 1962** : discussion de la première partie, **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961]. Article 11 (p. 1481 et 1482). — Budget de l'**INDUSTRIE** [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1962] (p. 1639, 1641). — Budget des TRAVAUX

**PUBLICS ET TRANSPORTS** [23 novembre 1961] (p. 1874). — Budget des **SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE** (p. 2015). = **MARINE MARCHANDE** [26 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2070 et suiv.) (p. 2083) ; retire son amendement n° 63 (p. 2085) ; retire l'amendement n° 112, l'amendement n° 64 et l'amendement n° 12 (p. 2085) ; soutient son amendement n° 116 rectifié *bis* (p. 2085). = **INFORMATION** [21 novembre 1961] (p. 2152). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961]. Art. 6 (p. 2325, 2326). Art. 11 (p. 2327, 2328) [7 décembre 1961]. Art. 59 *ter* : soutient l'amendement n° 42 de la commission des finances (p. 2367).

**LACHOMETTE (M. JEAN DE)** [Haute-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**LAFAY (M. BERNARD)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Proposition de loi*, tendant à rendre obligatoire et effective la participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation des édifices de leur domaine, classés « monuments historiques » [2 mai 1961] (n° 177).

*Proposition de loi*, tendant à conférer à l'Etat un privilège sur les immeubles classés « monuments historiques » restaurés aux frais exclusifs du Trésor [2 mai 1961] (n° 178).

**Questions orales :**

**M. Bernard Lafay** rappelle à M. le ministre de l'intérieur que plus de 50 citoyens français sont et demeurent privés de liberté sur simple décision administrative, internés pour un grand nombre au camp de Thol (Ain) dans des circonstances que ne peuvent admettre un démocrate sincère ; qu'en outre ces mesures arbitraires réduisent à une situation angoissante les familles de travailleurs modestes en privant de ressources quatre-vingts jeunes enfants et plusieurs parents âgés. Il a donc l'honneur de lui demander : 1° quels critères ont été retenus pour appliquer les dispositions des textes invoqués à l'appui de cette répression poursuivie en dehors de tout souci des garanties des droits reconnus aux citoyens depuis plus de deux siècles ; 2° quelles mesures sont envisagées pour que des enfants et des vieillards ne demeurent pas plus longtemps victimes de décisions administratives dont le légalisme formel ne masque nullement l'arbitraire réel et l'inhumanité. Ayant pris connaissance de son communiqué en date du 6 juin 1961, il le prie en outre de vouloir bien vérifier à quelles dates auraient été prises les dispositions relatives aux conditions de vie des internés du camp de Thol auxquelles il fait allusion [15 juin 1961] (n° 317). — Réponse [27 juin 1961] (p. 550 à 553).

**M. Bernard Lafay** à l'honneur de demander à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° le nombre de candidats au baccalauréat — inscrits, reçus à l'écrit, reçus après oral de contrôle et ajournés — pour la session de juin 1961 dans l'académie de Paris et dans le territoire métropolitain, par parties et par séries ; 2° également, pour l'académie de Paris et le territoire métropolitain, le nombre total de membres des jurys — correcteurs et examinateurs — et le nombre total de professeurs enseignant en juin 1961 dans les classes terminales — préparant aux deux parties du baccalauréat — ayant été appelés à faire partie de ces jurys ; 3° si, étant donné l'ampleur des contestations élevées à la suite des résultats de l'écrit dans l'académie de Paris, le nombre d'erreurs relevées au cours du contrôle prescrit, et communiquées à la presse, ne paraît pas abusivement faible ; 4° quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier au malaise créé parmi les candidats au baccalauréat à la suite de faits anormaux — nombreux, publics et n'ayant fait l'objet d'aucun démenti. Pour quels motifs, en particulier, l'administration n'a pas encore fait connaître sa décision d'organiser une session exceptionnelle en septembre ou de mettre en œuvre toute autre mesure susceptible d'assainir le climat et de rétablir la confiance nécessaire entre le corps enseignant, la jeunesse et les familles [4 juillet 1961] (n° 326). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 825 à 829).

**M. Bernard Lafay** à l'honneur de soumettre à la réflexion de M. le ministre des finances et des affaires économiques le tableau ci-dessous qui donne le taux du S. M. I. G. et de l'allocation

vieillesse depuis avril 1957 (avant cette date, le S. M. I. G. était rajusté par le moyen d'un supplément temporaire, de sorte qu'aucune comparaison n'est possible) :

	S. M. I. G.		ALLOCATION	
1957 avril .....	126	100	31.200 F	100
août .....	133,45	106	—	—
1958 janvier .....	139,20	111	—	—
mars .....	144,80	115	—	—
juin .....	149,25	119	—	—
1959 janvier .....	149,25	119	36.500 F	117
février .....	156	124	—	—
novembre .....	160,15	127	—	—
1960 octobre .....	163,85	130	—	—
1961 .....	163,85	130	42.000 F	134

On peut ainsi remarquer tout d'abord que les personnes âgées ont vu rajuster leur allocation à peu près parallèlement au S. M. I. G., mais avec un retard qui, à deux reprises, a atteint deux ans. Il est donc arrivé que ce retard ampute de 20 p. 100 leurs très modestes ressources, ce qui peut être dramatique. En second lieu, en ce qui regarde les ressources, si on retient une hausse de 30 p. 100 de l'indice des 179 articles — et du S. M. I. G. — depuis avril 1957, les plafonds, logiquement, devraient : pour la personne seule passer de 201.000 francs à  $201.000 \times 1,30$ , soit 261.000 francs ; pour le ménage, de 258.000 francs à  $258.000 \times 1,30$ , soit 336.000 francs. Des personnes âgées se sont donc vu supprimer leur allocation alors que leur pouvoir d'achat n'avait pas varié, ou même avait diminué. Il le prie de lui faire connaître s'il est d'accord en principe sur les faits et sur ces remarques, et lui demande s'il ne lui semble pas équitable de protéger le pouvoir d'achat déjà si minime des personnes âgées, par exemple au moyen d'une indexation du taux de l'allocation supplémentaire sur le S. M. I. G. dont cette allocation semble appelée à suivre les variations [26 juillet 1961] (n° 335). — Réponse [24 octobre 1961] (p. 1211).

**M. Bernard Lafay** a l'honneur de rappeler à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que les plafonds maximum des ressources personnelles — qui ne doivent pas être dépassés pour que les personnes âgées aient droit à l'allocation supplémentaire — n'ont pas varié depuis la promulgation de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité. Cette fixité des plafonds a, en réalité, annihilé, pour un grand nombre de cas, l'effet des augmentations de l'allocation supplémentaire. Il est logique — et inhumain — de prévoir l'augmentation de l'allocation supplémentaire en maintenant les chiffres-plafond. Cela revient pratiquement à retirer d'une main ce qu'on a semblé accorder de l'autre. Dans une proposition de loi n° 6063, déposée le 3 décembre 1957, il avait proposé d'indexer ces plafonds — 201.000 francs par an pour les personnes seules, 258.000 francs pour les ménages — sur le taux du S. M. I. G., ce qui les aurait amenés aujourd'hui respectivement à 261.000 et 336.000 francs. Il le prie de lui faire savoir s'il ne lui paraîtrait pas judicieux de réaliser cette indexation, par exemple, en insérant dans l'article 7 de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956, entre les mots « ...n'excède pas 258.000 francs par an » et les mots : « lorsque le total... », la disposition suivante : « Ces montants de ressources subissent proportionnellement les mêmes variations que celles du salaire minimum interprofessionnel garanti (S. M. I. G.) » [26 juillet 1961] (n° 336). — Réponse [24 octobre 1961] (p. 1211).

**M. Bernard Lafay** a l'honneur de rappeler à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que, le 3 décembre 1957, il avait attiré l'attention du Parlement sur la situation, non seulement difficile, mais incertaine, des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire aux personnes âgées en déposant la proposition de loi n° 6063 tendant à indexer le taux de cette allocation sur celui du S. M. I. G. Les circonstances n'ayant pas permis de mettre en discussion ce texte, il croit devoir lui soumettre le principe. La loi n° 56-639 du 30 juin 1956 avait institué le fonds national de solidarité en vue de promouvoir une politique générale de protection des personnes âgées par l'amélioration des pensions, retraites, rentes et allocations vieillesse. Le même texte en a assuré le financement. Pour atteindre au but qu'il s'est assigné, le fonds distribue, on le sait, une « allocation supplémentaire » aux bénéficiaires dont les revenus n'excèdent pas 201.000 francs par an, ou 258.000 francs s'ils sont mariés. Le montant de cette allocation était prévu par l'article 6 de la loi (premier alinéa) dans les termes suivants : « Le taux de l'allocation supplémentaire est fixé à

31.200 francs par an ». Il a été porté à 36.500, puis à 42.000 francs par an, les personnes dépassant 75 ans percevant un supplément de 8.000 francs, les plafonds restant inchangés. Il y a lieu de tenir compte ici des hausses du coût de la vie intervenues depuis le 30 juin 1956, et de constater que le pouvoir d'achat distribué par le fonds aux personnes âgées n'a cessé de s'amenuiser malgré les rajustements que nous avons indiqués. La faiblesse de l'allocation, son caractère de complément d'un « minimum vital », imposent que son taux puisse être réévalué en rapport avec le coût de la vie. L'esprit même de la loi commande que l'on en change la lettre si l'on veut que soient atteints les objectifs — au demeurant très modestes — que l'on s'est assignés. Ces modifications indispensables doivent pouvoir intervenir sans retard, car la détresse des gens âgés, singulièrement aggravée par l'augmentation de tous les produits de première nécessité, mérite la sollicitude active des pouvoirs publics. La méthode qui consiste à augmenter le taux par de nouvelles fixations successives ne nous paraît pas la meilleure. Elle présente — et elle présentera toujours — l'inconvénient majeur d'intervenir tardivement, alors que les hausses du coût de la vie ont déjà produit leur effet. S'agissant d'un maximum vital — si même cette expression peut être déceimment retenue — l'automatisme de l'adaptation est la condition nécessaire de son efficacité. Pour réaliser cette automatisme, il lui demande s'il ne croit pas opportun d'indexer le taux de l'allocation supplémentaire aux personnes âgées sur celui du S. M. I. G., par exemple en prenant l'initiative de compléter l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 comme suit : « Ce taux subit proportionnellement les mêmes variations que celles du salaire minimum interprofessionnel garanti (S. M. I. G.) » ou par tout autre moyen qui lui semblerait convenable pour adapter le texte à la situation réelle des personnes âgées, le Parlement ne disposant plus des moyens légaux de modifier la législation sociale [26 juillet 1961] (n° 337). — Réponse [24 octobre 1961] (p. 1211).

**M. Bernard Lafay** a l'honneur de demander à *M. le ministre du travail* pour quelles raisons la commission prévue à l'article 24 du décret n° 60-431 du 12 mai 1960, relatif aux soins médicaux dispensés aux assurés sociaux, n'a pas été constituée à ce jour. Lors de la séance du 1<sup>er</sup> juillet 1960, à l'Assemblée nationale, *M. le ministre du travail* avait estimé que « l'article considéré envisage la constitution de cette commission dans un délai de deux ans », interprétation contestable, car le délai de deux ans est celui prévu pour l'établissement du rapport, et non pour la constitution de la commission. C'est donc, en fait, à la date limite du 13 mai 1962 que le rapport sur l'application des dispositions du décret précité devrait être établi. Il paraît anormal que les membres de la commission prévue à l'article 24 ne soient pas encore désignés et mis en mesure d'accomplir leur mission, le délai réglementaire de deux ans étant actuellement restreint à six mois et risquant d'être encore abusivement restreint. Tout nouveau retard apporté à la constitution de cette commission apparaissant préjudiciable à l'étude du bon fonctionnement de la sécurité sociale, il le prie de prendre d'urgence les mesures nécessaires pour que le Gouvernement donne l'exemple du respect des textes dont il a pris la responsabilité [7 novembre 1961] (n° 365). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2286).

**M. Bernard Lafay** a pris connaissance de diverses informations relatives aux transferts à l'étranger, au bénéfice du F. L. N., de fonds collectés en métropole, affaire qui s'est traduite par l'inculpation de trois personnes — dont une importante personnalité politique algérienne — arrêtées le 4 novembre. Il apparaît à l'observateur le moins averti de ces sortes d'affaires que les procédés employés par les inculpés étaient d'une surprenante simplicité : concentration des fonds dans des domiciles connus, les sympathies F. L. N. d'un des intéressés au moins étant notoires, boîte aux lettres fixe, utilisation de méthodes de compensation financières parfaitement bien connues des organismes spécialisés. Il semble donc incroyable que ces organismes — policiers ou autres — aient ignoré jusqu'aux semaines qui précèdent le 4 novembre les activités des trois inculpés, qui agissaient comme des personnes sûres de l'impunité. C'est pourquoi, sans vouloir en aucune façon s'immiscer dans le secret de l'instruction, et en se tenant strictement sur le plan du bon fonctionnement des administrations publiques, il prie *M. le ministre de l'intérieur* de vouloir bien répondre aux questions suivantes : 1° au cas peu vraisemblable où les services chargés de réprimer les crimes ou délits reprochés aux personnes ci-dessus désignées ne les auraient pas décelées, quelles mesures ont été prises ou sont envisagées pour sanctionner une négligence aussi évidente et coupable ; 2° au cas où les activités criminelles des financiers du F. L. N. auraient été découvertes depuis longtemps par les fonctionnaires chargés de les réprimer, pour quelles raisons leurs agissements ont-ils été tolérés ; au cas où la réponse à cette seconde question entraînerait la mise en cause

de la politique générale du Gouvernement, il ne verrait que des avantages à ce que M. le Premier ministre se substitue, pour y répondre, à M. le ministre de l'intérieur [10 novembre 1961] (n° 367).

#### Question orale avec débat :

**M. Bernard Lafay** rappelle à *M. le ministre de l'intérieur* que plus de cinquante citoyens français sont et demeurent privés de liberté sur simple décision administrative, internés, pour un grand nombre, au camp de Thol (Ain), dans des circonstances que ne peut admettre un démocrate sincère; qu'en outre, ces mesures arbitraires réduisent à une situation angoissante les familles de travailleurs modestes en privant de ressources quatre-vingts jeunes enfants et plusieurs parents âgés. **M. Bernard Lafay** a donc l'honneur de demander à *M. le ministre de l'intérieur* : 1° quels critères ont été retenus pour appliquer les dispositions des textes invoqués à l'appui de cette répression poursuivie en dehors de tout souci des garanties des droits reconnus aux citoyens depuis plus de deux siècles; 2° quelles mesures sont envisagées pour que des enfants et des vieillards ne demeurent pas plus longtemps victimes de décisions administratives dont le légalisme formel ne masque nullement l'arbitraire réel et l'inhumanité. Ayant pris connaissance d'un communiqué de *M. le ministre de l'intérieur* en date du 6 juin 1961, **M. Bernard Lafay** le prie, en outre, de vouloir bien vérifier à quelles dates auraient été prises les dispositions relatives aux conditions de vie des internés du camp de Thol auxquelles il fait allusion [14 juin 1961] (n° 90). — Transformée en question orale simple [15 juin 1961] (n° 317).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 189, 190, 191). — Questions orales avec débat jointes de *M. Antoine Courrière* (n° 80) et de *M. Jacques Duclos* (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 294). — Sa question orale (n° 317) relative aux **internés du camp de Thol** [27 juin 1961] (p. 551 et 552). — Sa question orale (n° 426) relative au **baccalauréat de 1961** [18 juillet 1961] (p. 825 à 829). — Ses questions orales (n° 335, 336 et 337) relatives à l'**allocation supplémentaire aux personnes âgées** [20 octobre 1961] (p. 1210). — Questions orales relatives aux **manifestations d'Algériens dans la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1341 à 1344). — Proposition de loi organique tendant à modifier la **durée du mandat des sénateurs remplaçants** [9 novembre 1961]; explication de vote sur l'article unique (p. 1402). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget des **SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE** [25 novembre 1961] (p. 1996, 1997, 2014). — Sa question orale (n° 365) sur le retard dans la constitution d'une commission [5 décembre 1961] (p. 2286). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de *M. Vincent Rotinat* relative à la **politique française de défense** [12 décembre 1961] (p. 2466, 2467, 2468, 2469).

**LAFLEUR** (M. HENRI) [Nouvelle-Calédonie].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer.** Discussion générale [18 mai 1961] (p. 345). Discussion des articles : Art. 4 : soutient son amendement n° 1 (p. 346). **Projet de loi adaptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959, portant amnistie.** Discussion générale [18 mai 1961], renonce à la parole (p. 349). — **Projet de loi relatif à la modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive dans les territoires d'outre-mer.** Discussion générale [18 mai 1961] (p. 351). — **Projet de loi de finances pour 1962** [première séance du 20 novembre 1961]. — Disposition concernant les **départements et territoires d'outre-mer** (p. 1662, 1663). — **Projet de loi relatif au rejet partiel d'une délibération de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie** portant exonération des droits de douane sur le matériel de recherche minière importé [30 novembre 1961]. Discussion générale : en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2260). — **Projet de loi relatif aux droits de douane d'importation du café torréfié** [30 novembre 1961]. Discussion générale : en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2261). — **Conférence des présidents** [7 décembre 1961] (p. 2400).

**LA GONTRIE** (M. PIERRE DE) [Savoie].

*Est nommé vice-président* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris.** Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 5 : demande le vote par division de l'amendement n° 11 (p. 227). — **Questions orales avec débat jointes** de *M. Antoine Courrière* (n° 80) et de *M. Jacques Duclos* (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 288). — Sur le procès-verbal de la séance du jeudi 22 juin [27 juin 1961] (p. 546). — Sur la lettre de *M. le Premier ministre* informant l'Assemblée que la **déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne** sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 556). — Demande au Sénat d'observer quelques instants de recueillement à la mémoire de *M. Benaïssa Sassi* [19 juillet 1961]. — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] : sur l'article 11 (p. 886). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [12 octobre 1961]; rappel au règlement (p. 1247). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre] (p. 1226 à 1250). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [deuxième séance du 16 novembre 1961]; sur l'organisation du débat budgétaire (p. 1530). **INFORMATION** [27 novembre 1961]; le vote du groupe de la gauche démocratique contre les crédits concernant ces services (p. 2142). **LÉGION D'HONNEUR** [27 novembre 1961]; pose une question à *M. le garde des sceaux* (p. 2173). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième lecture) [7 décembre 1961]; demande une suspension de séance avant les explications de vote sur l'ensemble (p. 2369). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** (deuxième lecture) [14 décembre 1961]. Discussion générale : proteste contre les conditions dans lesquelles s'effectue le travail du Sénat (p. 2604).

**LAGRANGE** (M. ROGER) [Saône-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris.** Discussion générale [5 mai 1961] (p. 185, 186). — **Questions avec débat jointes** (n° 80) de *M. Antoine Courrière* et (n° 84) de *M. Jacques Duclos* sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 280, 281). — **Projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale** [29 juin 1961]. Discussion de l'article unique : soutient son amendement n° 4 (p. 608). — **Projet de loi relatif à la définition du travailleur à domicile** [11 juillet 1961], en tant que rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 777). — **Projet de loi instituant l'assurance obligatoire des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1304 à 1316). — Proposition de loi relative à la **législation des accidents du travail** [26 octobre 1961] (p. 1312). — **Projet de loi modifiant le livre VII du Code rural** [26 octobre 1961] (p. 1319). — Les questions orales avec débat relatives à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1369 à 1371). — **Projet de loi instituant une allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles.** Suite de la discussion des articles [10 novembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 1415 et 1416). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [16 novembre 1961]. **BUDGET DE LA SANTÉ PUBLIQUE** (p. 1512 et 1513). **BUDGET DU TRAVAIL** [deuxième séance du 20 novembre 1961] (p. 1709, 1710).

**LAKHDARI** (M. MOHAMMED LARBI) [Constantine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances rectificative pour 1961.** Discussion des articles [20 juillet 1961] : intervient sur l'article 17, Etat B (p. 927).

**LALLOY** (M. MAURICE) [Seine-et-Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1250 du 31 octobre 1959 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation sur les travertins et autres pierres calcaires d'une

densité apparente supérieure ou égale à 2,5 en blocs bruts ou équarris (n° 25-15 Bb du tarif des droits de douane d'importation) [10 mai 1961] (n° 196).

**Interventions :**

Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1250 du 31 octobre 1959 relatif aux **droits de douane sur les travertins et les pierres calcaires** [16 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (n° 302, 303). — Projet de loi relatif à **l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961] : Art. 6 : repousse cet article (p. 327). — Proposition de loi autorisant l'Etat à exécuter les **travaux d'infrastructure de drainage des terres humides** [17 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 334). Discussion générale (p. 335). Discussion de l'article unique : accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 336).

**LA MALENE** (M. CHRISTIAN DE), *Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 24 août 1961).

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DE L'INFORMATION [27 novembre 1961] (p. 2150 et suiv.) ; répond à M. Lachèvre (p. 2152) et à M. Symphor (p. 2153). BUDGET DE LA RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE [28 novembre 1961] (p. 2207, 2209 et 2210) ; accepte l'amendement n° 122 de M. Marcel Pellenc (p. 2211) ; s'oppose à l'amendement n° 123 de M. Marcel Pellenc (p. 2211) ; s'oppose à l'amendement n° 152 de M. Roger Houdet (p. 2212) ; s'oppose à l'amendement n° 153 de M. Roger Houdet (p. 2213) ; accepte l'amendement n° 154 de M. Roger Houdet (p. 2213).

**LAMBERT** (M. MARCEL) [Morbihan].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux membres bénévoles des organismes sociaux et professionnels [19 octobre 1961] (n° 25).

**Interventions :**

Proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la **légalisation sur les accidents du travail** aux membres bénévoles des organismes sociaux et professionnels [25 octobre 1961] (p. 1311 et 1312). — Projet de loi de finances pour 1962 (deuxième partie) [23 novembre 1961] : Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS (p. 1860). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1912). Budget de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2030, 2031).

**LAMOUCHE** (M. GEORGES) [Haute-Vienne].

*Est nommé vice-président de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).

**Interventions :**

Projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961] : Budget des AFFAIRES CULTURELLES, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (cinéma et théâtres nationaux) (p. 1725 à 1727). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961] Discussion des articles : Art. 18 : favorable à l'amendement du Gouvernement proposant un régime fiscal plus favorable pour les petites salles de cinéma (p. 2534).

**LAPLACE** (M. ADRIEN) [Tarn-et-Garonne].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**LAURENS** (M. ROBERT) [Aveyron].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**LAURENT-THOUVEREY** (M. CHARLES) [Jura].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**LA VASSELAIS** (M. GUY DE) [Eure-et-Loir].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**Question orale :**

**M. Guy de La Vasselais** demande à *M. le ministre des armées* quelles ont été, au point de vue militaire, les conséquences de l'interruption des opérations offensives en Algérie, décidé le 20 mai dernier, et qui a pris fin après quatre-vingts jours d'application [9 novembre 1961] (p. 366).

**Interventions :**

Sur la lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la **déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne** sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 557). Budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE (texte d'une commission mixte paritaire) [séance du 7 décembre 1961] (p. 2373).

**LAVY** (M. ARTHUR) [Haute-Savoie].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**LE BASSER** (M. FRANCIS) [Mayenne].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale [14 juin 1961] (n° 250).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à **l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale** [29 juin 1961], en sa qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 607). Discussion de l'article unique : accepte l'amendement n° 4 de M. Lagrange (p. 608) ; répond à M. Bertrand sur l'article unique (p. 609) ; soutient ses amendements n° 1 et 2 (p. 609). — Discussion des articles du projet de loi relatif à **droit de passage des pêcheurs le long de certains cours d'eau** [11 juillet 1961] ; sur l'amendement n° 3 de la commission (p. 774).

**LE BELLEGOU** (M. EDOUARD) [Var].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer* [13 décembre 1961].

**Questions orales avec débat :**

**M. Edouard Le Bellegou** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelle est la politique qu'il entend suivre au regard de l'évolution de la situation à Berlin [21 juillet 1961] (n° 100). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2291). *Sont entendus* : MM. Edouard Le Bellegou, Raymond Guyot, Georges Portmann, Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères.

**M. Edouard Le Bellegou** demande à *M. le Premier ministre* comment il entend régler, au mieux des intérêts nationaux et européens et dans la sauvegarde de la paix et des bonnes relations avec les Etats de l'Afrique du Nord, le problème de Bizerte [21 juillet 1961] (n° 101).

**Interventions :**

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 : [19 juillet 1961] sur l'article 15 A (p. 893 et 894) ; [20 juillet 1961] Art. 20 (p. 935). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 954 à 956). Discussion des articles : Art. 2 : défend son amendement n° 39 (p. 963) ; répond au rapporteur (p. 963) ; retire son amendement n° 40 (p. 964). Art. 8 : sur l'amende-



ment n° 18 de M. Jozeau-Marigné (p. 975). Sur l'ensemble du projet de loi (p. 975). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [12 octobre 1961]; rappel au règlement (p. 1147). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitants** [19 octobre 1961] (p. 1191 et 1194). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer**: [24 octobre 1961] (p. 1232 à 1249); [25 octobre 1961] (p. 1261 à 1281). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1302). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° partie) [2° séance du 17 novembre 1961]. DÉPENSES MILITAIRES, SECTION MARINE (p. 1598 à 1600). — Budget de la CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE (p. 2029). — Sa question orale avec débat (n° 101) sur la situation à Berlin [5 décembre 1961] (p. 2291). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° lecture) [7 décembre 1961]: sur l'article 24 (p. 2358). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** (2° lecture) [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2415, 2416); explication de vote (p. 2417).

**LEBRETON (M. MARCEL)** [Seine-Maritime].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-625 du 29 juin 1960 portant, pour certains produits, modification du tarif des droits de douane applicables à l'entrée dans le territoire douanier et, pour d'autres produits, réduction de la perception des droits [10 mai 1961] (n° 204).

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

#### Interventions :

**Projet de loi portant ratification du décret n° 60-625 du 29 juin 1960 relatif aux droits de douane sur les linters de coton et certaines matières colorantes** [16 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 304). — Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 668, 673).

**LECANUET (M. JEAN)** [Seine-Maritime].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale. — [15 novembre 1961] (n° 60).

#### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 647). — Déclaration du gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 692). — Discussion, en troisième lecture, du projet de loi de finances pour 1961 [22 juillet 1961]. Discussion des articles: art. 4: explique son vote sur l'amendement n° 1 de M. Pellenc (p. 1019). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° partie) [17 novembre 1961]. Budget des AFFAIRES ÉTRANGÈRES: en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1559 à 1562).

**LECOURT (M. ROBERT)**, *Ministre d'Etat* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Démission acceptée le 24 août 1961).

#### Interventions :

**Projet de loi conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer**. Discussion générale [18 mai 1961] (p. 344). Discussion des articles (p. 345). Art. 4: accepte l'amendement n° 1 (p. 346). — **Projet de loi adoptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959, portant amnistie**. Discussion générale [18 mai 1961] (p. 349). Discussion des articles. Art. 1<sup>er</sup>: s'oppose à l'amendement n° 1 (p. 350). — **Projet de loi relatif à la modification du régime de l'adoption et de la légitimation**

**adoptive dans les territoires d'outre-mer**. Discussion générale [18 mai 1961] (p. 350, 351). Discussion des articles; article additionnel A nouveau; accepte l'amendement n° 1 (p. 351). Art. unique: accepte l'amendement n° 2; accepte l'amendement n° 3 sur l'intitulé du projet de loi (p. 351). — **Projet de loi de programme relatif à l'action sociale dans les départements des Oasis et de la Saoura**. Discussion générale [18 mai 1961] (p. 352). Sur l'ensemble (p. 355). — **Loi de programme pour les territoires d'outre-mer**. Discussion générale [15 juin 1961] (p. 428, 429): répond aux orateurs qui sont intervenus dans la discussion générale (p. 436, 437); s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Marrane (p. 437). — **Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 520 et 521): répond aux différents orateurs (p. 530). Discussion des articles. Art. 2: demande à M. Isautier de retirer son amendement n° 13 (p. 533); laisse l'Assemblée juge de se prononcer sur l'amendement n° 15 de M. Isautier (p. 533); idem pour l'amendement n° 7 de la commission de législation (p. 533); sur l'amendement n° 16 de M. Isautier (p. 534); accepte l'amendement n° 24 de M. Bernier (p. 534). Art. 4: s'oppose à l'amendement n° 1 (p. 535) et à l'amendement n° 2 de la commission (p. 536); accepte l'amendement n° 24 de M. Bernier (p. 536). Art. 5: accepte l'amendement n° 3 de la commission (p. 537); demande à M. Isautier de bien vouloir retirer son amendement n° 21 (p. 537); accepte l'amendement n° 9 de la commission de législation, après modifications du texte (p. 537), et l'amendement n° 10 rectifié (p. 538); s'oppose à l'amendement n° 11 de la commission de législation (p. 538); se rallie à l'amendement n° 12 (*id.*). **Projet de loi autorisant dans les départements d'outre-mer l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 539); en réponse à une intervention de M. Georges Marie-Anne (p. 540). Discussion de l'article unique: accepte l'amendement n° 1 de la commission (p. 540). — Sur la question orale (n° 312) de M. Louis Gros relative à la **préparation militaire des étudiants français domiciliés au Maroc** [27 juin 1961] (p. 547). — Sur la question orale (n° 306) de M. Lucien Bernier relative au **recensement dans les départements d'outre-mer** [27 juin 1961] (p. 548). — Proposition de loi relative à la **coordination des régimes de retraites professionnelles** [29 juin 1961]. Discussion des articles: s'oppose à l'amendement n° 7 de Mme Deriaux et accepte les amendements n° 4 de M. Lemarié et n° 8 de M. Chazalon, tendant à introduire des articles additionnels (p. 605); accepte l'amendement n° 5 de M. Lemarié à l'article 2 (p. 607). — **Projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale** [29 juin 1961]. Discussion générale (p. 607). Discussion de l'article unique: accepte l'amendement n° 4 de M. Lagrange (p. 608); accepte les intentions mais doute de l'efficacité de l'amendement n° 3 rectifié de M. Bruyas (p. 609). — **Projet de loi relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des Oasis et de la Saoura, qui ont conservé leur statut personnel israélite, et à leur accession au statut civil de droit commun** [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 984, 985). — **Projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958 sur la protection des installations d'importance vitale** [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 987). — Discussion en deuxième lecture, du **projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale** [22 juillet 1961]. Discussion générale (p. 1022).

**LEGOUEZ (M. MODESTE)** [Eure].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

*Proposition de loi* tendant à instituer une déclaration obligatoire de résidence et de changement de domicile [22 novembre 1961] (n° 81).

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 661). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961]. Discussion générale (p. 865) : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1919).

**LEGROS (M. MARCEL)** [Saône-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962** : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1916).

**LEMAIRE (M. MARCEL)** [Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Intervention :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 668).

**LEMARIE (M. BERNARD)** [Côtes-du-Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Rapport* fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la coordination des régimes de retraites professionnelles [14 juin 1961] (n° 208).

**Interventions :**

Proposition de loi relative à la **coordination des régimes de retraites professionnelles** [29 juin 1961], en sa qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 603). Discussion des articles : soutient son amendement n° 4 tendant à insérer un article additionnel 1 bis nouveau (p. 605) ; accepte l'amendement n° 8 de M. Chazalon (p. 605) ; soutient son amendement n° 1 à l'article 1<sup>er</sup> (p. 606) ; soutient son amendement n° 2 à l'article 1<sup>er</sup> (p. 606) ; soutient son amendement n° 3 à l'article 1<sup>er</sup> (p. 606). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [16 novembre 1961] : Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1515 et 1516). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1862, 1863).

**LE SASSIER-BOISAUNE (M. ETIENNE)** [Orne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962** : LÉGION D'HONNEUR. — ORDRE DE LA LIBÉRATION [27 novembre 1961] (p. 2171, 2172). — Deuxième projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. — Discussion des articles : art. 21 : sur les primes d'arrachage des pommes à cidre (p. 2538).

**LEVACHER (M. FRANÇOIS)** [Eure-et-Loir].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**LEVEQUE (M. PAUL)** [Seine-et-Marne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**LEYGUES (M. LOUIS)** [Gers].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**L'HUILLIER (M. WALDECK)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris.** Discussion générale [5 mai 1961] (p. 183, 184, 185). Discussion des articles [9 mai 1961] : art. 3 : soutient l'amendement n° 21 présenté par M. Namey (p. 212) ; le retire (p. 214). Art. 4 : amendement n° 22 (p. 218, 220). Art. 5 : observations (p. 223, 226). Suite de la discussion [17 mai 1961] : art. 5 bis : sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 28 ; contre le sous-amendement présenté par le Gouvernement (p. 317). Art. 6 : sur le sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 323, 324) ; sur l'amendement n° 24 (p. 325) ; repousse l'amendement n° 24 (p. 326) ; repousse l'article 6 (p. 327). Art. 4 : sur le renvoi en commission (p. 328). Sur l'ensemble, explication de vote (p. 334). — La question orale avec débat (n° 77) de M. Edgard Pisani relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 762 à 764 et p. 770). — **Projet de loi de finances rectificatives pour 1961** : [19 juillet 1961] sur l'article 4 (p. 882) ; [20 juillet 1961] s'adresse au président de séance à la suite du retrait de parole à M. Duclos (p. 948). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [17 novembre 1961] : budget des affaires étrangères (p. 1568). — Dispositions relatives aux SERVICES DU PREMIER MINISTRE. — Section I. — **Service généraux** [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1704). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (p. 1991, 1992) (p. 2014). *Intérim* [26 novembre 1961] (p. 2086) ; son amendement n° 17 (p. 2106, 2107) ; sur l'amendement n° 57 (p. 2107). — **Projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2385). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [12 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2497, 2498). Discussion des articles [13 décembre 1961] : art. 1<sup>er</sup>, paragraphe II : amendement n° 25 : prolongation du délai accordé aux communes pour exercer leur droit de préemption (p. 2513) ; sur le paragraphe II (p. 2514) ; sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (p. 2515). — 2<sup>e</sup> projet de **loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 14 : sur la suppression de l'article (p. 2530 et 2531). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2552). Art. 2 : sur le sous-amendement n° 28 de M. Hugues à l'amendement n° 6 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2555) ; contre le sous-amendement n° 29 de M. Emile Hugues (p. 2558) ; défend son amendement n° 26 tendant à insérer un article additionnel (p. 2568) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2570).

**LIOT (M. ROBERT)** [Nord].

*Est nommé secrétaire* du Sénat [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**LONGCHAMBON (M. HENRI)** [Français établi hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [19 octobre 1961] (n° 19).

## Interventions :

Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique. Discussion générale [19 mai 1961] (p. 376, 377, 378, 379). — Sur la question orale avec débat (n° 77) de M. Edgard Pisani relative à la réforme administrative [11 juillet 1961] (p. 769 et 770). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** : [19 juillet 1961]. Discussion générale (p. 870) : sur l'article 15 K (p. 901) ; [20 juillet 1961] article 18 : prend la parole contre l'amendement n° 25 de M. Pellenc (p. 929). — Questions orales n° 87 et 108 de M. Armengaud, n° 106 de M. Carrier et n° 107 de M. Gros sur l'aide aux rapatriés [3 octobre 1961] (p. 1105). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961], rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 1220 à 1250) [25 octobre 1961] (p. 1259 à 1279). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. — Dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports (p. 1773, 1774). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : art. 19 (p. 2342, 2343). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** (deuxième lecture) [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2412, 2413) : au nom de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2414).

**LOUVEL** (M. JEAN-MARIE) [Calvados].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

## Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme relative au développement de l'action sociale dans les départements des Oasis et de la Saoura [10 mai 1961] (n° 206).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer, adopté par l'Assemblée nationale [14 juin 1961] (n° 249).

## Interventions :

**Projet de loi de programme relatif à l'action sociale dans le département des Oasis et de la Saoura**. — Discussion générale [18 mai 1961], en tant que rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 352, 353, 354) ; sur l'ensemble (p. 354, 355). — **Projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer** [15 juin 1961], en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Discussion générale (p. 429 à 431). — **Projet de loi de finances modificative pour 1961** [19 juillet 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : son amendement n° 3 (p. 872). [20 juillet 1961] : Art. 18 (p. 928). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 30 de M. Namy (p. 961). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [21 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 1 (p. 997) ; le retire après les explications du ministre (p. 997). — **Projet de loi de finances pour 1962** [première séance du 20 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Dispositions concernant les DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (p. 1660 à 1662, 1678) [deuxième séance du 20 novembre 1961] (p. 1682, 1683). Dispositions concernant le SAHARA [deuxième séance du 20 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1684 à 1688, 1696, 1697). Articles additionnels [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 129 (p. 2239). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 12 : sur l'accord signé à Bamako le 19 mai 1961 (p. 2530). Art. 21 : question à M. le secrétaire d'Etat aux finances sur l'inscription de crédits pour l'arrachage des pommiers à cidre (p. 2537). Art. 23, Etat C : amendement n° 10 de la commission relatif à la restauration des monuments historiques (p. 2541 et 2542). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** (deuxième lecture) [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2604).

## M

**MALE** (M. FERNAND).

Décédé le 21 février 1961.

Le président Monnerville prononce son éloge funèbre [25 avril 1961] (p. 88) ; le Gouvernement s'y associe [25 avril 1961] (p. 89).

**MALRAUX** (M. ANDRÉ), *Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 22 juillet 1959).

## Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961] : budget des AFFAIRES CULTURELLES (p. 1733 à 1737, 1738).

**MARCELLIN** (M. ROGER) [Tizi-Ouzou].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

## Interventions :

Déclarations du Gouvernement relative aux problèmes algériens [5 juillet 1961] (p. 698). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget des SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 15 novembre 1961] (p. 1993, 1994). — **Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables** [deuxième séance du 13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2747) : Art. 2. : défend son amendement n° 1 (p. 2550). Art. 7. : retire son amendement n° 2 (p. 2550).

**MARCILHACY** (M. PIERRE) [Charente].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

## Dépôts législatifs :

*Rapport* de M. Pierre Marcilhacy fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié en première lecture par l'Assemblée nationale, portant réforme des régimes matrimoniaux (enregistré à la présidence le 22 mars 1961) [25 avril 1961] (n° 159).

*Proposition de loi* de M. Pierre Marcilhacy tendant à la création d'une commission de vérification des fortunes et revenus des membres du Parlement, du Conseil constitutionnel et des grands corps de l'Etat (enregistrée à la présidence le 22 mars 1961) [25 avril 1961] (n° 160).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Roger Carcassonne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse (n° 80) [1960-1961]. [16 mai 1961] (n° 213).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917 [22 juin 1961] (n° 278).

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article 1143 du code civil, relative à l'exécution des obligations [6 juillet 1961] (n° 305).

*Proposition de loi* tendant à modifier l'article 1143 du code civil, relative à l'exécution des obligations [6 juillet 1961] (n° 305).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la protection des animaux (n° 312, 1960-1961) [19 juillet 1961] (n° 322).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale dans sa deuxième lecture, relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917 [22 juillet 1961] (n° 340).

*Proposition de loi constitutionnelle* tendant à abroger l'article 16 et à modifier l'article 19 de la Constitution [3 octobre 1961] (n° 2).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de résolution de M. Antoine Courrière et plusieurs de ses collègues, tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 et des jours suivants [10 novembre 1961] (n° 51).

#### Question orale :

**M. Pierre Marcilhacy** demande à *M. le ministre de la santé publique et de la population* dans quelle mesure le Gouvernement français aide à la construction de l'hôpital de la cité universitaire; s'il est exact que la subvention de l'Etat français a été reportée d'exercice et, dans l'affirmative, pour quelles raisons cette décision a été prise [6 juillet 1961] (n° 329). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 829 et 830).

#### Question orale avec débat :

**M. Pierre Marcilhacy** demande à *M. le Premier ministre* quelles mesures il compte prendre pour rétablir un véritable régime démocratique sur le territoire de la République française [6 septembre 1961] (n° 109).

#### Interventions :

Projet de loi portant **réforme des régimes matrimoniaux** (deuxième lecture) [4 mai 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 145) : Art. 1<sup>er</sup>, art. 1438 du code civil (p. 145, 146, 147, 148) : amendement n° 19 rectifié (p. 148). Art. 1439 : amendement n° 20 (p. 149). Art. 1390 : amendement n° 1 rectifié (p. 149, 150) ; accepte l'amendement n° 38 (p. 151) ; amendement n° 2 (p. 151). Art. 1393 : accepte l'amendement n° 48 (p. 151). Art. 1395 : amendement n° 3 (p. 152). Art. 1396 : amendement n° 4 (p. 152). Art. 1398 : amendement n° 5 (p. 152) ; accepte le sous-amendement n° 39 (p. 153). Art. 1401 : amendement n° 6 (p. 153) ; le retire et accepte l'amendement n° 40 (p. 153) ; accepte l'amendement n° 41 (p. 153). Art. 1403 : amendement n° 8 (p. 154) ; accepte l'amendement n° 51 (p. 154). Art. 1405 : amendement n° 9 (p. 154). Art. 1411 : amendement n° 10 (p. 155). Art. 1425 : amendement n° 11 (p. 155). Art. 1428 : accepte l'amendement n° 42 (p. 156). Art. 1433 : amendement n° 12 (p. 156). Art. 1434 : amendement n° 13 (p. 157). Art. 1435 : repousse les amendements n° 34 et 37 (p. 157, 158) ; amendement n° 14 (p. 158) ; accepte le sous-amendement n° 49 rectifié (p. 159, 160) ; amendement n° 15 (p. 160) ; amendement n° 16 (p. 161) ; amendement n° 17 rectifié (p. 162) ; accepte le sous-amendement n° 43 (p. 163). Art. 1437 bis : sur l'amendement n° 35 rectifié (p. 163) ; amendement n° 18 (p. 163) ; sur le sous-amendement n° 18 de M. Bertaud (p. 163, 164). Art. 1447 : amendement n° 21 (p. 164) ; retrait (p. 165). Art. 1456 : amendement n° 22 (p. 165). Art. 1463 : accepte l'amendement n° 50 (p. 165). Art. 1465 bis : amendement n° 24 (p. 166). Art. 1468 : amendement n° 25 (p. 166) ; amendement n° 26 (p. 166). Art. 1496 : amendement n° 27 (p. 167). Art. 1499 : accepte l'amendement n° 45 (p. 167). Art. 12 : amendement n° 28 (p. 168) ; accepte le sous-amendement n° 46 (p. 168). Art. 15 : amendement n° 29 (p. 169). Art. 15 ter : amendement n° 30 (p. 169, 170, 171). Art. 16 : amendement n° 31 (p. 171). — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et l'article 340 du code de l'urbanisme. Discussion des articles [10 mai 1961] : Art. 11 : observations sur l'amendement de M. le ministre de la construction (p. 248) ; sur le même article (p. 250). — Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier. Discussion des articles [14 juin 1961] : amendement n° 2 rectifié de M. Jacques Duclos (p. 406, 407) ; répond à M. le ministre sur le même sujet. — Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 578, 586) : Art. 1<sup>er</sup> [6 juillet 1961] : défend son amendement n° 1 (p. 712, 713) ; défend son amendement n° 2 tendant à insérer un articles 1<sup>er</sup> bis

(p. 714 à 716). Art. 4 : défend son amendement n° 4 (p. 718). Art. 8 A (nouveau) : défend son amendement n° 8 (p. 719) ; Art. 8 B : défend son amendement n° 9 (p. 719). Art. 8 C : défend son amendement n° 10 (p. 720). Art. 11 : défend son amendement n° 11 (p. 720, 721). — Proposition de loi relative aux **donations entre époux** [6 juillet 1961]. Dans la discussion générale (p. 735). — Discussion générale du projet de loi relatif au **droit de passage des pêcheurs le long de certains cours d'eau** [11 juillet 1961] (p. 771). Discussion des articles : sur l'amendement n° 3 de la commission (p. 773) ; propose de compléter l'amendement de la commission, puis se rallie à une proposition de M. Courrière (p. 774). — Sa question orale (n° 329) relative à **l'hôpital de la Cité universitaire** [18 juillet 1961] (p. 829 et 830). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] : sur l'article 15 K (p. 901 et 902). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à la **lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs** [22 juillet 1961], en qualité de rapporteur. Discussion générale (p. 1023). Discussion des articles : sur la suppression par l'Assemblée nationale de l'article 1<sup>er</sup> bis (p. 1023) ; sur l'article 8 C (p. 1024). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [25 octobre 1961] (p. 1271 et 1277). — **Proposition de loi organique tendant à modifier la durée du mandat des sénateurs remplaçants** [9 novembre 1961]. Discussion de l'article unique : son amendement (p. 1400 et 1401). — **Projet de loi relatif à la protection des animaux** [9 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1403). Discussion des articles (p. 1404 à 1406). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie [18 novembre 1961] : budget de la JUSTICE (p. 1622). — **Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2263 et 2267) : sur l'amendement n° 1 de M. Bertaud à l'article unique (p. 2268) ; sur le renvoi de l'article unique en commission (p. 2271). — Suite de la discussion des conclusions du rapport [14 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2579) ; répond à l'intervention de M. Defferre (p. 2580) ; répond à M. le ministre de l'intérieur (p. 2580).

#### MARETTE (M. JACQUES) [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi relatif à **l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961] : Art. 6 : soutient le sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 324). — **Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier** [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 405). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à **l'organisation de la région de Paris** [6 juillet 1961]. Art. 4 : observation de l'amendement n° 1 (p. 726). — Sur la question orale avec débat (n° 77) de M. Edgard Pisani relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 765, 769). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] : Art. 12 : sur les amendements n° 30 et 2 (p. 890). — Questions orales avec débat relative au projet de **réorganisation administrative de la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1333 et 1334). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion de la première partie. **Conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961] : sur l'article 5 bis (nouveau) (p. 1475). **CHARGES COMMUNES** [27 novembre 1961] (p. 2163). **Projet de loi instituant un centre national d'études spatiales** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2395, 2396). **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961] Discussion générale (p. 2506 et 2507).

#### MARIE-ANNE (M. GEORGES) [Martinique].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**Questions orales :**

**M. Georges Marie-Anne** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que l'article 4 de la loi n° 50-407 du 3 avril 1950 stipule expressément que les taux des allocations familiales à servir dans les départements d'outre-mer sont ceux en vigueur en métropole. Or, jusqu'à ce jour, cette parité de taux voulue par le législateur n'a pu être réalisée parce qu'une circulaire interprétative du ministère des finances a estimé que l'indemnité compensatrice des charges fiscales créée par le décret du 6 octobre 1948, article 532 du code de la sécurité sociale, n'était pas à comprendre dans le taux de prestations familiales à servir aux fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer. Il lui demande : 1° sur quoi se fonde cette interprétation restrictive ; 2° s'il n'envisagerait pas d'apporter une solution à cette irritante question, en faisant rapporter cette circulaire interprétative qui fausse la volonté clairement exprimée par le législateur [9 décembre 1960] (n° 266).

**M. Georges Marie-Anne** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* : 1° qu'aux termes du décret n° 51-619 du 21 mai 1951 expressément applicable aux départements d'outre-mer, la notion d'enfant à charge à retenir pour déterminer l'ouverture du droit au supplément familial de traitement est celle fixée, en matière de prestations familiales, par la loi du 22 août 1946 et le règlement d'administration publique du 10 décembre 1946 ; 2° qu'en ce qui concerne les allocations familiales proprement dites, la notion d'enfant à charge demeure celle fixée par une instruction ministérielle sans date ni numéro portant le timbre de la direction du personnel et de la comptabilité et publiée en annexe aux arrêtés gubernatoriaux régissant la matière (pour la Martinique, *Journal officiel* du 10 juin 1946) ; 3° que cette dualité dans la notion d'enfant à charge suscite de nombreuses difficultés d'application et des frictions continuelles entre les ordonnateurs et les comptables du Trésor. Il lui demande s'il verrait des inconvénients à décider que pour l'application du régime de prestations familiales en vigueur dans les départements d'outre-mer, la notion d'enfant à charge à retenir est celle fixée par la réglementation métropolitaine [9 décembre 1960] (n° 267).

**M. Georges Marie-Anne** expose à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* que le décret n° 60-967 du 8 septembre 1960 a relevé de 5 p. 100 le salaire de base servant au calcul des prestations familiales dans la France métropolitaine. Il lui demande si, par application des dispositions de l'article 4 de la loi n° 50-407 du 3 avril 1950, qui a stipulé que les taux des prestations familiales à servir aux fonctionnaires en service dans les départements d'outre-mer sont les mêmes que ceux de la France métropolitaine, son administration n'envisage pas de procéder au relèvement corrélatif du salaire de base servant au calcul de ces prestations dans lesdits départements [9 décembre 1960] (n° 268). — Réponse [9 mai 1961] (p. 201, 202).

**M. Georges Marie-Anne** demande à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* : 1° s'il existe des dispositions réglementaires permettant aux administrations de l'Etat dans les départements d'outre-mer de délivrer des réquisitions de passage, dans une classe correspondant à leur niveau judiciaire, aux fonctionnaires d'origine métropolitaine, en service dans ces départements, au moment où ils atteignent la limite d'âge pour la retraite, et qui sont désireux de revenir à leur point de départ en métropole ; 2° éventuellement si *mutatis mutandis*, les mêmes dispositions existent en faveur des fonctionnaires de l'Etat, originaires des départements d'outre-mer, en service en métropole, qui expriment le désir de revenir dans leur département d'outre-mer d'origine, au moment de leur admission à la retraite ; 3° au cas où la réglementation actuellement en vigueur ne le permettrait pas, s'il serait disposé à combler cette lacune, et, quelle limite de temps serait impartie aux intéressés pour formuler leurs desiderata [7 novembre 1961] (n° 364). — Réponse [12 décembre 1961] (p. 2476).

**M. Georges Marie-Anne** signale à *M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur* que le prix de revient des bananes originaires des départements français des Antilles s'établit comme suit (le kilogramme) :

Nu à la propriété.....	0,23 NF.
Emballage .....	0,15
Mise en F. O. B. (transport à quai, frais de conditionnement) .....	0,09
Taxe I. F. A. C., commission des chargeurs.....	0,50
Fret et frais (assurance, débarquement, manutention, commission des réceptionnaires).....	

soit un total de 0,97 NF le kilogramme, wagon Dieppe ou Rouen. A la suite de la campagne menée contre la banane qui avait marqué quelques points de hausse au début de novembre, voici que les cours viennent de s'effondrer sur les marchés de gros à 0,60 NF et 0,70 NF le kilogramme, wagon Dieppe,

bien au-dessous du prix de revient. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour soutenir les cours de cette branche de production nationale et éviter la ruine aux producteurs des départements des Antilles [22 novembre 1961] (n° 370). — Réponse [12 décembre 1961] (p. 2485).

**Interventions :**

Ses questions orales (n°s 266, 267 et 268) concernant les **allocations et prestations familiales dans les départements d'outre-mer** [9 mai 1961] (p. 201). — **Projet de loi de programme relatif à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] (p. 490, 491). — **Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accession des exploitants à la propriété rurale** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 528 à 530). Discussion des articles : sur l'article 2 (p. 532). — **Projet de loi autorisant dans les départements d'outre-mer l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 540). **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1461 et 1462). — Dispositions concernant les **départements et territoires d'outre-mer** [1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961] (L. 1672 à 1674). Budget du TRAVAIL [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1713). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1864). Budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1961] (p. 1885). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1920). AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] (p. 2064). — **Projet de loi relatif à la production et la distribution de l'énergie en Martinique** [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2256) ; sur l'ensemble (p. 2263). — Sur sa question orale (n° 364) relative aux **réquisitions de passage pour les fonctionnaires entre la métropole et les départements d'outre-mer** [12 décembre 1961] (p. 2476). — Sur sa question orale (n° 370) relative au **soutien de la production bananière dans les Antilles françaises** [12 décembre 1961] (p. 2485, 2486).

**MAROSELLI (M. ANDRÉ)** [Haute-Saône].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Question orale :**

**M. André Maroselli** demande à *M. le Premier ministre* : 1° quel est, pour l'année 1961, le montant des dépenses qu'ont entraînées pour les finances publiques les visites officielles de chefs d'Etat ou de Gouvernements étrangers, ainsi que les réceptions, fêtes et cérémonies de toute nature qu'elles ont motivées ; 2° quel est, à titre de comparaison, le montant des dépenses de même nature pour la période correspondante de l'année 1957 ; 3° s'il n'estime pas que, dans les circonstances actuelles et notamment dans l'atmosphère de revendications sociales qui se développent, il serait opportun d'atténuer, dans le comportement des pouvoirs publics, un faste et une ostentation que certains pourraient être tentés de considérer comme s'apparentant moins aux usages républicains qu'aux traditions monarchiques [24 octobre 1961] (n° 361). — Réponse [14 novembre 1961] (p. 1435 et 1436).

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes de *M. Antoine Courrière* (n° 80) et de *M. Jacques Duclos* (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (n°s 286, 287). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961] : dans la discussion générale en tant que rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 840) ; [20 juillet 1961] sur l'article 20 : défend l'amendement n° 27 de *M. Pellenc* (p. 937) ; répond à *M. le secrétaire d'Etat aux finances* (p. 937). — Sa question orale (n° 361) relative à l'**opportunité du faste actuel des pouvoirs publics** [14 novembre 1961] (p. 1435 et 1436). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [17 novembre 1961] : budget des AFFAIRES ÉTRANGÈRES (p. 1566 et 1567) ; réponse à une intervention de *M. Defferre* sur l'œuvre des villes jumelées (p. 1568). DÉPENSES MILITAIRES [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1575 à 1577) : sur le rétablissement de l'article 24 (p. 1603 et 1604) ; sur

l'amendement n° 72 de M. Guyot tendant à réduire le temps de service des appelés (p. 1607). — **Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion générale, au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2525).

**MARRANE (M. GEORGES)** [Seine].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion des articles [9 mai 1961] : art. 3 : sur l'article (p. 217). — Sur la question orale de M. Jacques Duclos (n° 280) concernant la commémoration de la victoire de 1945 [16 mai 1961] (p. 265). — **Projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer** [15 juin 1961]. Discussion générale (p. 433, 434). Discussion de l'article unique : défend son amendement n° 1 (p. 437). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 475 à 478). Discussion des articles [22 juin 1961] : art. 2 (nouveau) ; propose par amendement n° 5 de compléter l'article (p. 504) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 504). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961]. Discussion générale (p. 869 et 870) : art. 3 : défend son amendement n° 28 (p. 873). — **Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du domaine** [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 992). — Discussion, en troisième lecture, des projets de loi de finances rectificative pour 1961 [22 juillet 1961] ; explique son vote sur l'ensemble (p. 1021). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1455 à 1458). — Dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports [21 novembre 1961] (p. 1767, 1768). — Budget CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2028, 2021, 2031). — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] (p. 2061). — SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE [27 novembre 1961] ; réponse à M. le rapporteur (p. 2155). — CHARGÉS DE MISSIONS [27 novembre 1961] (p. 2159, 2160) : à l'article 63 [28 novembre 1961] ; soutient son amendement n° 22 (p. 2235). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1962 [11 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2431, 2432). — **Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961** [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2526 et 2527). Discussion des articles : art. 21 : propose par amendement n° 18 une réduction des crédits du titre III du ministère de l'intérieur (p. 2540).

**MARTIN (M. LOUIS)** [Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant le livre VII du code rural et instituant une allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles [25 octobre 1961] (n° 40).

#### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 669). — **Projet de loi modifiant le livre VII du code rural et instituant une allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles** [26 octobre 1961], rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 1316 à 1321). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961] : Budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1537). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de M. Vincent Rotinat, relative à la politique française de défense [12 décembre 1961] (p. 2467).

**MASSE (M. PIERRE)** (commissaire général du plan).

Audition spéciale :

**Organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961] (p. 312, 313, 314, 315).

**MASTEAU (M. JACQUES)** [Vienne].

*Est nommé vice-président* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation de la région de Paris [4 mai 1961] (n° 187).

*Avis*, présenté au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, relatif à l'organisation de la région de Paris [6 juillet 1961] (n° 304).

#### Interventions :

Le projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion générale [5 mai 1961] (p. 182, 183), en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 3 : amendement n° 7 (p. 215, 217). Art. 5 : repousse l'amendement n° 11 (p. 223, 224) ; accepte la proposition de M. Raymond Bonnefous (p. 228). Suite de la discussion des articles [17 mai 1961]. Art. 5 bis : approuve le sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 28 (p. 318). Art. 6 : repousse le sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 324) ; accepte l'amendement n° 24 (p. 326). — Deuxième lecture du même texte. Discussion générale [6 juillet 1961] (p. 723). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] sur l'article 15 K (p. 902). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 2 : sur l'amendement n° 39 de M. Le Bellegou (p. 963). Art. 3 bis nouveau (p. 968 et 969) : Art. 6 (p. 971 et 972). — **Projet de loi de finances pour 1962** : Budget de l'INTÉRIEUR [séance du 22 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1819 à 1823). — Suite de la discussion [26 novembre 1961] : sur l'amendement n° 30 rectifié présenté au nom du Gouvernement par M. Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2103) ; sur l'amendement n° 31 (p. 2104) ; sur l'amendement n° 54 rectifié (p. 2105) ; sur l'amendement n° 55 rectifié (p. 2105) ; sur l'amendement n° 56 (p. 2105) ; sur l'amendement n° 78 (p. 2106) ; sur l'amendement n° 17 (p. 2107) ; sur l'amendement n° 57 (p. 2107). — Discussion en deuxième lecture [7 décembre 1961] : expliqué le vote de la gauche démocratique sur l'ensemble du projet de loi (p. 2370, 2371).

**MATHEY (M. PIERRE-RENÉ)** [Haute-Marne].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**MAUPEOU (M. JACQUES DE)** [Vendée].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* tendant à rendre obligatoire l'avis du ministère des affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge. Renvoyée à la commission des affaires culturelles, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale [12 octobre 1961] (n° 8).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi complétant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, modifiée par la loi du 25 février 1943 [26 octobre 1961] (n° 42).

#### Questions orales :

**M. de Maupeou** demande à M. le Premier ministre quelles sont les raisons qui ont motivé les saisies réitérées de l'hebdomadaire *L'Esprit public*, notamment celle du numéro en date du 5 mai

1961, exclusivement composé de citations, pour la plupart d'auteurs classiques [18 mai 1961] (n° 309). — Réponse [27 juin 1961] (p. 548 à 550).

**M. Jacques de Maupeou** demande à *M. le Premier ministre* s'il est exact que trois responsables politico-militaires de diverses zones de la rébellion algérienne — Si Salah, Si Mohammed et Si Lakdar — désireux de déposer les armes, sont venus à Paris et ont été reçus à l'Elysée, au mois de juin 1960 ; et, dans l'affirmative, pourquoi le Gouvernement n'a pas accepté de donner suite à des propositions susceptibles de mettre fin aux combats et de ramener la paix en Algérie [26 août 1961] (n° 341). — Réponse [17 octobre 1961] (p. 1158 à 1160).

#### Interventions :

Projet de loi de programme relatif à l'action sociale dans le département des Oasis et de la Saoura. Discussion générale et discussion des articles [18 mai 1961] sur l'ensemble du projet (p. 354) vote pour le projet. — Sur sa question orale (n° 309) relative aux saisies réitérées de l'hebdomadaire « *Esprit public* » [27 juin 1961] (p. 549 et 550). — Proposition de loi relative à la coordination de régimes de retraites professionnelles [29 juin 1961]. Discussion des articles : demande une modification au texte de l'amendement n° 8 de M. Chazalon (p. 606). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961. Discussion des articles [20 juillet 1961] : art. 19 : intervient sur l'amendement n° 24 de M. Pellenc (p. 924). — Projet de loi autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le Président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 990). — Sa question orale (n° 341) sur la conduite des négociations tendant à ramener la paix en Algérie [17 octobre 1961] (p. 459, 460). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [25 octobre 1961] (p. 1259 et 1263). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie). [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. — DÉPENSES MILITAIRES, SECTION COMMUNE (p. 1585 et 1587). — Projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière [7 décembre 1961]. Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 2383 à 2385). Discussion des articles : art. 6 (p. 2387). — Sa proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'avis du ministère des affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge [7 décembre 1961]. Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 2390, 2391, 2392).

**MENARD** (M. JACQUES) [Deux-Sèvres].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif aux limites d'âge du personnel des cadres militaires féminins. [18 juillet 1961] (n° 315).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [15 novembre 1961] (n° 60).

#### Interventions :

Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. DÉPENSES MILITAIRES (p. 1581 et 1582). — SECTION AIR, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères de la défense et des forces armées (p. 1589 à 1591).

**MENU** (M. ROGER) [Marne].

*Est nommé président* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite de la mission effectuée, du 13 février au 3 mars 1961, par une délégation de la commission, chargée d'étudier les problèmes sanitaires, démographiques et sociaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la

Martinique. — Par MM. Roger Menu, Joseph Brayard, Jean-Louis Fournier, Marcel Lambert, André Plait et Louis Roy [19 mai 1961] (p. 231).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale [14 juin 1961] (n° 246).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale [15 décembre 1961] (p. 147).

#### Interventions :

Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale [22 juin 1961]. Discussion générale, en tant que président rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 523 et 524). Discussion des articles : art. 2. — Projet de loi de finances pour 1962 [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] : budget du TRAVAIL (p. 1712, 1713). — Projet de loi relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale (deuxième lecture) [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 2645).

**MERIC** (M. ANDRÉ) [Haute-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

En sa qualité de vice-président du Sénat : préside la deuxième partie de la séance du 9 mai 1961 ; la première séance du 16 mai 1961 ; la deuxième partie de la séance du 17 mai 1961 ; la première séance du 29 juin 1961 ; la première séance du 6 juillet 1961 ; une partie de la séance de l'après-midi du 19 juillet 1961 ; la séance du 12 octobre 1961 ; la deuxième partie de la deuxième séance du mardi 24 octobre 1961 ; la première séance du jeudi 16 novembre 1961 ; la séance du mercredi 22 novembre 1961 ; la séance du 23 novembre 1961 ; la séance du 28 novembre 1961 (matin) ; la séance du 30 novembre 1961 (matin) ; la première partie de la séance du 6 décembre 1961 ; la première partie de la séance du 7 décembre 1961 ; la troisième partie de la séance du 12 décembre 1961 ; la séance du 14 décembre 1961 (après-midi). — Donne lecture d'une lettre de M. le Premier ministre demandant l'inscription à la suite de l'ordre du jour prioritaire du 14 décembre 1961 du projet de loi complétant et modifiant le code de la nationalité française et du projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie [14 décembre 1961] (p. 2579). — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce [14 décembre 1961]. Discussion générale : répond à une protestation émise par M. Carcassonne (p. 2587). — Projet de loi sur les prix agricoles [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> bis : répond à M. le ministre de l'agriculture au sujet de la recevabilité des amendements (p. 2600).

#### Questions orales :

**M. André Méric** demande à *M. le Premier ministre* s'il est exact que pour les nécessaires déplacements que doit effectuer le chef du Gouvernement, il ait envisagé l'acquisition d'un appareil étranger et, dans l'affirmative, s'il peut lui faire connaître les motifs qui ont pu lui dicter ce choix et les raisons pour lesquelles il s'est refusé à utiliser un appareil français tel que Caravelle, réussite française mondialement connue et de nature à rehausser le prestige de notre pays à l'étranger lors des déplacements du chef du Gouvernement [3 octobre 1961] (n° 349). — Report le 24 octobre 1961 (p. 1216). — Réponse [7 novembre 1961] (p. 1360).

#### Interventions :

Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la politique du Gouvernement en matière sociale [16 mai 1961] (p. 281, 282, 283). — Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [17 mai 1961] : précise le sens de l'amendement n° 28 et du sous-amendement n° 29 (p. 318, 319, 320). — Projet de

**loi de finances rectificative pour 1961.** Discussion des articles [20 juillet 1961] : Art. 20 (p. 933). Art. 29 (p. 945). — Sa question orale (n° 349) relative au **choix d'un avion pour les déplacements du chef du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1360). — La question orale (n° 80) de M. Courrière relative à la **politique économique et sociale du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1366 à 1368) et (p. 1379 et 1380). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [deuxième séance du 16 novembre 1961]. — Budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1533 à 1535 et p. 1540 et 1541). DÉPENSES MILITAIRES [deuxième séance du 17 novembre 1961]. SECTION AIR (p. 1591 et 1592).

**MERRED** (M. ALI) [Oasis].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**MESSAUD** (M. LÉON) [Haute-Garonne].

*Est nommé représentant du Sénat* au sein du Comité national de la vieillesse de France [29 juin 1961] (p. 592).

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi de MM. André Armengaud et Léon Motais de Narbonne, relative à l'accession des salariés français d'outre-mer dans leur ensemble au régime de l'assurance volontaire vieillesse [22 novembre 1961] (n° 79).

#### Interventions :

Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant **modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel**, et l'article 940 du Code de l'urbanisme. Discussion générale [10 mai 1961] (p. 242, 243) ; Art. 13 bis (nouveau) : sur l'amendement n° 11 de M. Jozeau-Marigné (p. 253). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques** [6 juillet 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : soutient l'amendement n° 1 (p. 713). — Proposition de loi relative aux **donations entre époux** [6 juillet 1961]. Dans la discussion générale (p. 734). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE (p. 1510 et 1511) ; sur le titre III de l'état C (p. 1523 et 1524). Budget de la JUSTICE [18 novembre 1961] (p. 1620). Budget du TRAVAIL [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1708, 1709). — Proposition de loi relative à l'**accession des salariés français d'outre-mer dans leur ensemble au régime de l'assurance volontaire vieillesse** [8 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 2417, 2418). Discussion des articles (p. 2418, 2419). — **Projet de loi complétant la loi n° 48-50 du 12 janvier 1948 relative aux droits de plaiderie des avocats** modifiée par le décret n° 54-1253 du 22 décembre 1954, relatif à la caisse nationale des barreaux français [8 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 2423).

**MESSMER** (M. PIERRE), *Ministre des armées* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'**accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire** [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 398) : accepte l'amendement n° 1 de M. Marius Moutet et demande à M. Neddaf de retirer son amendement n° 2 rectifié (p. 400). — **Projet de loi relatif à l'admission sur titres dans le corps des officiers d'administration de l'armement** [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 401). — **Projet de loi relatif à l'organisation des corps d'officiers de l'armée de mer** [27 juin 1961]. Discussion générale (p. 558 et 559), en réponse à M. le rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 559 et 560). — **Projet de loi relatif au recrutement de l'armée de mer** [27 juin 1961]. Discussion générale (p. 561). — **Projet de loi relatif à la promotion à titre exceptionnel des officiers de réserve servant en situation d'activité dans les armées de terre et de l'air** [27 juin 1961]. Discussion générale (p. 562). — Question orale (n° 284) de M. Pierre Métayer relative

au **taux du prêt aux soldats appelés** [11 juillet 1961] (p. 748). — Question orale (n° 299) de M. Raymond Guyot relative à la **situation des jeunes soldats du contingent** [11 juillet 1961] (p. 748 et 749). — Question orale (n° 320) de M. Pierre Garet relative au **survol des agglomérations** [11 juillet 1961] (p. 750). — Question orale (n° 304) de M. Joseph Raybaud relative à la **liquidation des pensions des anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens** [11 juillet 1961] (p. 751). — **Projet de loi relatif aux limites d'âge du personnel des cadres militaires féminins** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 832). — **Projet de loi, en deuxième lecture, relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 833). — Question orale (n° 349) de M. Méric relative au **choix d'un avion pour les déplacements du chef du Gouvernement** [7 novembre 1961] (p. 1360). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. DÉPENSES MILITAIRES : exposé général (p. 1573 à 1575) ; sur la proposition de M. Rotinat d'instituer une large débat sur les problèmes militaires (p. 1577) ; en réponse aux différents orateurs (p. 1585 et 1587 et p. 1588. SECTION AIR (p. 1592 et 1593). SECTION MARINE (p. 1600 à 1602). SECTION COMMUNE. — SERVICES D'OUTRE-MER (p. 1602). Discussion des articles : après l'article 24 (p. 1606) ; répond à la question orale avec débat (n° 120) de M. Vincent Rotinat, relative à la **politique française de défense** [12 décembre 1961] (p. 2467 à 2469) ; répond à la question orale (n° 371) de M. Charles Naveau, relative à l'**examen par les commissions de réforme des exemptés et des réformés définitifs** [12 décembre 1961] (p. 2469). **Projet de loi relatif à la prise en compte du congé d'armistice pour certaines pensions militaires** [12 décembre 1961] (p. 2470). — **Projet de loi relatif à la convention avec l'Etat d'Israël pour le service militaire des doubles nationaux** [12 décembre 1961] (p. 2471). **Projet de loi relatif aux corps militaires de contrôle** [12 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2472). Discussion des articles : Art. 3 : sur l'amendement n° 2 (p. 2473).

**METAYER** (M. PIERRE) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [15 novembre 1961] (n° 60).

#### Questions orales :

**M. Pierre Métayer** rappelle à M. le ministre des armées que le taux du prêt aux soldats appelés a été fixé par décret, en mars 1952, à 30 francs anciens par jour. Et, ayant pris connaissance des déclarations du Gouvernement selon lesquelles une nette augmentation des rentrées fiscales aurait été enregistrée et la situation de la trésorerie serait satisfaisante, lui demande : 1° s'il ne considère pas, comme lui, qu'un relèvement décent du taux de ce prêt s'impose pour améliorer une situation inchangée depuis huit années ; 2° s'il entend le faire immédiatement ou à l'occasion du prochain budget [15 mars 1961] (n° 284). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 747 et 748).

**M. Pierre Métayer** demande à M. le ministre de l'information si le Gouvernement n'a pas l'intention, par de nouvelles dispositions réglementaires de caractère rectificatif, de porter remède aux dispositions du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960, relatif à la taxation des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, qui entraîne des conséquences désastreuses, à savoir : 1° pour les fabricants : a) des charges de trésorerie, du fait qu'ils font à l'Etat l'avance des nouvelles taxes (85 NF par poste de télévision et 25 NF par poste de radio) avant même que les appareils ne soient vendus ; b) un risque de récession ou tout au moins un frein à l'expansion, du fait que l'acheteur ne saurait manquer d'être découragé par une augmentation de l'ordre de 7 à 15 p. 100 du montant de son débours initial ; 2° pour les commerçants : a) des charges de trésorerie, comme pour les fabricants ; b) leur institution comme agents de perception d'une taxe fiscale, ce qui les charge d'un travail supplémentaire et leur crée des risques et des responsabilités ; c) un accroissement des difficultés de vente par suite dans tous les cas de l'anticipation d'une fraction de la dépense à effectuer par le client et souvent de la majoration de cette dépense ; 3° pour les usagers : a) dans tous les cas, l'anticipation d'une partie de la dépense ; b) dans de nombreux cas, l'alourdissement de la taxation comparativement au régime antérieur, notamment lorsqu'il s'agit d'un usager disposant déjà d'un poste de radio ou de télévision [2 mai 1961] (n° 296). — Réponse [20 juin 1961] (p. 458).



**M. Pierre Métayer** demande à *M. le Premier ministre* : 1° si les indiscretions parues dans la presse au sujet du découpage des départements de la région parisienne, et notamment de celui de Seine-et-Oise, ont un fondement ; 2° dans quelle mesure de tels travaux peuvent être entrepris sans consultation préalable des collectivités départementales et communales ; 3° s'il estime que de tels bouleversements peuvent être laissés à la discrétion des fonctionnaires en dehors des élus qui sont les seuls représentants qualifiés de la population [3 octobre 1961] (n° 112). — Réponse [31 octobre 1961] (p. 1328 à 1337).

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 296) relative à la **taxation des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision** [20 juin 1961] (p. 459). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à **l'organisation de la région de Paris** [6 juillet 1961] ; explique le vote du groupe socialiste sur l'ensemble (p. 731). — Sa question orale (n° 384) relative au **taux du prêt aux soldats appelés** [11 juillet 1961] (p. 748). — Sa question orale avec débat (n° 112) relative au projet de **réorganisation administrative de la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1332 et 1333). — **Projet de loi de finances pour 1962**, 2° partie [2° séance du 17 novembre 1961]. — DÉPENSES MILITAIRES : en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1577). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de *M. Vincent Robinat* relative à la **politique française de défense** [12 décembre 1961] (p. 2459 à 2462).

**MICHELET** (*M. EDMOND*), *Garde des Sceaux, Ministre de la justice* (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959) (appelé à d'autres fonctions le 24 août 1961).

#### Interventions :

Projet de loi portant **réforme des régimes matrimoniaux** (2° lecture) [4 mai 1961]. Art. 1<sup>er</sup> : Art 1438 du code civil : accepte l'amendement n° 19 rectifié (p. 148, 149) ; Art. 1439 : accepte l'amendement n° 20 (p. 149) ; Art. 1390 : s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 1 rectifié (p. 150) ; accepte l'amendement n° 38 (p. 151) ; accepte l'amendement n° 2 (p. 151) ; Art. 1393 : accepte l'amendement n° 48 (p. 151) ; Art. 1395 : accepte l'amendement n° 3 (p. 152) ; Art. 1396 : accepte l'amendement n° 4 (p. 152) ; Art. 1398 : accepte l'amendement n° 5 et le sous-amendement n° 39 (p. 153) ; Art. 1401 : accepte l'amendement n° 40 (p. 153) ; accepte l'amendement n° 41 (p. 153) ; Art. 1403 : accepte l'amendement n° 51 (p. 154) ; Art. 1405 : accepte l'amendement n° 9 (p. 154) ; Art. 1411 : accepte l'amendement n° 10 (p. 155) ; Art. 1425 : accepte l'amendement n° 11 (p. 155) ; Art. 1428 : accepte l'amendement n° 42 (p. 156) ; Art. 1433 : accepte l'amendement n° 12 (p. 156) ; Art. 1435 : repousse les amendements n° 34 et 37 (p. 158) ; s'en remet à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 14 et le sous-amendement n° 49 rectifié (p. 160) ; accepte l'amendement n° 15 (p. 160) ; accepte l'amendement n° 16 (p. 161, 162) ; accepte le sous-amendement n° 43 (p. 163) ; Art. 1437 bis : repousse l'amendement n° 35 rectifié (p. 163) ; demande à *M. Bertrand* de retirer son sous-amendement n° 18 (p. 164) ; Art. 1447 : accepte l'amendement n° 44 (p. 165) ; Art. 1456 : accepte l'amendement n° 22 (p. 165) ; Art. 1463 : accepte l'amendement n° 50 (p. 165) ; Art. 1465 bis : accepte l'amendement n° 24 (p. 166) ; Art. 1468 : accepte l'amendement n° 25 (p. 166) ; accepte l'amendement n° 26 (p. 166). Art. 12 : accepte le sous-amendement n° 46 (p. 169) ; Art. 15 : accepte l'amendement n° 29 (p. 169). Art. 15 ter : amendement n° 47 (p. 169, 170) ; oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 30 (p. 171). Art. 16 : accepte l'amendement n° 31 (p. 171) ; s'associe aux remerciements de *M. le président Monnerville* (p. 171). — Sur la question orale (n° 319) de *M. Pierre Garet* relative à la **fusion éventuelle des professions d'avocat et d'avoué** [27 juin 1961] (p. 554). — Donne lecture de la déclaration du Gouvernement sur les **problèmes algériens** [28 juin 1961] (p. 570 et 571). — Proposition de loi relative aux **donations entre époux** [6 juillet 1961]. Dans la discussion générale (p. 784). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 948 à 950). — Intervient au cours de l'exposé de *M. Emile Hugues* (p. 958). — Demande que le débat soit mené jusqu'à son terme en séance de nuit (p. 958). — Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : accepte l'amendement n° 3 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 961) ; accepte l'amendement n° 4 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 962) ; accepte l'amendement n° 5 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 962). — Art. 2 : repousse l'amendement n° 3 de *M. Namy* (p. 962) ; accepte l'amendement n° 6 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 962) ; accepte l'amendement n° 7 de *M. Jozeau-Marigné*

(p. 963). — Sur l'amendement n° 8 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 963). — Sur l'amendement n° 39 de *M. Le Bellegou* (p. 963) ; Accepte l'amendement n° 9 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 964) ; accepte l'amendement n° 10 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 964). Art. 3 : sur l'amendement n° 23 rectifié de *M. Bajeux* (p. 966). Art. 3 bis nouveau : répond à l'intervention de *M. Hugues* (p. 967) ; reprend la parole sur le même article (p. 968) ; répond à *M. Courrière* (p. 968). Art. 4 : repousse l'amendement n° 33 de *M. Namy* (p. 969) ; accepte l'amendement n° 37 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 970). Art. 4 ter : accepte l'amendement n° 28 de *M. Bajeux* (p. 970). Art. 5 bis : accepte l'amendement n° 17 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 971). Art. 6 (p. 972 et 973) : remercie *M. Soudant* de retirer son amendement (p. 974). Art. 6 bis nouveau : sur l'amendement n° 21 de *M. Soudant* (p. 974). Art. 7 : défend son amendement n° 36 (p. 974). Art. 8 : sur l'amendement n° 18 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 975). Art. 9 nouveau : accepte l'amendement n° 19 de *M. Jozeau-Marigné* (p. 975) ; répond aux explications de vote de *MM. Hugues* et *Le Bellegou* (p. 976).

**MINVIELLE** (*M. GÉRARD*) [Landes].

*Questeur du Sénat.*

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS** [séance du 25 novembre 1961] (p. 2020, 2021, 2022). — **CHARGES COMMUNES** [27 novembre 1961] (p. 2157, 2158). Son amendement n° 150 (p. 2166).

**MISSOFFE** (*M. FRANÇOIS*), *Secrétaire d'Etat au commerce intérieur* (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959. — Nomination du 24 août 1961).

#### Interventions :

Question orale de *M. André Armengaud* sur la **situation des professeurs français au Viet-Nam** [10 octobre 1961] (p. 1135). — Question orale de *M. Joseph Raybaud* relative aux **adductions d'eau rurales** [10 octobre 1961] (p. 1136). — **Projet de loi de finances pour 1962. — AFFAIRES ÉCONOMIQUES** [26 novembre 1961] (p. 2051).

**MISTRAL** (*M. PAUL*) [Isère].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport d'information*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission en Algérie du 7 au 15 avril 1960 [16 mai 1961] (n° 210).

**MITTERRAND** (*M. FRANÇOIS*) [Nièvre].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 682). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS (p. 1764 à 1766). — **BUDGET DES SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE** [séance du 25 novembre 1961] (p. 1994, 1995, 1996). — **BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS** (p. 2026, 2027).

**MOKRANE** (*M. MOHAMED EL MESSAOUD*) [Sétif-Batna].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**MOLLE** (*M. MARCEL*) [Ardèche].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

Avis présenté par M. Marcel Molle (au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale) sur le projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [19 octobre 1961] (n° 22). — Avis présenté par M. Marcel Molle (au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale) sur le projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [19 octobre 1961] (n° 26).

#### Interventions :

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2° lecture) [4 mai 1961]. Art. 1<sup>er</sup> : Art. 1393 du code civil : amendement n° 48 (p. 151); Art. 1403 : amendement n° 51 (p. 154); Art. 1428 : amendement n° 42 (p. 156); Art. 1435 : son sous-amendement n° 49 rectifié (p. 158, 159, 160); sous-amendement n° 43 (p. 162, 163); Art. 1447 : amendement n° 44 (p. 164, 165); Art. 1463 : amendement n° 50 (p. 165); Art. 12 : sous-amendement n° 46 (p. 168). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [20 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 2 : sur l'amendement n° 10 de M. Jozeau-Marigné (p. 964). — Art. 3 bis : nouveau (p. 969). — Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation [10 octobre 1961] (p. 1181 à 1198) : rapporteur de la commission de législation. — Projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [19 octobre 1961] (p. 1200 à 1202) : rapporteur pour avis de la commission de législation. — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales (2° lecture) [9 novembre 1961] : Art. 8 (p. 1397). — Projet de loi de finances pour 1962 (2° partie) [18 novembre 1961] : rapporteur pour avis de la commission de législation. — BUDGET DE LA JUSTICE (p. 1613, 1614). — A l'article 57 A (nouveau) [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 77, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2230). — Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales : conclusions d'une commission mixte paritaire [5 décembre 1961]. Art. 3 bis : soutient son amendement n° 1 (p. 2305). Art. 5 : soutient son amendement n° 2 (p. 2306); soutient son amendement n° 3 (p. 2306); soutient son amendement n° 4 (p. 2306).

#### MONICHON (M. MAX) [Gironde].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

Est élu membre de la commission mixte paritaire chargée de proroger un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

#### Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961]. Sur l'art. 16 (p. 905). BUDGET DES PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1961] : en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1882 à 1885). — Projet de loi de finances pour 1962. AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] (p. 2064). — Budget de la marine marchande [26 novembre 1961] (p. 2079). — BUDGET DE L'INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2094). — Articles additionnels [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 159 (p. 2242 et 2243); soutient son amendement n° 160 (p. 2243); soutient son amendement n° 161 (p. 2243).

#### MONNERVILLE (M. GASTON) [Lot].

##### Président du Sénat.

Préside la séance du 25 avril 1961. — Lit le message de M. le Président de la République au Parlement [25 avril 1961] (p. 88). — Prononce l'éloge funèbre de M. Fernand Malé, sénateur de Mostaganem-Tiaret [25 avril 1961] (p. 88). — Intervient sur l'ordre du jour des prochaines séances [25 avril 1961] (p. 92). — Préside la séance du 2 mai 1961. — Informe le Sénat de l'irrecevabilité de la proposition de loi de M. Jacques Duclos

relative à la commémoration de la victoire du 8 mai 1945 (p. 112). — Préside la séance du 4 mai 1961. — Répond au rapporteur général de la commission des finances au sujet de l'application de l'article 40 de la Constitution à un amendement n° 30 sur l'article 15 ter du projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2° lecture) [4 mai 1961] (p. 170, 171); remercie la commission du travail qu'elle a accompli (p. 171). — Préside la séance du 10 mai 1961. — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du Code de l'urbanisme [10 mai 1961]; fait une suggestion à propos de l'intitulé du projet de loi (p. 255). — Préside la deuxième partie de la séance du 16 mai 1961. — Préside la première partie de la séance du 17 mai 1961. — Préside la séance du 18 mai 1961. — Préside la séance du 15 juin 1961. — Préside la deuxième séance du 22 juin 1961. — Répond à des interventions de MM. Courrière et de La Gontrie demandant que le Sénat se réunisse le mercredi 28 juin pour entendre la déclaration du Gouvernement sur l'Algérie [27 juin 1961] (p. 546). — Assure M. de Maupéou que l'immunité parlementaire couvre tout parlementaire exprimant son opinion à la tribune [27 juin 1961] (p. 550); donne connaissance d'une lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 556). — Résume les opinions exprimées en décidant que le Sénat se réunira le mercredi 28 juin, à quinze heures, tout en n'acceptant pas de ne pas appliquer son règlement [27 juin 1961] (p. 558); projet de loi relatif à l'organisation des corps d'officiers de l'armée de mer [27 juin 1961]. — A la suite d'un différend opposant M. Messmer, ministre des armées, et M. André Monteil, rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le champ d'application des lois concernant les garanties fondamentales accordées aux fonctionnaires civils et militaires de l'Etat, décide de saisir le Comité constitutionnel [27 juin 1961] (p. 561); préside la séance du 28 juin 1961. — Après la déclaration du Gouvernement sur les problèmes algériens, répond à MM. Courrière et Duclos qui demandent la réunion de la conférence des présidents et pense que celle-ci a pour double tâche de fixer la date des débats et de l'organiser [28 juin 1961] (p. 573); indique que, dans ces circonstances, la conférence des présidents est souveraine en vertu du paragraphe 3 de l'article 39 du règlement (*ibid.*); confirme à M. Courrière cette interprétation en indiquant les précédents de la Chambre des députés et du Conseil de la République (p. 574); préside la deuxième séance du 29 juin 1961 : répond à M. Jean Bertaud au sujet des décisions de la conférence des présidents relative à l'organisation du débat sur la déclaration gouvernementale sur les problèmes algériens [29 juin 1961] (p. 610 et 611). — Préside la séance du 5 juillet 1961; au cours de cette séance, rappelle à M. Bernard Chochoy que le débat est organisé et qu'il convient de respecter les temps de parole (p. 704). — Préside la deuxième séance du 6 juillet 1961. — Préside la séance du 12 juillet 1961. — Préside la deuxième séance du 18 juillet 1961. — Préside la deuxième séance du 20 juillet 1961. — Prononce l'éloge funèbre de M. Benaïssa Sassi, sénateur de Mostaganem-Tiaret [20 juillet 1961] (p. 940 et 941). — Au cours des explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1961, retire la parole à M. Jacques Duclos [20 juillet 1961] (p. 947); répond aux observations de M. Waldeck L'Huillier au sujet de ce retrait (p. 948). — Préside la séance du 22 juillet 1961 (matin); à cette même séance, explique à M. Courrière dans quelles conditions le Sénat pourra être convoqué durant l'interruption prévue de ses travaux (p. 1025). — Préside la séance du 5 septembre 1961. — Au cours de cette séance [5 septembre 1961] donne lecture d'une lettre du Premier ministre qui s'oppose à la discussion de la proposition de loi de M. Blondelle et plusieurs de ses collègues relative à la fixation des prix d'objectif de certains produits agricoles; estime que le Sénat a constitutionnellement le droit de discuter de ce texte au cours de la présente session, puis consulte la commission des finances sur l'application de l'article 40 de la Constitution à la même proposition de loi (p. 1053); fait part de son désaccord avec le Premier ministre sur l'irrecevabilité de la proposition de loi en vertu de l'article 41 de la Constitution et décide de saisir le Conseil constitutionnel (p. 1055). — Préside le début puis la fin de la séance du 6 septembre 1961; explique les conditions dans lesquelles le Sénat sera ou non convoqué d'ici à l'ouverture de la première session ordinaire de 1961-1962 [6 juillet 1961] (p. 1090). — Préside la séance du mardi 3 octobre 1961 et déclare ouverte la session ordinaire du Sénat (p. 1095). — Prononce l'éloge funèbre de M. Marcel Bertrand, sénateur du Nord [3 octobre 1961] (p. 1096). — Préside les séances du jeudi 5 octobre 1961, du

mardi 10 octobre. — Prononce l'éloge funèbre de M. Jacques Boissond, sénateur de Loir-et-Cher [10 octobre 1961] (p. 1134). — Préside la 2<sup>e</sup> séance du mardi 17 octobre, la séance du jeudi 19 octobre 1961. — Conférence des présidents [19 octobre 1961] (p. 1204). — Préside la 2<sup>e</sup> séance du mardi 23 octobre. — Préside la séance du jeudi 9 novembre 1961. — Préside la 2<sup>e</sup> séance du jeudi 16 novembre 1961. — Sur l'organisation du débat budgétaire [2<sup>e</sup> séance du 16 septembre 1961] (p. 1550). — Préside la deuxième partie de la séance du 21 novembre 1961. — Préside la séance du 23 novembre 1961. — Préside la séance du 24 novembre 1961 (après-midi). — Préside la séance du 26 novembre 1961 (après-midi); informe le Sénat de sa décision sur l'amendement n° 100 (budget du ministère de l'agriculture) (p. 2056). — Préside la séance du 28 novembre 1961 (soir). — Préside la séance du 30 novembre 1961 (après-midi). — Préside la 2<sup>e</sup> séance du 5 décembre 1961. — Préside la deuxième partie de la séance du 7 décembre 1961. — Préside la 1<sup>re</sup> séance du 8 décembre 1961. — Préside la deuxième partie de la séance du 12 décembre 1961. — Préside la deuxième partie de la séance du 14 décembre 1961. — Projet de loi sur les prix agricoles [14 décembre 1961]. — Discussion des articles: art. 1<sup>er</sup> bis: explique pourquoi l'amendement n° 3 de M. Deguise est irrecevable (p. 2606). — Prononce le discours de clôture de la première partie de la session ordinaire de 1961-1962 (p. 2651 à 2652).

**MONSARRAT** (M. FRANÇOIS) [Tarn].

Questeur du Sénat.

**MONT** (M. CLAUDE) [Loire].

Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Question orale avec débat relative à la politique économique et sociale du Gouvernement [7 novembre 1961] (p. 1373 et 1374). — Projet de loi de finances pour 1962 [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961]. — BUDGET DU TRAVAIL (p. 1714). — Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1770). — INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2095).

**MONTALDO** (M. RENÉ) [Orléansville-Médéa].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation des crédits ouverts aux services civils en Algérie, pour l'année 1962, et des voies et moyens qui leur sont applicables [15 novembre 1961] (p. 59).

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi portant fixation des crédits ouverts en Algérie pour l'année 1962 et des voies et moyens qui leur sont applicables [6 décembre 1961] (n° 104).

Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables [8 décembre 1961] (n° 120).

#### Interventions :

Projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1796, 1797, 1809, 1811). — Comme rapporteur spécial de la commission des finances, projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DES SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (p. 1984, 1985, 1986, 1987, 1988). — Comme rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi portant fixation des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1962 et des voies et moyens qui leur sont applicables [séance du 7 décembre 1961] (p. 2372). — Projet de loi portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. Discussion générale, comme rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2546, 2547); Art. 2 (p. 2550).

**MONTALEMBERT** (M. GEOFFROY DE) [Seine-Maritime].

Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

En sa qualité de vice-président du Sénat, préside la séance du 5 mai 1961: adresse un message de sympathie aux populations sinistrées de Normandie [5 mai 1961] (p. 175, 176). — Préside la première partie de la deuxième séance du 16 mai 1961. — Préside la deuxième partie de la séance du 19 mai 1961 (p. 368). — Préside la séance du 4 juillet 1961 (après-midi). — Préside la première séance du 11 juillet 1961. — Préside la séance du soir du 18 juillet 1961. — Préside la séance de l'après-midi du 19 juillet 1961. — Préside la seconde partie de la première séance du 20 juillet 1961. — Préside la première séance du 21 juillet 1961. — Au cours du vote sur l'ensemble du projet de loi concernant le traité de coopération entre la France et la Mauritanie, rappelle à M. le secrétaire d'Etat qu'il ne peut prendre la parole, selon les termes du règlement (p. 991). — Préside la deuxième séance du 21 juillet 1961. — Fait connaître que la présidence du Sénat a demandé au Gouvernement que soit retiré de l'ordre du jour le projet de loi relatif à la protection des animaux [21 juillet 1961] (p. 996). — Préside une partie de la séance du 6 septembre 1961. — Préside la première séance du mardi 24 octobre. — Préside la séance du mercredi 25 octobre. — Préside la deuxième partie de la séance du 26 octobre. — Préside la première séance de mardi 14 novembre 1961. — Préside la première et la deuxième séance du samedi 18 novembre 1961. — Préside la troisième séance du dimanche 26 novembre 1961. — Préside la première séance du lundi 27 novembre 1961. — Préside la deuxième partie de la séance du 6 décembre 1961. — Préside la deuxième partie de la séance du 11 décembre 1961. — Préside la première séance du 13 décembre 1961. — Préside une partie de la séance du 13 décembre 1961. — Préside la première séance du 15 décembre 1961.

#### Interventions :

Projet de loi instituant une redevance d'équipement (2<sup>e</sup> lecture) [2 mai 1961]. Art. 2 (p. 123), amendement n° 3 (p. 124). Art. 7: amendement n° 13 (p. 127, 128); amendement n° 6 (p. 128, 129); amendement n° 14 (p. 129). — Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [20 juillet 1961]. — Discussion générale (p. 952). — Discussion des articles: Art. 3: sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Bajeux (p. 966). — Art. 6. (p. 971 et 973). Art. 7: sur l'amendement n° 36 du Gouvernement (p. 974). — Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles [26 octobre 1961] (p. 1297). — Projet de loi de finances pour 1962: BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1803, 1804, 1805). — BUDGET DE L'AGRICULTURE [24 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances pour l'habitat rural (p. 1889). Articles additionnels [28 novembre 1961]: sur l'amendement n° 157 de M. Etienne Dailly (p. 2241). — 2<sup>e</sup> projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles: Art. 21: sur le permis d'arrachage des pomiers à cidre (p. 2538).

**MONTEIL** (M. ANDRÉ) [Finistère].

Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi portant modification de la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et l'organisation de ses réserves [22 juin 1961] (n° 273).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte [22 juin 1961] (n° 274).

Avis, présenté au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [15 novembre 1961] (n° 60).

**Interventions :**

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. — Discussion des articles [17 mai 1961]. Art. 5 bis : accepte le sous-amendement n° 29 présenté par le Gouvernement à l'amendement n° 28 de la commission des lois (p. 317, 320). Art. 6 : repousse le sous-amendement n° 26 à l'amendement n° 5 rectifié (p. 324). — Discussion des articles du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961]. Art. 2 nouveau : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mlle Rapuzzi (p. 500) ; sur l'amendement n° 1 (p. 502). — Projet de loi relatif à l'organisation des corps d'officiers de l'armée de mer [27 juin 1961]. — Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 559) et (p. 560 et 561). — Projet de loi relatif au recrutement de l'armée de mer [27 juin 1961]. — Discussion générale : en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 561). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] ; développe la question orale de M. André Colin (p. 621). — Projet de loi relatif à l'organisation des corps d'officiers de l'armée de mer [18 juillet 1961]. Sur l'article 1<sup>er</sup> (p. 832). — Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles [26 octobre 1961] (p. 1299 et 1300). — Proposition de loi tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages [10 novembre 1961]. — Discussion des articles (p. 1418). — Projet de loi de finances pour 1962, 2<sup>e</sup> partie [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. — DÉPENSES MILITAIRES : sur la procédure et l'organisation du débat (p. 1579). — Dépenses militaires [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961]. — SECTION MARINE : en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1594 à 1598). — Sur son amendement n° 51 rectifié (p. 1605 et 1606). — Dispositions concernant le SAHARA [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1696). Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS [21 novembre 1961] (p. 1754, 1772, 1773). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de M. Vincent Rotinat, relative à la politique française de défense [12 décembre 1961] (p. 2462 à 2465). — Projet de loi autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce [14 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2588, 2590).

**MONTPIED** (M. GABRIEL) [Puy-de-Dôme].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du logement et d'administration générale [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'avis du ministre des affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge [7 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2391, 2392). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. — Discussion des articles ; Art. 17 : demande que le conseil général connaisse des exonérations en faveur des gîtes ruraux (p. 2533). — Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [deuxième séance du 13 décembre 1961]. — Discussion des articles ; Art. 2 : sur le sous-amendement n° 29 de M. Emile Hugues (p. 2558, 2559).

**MOREL** (M. LÉOPOLD) [Constantine].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

**MOREVE** (M. ROGER) [Indre]

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**MOTAIS DE NARBONNE** (M. LÉON) [Français établis hors de France].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les discussions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**Question orale avec débat :**

**M. Léon Motais de Narbonne** rappelle à *M. le Premier ministre* que le rapatriement en leurs provinces d'origine des travailleurs vietnamiens et de leurs familles résidant encore, depuis la deuxième guerre mondiale, dans les territoires français d'Océanie, malgré l'expiration de leur contrat qui prévoyait cependant leur retour, pose un important problème. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour tenir compte à la fois : 1° de la volonté exprimée par la plus grande partie de ces Nord-Vietnamiens de regagner, avec leur famille, leur pays d'origine ; 2° du souci légitime des responsables de ces territoires d'outre-mer de mettre enfin un terme à une situation anormale qui finit par avoir, sur le plan local, des incidences politiques regrettables ; 3° des objections tout aussi légitimes élevées par le Gouvernement du Sud-Vietnam qui conteste que des émigrés ayant perdu tout contact avec leur pays depuis plus de vingt ans puissent être aussi facilement livrés au communisme nord-vietnamien ; 4° de l'accord intervenue avec la République démocratique du Nord-Vietnam à ce sujet [4 mai 1961] (n° 86).

**Interventions :**

Projet de loi de programme pour le territoire d'outre-mer. Discussion générale [15 juin 1961] (p. 434, 436). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961]. Discussion générale (p. 871). Questions orales n°s 87, 106, 107, 108 sur l'aide aux rapatriés [3 octobre 1961] (p. 1104). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [24 octobre 1961] (p. 1230). — Projet de loi de finances pour 1962, deuxième partie [16 novembre 1961]. — BUDGET DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (p. 1513). — BUDGET DE LA COOPÉRATION [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961] (p. 1651, 1652, 1654). — BUDGET DE LA RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE [28 novembre 1961] (p. 2206). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer (2<sup>e</sup> lecture) [8 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2416, 2417).

**MOTTE** (M. EUGÈNE) [Nord].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales.

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [15 juin 1961] (n° 260).

**Interventions :**

Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [20 juin 1961], en tant que rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation dans la discussion générale (p. 465). Discussion des articles [22 juin 1961] : Art. 2 nouveau : prise en considération de l'amendement n° 1 (p. 501 et 502) ; repasse l'amendement n° 5 de M. Marrane (p. 504). — Projet de loi autorisant l'approbation d'un échange de lettres relatif à la cession de la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du domaine [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 992).

**MOUTET** (M. MARIUS) [Drôme].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [19 mai 1961] (n° 234).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques [22 juin 1961] (n° 268).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par le Sénat et rejeté par l'Assemblée nationale, en première lecture, relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [18 juillet 1961] (n° 311).

## Questions orales :

**M. Marius Moutet** appelle l'attention de *M. le ministre des affaires étrangères* sur la recommandation n° 56 de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur la logistique dans le secteur des forces alliées Centre Europe, adoptée le 1<sup>er</sup> décembre 1960, et demande quelles instructions le Gouvernement français a données à ses représentants au Conseil de l'Union de l'Europe occidentale et au Conseil de l'Atlantique Nord aux fins d'attribuer dès le temps de paix aux commandements alliés un contrôle adéquat sur les ressources logistiques réservées aux forces qui leur sont affectées [11 février 1961] (n° 271). — Réponse [14 juin 1961] (p. 390, 391).

**M. Marius Moutet** appelle l'attention de *M. le ministre des affaires étrangères* sur la recommandation n° 53 de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur l'accession de la Grande-Bretagne aux Communautés des Six et sur le développement de l'Europe politique, adoptée le 30 novembre 1960 ; et demande : 1° s'il est envisagé de donner suite à cette recommandation sur le plan d'un accord entre la Grande-Bretagne et les Communautés ; 2° si la question de la participation du Premier ministre du Royaume-Uni aux consultations politiques des chefs de gouvernements européens a été discutée lors de la réunion des chefs de gouvernements tenue à Paris le 10 février 1961, et quelles décisions ont été prises [11 février 1961] (n° 272). — Réponse [14 juin 1961] (p. 390, 391).

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* si le Gouvernement français saisi de la résolution adoptée par la 49<sup>e</sup> conférence interparlementaire, tenue à Tokyo en septembre-octobre 1960, tendant à améliorer le système international de distribution des produits de base et le rapport de leurs prix avec ceux des produits manufacturés, a porté son attention sur cette résolution d'une importance capitale pour l'aide aux pays sous-développés et s'il serait d'accord pour prendre l'initiative d'une convocation, sous l'égide des Nations Unies, d'une conférence économique mondiale avec la participation des représentants des principaux pays producteurs de matières premières, qui seraient chargés de promouvoir des solutions aux problèmes posés suivant les principes définis dans la résolution [11 février 1961] (n° 273). — Réponse [14 juin 1961] (p. 390, 391).

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre de l'agriculture* : 1° les raisons pour lesquelles les textes officiels pour l'application de la loi du 25 janvier 1961, sur l'assurance maladie des exploitants agricoles, n'auraient pas encore été publiés, spécialement ceux qui doivent donner le modèle des feuilles de maladie, les décomptes de prestations, les états de renseignements à fournir par les organismes assureurs au début de chaque mois, les précisions sur la comptabilité à organiser, etc. Il fait remarquer que la loi prévoit des pénalités pour ceux qui ne paient pas les cotisations dans les délais prévus. Il lui demande qu'aucune pénalité ne puisse s'appliquer pour cette année en raison des retards dont la responsabilité ne saurait être endossée par les agriculteurs. Ces retards mettent les sociétés mutualistes qui garantissent une assurance complémentaire dans une situation très difficile ; 2° les sociétés mutualistes font remarquer que ce décret stipulant que pour 1961 les cotisations sont payables en une seule fois se heurte à une véritable impossibilité d'application car les immatriculations seront loin d'être réalisées au 15 juin et il ne sera pas possible de connaître le revenu cadastral des intéressés avant de faire l'appel des cotisations. Il lui demande à quelle date il pense que les décrets d'application seront publiés, et quelles mesures il compte prendre pour donner satisfaction aux questions ainsi posées [16 mai 1961] (n° 307). — Réponse [20 juin 1961] (p. 456).

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre de la coopération* si le Gouvernement français entend prendre en charge le règlement de la situation des personnels contractuels de l'administration française à Madagascar. Le décret n° 61-241 du 2 mai 1961, *Journal officiel* de la République française, élimine totalement le personnel contractuel de l'outre-mer, sans que des dispositions aient été prises soit en vue d'un reclassement en métropole, soit en obtenant du Gouvernement malgache la certitude d'une prorogation des contrats [26 juin 1961] (n° 324). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 753 et 754).

**M. Marius Moutet** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* quelle attitude entend prendre le Gouvernement français à l'égard de la recommandation n° 68 émanant du comité permanent des armements de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale [15 novembre 1961] (n° 368). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2290).

## Interventions :

Sur ses questions orales jointes (n°s 271, 272, 273) relatives à la logistique dans le secteur Centre-Europe, à la Grande-Bretagne et les communautés européennes, à la commercialisation des produits de base [14 juin 1961] (p. 391, 392, 393). — Projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [14 juin 1961]. En qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Discussion générale (p. 398, 399). — Sur sa question orale (n° 307) concernant l'assurance maladie des exploitants agricoles [20 juin 1961] (p. 457). — Projet de loi autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques [22 juin 1961]. Discussion générale en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 508 à 513 et 516). — Sa question orale (n° 324) relative à la situation du personnel contractuel de l'outre-mer à Madagascar [11 juillet 1961] (p. 753 et 754). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [18 juillet 1961]. En tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 833 et 834). — Projet de la loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [25 octobre 1961] (p. 1267). — Sur la conférence des présidents [9 novembre 1961] (p. 1407). — Sa question orale (n° 368) relative à la production en commun des armements au service de l'U. E. O. et de l'O. T. A. N. [5 décembre 1961] (p. 2290).

**MUSTAPHA (M. MENAD)** [Orléansville-Médéa].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

**NAMY (M. LOUIS)** [Seine-et-Oise].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

## Interventions :

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2<sup>e</sup> lecture) [4 mai 1961]. Art. 1<sup>er</sup> : art. 1438 du code civil (p. 146) ; art. 1435, amendement n° 37 (p. 157). — Sur la fixation de la date de discussion de la question orale avec débat de M. Jacques Duclos relative à la politique sociale du Gouvernement [9 mai 1961] (p. 207). — Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 340 du code de l'urbanisme. Discussion des articles [10 mai 1961] : art. 3 : sur son amendement n° 15 (p. 244). Art. 11 : pose une question au Gouvernement (p. 249) ; déclare ne pouvoir voter l'article 11 (p. 250). Art. 12 : sur son amendement n° 17 (p. 250, 251). Art. 4 (réservé) : sur son amendement n° 16 (p. 253, 254). Explique son vote (p. 255). — Sur la question orale de M. Jacques Duclos (n° 280) concernant la commémoration de la victoire de 1945 [16 mai 1961] (p. 264, 265). — Projets de loi autorisant d'une part la ratification de traités de coopération et l'approbation d'accords de coopération conclus entre les Gouvernements de la République française et des Etats de l'Entente, d'autre part l'approbation de l'accord de défense conclu entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger. Discussion générale commune [15 juin 1961] (p. 441, 442). — Sur la lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement sur la politique algérienne sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin 1961 sous réserve qu'il n'y ait pas débat [27 juin 1961] (p. 556 et 557). — Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques [6 juillet 1961]. Sur l'article 3 (p. 717 et 718). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris [6 juillet 1961] : art. 3 : défend son amendement n° 2 (p. 725). Art. 6 : défend son amendement n° 4 (p. 728). Explique le vote de son groupe sur l'ensemble (p. 731). — Discussion générale du projet de loi relatif au droit de passage des pêcheurs le long de certains cours d'eau [11 juillet 1961] (p. 771). — Proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi [11 juillet 1961]. —

Discussion générale (p. 779 et 780). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion générale (p. 956 et 957). Discussion des articles : art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 30 (p. 961). Art. 2 : défend son amendement n° 3 (p. 962). Art. 3 : défend son amendement n° 32 (p. 965). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1241). — **Proposition de loi tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages** [10 novembre 1961]. Discussion générale (p. 1416 et 1417). — **Projet de loi de finances pour 1962, 2<sup>e</sup> partie** [18 novembre 1961]. BUDGET DE LA JUSTICE (p. 1615, 1616). — BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS (p. 2022). — Sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2246). — **Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961]. Discussion générale (p. 2265). — **Projet de loi relatif à la dévolution successorale des exploitations rurales. Conclusions d'une commission mixte paritaire** [5 décembre 1961]. Sur l'ensemble (p. 2307). — **Projet de loi de finances pour 1962, 2<sup>e</sup> lecture** [7 décembre 1961]. Explique le vote du groupe communiste sur l'ensemble du projet de loi (p. 2370).

**NAVEAU** (M. CHARLES) [Nord].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

#### Questions orales :

**M. Charles Naveau** appelle l'attention de *M. le ministre de l'intérieur* sur les inondations qui ont eu lieu les 30, 31 janvier et les jours suivants dans le département du Nord, et notamment dans le bassin de la Sambre et de ses affluents ; lui signale que dans la région d'Avesnes et de Maubeuge, elles ont provoqué des dégâts considérables ; que de nombreuses maisons ouvrières ont été envahies par les eaux qui ont détruit mobiliers et linge ; que plusieurs usines ont également subi des dommages considérables ; que d'après les premières estimations, le montant total des dégâts se chiffrait à un milliard d'anciens francs ; et, tenant compte de cette situation, lui demande quelles dispositions il entend prendre pour venir en aide aux sinistrés et quelles mesures peuvent intervenir pour l'indemnisation des victimes de cette calamité. (Question transmise à *M. le ministre des finances et des affaires économiques.*) [14 février 1961] (n° 274). — Réponse [9 mai 1961] (p. 202).

**M. Charles Naveau** demande à *M. le ministre de l'agriculture* : 1° si, en contresignant l'arrêté fixant le prix du lait et des produits laitiers, paru au *Journal officiel* du 29 mars 1961, qui se réfère à divers décrets antérieurs et entre autres à la loi du 5 avril 1960 d'orientation agricole, il est certain d'appliquer à la lettre l'esprit de ladite loi qu'il a défendue personnellement devant le Parlement, et en particulier les articles 1<sup>er</sup> et 31 qui doivent assurer la rentabilité des exploitations agricoles et fixer des prix en tenant compte intégralement de la rémunération du travail et du capital ; 2° si, en contresignant le décret n° 61-268, pris en application du décret n° 54-1011 du 12 octobre 1954 tendant à la régularisation du marché du lait et instituant une cotisation professionnelle à la charge des producteurs à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961, il trouve normal de faire une discrimination entre les producteurs de lait en imposant ceux qui se sont associés en coopérative pour améliorer la qualité, l'homogénéité et la présentation de leur production et en exonérant ceux qui livrent directement à la consommation ; 3° si c'est cette méthode qu'il entrevoyait lorsqu'il déclarait vouloir faire participer plus étroitement les producteurs à la commercialisation de leurs produits, formule qu'il a tant de fois énoncée devant le Parlement. Et il lui signale combien il est pénible de constater en l'occurrence la rapidité de la décision prise par le Gouvernement pour régler le sort des producteurs de lait au mépris des avis des organisations professionnelles spécialisées et du comité national consultatif interprofessionnel du lait, ceci pendant que les pouvoirs publics, au mépris des règlements et des textes, s'agissant de la margarine, usent d'attribution en ce qui concerne l'interdiction de l'aromatization par le diacétyl et l'application du taux de la T. V. A. prévu par la loi de finances pour 1961 et tolèrent l'importation en franchise de l'huile de baleine [10 mai 1961] (n° 303). — Réponse [16 mai 1961] (p. 268).

**M. Charles Naveau**, se référant à sa question écrite n° 1539 du 9 février 1961 et à la réponse qui y a été faite, rappelle à *M. le ministre de l'industrie* que le problème de la situation des agents des chambres de métiers reste posée ; qu'il est impossible d'admettre que la détermination de la rémunération de ces personnels doive se faire en fonction de la trésorerie de ces dernières ; qu'il apparaît difficile de faire supporter à ces agents les incohérences résultant des seuls pouvoirs publics ;

et tenant compte de la situation délicate dans laquelle ces personnels se trouvent, lui demande, dans l'immédiat, quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour y mettre fin [17 mai 1961] (n° 308). — Réponse [27 juin 1961] (p. 553, 554).

**M. Charles Naveau** rappelle à *M. le ministre de l'agriculture* la situation alarmante dans laquelle se trouvent, depuis plusieurs mois, les planteurs de houblon ; lui signale que, malgré les promesses faites à ces producteurs, au mois de mars dernier, aucune décision de sa part n'est encore intervenue ; que, malgré la parole donnée, les importations sont reprises depuis quelque temps ; que l'aide financière, promise par l'intervention du F. O. R. M. A., n'a pas été tenue ; et, tenant compte de ces faits, lui demande de vouloir bien définir d'urgence la politique de son département ministériel en face de cette angoissante situation [13 juin 1961] (n° 314). — Réponse [20 juin 1961] (p. 457, 478).

**M. Charles Naveau** signale à *M. le ministre du travail* que l'article 54 g du livre II du code du travail stipule que l'indemnité de congés payés est due aux salariés de retour du service militaire, pour la période de maintien sous les drapeaux, par l'employeur qui les reprend à son service ; qu'en outre cette indemnité de congés payés étant assimilée à une rémunération, celle-ci est soumise aux cotisations de sécurité sociale et à la cotisation accident du travail alors que ces salariés étaient au service de la nation comme maintenus sous les drapeaux. Il lui demande si, en accord avec son collègue le ministre des armées, il ne peut mettre fin à cette situation, tout au moins en ce qui concerne les cotisations précitées [5 septembre 1961] (n° 342). — Réponse [17 octobre 1961] (p. 1165).

**M. Charles Naveau** demande à *M. le ministre de l'agriculture* de bien vouloir lui faire connaître par quels moyens il entend pouvoir donner un caractère « effectif » au prix indicatif du lait qu'il a lui-même fixé, et en particulier à celui des laits de transformation [28 septembre 1961] (n° 348) ; report [7 novembre 1961] (p. 1362). — Réponse [14 novembre 1961] (p. 1435).

**M. Charles Naveau** appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 septembre 1961 qui rend obligatoire la vaccination anti-aptéuse des bovins et en particulier sur l'article 6 de ladite mesure qui décide du mode de règlement de la participation financière de l'Etat prévue par le décret du 15 mai 1961 et égale à 1 NF par dose vaccinale utilisée ; lui demande s'il ne conviendrait pas d'unifier le mode de participation financière, en subventionnant par exemple uniquement l'institut fournissant le vaccin, ce qui aurait pour objet également de réduire le coût du vaccin ; lui rappelle au surplus qu'aux termes de la législation actuelle la vaccination obligatoire présentait uniquement un caractère de gratuité ; qu'il n'en est pas de même dans le cas précité, ce qui a notamment pour conséquence qu'un propriétaire d'animaux autorisant le praticien à vacciner ses animaux peut se refuser à en assurer le règlement et, tenant compte de cette situation, lui demande s'il ne juge pas utile de prévoir une disposition nouvelle permettant aux vétérinaires, dans ce cas, d'obtenir les moyens de recouvrement des frais de vaccination [5 octobre 1961] (n° 350) ; report [7 novembre 1961] (p. 1362). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2280).

**M. Charles Naveau** demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* : 1° s'il est exact que plus de 3.400 postes de professeurs dans l'enseignement secondaire n'ont pas été pourvus à la rentrée des classes, ce qui représenterait 11,4 p. 100 de l'effectif nécessaire ; 2° par quels moyens il entend pouvoir pallier rapidement cette situation de fait qui provoque de graves difficultés dans la plupart des départements, et notamment dans le département du Nord ; 3° si, face à cette déplorable situation, il ne lui appartient pas d'exiger de son collègue, ministre des finances, la revalorisation de la profession enseignante afin d'éviter l'extension de tels faits qui risquent malheureusement de se développer en fonction de l'accroissement des effectifs scolaires dans le second degré et dans l'enseignement technique [5 octobre 1961] (n° 351). — Réponse [7 novembre 1961] (p. 1362 à 1364).

**M. Charles Naveau** appelle l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur la situation de l'entreprise Massey Ferguson, à Marquette (Nord) ; cette dernière se disposerait à licencier près d'un millier d'ouvriers sur les 3.000 que compte actuellement cette usine ; il s'agit là d'une mesure grave qui touche la population laborieuse de cette région du Nord et il convient en conséquence de faire l'impossible pour éviter cette situation regrettable. Il lui demande en conséquence de lui faire connaître les dispositions qu'il envisage de prendre dans les délais les plus rapides pour le maintien de ces personnels en service [5 octobre 1961] (n° 352).

**M. Charles Naveau** expose à *M. le ministre de l'agriculture* qu'une vive émotion s'est emparée des milieux de la production laitière française à l'annonce des mesures unilatérales de limi-

tation des exportations françaises de beurre vers la Grande-Bretagne et l'Italie adoptées par les gouvernements de ces deux pays. En ce qui concerne l'Italie, membre de la Communauté économique européenne, il convient de souligner le caractère anormal d'une décision aussi contraire à la lettre qu'à l'esprit du traité de Rome puisqu'elle aboutit à ne réserver, sur un contingent total de 3.535 tonnes ouvert au titre du premier trimestre 1962, que 960 tonnes de beurre à provenir des pays de la Communauté, dont la France. En ce qui concerne la Grande-Bretagne, qui entend réduire la part de la France de 10.400 tonnes à 1.500 tonnes d'importations sur un total de 210.000 tonnes ouvert au titre du semestre en cours, il y a lieu de noter qu'une telle décision ne cadre absolument pas avec les intentions déclarées de ce pays envers la Communauté économique européenne. C'est donc là un motif supplémentaire de prudence pour nos négociateurs dans les conversations à venir avec cette puissance. Il lui demande, au-delà des protestations officielles que le Gouvernement français se doit d'élever auprès des gouvernements en cause, quelles sont les mesures pratiques de rétorsion qu'il entend appliquer pour rappeler nos alliés à un peu plus de compréhension : arrêté des importations de fromages et de fruits italiens, et de matières grasses en provenance du Commonwealth notamment. Il croit devoir souligner que l'attention des organisations laitières françaises est braquée sur la façon dont les pouvoirs publics réagiront aux mesures ainsi signalées [16 novembre 1961] (n° 369). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2281).

**M. Charles Naveau** attire l'attention de *M. le ministre des armées* sur les conséquences désastreuses résultant de l'application des dispositions de l'ordonnance n° 61-109 du 31 janvier 1961 relative à l'examen des exemptés et des réformés définitifs par les commissions de réforme ; et lui demande : 1° s'il estime normal qu'un jeune garçon, sursitaire jusqu'à vingt-cinq ans, appelé, réformé définitif n° 2 après un mois de service, âgé actuellement de vingt-neuf ans, père de trois enfants, puisse être appelé en janvier prochain pour accomplir son service militaire ; 2° quelles dispositions immédiates il envisage de prendre pour éviter à des pères de famille d'avoir à accomplir, dans ces conditions, leur service militaire [22 novembre 1961] (n° 371). — Réponse [12 décembre 1961] (p. 2469).

#### Questions orales avec débat :

**M. Charles Naveau** demande à *M. le ministre de l'agriculture* : 1° si, en contresignant l'arrêté fixant le prix du lait et des produits laitiers, paru au *Journal officiel* du 29 mars 1961, qui se réfère à divers décrets antérieurs et entre autres à la loi du 5 avril 1960 d'orientation agricole, il est certain d'appliquer à la lettre l'esprit de ladite loi qu'il a défendue personnellement devant le Parlement, et en particulier les articles 1<sup>er</sup> et 31 qui doivent assurer la rentabilité des exploitations agricoles et fixer des prix en tenant compte intégralement de la rémunération du travail et du capital ; 2° si, en contresignant le décret n° 61-268, pris en application du décret n° 54-1011 du 12 octobre 1954 tendant à la régularisation du marché du lait et instituant une cotisation professionnelle à la charge des producteurs à compter du 1<sup>er</sup> avril 1961, il trouve normal de faire une discrimination entre les producteurs de lait en imposant ceux qui se sont associés en coopérative pour améliorer la qualité, l'homogénéité et la présentation de leur production et en exonérant ceux qui livrent directement à la consommation ; 3° si c'est cette méthode qu'il entrevoyait lorsqu'il déclarait vouloir faire participer plus étroitement les producteurs à la commercialisation de leurs produits, formule qu'il a tant de fois énoncée devant le Parlement. Et il lui signale combien il est pénible de constater en l'occurrence la rapidité de la décision prise par le Gouvernement pour régler le sort des producteurs de lait au mépris des avis des organisations professionnelles spécialisées et du comité national consultatif interprofessionnel du lait, ceci pendant que les pouvoirs publics, au mépris des règlements et des textes, s'agissant de la margarine, usent d'atermoiements en ce qui concerne l'interdiction de l'aromatisation par le diacétyl et l'application du taux de la taxe à la valeur ajoutée prévu par la loi de finances pour 1961 et tolèrent l'importation en franchise de l'huile de baleine [25 avril 1961] (n° 82).

**M. Charles Naveau** appelle l'attention de *M. le Premier ministre* sur la gravité de la situation paysanne et sur les réactions légitimes qu'elle suscite ; et lui demande : 1° s'il estime que la loi d'orientation agricole est susceptible dans la mesure où elle serait enfin appliquée de remédier à cette situation de fait et en particulier s'il entend, dans le cadre des dispositions de l'article 31 de ladite loi, donner aux prix des produits agricoles la rémunération du travail et du capital ; 2° s'il est disposé à accorder au F. O. R. M. A. les crédits nécessaires dans l'immédiat pour permettre la commercialisation et l'écoulement des produits agricoles sans pour autant faire appel à des mesures

iniques telle que la taxe de résorption pour le lait, par exemple ; 3° quels sont les moyens efficaces qu'il envisage de prendre pour résoudre le problème des excédents agricoles dans l'avenir [22 juin 1961].

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 303) concernant le **prix du lait et des produits laitiers** [16 mai 1961] (p. 268, 269). — Questions orales avec dépôt jointes de *M. Antoine Courrière* (n° 80) et de *M. Jacques Duclos* (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (n° 292). — Sur sa question orale (n° 314) concernant la **situation des planteurs de houblon** [20 juin 1961] (p. 457). — Sur sa question orale (n° 308) relative à la **situation des agents des chambres de métiers** [27 juin 1961] (p. 554). — Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] ; développe la question orale de *M. Antoine Courrière* (p. 616). Discussion générale (p. 639, 647). — Question orale avec débat de *M. Courrière* (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [5 septembre 1961] (p. 1060). — Question orale (n° 342) sur l'**exonération de certaines cotisations de sécurité sociale pour les salariés de retour du service militaire** [17 octobre 1961] (p. 1165). — Question orale n° 352 sur la **situation d'une entreprise industrielle** [7 octobre 1961] (p. 1168, 1169). — Sur le report de sa question orale relative au **prix des laits de transformation** [7 novembre 1961] (p. 1362). — Sa question orale (n° 351) relative aux **vacances de postes de professeur dans les enseignements de second degré et technique** [7 novembre 1961] (p. 1362 à 1364). — **Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1894). Reprend l'amendement retiré de *M. Pauzet* (n° 100) (p. 1934). Sur l'amendement de *M. Romaine* (n° 114) (p. 1936). — Sa question orale (n° 350) sur la **vaccination anti-aptéuse des bovins** [5 décembre 1961] (p. 2280). — Sa question orale (n° 369) relative aux **exportations françaises de beurre vers la Grande-Bretagne et l'Italie** [5 décembre 1961] (p. 2281). — Sa question orale (n° 371) relative à l'**examen par les commissions de réforme des exemptés et des réformés définitifs** [12 décembre 1961] (p. 2469).

#### NAYROU (M. JEAN) [Ariège].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

#### Questions orales :

**M. Jean Nayrou** appelle l'attention de *M. le ministre des finances et des affaires économiques* sur les conséquences désastreuses résultant de l'abaissement unilatéral des droits de douane accordé aux tissus de laine mélangée pour l'industrie textile de certaines régions dont celle de Lavelanet (Ariège), et lui demande de rapporter cette mesure tout en veillant à l'application du Traité de Rome dans ses clauses en matière de main-d'œuvre, de salaires et de charges sociales, et de faire jouer les mesures de sauvegarde prévues par ledit Traité [4 mai 1961] (n° 301). — Réponse [14 juin 1961] (p. 393 et 394).

**M. Jean Nayrou**, faisant état de la décision récente qu'il vient de prendre à l'égard de l'Office sportif scolaire universitaire, demande à *M. le ministre de l'éducation nationale* de vouloir bien lui préciser : 1° les motifs qu'il peut invoquer à l'appui de cette décision ; 2° la politique qu'il entend désormais poursuivre dans ce domaine [5 juillet 1961] (n° 328).

**M. Jean Nayrou** appelle l'attention de *M. le ministre de la santé publique et de la population* sur le fait suivant : une mère, ayant été admise à l'aide médicale par la commission, pour hospitalisation, lors de la naissance de son enfant, la préfecture a fait appel en invoquant le fait que les allocations prénatales et la prime à la naissance complétées par l'aide des grands-parents permettaient le paiement des frais d'hôpital ; et lui demande s'il n'est pas abusif d'interpréter ainsi la destination donnée à des prestations qui devraient profiter essentiellement à l'enfant et qui n'ont rien à voir avec l'aide médicale proprement dite [6 septembre 1961] (n° 344).

**M. Jean Nayrou** appelle l'attention de *M. le ministre de la santé publique et de la population* sur le caractère systématique donné par certains services d'aide sociale à la récupération, après décès, des allocations servies aux bénéficiaires de l'aide sociale, cette sorte de doctrine se traduisant par des appels automatiques eux aussi chaque fois que les commissions en jugent autrement, et lui demande s'il envisage de donner des instructions pour que la récupération ne puisse jouer qu'en tenant compte de ces cas précis ne risquant pas de mettre en cause l'existence et la bonne foi des familles ou des survivants [25 octobre 1961] (n° 362). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2287).

**M. Jean Nayrou** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur les conséquences du décret n° 61-338 du 31 mars 1961 qui réserve le bénéfice de l'exonération des cotisations de l'assurance-maladie des exploitants agricoles aux titulaires de l'allocation ou de la retraite de vieillesse agricole, bénéficiaires de l'allocation supplémentaire; par suite certains vieux exploitants agricoles, qui, du fait d'une activité antérieure ou d'un revenu cadastral insuffisant perçoivent l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou l'allocation du fonds spécial en même temps que l'allocation supplémentaire, se trouvant exclus du bénéfice des dispositions de ce décret; en conséquence, il lui demande s'il envisage d'accorder cette exemption à ces vieux exploitants dont les ressources sont inférieures au plafond prévu pour l'allocation supplémentaire [25 octobre 1961] (n° 363). — Réponse [5 décembre 1961] (p. 2282).

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes (n° 80) de **M. Antoine Courrière** et (n° 84) de **M. Jacques Duclos** sur la **politique du Gouvernement en matière sociale**, en remplacement de **M. Antoine Courrière** [16 mai 1961] (p. 275, 276, 288). — Sur sa question orale (n° 301) relative à **l'abaissement des droits de douane sur les tissus de laine mélangée** [14 juin 1961] (p. 393, 394). — Question orale avec débat (n° 77) de **M. Edgard Pisani** relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 759 et 760). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 853). Art. 3: défend son amendement n° 33 (p. 873). — Sur l'art. 4 (p. 879 à 882). — Question orale n° 344 à **M. le ministre de la santé publique** [17 octobre 1961] (p. 1169, 1170). — Proposition de loi organique tendant à modifier la durée du mandat des sénateurs remplaçants [9 novembre 1961]. Discussion de l'article unique; son amendement n° 2 (p. 1401 et 1402). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS (p. 1755, 1756). — BUDGET DE L'INTÉRIEUR [22 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1823 à 1826). — BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1846, 1875, 1876). — INTÉRIEUR: suite de la discussion [21 novembre 1961] en tant que rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 2102). — Son amendement n° 54 rectifié (p. 2105); le retire (p. 2105). — Son amendement n° 55 rectifié (p. 2105). — Son amendement n° 56 (p. 2105). — Son amendement n° 78 (p. 2106); le retire (p. 2106). — Son amendement n° 57 (p. 2107). — Explique son vote sur cet amendement (p. 2108). — Sa question orale (n° 363) sur les cotisations d'assurance-maladie des exploitants agricoles [5 décembre 1961] (p. 2282). — Sa question orale (n° 362) relative à la récupération, après décès, des allocations d'aide sociale [5 décembre 1961] (p. 2287). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2527 et 2528). — Discussion des articles: art. 17: sur les gîtes ruraux (p. 2533). Art. 21, Etat A: ÉDUCATION NATIONALE, titre IV: soutient son amendement n° 28 (p. 2539).

**NEDDAF (M. LABIDI)** [Alger].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

**Projet de loi de programme relatif à l'action sociale dans le département des Oasis et de la Saoura.** Discussion générale et discussion des articles [18 mai 1961]: accepte le projet de loi (p. 354). — **Projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire** [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 400): retire son amendement n° 2 rectifié (p. 400). — BUDGET DES SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2000). — Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 [30 novembre 1961]. Sur l'article unique (p. 2270 et 2271). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2528).

**NICOLAY (M. FRANÇOIS DE)** [Sarthe].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**NOURY (M. JEAN)** [Ille-et-Vilaine].

Donne sa démission de membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [18 juillet 1961].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [18 juillet 1961].*

**Dépôt législatif :**

*Avis présenté au nom de la commission des affaires culturelles sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).*

**Interventions :**

**Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 465 à 467). — Suite de la discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961] (p. 498). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (jeunesse et sports) (p. 1748 à 1750) (p. 2039). — **Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse** [5 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2311 et 2312).

**O**

**OUELLA (M. HACÈNE)** [Bône].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].*

**P**

**PAMS (M. GASTON)** [Pyrénées-Orientales].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Dépôt législatif :**

*Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).*

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962: AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [26 novembre 1961], en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2059). — Son amendement n° 110 (p. 2068, 2069 et 2070).

**PARISOT (M. HENRI)** [Vosges].

*Est nommé secrétaire [3 octobre 1961] (p. 1097).*

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

**Projet de loi relatif aux limites d'âge du personnel des cadres militaire féminins** [18 juillet 1961]. Dans la discussion générale en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 832).

**PASCAUD (M. GUY)** [Charente].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1962. INTÉRIEUR** [26 novembre 1961] (p. 2087).

**PATENOTRE (M. FRANÇOIS)** [Aube].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**PATRIA (M. PIERRE)** [Oise].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

*Est nommé membre de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].*



**PAULIAN (M. GILBERT)** [Alger].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé* [12 octobre 1961].

**Interventions :**

Déclaration du Gouvernement relative aux **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 688). — Deuxième lecture du projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [18 juillet 1961]. Dans la discussion générale (p. 833 à 835). — Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1189). — Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [24 octobre 1961] (p. 1250) [25 octobre 1961] (p. 1258 à 1277). — Projet de loi relatif aux **règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1302). — **Projet de loi de finances pour 1962**, deuxième partie [18 novembre 1961]. — BUDGET DE LA JUSTICE (p. 1627). — BUDGET DES SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE (p. 1997, 1998, 1999). — Observations sur le procès-verbal de la séance du samedi 25 novembre 1961 [27 novembre 1961] (p. 2144).

**PAULY (M. PAUL)** [Creuse].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes* [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de programme relative aux développements de l'action sociale dans les départements des Oasis et de la Saoura, adopté par l'Assemblée nationale [17 mai 1961] (n° 218).

*Avis*, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [16 novembre 1961] (n° 61).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS ; en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (éducation nationale) (p. 1746 à 1748).

**PAUMELLE (M. HENRI)** [Seine-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**PAUZET (M. MARC)** [Gironde].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé* [12 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

**Question orale :**

**M. Marc Pauzet** attire l'attention de *M. le ministre de l'agriculture* sur l'insuffisance des mesures prévues par le décret du 16 mars 1959, relatif à l'organisation du marché du vin, pour le maintien des cours et l'évolution générale de la production vers des excédents permanents ; et lui demande s'il entend définir et mettre en œuvre, en fonction de la conjoncture et de l'entrée en vigueur du Marché commun, une politique traitant au fond le problème de la viticulture [28 février 1961] (n° 278). — Report de sa question [2 mai 1961] (p. 117). — Réponse [20 juin 1961] (p. 452, 453).

**Interventions :**

Projet instituant une **redevance d'équipement** (2<sup>e</sup> lecture) [2 mai 1961]. Art. 1<sup>er</sup> (p. 118) ; art. 7 (p. 130). — Sur la question orale (n° 278) relative au **marché du vin** [20 juin 1961] (p. 453, 455). — Projets de loi autorisant l'approbation d'un **accord**

**douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 797 à 800). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 843). Art. 6 : Défend son amendement n° 31 (p. 896). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion de la 1<sup>re</sup> partie : **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961]. — Sur l'article 14, au nom de la commission des affaires économiques (p. 1483 et 1484). — BUDGET DE L'AGRICULTURE [24 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1890). — Sur l'amendement du Gouvernement n° 27 (p. 1929) ; défend son amendement n° 99 (p. 1931 et 1932) ; défend son amendement n° 100 (p. 1934) ; défend son amendement n° 101 (p. 1935). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 4 (p. 2607) ; Art. 5 bis (p. 2608) ; Art. 4 : évoque le cas des vins (p. 2610).

**PAYE (M. LUCIEN)**, *Ministre de l'éducation nationale* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959). — Nomination du 20 février 1961.

**Interventions :**

Sur la question orale de M. Georges Portmann (n° 281) concernant le **statut des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques** [16 mai 1961] (p. 265). — Sur la question orale de M. Adolphe Chauvin (n° 305) concernant le **financement des collèges d'enseignement général** [20 juin 1961] (p. 461). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 463 à 465). — Suite de la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] (p. 493 et 497, 498). — Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 4 de M. Coppenrath (p. 499) ; Art. 2 nouveau : s'oppose à l'amendement n° 3 de Mlle Rapuzzi (p. 500) ; répond à une intervention de M. Chochoy (p. 502) ; et à une intervention de M. Pellenc (p. 503) ; propose une nouvelle rédaction sur l'article 2 (p. 503) ; repousse l'amendement n° 5 de M. Marrane (p. 504) ; — Question orale (n° 326) de M. Bernard Lafay relative au **baccalauréat de 1961** [18 juillet 1961] (p. 825 à 829). — Question orale (n° 351) de M. Naveau relative aux **vacances de postes de professeurs dans les enseignements du second degré et technique** [7 novembre 1961] (p. 1362 à 1364). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. — Dispositions concernant l'**éducation nationale, la jeunesse et les sports** (p. 1753, 1754, 1760, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038). — **Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse** [5 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2307). Discussion des articles (p. 2311).

**PELLENC (M. MARCEL)** [Vaucluse].

*Est nommé rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion* [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport* de MM. Marcel Pellenc, Georges Lamousse et Joseph Raybaud, fait en conclusion des travaux de la commission de contrôle chargée d'examiner la gestion administrative, financière et technique de la Réunion des théâtres lyriques nationaux Enregistré à la présidence le 15 avril 1961 [25 avril 1961] (n° 170). — Demande de publication du rapport acceptée par le Sénat [10 mai 1961] (p. 255).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [12 juillet 1961] (n° 310).

*Rapport* fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale avec modification en deuxième lecture [21 juillet 1961] (p. 335).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 53).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances rectificative pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [8 décembre 1961] (n° 121).

*Rapport*, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté en troisième lecture par l'Assemblée nationale [12 décembre 1961] (p. 127).

#### Interventions :

Projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux (2<sup>e</sup> lecture) [4 mai 1961]. Art. 15 *ter*, sur l'application de l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 30 (p. 170, 171). — Projet de loi modifiant l'article 108 du code minier [14 juin 1961]. — Discussion des articles : amendement n° 2 rectifié de M. Jacques Ducloux ; intervient sur l'application de l'article 40 demandée par M. le ministre (p. 408) ; déclare, après réunion de la commission des finances, que l'article 40 n'est pas applicable. — Suite de la discussion du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [22 juin 1961] (p. 496). Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 4 de M. Coppenrath (p. 499) ; sur l'amendement n° 1 de M. Vérillon (p. 73). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 629). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 836). — Art. 3 : expose l'avis de la commission sur l'amendement n° 28 et 33 (p. 873) ; répond au ministre des finances (p. 877). Art. 4 : défend son amendement n° 4 (p. 879). Art. 9 : défend son amendement n° 6 (p. 884). Art. 11 : défend son amendement n° 7 (p. 887 à 889). — Sur l'article 15 A (p. 894). Art. 5 : sur l'amendement n° 36 (p. 895). Art. 7 : défend son amendement n° 34 (p. 897). Art. 15 K : défend son amendement n° 18 (p. 899 à 901). Art. 15 M : défend son amendement n° 19 (p. 902). Art. 15 N : défend son amendement n° 20 (p. 903). Art. 16 : défend son amendement n° 21 (p. 908) ; défend son amendement n° 22 (p. 908) ; défend son amendement n° 23 (p. 921). — Répond aux observations de M. Pinton (p. 922). — Demande un engagement de la part du ministre (p. 923). — Retire l'amendement n° 23 (p. 923). — Sur son amendement n° 24 (p. 923 et 924). Art. 17 : accepte l'amendement du Gouvernement relatif au crédit du titre III des travaux publics et transports (p. 923). Art. 18 : sur son amendement n° 25 (p. 928) ; répond à M. Longchambon et à M. Giscard d'Estaing (p. 929 et 930). — Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [21 juillet 1961]. — Discussion générale (p. 996 et 997). Discussion des articles. Art. 4 : défend son amendement n° 4 (p. 998). Art. 11 (p. 999). Art. 15 K : défend son amendement n° 5 (p. 1000). Art. 15 N (p. 1006). Art. 20 : défend son amendement n° 7 (p. 1003 et 1004). — Discussion, en troisième lecture, du projet de loi de finances rectificative pour 1961 [22 juillet 1961]. Discussion générale (p. 1017). Discussion des articles : Art. 4 : défend son amendement n° 1 (p. 1017 et 1018). Art. 15 K : défend son amendement n° 2 (p. 1020). — Proposition de loi de M. Blondelle et plusieurs de ses collègues relatives à la fixation des prix d'objectif de certains produits agricoles [5 septembre 1961] ; annonce que la commission des finances ne juge pas fondée l'exception d'irrecevabilité invoquée par le Premier ministre en vertu de l'article 40 de la Constitution (p. 1054). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1440 à 1445). Discussion de la première partie de la loi de finances : conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961] ; sur le compte rendu par la presse des débats du 14 novembre 1961 (p. 1468) ; sur l'article 1<sup>er</sup> (p. 1469) ; sur l'article 5 (p. 1473) ; sur l'article 5 bis (nouveau) (p. 1473 à 1476) ; sur l'article 6 (p. 1478). Art. 7 (p. 1479 et 1480). Art. 10 (p. 1480). Art. 12 (p. 1492). Art. 15 : fonds de soutien aux hydrocarbures (p. 1485 et 1486). Titre II : Dispositions relatives aux charges. Art. 18 bis : relatif à la taxe complémentaire sur le revenu des personnes physiques (p. 1488 et 1489). Art. 18 ter (nouveau) (p. 1491). Titre III : Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges. Art. 19 et état B (p. 1502). — BUDGET DES ANCIENS COMBATTANTS [deuxième séance du 16 novembre 1961] (p. 1548) ; sur l'organisation des débats budgétaires (p. 1549 et 1550). — Sur l'amendement déposé par le Gouvernement relatif au district de Paris [deuxième séance du 20 novembre 1961] (p. 1707) ; sur la suite de la discussion du BUDGET DE L'AGRICULTURE et de la discussion budgétaire pour les séances ultérieures [24 novembre 1961] (p. 1923). — BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS [séance du 25 novembre 1961] (p. 2024 et 2025). — COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN [26 novembre 1961] ; son amendement n° 66 (p. 2055). — Suite de la discussion des dispositions du projet de loi de finances concernant les SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE [27 novembre 1961] ; son sous-amendement n° 145 à l'amendement du

Gouvernement n° 132 (p. 2153). — Motion d'ordre [27 novembre 1961] (p. 2169). — COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR [28 novembre 1961] ; sur son amendement n° 148 à l'article 30 (p. 2192) ; sur l'amendement n° 163 de M. Fernand Verdeille à l'article 30 (p. 2197) ; demande la réserve de certains articles (p. 2200). — BUDGET DE LA RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE (28 novembre 1961) ; soutient son amendement n° 122 (p. 2210 et 2211) ; soutient l'amendement n° 153 de M. Roger Houdet (p. 2212). A l'article 40 [28 novembre 1961] : soutient son amendement n° 137 (p. 2229). — A l'article 42 : accepte l'amendement n° 38 du Gouvernement (p. 2230). Article 57 A (nouveau) : soutient son amendement n° 139 (p. 2230) ; soutient son amendement n° 140 tendant à insérer un article 59 *quater* (p. 2234) ; soutient son amendement n° 141 tendant à insérer un article 59 *quinquies* (p. 2234). A l'article 62 : soutient son amendement n° 142 (p. 2235). A l'article 64 : soutient son amendement n° 156 (p. 2236). A l'article 65 : soutient son amendement n° 143 (p. 2237 et 2238). Articles additionnels : sur l'amendement n° 157 de M. Etienne Dailly (p. 2240). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture). Discussion générale [6 décembre 1961], en tant que rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2320 à 2322). Discussion des articles : Art. 5 (p. 2323). Art. 5 bis (p. 2324 et 2325). Art. 6 (p. 2325). Art. 7 : soutient son amendement n° 9 (p. 2326). Art. 10 : soutient son amendement n° 10 (p. 2327). Art. 15 : soutient son amendement n° 11 (p. 2329). Art. 18 bis : soutient son amendement n° 12 (p. 2330, 2332, 2333). Art. 18 ter : soutient son amendement n° 13 (p. 2336). Art. 19 : soutient son amendement n° 15 (p. 2337) ; accepte l'amendement n° 1 du Gouvernement (p. 2337) ; soutient son amendement n° 16 (p. 2338, 2342, 2343, 2344) [séance du 7 décembre]. Art. 21 : soutient son amendement n° 17 (p. 2353) ; repousse l'amendement n° 2 du Gouvernement et propose l'amendement n° 18 de la commission des finances (p. 2354) ; défend l'amendement n° 19 de la commission des finances (p. 2354) ; défend son amendement n° 20 (p. 2354) ; défend son amendement n° 21 (p. 2355) ; défend son amendement n° 22 (p. 2355) ; défend son amendement n° 23 (p. 2355) ; défend son amendement n° 24 et repousse l'amendement n° 4 du Gouvernement (p. 2355). Art. 22 : soutient son amendement n° 26 (p. 2356) ; soutient son amendement n° 27 (p. 2356) ; soutient son amendement n° 25 (p. 2357) ; soutient son amendement n° 28 (p. 2357 et 2358). Art. 30 : soutient son amendement n° 30 (p. 2358 et 2359). Art. 33 : soutient son amendement n° 36 (p. 2359). Art. 44 A (nouveau) : soutient son amendement n° 32 (p. 2359). Art. 44 bis : soutient son amendement n° 33 (p. 2361). Art. 53 : soutient son amendement n° 35 (p. 2361). Art. 55 ter : déclare que l'article 40 de la Constitution est applicable à l'amendement n° 52 de M. Jozeau-Marigné (p. 2364). Art. 56 : défend son amendement n° 36 tendant à supprimer l'article (p. 2365). Art. 59 A : soutient son amendement n° 37 (p. 2365). Art. 59 B : soutient son amendement n° 38 (p. 2366). Art. 59 E : soutient son amendement n° 41 (p. 2366). Art. 59 ter (p. 2368). Art. 59 *quinquies* : soutient son amendement n° 43 (p. 2368). Art. 71 (p. 2368 et 2369). — Discussion des conclusions de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1962 [11 décembre 1961], en qualité de rapporteur de cette commission. Discussion générale (p. 2429, 2430, 2431). — Discussion du projet de loi de finances pour 1962 (troisième lecture) [12 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 2477 et 2478). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2523 à 2525). Discussion des articles : Art. 10 : sur le service du tourisme en Polynésie (p. 2529). Art. 12 : sur la convention signée à Bamako le 19 mai 1961 (p. 2530) ; sur le maintien de l'article 14 (p. 2531) et de l'article 16 (*idem.*). — Demande par amendement n° 3 le rétablissement de l'article 17, relatif aux locations saisonnières rurales (p. 2532) ; le retire au profit de l'amendement du Gouvernement (p. 2533). Art. 18 : accepte l'amendement du Gouvernement proposant un régime fiscal plus favorable pour les petites salles de cinéma (p. 2534). Art. 20 bis : amendement n° 4 : propose que l'augmentation du droit de timbre ne joue que pour les transports publics routiers (p. 2535). Art. 21, état A, ÉDUCATION NATIONALE : propose le rejet des amendements n° 17 de Mme Dervaux et n° 28 de M. Nayrou (p. 2538). — INDUSTRIE, titre III : propose par amendement n° 5 une réduction des crédits (p. 2539), puis retire ce texte après intervention de M. le secrétaire d'Etat aux finances (*id.*). — INTÉRIEUR, titre III : propose par amendement n° 6 de réduire le crédit ; retire ce texte après intervention de M. le secrétaire d'Etat aux finances (p. 2359 et 2540) ; s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Marrane (p. 2540). — Art. 22, état B, ÉDUCATION NATIONALE, titre III : s'oppose à l'amendement n° 19 de Mme Dervaux (p. 2541). Art. 23, état C : à propos de la restauration des monuments historiques (p. 2542). — Titre VI, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR : amendement n° 24 du Gouvernement relatif

à l'augmentation des crédits en faveur de certaines régions sinistrées par les inondations (p. 2542). Art. 30 : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. David (p. 2544). Art. 35 : accepte l'amendement n° 30 du Gouvernement (p. 2545). — Sur la suppression de l'article 36 (amendement n° 13 de la commission et n° 29 du Gouvernement) en vue de la revalorisation des allocations destinées aux personnes âgées (p. 2545). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** (troisième lecture) [15 décembre 1961], en sa qualité de rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 2646).

**PELLERAY** (M. PAUL) [Orne].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi autorisant l'**approbation d'un échange de lettres relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du domaine** [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 992). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1294). — **Projet de loi de finances pour 1962** : Budget des PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES [24 novembre 1961] (p. 1886). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1928).

**PERDEREAU** (M. LUCIEN) [Loiret].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**PERIDIER** (M. JEAN) [Hérault].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire ; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire [14 juin 1961] (n° 251).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey ; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomey [14 juin 1961] (n° 252).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Haute-Volta ; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Haute-Volta [14 juin 1961] (n° 253).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi autorisant : 1° la ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger ; 2° l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger [14 juin 1961] (n° 254).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de défense conclu le 24 avril 1961 entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger [14 juin 1961] (n° 255).

**Question orale avec débat :**

**M. Périquier** demande à **M. le ministre de l'agriculture** les mesures que le Gouvernement compte prendre : 1° pour permettre aux viticulteurs d'obtenir enfin un redressement des cours qui, à l'heure actuelle, n'ont jamais atteint le prix objectif de campagne et qui, la plupart du temps, se situent au-dessous du prix minimum ; 2° pour faire disparaître à la fin de la campagne les excédents, mesure indispensable si l'on ne

veut pas que les viticulteurs connaissent au cours de la prochaine campagne les mêmes difficultés ; 3° pour combattre efficacement la fraude [18 mai 1961] (n° 89).

**Interventions :**

Projets de loi autorisant d'une part la ratification de traités de coopération et l'approbation d'accords de coopération conclus entre les Gouvernements de la République française et des Etats de l'Entente, d'autre part l'approbation de l'accord de défense conclu entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger [15 juin 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. Discussion générale commune (p. 438 à 441). — Six question orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] ; développe la question orale de **M. Charles Naveau** (p. 627). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961] : sur l'art. 6 (p. 896) ; sur l'art. 16 (p. 905). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1198). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1897).

**PESCHAUD** (M. HECTOR) [Cantal].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962** (2° partie) [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE, en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1508 et 1509).

**PETIT** (Général ERNEST) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à l'accès du Français musulman à certains grades de la hiérarchie militaire** [14 juin 1961]. Discussion générale (p. 399 et 400). Deuxième lecture du même texte [18 juillet 1961]. Dans la discussion générale (p. 834 et 835). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° partie) [deuxième séance du 17 novembre 1961]. DÉPENSES MILITAIRES (p. 1579 et 1580). — Sur la question orale avec débat (n° 120) de **M. Vincent Rotinat** relative à la politique française de défense [12 décembre 1961] (p. 2458 et 2459).

**PETIT** (M. Guy) [Basses-Pyrénées].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi* tendant à compléter l'article 507 du code municipal (secrétaires de mairie) [14 juin 1961] (n° 243).

**Question orale avec débat :**

**M. Guy Petit** rappelle qu'à la séance publique du Sénat du 5 juillet 1961, **M. le Premier ministre**, lui répondant à la question précise de savoir si le Gouvernement entendait maintenir sa souveraineté de la France au Sahara, a solennellement affirmé que le Sahara est terre de découverte, d'invention et de souveraineté française, et que le problème de la souveraineté de la France sur ce territoire ne pouvait être posé. Il lui demande comment cette prise de position nette et irrévocable du Gouvernement, que **M. le Premier ministre** n'a d'ailleurs jamais infirmée, peut se concilier avec les déclarations concernant la souveraineté française au Sahara faites à la presse, au nom de la France, le 5 septembre 1961 [17 octobre 1961] (n° 114).

**Interventions :**

**Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques**. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 588, 591). — Déclaration du Gouvernement relative aux problèmes algériens [5 juillet 1961] (p. 694) ; répond au Premier ministre (p. 703). — Question orale avec débat de **M. Courrière** (n° 105) relative à la politique agricole du Gouvernement [6 septembre 1961] (p. 1086). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [12 octobre 1961] ; rappel au règlement (p. 1147) ; rappel au règlement [24 décembre 1961] (p. 1217). — **Projet de loi de finances pour 1962** [deuxième séance du 20 novembre 1961]. — Dispositions concernant le SAHARA (p. 1691 à 1693, 1695). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

[23 novembre 1961] (p. 1864, 1865). — **CHARGES COMMUNES** [27 novembre 1961] (p. 2162). Budget de la **RADIODIFFUSION, TÉLÉVISION FRANÇAISE** [28 novembre 1961] (p. 2210); sur l'amendement n° 123 de M. Marcel Pellenc (p. 2211). A l'article 59 bis [28 novembre 1961] soutient son amendement n° 94 rectifié (p. 2232 et 2233); soutient son amendement n° 95 bis rectifié (p. 2234). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième lecture) [6 décembre 1962]. Art. 19 (p. 2339, 2341, 2342, 2343). Budget des **SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE** (texte d'une commission mixte paritaire) [séance du 7 décembre 1961] (p. 2373). — **Projet de loi relatif aux corps militaires de contrôle** [12 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 3 : son amendement n° 2 (p. 2473). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [deuxième séance du 13 décembre 1961]. Discussion des articles : Article additionnel 8 (nouveau); sur l'amendement n° 16 de la commission (p. 2564). Article additionnel 10 (nouveau) : défend son sous-amendement (p. 2565, 2566). Article additionnel 13 (nouveau) : sur l'amendement n° 22 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2567, 2568); défend l'amendement n° 35 de M. Paulian tendant à insérer un article additionnel (p. 2568).

**PHILIPPON** (M. GUSTAVE) [Haute-Vienne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

**PIALES** (M. PAUL) [Cantal].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

**PINCHARD** (M. RAYMOND) [Meurthe-et-Moselle].

**Dépôt législatif :**

Décédé le 22 août 1961.

Le président Gaston Monnerville prononce son éloge funèbre, auquel s'associe, au nom du Gouvernement, M. Michel Debré, Premier ministre [5 septembre 1961] (p. 1052 et 1053).

*Rapport d'information* fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, à la suite de la mission effectuée par une délégation de cette commission, sur le développement de la recherche et de l'exploitation du pétrole au Sahara du 6 au 11 février 1961 [6 juillet 1961] (n° 303).

**PINSARD** (M. JULES) [Saône-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962 :** budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1921). INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2097).

**PINTON** (M. AUGUSTE) [Rhône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Avis* présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

**Question orale :**

M. Auguste Pinton attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur certains passages des résolutions adoptées par la deuxième conférence européenne des ministres de l'éducation qui s'est tenue à Hambourg du 12 au 14 avril 1961 et, en particulier, sur les conclusions de la résolution n° 2 : « Les ministres... s'engagent à se tenir mutuellement informés des progrès accomplis dans l'élaboration de ces réformes et des résultats obtenus et à se prêter une aide mutuelle dans la réalisation de leurs plans d'éducation, dans l'espoir d'en arriver prochainement à des systèmes d'éducation qui, tout en sauvegardant l'originalité des cultures nationales, traduiront dans les faits la volonté de coopération européenne; estiment en outre que certaines mesures peuvent être prises en commun dès maintenant pour orienter vers une compréhension européenne et internationale certains programmes tels ceux d'histoire, de géographie, de littérature et d'éducation civique ». Il lui demande : 1° quelles mesures il a prises ou il envisage de prendre dans un proche avenir pour traduire dans les faits, en ce qui concerne la France, cette « volonté de coopération européenne »; 2° en outre, il aimerait savoir les dispositions pratiques élaborées en ce qui concerne particulièrement les programmes d'histoire et d'éducation civique des établissements scolaires français, et quelles mesures sont prévues en vue d'un examen en commun des programmes et surtout des manuels scolaires en usage dans les différents pays pour ces disciplines; 3° enfin, si une date est arrêtée pour une prochaine conférence des ministres de l'éducation nationale et s'il est dans son intention de proposer un ordre du jour qui permette de hâter la réalisation des mesures de coopération européenne au cours des prochaines conférences [5 octobre 1961] (n° 353).

**Interventions :**

**Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (deuxième lecture) [2 mai 1961] : Art. 2 bis : sous-amendement n° 11 (p. 126). — Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 287, 288, 289, 295). — **Projets de loi autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 796 et 797). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961**. Discussion des articles [20 juillet 1961] : Art. 16 : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Pellenc (p. 922). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1245); [25 octobre 1961] (p. 1256 à 1258). — **Projet de loi de finances pour 1962, Titre II, dispositions relatives aux charges** [15 novembre 1961] : Art. 18 bis : relatif au taux de la taxe complémentaire sur le revenu des personnes physiques (p. 1490). Budget de la **CONSTRUCTION** [séance du 22 novembre 1961] (p. 1790, 1791, 1807, 1816). Budget des **TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS** [séance du 23 novembre 1961], en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan, pour les transports, la voie économique et l'aménagement du territoire (p. 1839, 1854 à 1857, 1868, 1873, 1877). Budget des **SERVICES CIVILS EN ALGÉRIE** [séance du 25 novembre 1961] (p. 1992, 1993, 2014). **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** [28 novembre 1961] : sur l'amendement n° 148 de M. Marcel Pellenc à l'article 30 (p. 2193); sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2247). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> (p. 2513); sur la deuxième partie de l'amendement n° 3 de la commission (p. 2515) [deuxième séance du 13 décembre 1961]; Art. 1<sup>er</sup> (suite) : sur le sous-amendement n° 39 du Gouvernement (p. 2553); sur l'ensemble de l'article (p. 2553, 2554). Art. 2 : sur le sous-amendement n° 29 de M. Emile Hugues à l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean-Eric Bousch (p. 2558); explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2569).

**PISANI** (M. EDGARD) [Haute-Marne].

**Dépôt législatif :**

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi relatif à la promotion pour services exceptionnels des officiers de réserve servant en situation d'activité dans les armées de terre et de l'air [22 juin 1961] (n° 271).

**Question orale :**

M. Edgard Pisani demande à M. le Premier ministre de bien vouloir lui indiquer où en sont les études qu'il a entreprises sur la réforme administrative et lui demande en particulier la place réciproque qu'occupent dans ces conceptions administration générale et administration technique, collectivités locales et services d'Etat [26 novembre 1960] (n° 77). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 755 à 770).

**Question orale avec débat :**

M. Edgard Pisani, considérant l'importance que prend la recherche scientifique et technique dans le développement des civilisations et dans la prospérité des peuples, considérant qu'il n'est pas de décision fondamentale qui puisse ignorer les données de cette évolution, considérant la nécessité d'assurer,

comme la chose se fait dans de nombreux pays, une coopération étroite entre les organes responsables de la recherche scientifique et le Parlement ainsi qu'une connaissance constante de la recherche scientifique par le Parlement lui-même, demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre quelles mesures le Gouvernement peut envisager de prendre pour assurer une information continue en matière d'évolution scientifique et technique et suggère la création d'un comité scientifique et technique parlementaire au sein duquel les animateurs et les responsables des grands secteurs scientifiques et techniques rencontreraient les membres du Parlement [10 mai 1961] (n° 88).

#### Interventions :

Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** (2<sup>e</sup> lecture [2 mai 1961] : Art. 2 *bis* : sous-amendement n° 10 (p. 125) ; sous-amendement n° 11 (p. 126). Art. 7 : amendement n° 13 (p. 127, 128) ; amendement n° 6 (p. 128) ; amendement n° 7 (p. 130, 131) ; explication de vote sur l'ensemble (p. 132). — Suite de la discussion du **projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif** [22 juin 1961] (p. 492, 493). — Sur la lettre de M. le Premier ministre informant l'Assemblée que la déclaration du Gouvernement relative à la **politique algérienne** sera faite au Sénat en même temps qu'à l'Assemblée nationale le mercredi 28 juin, sous réserve qu'il n'y ait pas de débat [27 juin 1961] (p. 557 et 558). — Projet de loi relatif à la **promotion à titre exceptionnel des officiers de réserve servant en situation d'activité dans les armées de terre et de l'air** [27 juin 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 562). — Questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 632). — Projet de loi relatif à la **lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques** [6 juillet 1961] : Art. 1<sup>er</sup> *bis* : observations sur l'amendement n° 2 (p. 716). — Sa question orale avec débat (n° 77) relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 755 à 758 et p. 767, 768 et 770).

#### PISANI (M. EDGARD).

Cessation de son mandat sénatorial à la date du 24 septembre. Nommé ministre de l'agriculture du cabinet de M. Debré du 8 janvier 1959 [3 octobre 1961] (p. 1110).

#### Interventions :

Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1082 et 1089). — Projet de loi relatif aux **groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1184 à 1199). — Motion d'ordre [19 octobre 1961] (p. 1199). — Projet de loi relatif à la **coopération agricole** [19 octobre 1961] (p. 1201 à 1203). — Projet de loi permettant de rendre obligatoires les **règles de commercialisation instituées par les groupements de producteurs agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1289 à 1301). — Projet de loi instituant l'**obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1303 à 1315). — Projet de loi modifiant le livre VII du **code rural** et instituant une **allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles** [27 octobre 1961] (p. 1318 à 1321). — Suite de la discussion des articles [10 décembre 1961] (p. 1414 à 1416). — Proposition de loi tendant à interdire la **vente des salmonidés sauvages** [10 novembre 1961] (p. 1416 à 1418). — Question orale (n° 348) de M. Charles Naveau relative au **prix indicatif du lait** [14 novembre 1961] (p. 1435). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1905, 1924, 1928) ; défend l'amendement du Gouvernement n° 27 (p. 1928) ; défend l'amendement du Gouvernement n° 28 (p. 1929) ; sur l'amendement de M. Pauzet n° 100 (p. 1934) ; sur l'amendement de M. Pauzet n° 101 (p. 1935) ; sur l'amendement de M. Blondelle n° 102 (p. 1936) ; sur l'amendement de M. Romaine n° 114 (p. 1936 et 1937) ; sur l'amendement de M. Hector Dubois n° 131 (p. 1937). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation en commun** (deuxième lecture) [14 décembre 1961] ; accepte le retrait de l'ordre du jour demandé par M. Bertaud (p. 2592). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. — Discussion générale (p. 2593) ; répond à la question préalable (p. 2596, 2597) ; répond à une question de M. Courrière (p. 2597). Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : amendement n° 1 de M. Deguise (p. 2598, 2599) ; amendement n° 2 de M. Deguise et n° 12 du Gouvernement (p. 2599). Article 1<sup>er</sup> *bis* : amendement n° 3 de M. Deguise (p. 2600) ; répond à une observation du président de séance au sujet de la recevabilité des amendements (p. 2600) ; oppose l'article 41 de la Constitution à l'amendement n° 3 (p. 2601). Article 2 : amendement n° 4 de M. Deguise (p. 2601) ; accepte l'amendement n° 5 de M. Deguise (p. 2602). — Art. 3 : sur l'amendement n° 11 de M. Deguise (p. 2602) ; répond à l'intervention de M. de

Villoutreys (p. 2606) ; répond à MM. Henriet et Deguise (p. 2606, 2607). Art. 4 : répond aux observations de M. Brun (p. 2607) ; accepte la suggestion de M. Descours-Desacres (p. 2607). Art. 5 *bis* : sur l'amendement n° 7 de M. Deguise (p. 2608) ; répond aux questions de MM. Sempé et Charles Durand (p. 2608) ; répond à M. Dulin (p. 2608) ; répond à M. Pauzet (p. 2609) ; répond à une suggestion de M. Louis André (p. 2609) ; sur l'amendement n° 8 de M. Deguise (p. 2609). Art. 4 : sur l'amendement du Gouvernement (p. 2609) ; répond à M. Brun (p. 2610) ; demande la reprise du texte initial (p. 2610). Art. 6 : sur l'amendement n° 9 de M. Deguise (p. 2610 à 2611). Art. 6 (p. 2612). Art. 5 *bis* : sur sa demande de deuxième délibération (p. 2612) ; sur l'ensemble du projet de loi (p. 2613). — **Projet de loi relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole** (deuxième lecture) [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 4 : répond à l'intervention de M. Abel-Durand (p. 2614 et 2615). — **Projet de loi sur les prix agricoles** (deuxième lecture) [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2647 à 2648) ; répond à l'intervention de M. Dulin (p. 2648 et 2649). Discussion des articles : Art. 3 : sur l'amendement n° 1 de M. Deguise (p. 2649) ; répond aux observations de M. Descours-Desacres (p. 2649) ; apporte une précision concernant l'article 3 (p. 2650) ; sur l'ensemble du projet de loi (p. 2651).

#### PLAIT (M. ANDRÉ) [Yonne].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis présenté* au nom de la commission des affaires sociales sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 58).

#### Interventions :

**Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques**, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. Discussion générale [29 juin 1961] (p. 581). Discussion des articles [6 juillet 1961] : Art 3 *bis* : défend son amendement n° 19 rectifié (p. 718). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [16 novembre 1961]. Budget de la SANTÉ PUBLIQUE, en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 1509 et 1510).

#### POHER (M. ALAIN) [Seine-et-Oise].

Donne sa démission de membre de la commission des affaires culturelles [18 juillet 1961].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [18 juillet 1961 et 5 octobre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale (p. 800 ; 806 à 808 ; 809). — **Projet de loi de finances pour 1962 : CHARGES COMMUNES** [27 novembre 1961] (p. 2163).

#### POMMERY (M. JOSEPH DE) [Meurthe-et-Moselle].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### PONTBRIAND (M. MICHEL DE) [Loire-Atlantique].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport fait* au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages [25 octobre 1961] (n° 39).

#### Interventions :

Proposition de loi tendant à interdire la **vente des salmonidés sauvages** [10 novembre 1961]. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1416).

**PORTMANN (M. GEORGES)** [Gironde].

*Vice-président du Sénat.*

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].*

En sa qualité de vice-président du Sénat, préside la 1<sup>re</sup> partie de la séance du 9 mai 1961; répond à M. Duclos au sujet de la fixation de la date de discussion de sa question orale avec débat relative à la **politique sociale du Gouvernement** [9 mai 1961] (p. 206, 207). — Préside la 2<sup>e</sup> partie de la deuxième séance du 16 mai 1961; la séance du 20 juin 1961; la séance du 4 juillet 1961 (soir) à l'issue de laquelle il remercie les sénateurs présents de leur assiduité à une si longue séance; la séance du 26 octobre 1961; la séance du 31 octobre 1961; la 2<sup>e</sup> séance du 7 novembre 1961; la 2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961; la séance du 22 novembre 1961; la séance du 24 novembre 1961 (matin); la 2<sup>e</sup> séance du 27 novembre 1961 (soir); la séance du 28 novembre 1961 (après-midi); la 1<sup>re</sup> séance du 5 décembre 1961; une partie de la séance du 14 décembre 1961. — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]; répond, au moment du vote sur l'ensemble du projet, à une remarque de M. Deguise concernant la procédure (p. 2613).

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de la loi du 31 mars 1928, relative au recrutement de l'armée [25 avril 1961] (n° 174).*

*Proposition de loi retirée le 20 juin 1961 (p. 452).*

*Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention signée à Vienne, le 8 octobre 1959, et des lettres échangées le même jour, entre le gouvernement français et le gouvernement autrichien, en vue d'éviter les doubles impositions, et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que les impôts sur les successions [22 juin 1961] (n° 275).*

*Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale allemande, en vue d'éviter les doubles impositions [22 juin 1961] (n° 276).*

*Rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur le projet de loi autorisant la ratification de l'avenant, signé à Paris, le 21 avril 1961, à la convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède, tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions [12 octobre 1961] (n° 5).*

#### Questions orales :

**M. Georges Portmann** appelle l'attention de *M. le ministre de l'éducation nationale* sur la situation injuste dans laquelle sont maintenus les professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques (mêmes traitements et retraites que les professeurs de sixième, service hebdomadaire supérieur de deux heures à celui des classes littéraires homologues, obligation d'assurer des heures supplémentaires mal rémunérées), cause incontestable d'une crise de recrutement qui met en danger l'avenir de nos grandes écoles.

Il lui demande s'il n'estime pas indispensable d'établir rapidement, en faveur de ces personnels hautement qualifiés, un statut comportant des avantages analogues à ceux des maîtres assistants de faculté, afin d'attirer les jeunes agrégés de valeur vers les chaires scientifiques des classes préparatoires aux grandes écoles, de plus en plus délaissées [9 mars 1961] (n° 281). — Réponse [16 mai 1961] (p. 265).

**M. Georges Portmann** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que de nombreuses communes rurales possèdent un réseau de voirie très étendu, dont l'entretien exige l'emploi d'un matériel agricole onéreux; que les services du génie rural leur refusent le bénéfice de la ristourne de 10 p. 100 sur ce matériel si elles ne disposent, par ailleurs, de biens communaux permettant de considérer la collectivité comme exploitant agricole, ce qui exclut les communes les plus pauvres. Il lui demande s'il ne juge pas équitable d'accorder le même avantage à toutes les communes qui, pour leurs besoins reconnus par l'autorité de tutelle, doivent se procurer du matériel agricole [2 mai 1961] (n° 298). — Réponse [16 mai 1961] (p. 267).

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 281) concernant le **statut des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques** [16 mai 1961] (p. 265). — Sur sa question orale (n° 298) concernant la **ristourne sur le matériel d'entretien de la voirie communale** [16 mai 1961] (p. 267, 268). — **Projet de loi de programme relative à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique.** Discussion générale [19 mai 1961] (p. 372, 373, 374). — **Projet de loi autorisant la ratification de la convention du 21 juillet 1959 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions** [27 juin 1961] (p. 562 et 563). — **Projet de loi relatif à la lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques.** Discussion générale [29 juin 1961] (p. 587). — **Questions orales n°s 87 et 108 de M. André Armand** sur l'aide aux rapatriés [3 octobre 1961] (p. 1097). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1240). — **Projet de loi de finances pour 1962** (deuxième partie) [17 novembre 1961]: Budget des AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1556 à 1559); en réponse à une intervention de M. Gaston Defferre (p. 1567). — **Question orale avec débat de M. Edouard Le Bellegou sur la situation à Berlin** [5 décembre 1961] (p. 2294).

**PRELOT (M. MARCEL).**

*Est nommé représentant du Sénat au sein de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [21 juillet 1961] (p. 993).*

*Est élu vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].*

#### Dépôts législatifs :

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi complétant et modifiant le code de la nationalité française et relatif à diverses dispositions concernant la nationalité française [22 juin 1961] (n° 277).*

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales [12 octobre 1961] (n° 11).*

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi constitutionnelle, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en troisième lecture, portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution [12 octobre 1961] (n° 12).*

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi organique de MM. Jean Bertaud et Raymond Pinchard tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [24 octobre 1961] (n° 35).*

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi organique adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote [13 décembre 1961] (n° 129).*

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires [13 décembre 1961] (n° 130).*

*Rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, complétant et modifiant le code de la nationalité française et relatif à diverses dispositions concernant la nationalité française [14 décembre 1961] (n° 142).*

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'organisation des Comores [14 décembre 1961] (n° 143).

#### Interventions :

Projet de loi de programme relative à des **actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique** [19 mai 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : observations (p. 382 et 383). — **Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane les situations des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accès des exploitants à la propriété rurale** [22 juin 1961]. Discussion des articles, en tant que suppléant de M. Jacques Delalande, rapporteur pour avis de la commission de législation. Art. 2 : sur l'amendement n° 13 de M. Isautier (p. 532) ; sur l'amendement n° 7 de la commission (p. 533). Art. 4 : sur l'amendement n° 8 de la commission (p. 535). Art. 5 : sur l'amendement n° 9 de la commission (p. 537) ; sur l'amendement n° 10 rectifié de la commission (p. 538) ; sur l'amendement n° 11 de la commission et l'amendement n° 12 (id.). — **Projet de loi modifiant et complétant le code de la nationalité française** [29 juin 1961], en qualité de rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. Discussion générale (p. 595). Discussion des articles : article 1<sup>er</sup> : sur l'article 55 du code de la nationalité française (p. 597) ; soutient son amendement n° 3 à l'article 64 du code de la nationalité française (p. 597) ; soutient son amendement n° 4 à l'article 79 du code de la nationalité française (p. 598) ; soutient son amendement n° 2 à l'article 37 du code de la nationalité française (p. 598) ; soutient son amendement n° 5 à l'article 143 du code de la nationalité française (p. 599). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 3 : sur l'amendement n° 23 rectifié de M. Bajoux (p. 966). — **Projet de loi relatif aux dates des élections cantonales et des élections municipales** [17 octobre 1961], rapporteur de la commission de législation (p. 1171 et 1172). — **Projet de loi relatif aux groupements agricoles d'exploitation** [19 octobre 1961] (p. 1187). — Proposition de loi organique tendant à modifier la durée du mandat des sénateurs remplaçants [9 novembre 1961]. — Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 1398 et 1399) (p. 1400). Discussion de l'article unique (p. 1401). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1921). — **Projet de loi complétant et modifiant le code de la nationalité française** (deuxième lecture) [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 2626). — Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : défend son amendement n° 1 (p. 2627) ; sur l'amendement n° 2 de M. Carrier (p. 2627). — **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 27 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires** (deuxième lecture) [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 2629). — Proposition de loi organique tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 2630). — **Projet de loi relatif à l'organisation des Comores** [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 2631).

**PRETRE** (M. HENRI) [Haute-Saône].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 670).

## R

**RABOUIN** (M. ETIENNE) [Maine-et-Loire].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est élu membre* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [16 novembre 1961] (p. 1549).

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961].

**RAPUZZI** (Mlle IRMA) [Bouches-du-Rhône].

*Est nommée membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi de programme relative à **l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 471 à 473). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 854 à 856). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion de la première partie ; **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961] : art. 11 (p. 1481). — Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS [séance du 23 novembre 1961], en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1834 à 1838, 1875). — MARINE MARCHANDE [26 novembre 1961] ; répond à M. le ministre (p. 2082). — INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2089). — **Projet de loi relatif à la formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse** [5 décembre 1961]. Discussion des articles (p. 2311). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : art. 11 (p. 2327, 2328). — 2<sup>e</sup> projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 20 bis : propose que l'augmentation du droit de timbre ne joue que pour les transports publics routiers (p. 2535). — **Projet de loi relatif aux transports maritimes d'intérêt national** [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2641).

**RAYBAUD** (M. JOSEPH) [Alpes-Maritimes].

*Est nommé membre* de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

#### Questions orales :

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* les mesures qu'il compte adopter pour permettre au transport routier de marchandises de connaître une expansion en rapport avec le développement de l'activité économique générale. Il désirerait connaître en particulier : 1° l'importance des contingents dits « d'expansion » qu'il a l'intention d'accorder aux transporteurs des catégories 6 à 9 définies par l'arrêté ministériel du 20 février 1959 ; 2° les critères de répartition qui seront adoptés, d'une part, entre les différentes catégories de demandeurs et, d'autre part, sur le plan géographique [11 octobre 1960] (n° 237). — Report [2 mai 1961] (p. 117). Réponse [11 juillet 1961] (p. 744 et 745).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de bien vouloir lui préciser quelles sont ses intentions sur la poursuite des travaux d'électrification de la voie ferrée sur la section Marseille—Cannes—Antibes—Nice—Menton [25 octobre 1960] (n° 249). — Report [2 mai 1961] (p. 117) [14 juin 1961] (p. 398). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 745 et 749).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre de l'intérieur* quelles mesures il compte prendre pour assurer l'application de l'article 34 du code de la santé publique, aux termes duquel les communes peuvent exécuter d'office les branchements aux égouts imposés par la loi aux propriétaires et se faire rembourser par ceux-ci, mais dont les dispositions se heurtent à des difficultés, dues notamment à la nature des garanties exigées des propriétaires dans le cas d'un remboursement échelonné, au refus des administrations fiscales de considérer les dépenses finalement supportées par les propriétaires comme déductibles du revenu foncier et à l'impossibilité pour lesdits propriétaires de les récupérer sur les locataires [9 mai 1961] (n° 302). — Report [10 octobre 1961] (p. 1138). — Réponse [17 octobre 1961] (p. 1161, 1162).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des finances et des affaires économiques* quelles mesures il compte prendre : 1° pour hâter la parution des décrets d'assimilation qui, en application de la loi du 4 août 1956, doivent permettre la liquidation définitive des pensions des anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens ; 2° pour assurer, aux intéressés, une compensation effective des conséquences de la dévaluation de la monnaie marocaine [10 mai 1961] (n° 304). — Report de cette question [14 juin 1961] (p. 394). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 751).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre de l'intérieur*, après le colloque organisé les 14 et 15 mars 1961 par la commission de l'eau du commissariat du plan, s'il n'estime pas le moment venu d'exposer au Sénat les principes qui présideront à la coordination des compétences administratives en matière d'eau et, notamment, la part qui sera faite aux représentants des collectivités locales dans le secrétariat permanent envisagé auprès de son ministère, ainsi que dans les commissions régionales, chargés de conseiller les préfets sur la répartition des ressources aquifères [19 mai 1961] (n° 311). — Report [10 octobre 1961] (p. 1138). — Réponse [17 octobre 1961] (p. 1163, 1164).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le Premier ministre* si, dans l'intérêt des collectivités locales, la décision initiale des zones à urbaniser par priorité ne devrait pas figurer dans les attributions précises du ministère de l'intérieur, leur tuteur légal, car, en effet, leur implantation déterminée essentiellement en fonction des caractéristiques du terrain ne tient pas assez compte des circonscriptions administratives et des possibilités financières des communes d'accueil, ce qui dans nombre de cas risque de priver les grands ensembles de tous supports administratifs et financiers valables [6 juillet 1961] (n° 330).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de bien vouloir lui préciser ses intentions quant à la reconstruction de la ligne ferroviaire Nice—Coti [12 juillet 1961] (n° 331). — Réponse [24 octobre 1961] (p. 1213).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre des travaux publics et des transports* de bien vouloir lui définir les grandes lignes de sa politique d'équipement des ports de plaisance en général, et de ceux de la Côte-d'Azur de Théoule à Menton, en particulier [12 juillet 1961] (n° 332). — Réponse [24 octobre 1961] (p. 1215).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le Premier ministre* de bien vouloir lui donner les raisons du retard enregistré dans le dépôt du projet de loi relatif aux adductions d'eau rurales, projet qui, aux termes de l'article 4 de la loi de programme n° 60-775 du 30 juillet 1960 relative aux investissements agricoles, devait être déposé avant le 31 mars 1961 [18 juillet 1961] (n° 333), [10 octobre 1961] (p. 1136).

**M. Joseph Raybaud** demande à *M. le ministre de la construction* de bien vouloir lui préciser quelles sont les mesures prévues par son département ministériel pour mettre un terme aux conséquences des nombreuses malversations dans la construction d'immeubles neufs qui viennent encore de se produire à Villiers-le-Bel, par exemple, mettant en péril la vie de ceux qui y habitent [5 septembre 1961] (n° 343).

#### Interventions :

Sa question orale (n° 237) relative au **transport routier de marchandises** [11 juillet 1961] (p. 745). — Sa question orale (n° 249) relative à **l'électrification de la voie ferrée Marseille-**

**Menton** [11 juillet 1961] (p. 746). — Sa question orale (n° 304) relative à la **liquidation des pensions des anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens** [11 juillet 1961] (p. 751). — Sa question orale (n° 333) relative aux **adductions d'eau rurales** [10 octobre 1961] (p. 1136). — Sa question orale (n° 302) sur **l'exécution d'office des branchements aux égouts** [17 octobre 1961] (p. 1162). — Sa question orale (n° 311) sur la **coordination des compétences administratives en matière d'eau** [17 octobre 1961] (p. 1163, 1164). — Sa question orale (n° 331) sur la **reconstruction de la ligne ferroviaire Nice—Coti** [24 octobre 1961] (p. 1213). — Sa question orale (n° 332) sur **l'équipement des ports de plaisance** [24 octobre 1961] (p. 1215). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961] : Budget des **AFFAIRES CULTURELLES**, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1722 à 1724, 1738, 1739). Budget de **L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1893).

**REPIQUET (M. GEORGES)** [La Réunion].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accès des exploitants à la propriété rurale** [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 525 et 526). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion de la première partie, **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961] : sur l'article 5 bis (nouveau) (p. 1476 et 1477). — Dispositions concernant les **départements et territoires d'outre-mer** [1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1665, 1666).

**RESTAT (M. ETIENNE)** [Lot-et-Garonne].

*Est nommé vice-président* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est élu délégué* à l'Assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Proposition de loi* tendant à créer un fonds national des marchés agricoles [18 juillet 1961] (n° 318).

*Proposition de loi* tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles [18 juillet 1961] (n° 319).

*Proposition de loi* tendant à la coordination des services d'études et de recherches d'économie rurale par la création d'un institut national d'économie rurale [21 juillet 1961] (n° 336).

#### Interventions :

**Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 11 (p. 225). — **Proposition de loi de M. Blondelle** et plusieurs de ses collègues relative à la **fixation des prix d'objectif de certains produits agricoles** [5 septembre 1961], en qualité de vice-président de la commission des affaires économiques, explique la position de cette commission sur la recevabilité de cette proposition de loi (p. 1054). — **Question orale avec débat** de M. Courrière (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [6 septembre 1961] (p. 1074).

**RIBEYRE (M. PAUL)** [Ardèche].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

#### Questions orales :

**M. Paul Ribeyre** rappelle à *M. le Premier ministre* que, lors de son passage dans des départements sous-développés, et notamment en Lozère, il a déclaré que « ce département qui se dépeuple serait considéré comme une zone spéciale d'action rurale. L'Etat lui accorderait dans ces conditions une certaine priorité et des taux de subventions supérieurs à la normale ». La loi d'orientation agricole précise en effet que les zones spéciales d'action rurale caractérisées par leur sous-aménagement, leur surpeuplement ou leur sous-peuplement, et par



l'exode des populations rurales, bénéficieront d'une priorité dans les investissements publics. En outre, l'installation de petites unités industrielles y sera encouragée par l'octroi des avantages prévus au décret du 15 avril 1960 sans que puisse être opposée la création minimum de vingt emplois prévue audit décret. Enfin, ces zones bénéficieront également d'efforts particuliers sur le plan de l'équipement rural et de l'équipement touristique. Pour que ces avantages ne restent pas théoriques, il lui demande si, conformément à l'article 20 de la loi d'orientation agricole adoptée par le Parlement au cours de la précédente session, il est actuellement procédé à la préparation du décret fixant la liste des zones spéciales d'action rurale où doivent être compris notamment les départements en voie de dépopulation [9 mars 1961] (p. 283). — Réponse [16 mai 1961] (p. 271).

**M. Paul Ribeyre** expose à *M. le Premier ministre* que, selon des comptes rendus de presse, il aurait déclaré que le premier objectif de l'aménagement du territoire était « le développement de la prospérité des régions florissantes » ; dans l'énumération qu'il faisait, le problème des régions de France sous-développées n'en constituait que la troisième et dernière phase. Il souhaiterait savoir si ces déclarations publiques signifient que le Gouvernement n'accorde plus au déséquilibre démographique, et notamment aux migrations intérieures des départements sous-industrialisés vers les régions en forte expansion, la priorité reconnue par le décret du 15 avril 1960, par la loi d'orientation agricole et par différents discours qu'il a eu l'occasion de prononcer dans des départements sous-développés. Certes, il est bien évident que tout doit être mis en œuvre pour favoriser l'expansion économique de la France, mais celle-ci doit tendre vers une répartition plus homogène du revenu national entre les différentes régions. Cette expansion par ailleurs ne doit pas avoir pour corollaire le dépeuplement accéléré de certains départements et l'accroissement de l'exode rural qui correspond actuellement au départ annuel de 100.000 travailleurs. Il serait préférable de fixer cette main-d'œuvre dans son département d'origine par une politique cohérente encourageant à la fois la formation professionnelle et la création de zones urbaines et industrielles dans des centres départementaux et régionaux ayant une vocation industrielle certaine. Aussi doit-on penser raisonnablement que « le développement de la prospérité des régions florissantes » ne semble pas correspondre dans l'immédiat à des problèmes de première urgence, d'autant plus que tout apport de population nouvelle ne pourrait qu'y accroître les difficultés d'équipement qui pèsent déjà très lourdement sur les finances locales et entraînent chaque année une élévation croissante du nombre des centimes additionnels. En outre, si le courant des migrations était accéléré avec l'appui du Gouvernement, il apparaît avec évidence que les problèmes propres aux régions sous-développées deviendraient définitivement insolubles. C'est pourquoi il lui demande de bien vouloir préciser sa politique de l'aménagement du territoire afin que celle-ci soit pour les régions de France à industrialiser progressivement un facteur d'espérance mais non de découragement [9 mars 1961] (p. 282).

#### Interventions :

Sur sa question orale (n° 283) relative aux **zones d'action rurale** [16 mai 1961] (p. 271). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1246), [25 octobre 1961] (p. 1268 et 1269). — **Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] ; sur l'amendement de *M. Grand* n° 130 (p. 1933). — **BUDGET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS** [séance du 25 novembre 1961] (p. 2022) ; sur l'ensemble [28 novembre 1961] (p. 2248). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2° lecture) [6 décembre 1961] : Art. 19 (p. 2340, 2341).

**RICHARD** (M. JACQUES) [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1962** [2° séance du 20 novembre 1961]. Dispositions concernant **services du Premier ministre** : Section IV, **État-major général de la défense nationale** ; Section V, **Service de documentation extérieure et de contre-espionnage** ; Section VI, **Groupement des contrôles radio-électriques**, en qualité de rapporteur spécial de la commission des finances, de contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1705, 1706). Dispositions concernant **l'éducation nationale, la jeunesse et les sports** [21 novembre 1961], en qualité de rappor-

teur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation pour le budget de la jeunesse et des sports (p. 1745, 1746).

**RITZENTHALER** (M. EUGÈNE) [Haut-Rhin].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Intervention :

**Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1918).

**ROCCA SERRA** (M. JEAN-PAUL DE).

*Est nommé représentant du Sénat* au sein du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [20 juin 1961] (p. 463).

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] ; Sur les crédits de l'état D, titre VI (p. 1931).

**ROCHEREAU** (M. HENRI), *Ministre de l'agriculture* (cabinet de *M. Michel Debré* du 8 janvier 1959. — Nomination du 28 mai 1959) (appelé à d'autres fonctions le 24 août 1961).

#### Interventions :

Question orale de *M. Léon David* relative aux **importations de fruits** [9 mai 1961] (p. 202, 203). — Question orale de *M. Charles Durand* (n° 291) relative au **programme d'adduction d'eau pour le département du Cher** [16 mai 1961] (p. 265, 266). — Question orale de *M. Charles Durand* (n° 292) relative à **l'importation de pommes de table** [16 mai 1961] (p. 266, 267). — Question orale de *M. Georges Portmann* (n° 298) relative à **la ristourne sur le matériel d'entretien de la voirie communale** [16 mai 1961] (p. 267). — Question orale de *M. Charles Naveau* (n° 303) concernant **le prix du lait et des produits laitiers** [16 mai 1961] (p. 268). — Question orale de *M. Paul Ribeyre* (n° 283) relative aux **zones spéciales d'action rurale** [16 mai 1961] (p. 271). — Proposition de loi autorisant l'État à exécuter les **travaux d'infrastructure de drainage des terres humides** [17 mai 1961]. Discussion générale (p. 335) : Article unique : défend l'amendement n° 1 présenté par le Gouvernement (p. 335). — Question orale de *M. Marc Pauzet* (n° 278) relative au **marché du vin** [20 juin 1961] (p. 452, 453 et 454). — Question orale de *M. Martial Brousse* relative aux **frais de déplacement des agriculteurs membres des commissions de remembrement** [20 juin 1961] (p. 455). — Question orale de *M. Marius Moutet* concernant **l'assurance-maladie des exploitants agricoles** [20 juin 1961] (p. 456). — Question orale de *M. Charles Naveau* (n° 314) concernant **la situation des planteurs de houblon** [20 juin 1961] (p. 457). — Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 616, 638, 645, 649, 657, 661, 671). — Projets de loi autorisant **l'approbation d'un accord douanier tarifaire européen et portant ratification de décrets relatifs aux droits de douane d'importation** [12 juillet 1961]. Discussion générale (p. 790, 791, 799 et 800). — Question orale (n° 323) de *M. Camille Vallin* relative à **des menaces de licenciements aux Etablissements Philips et Pain-Vermorel à Villefranche-sur-Saône** [18 juillet 1961] (p. 820 à 822). — Question orale (n° 285) de *M. Pierre Garet* relative à **l'importation de chevaux destinés à la boucherie** [18 juillet 1961] (p. 822, 823). — Question orale (n° 294) de *M. Abel Sempé* relatif aux **travaux ruraux d'adduction d'eau** [18 juillet 1961] (p. 823, 824). — Question orale (n° 316) de *M. Eugène Romaine* relative aux **importations de porcs** [18 juillet 1961] (p. 824). — Question orale (n° 322) de *M. Yves Estève* relative aux **pommes de terre de Bretagne** [18 juillet 1961] (p. 824, 825).

**ROMAINE** (M. EUGÈNE) [Creuse].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Questions orales :

**M. Eugène Romaine** expose à *M. le ministre des travaux publics et des transports* que la S. N. C. F. envisage certaines mesures dans le cadre de la réforme de sa tarification marchandises.

Ces mesures auraient des conséquences particulièrement désastreuses pour les départements français dont l'économie est insuffisamment développée. Cette nouvelle tarification marchandises présenterait les caractéristiques suivantes : 1° taxation calculée en fonction du prix de revient exact de circulation sur les lignes empruntées par les transports ; 2° tous les transports seraient visés, quels que soient les barèmes. Les prix de revient seraient affectés de coefficient allant de 0,8 pour les meilleures lignes à 2 pour les plus mauvaises ; 3° une deuxième opération consisterait à augmenter les prix des transports sur courtes distances, jusqu'à 200 kilomètres environ, et à les diminuer sur les distances les plus longues. Ces mesures entraîneraient jusqu'à 50 p. 100 d'augmentation du prix des transports à courte distance. Les lignes départementales de la Creuse, par exemple (Busseau-sur-Creuse, Aubusson, Ussel), seraient particulièrement touchées. Il lui demande ne pas accepter d'homologuer cette nouvelle formule de différenciation des tarifs étant donné : 1° les charges supplémentaires qu'elle constituerait pour l'économie déjà défavorisée de départements comme la Creuse ; 2° que ces mesures vont à l'encontre d'une politique d'aménagement du territoire et de décentralisation, car elles pénalisent tous ceux qui, dans l'intérêt national, accepteraient d'établir ou de transférer leurs entreprises dans ces départements et, malheureusement, les incitent à n'en rien faire [15 juin 1961] (n° 315). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 746 et 747).

**M. Eugène Romaine** expose à *M. le ministre de l'agriculture* que le régime des importations de porcs a provoqué une baisse subite de 50 francs par kilogramme. Ce mécanisme s'est déclenché, de l'avis même des pouvoirs publics, non en raison de la pénurie, mais à la suite d'une hausse artificielle et provoquée qui ne pouvait être soutenue longtemps. En conséquence, il lui demande de ne prendre des mesures de régularisation du marché que si le prix plafond est maintenu pendant quinze jours [15 juin 1961] (n° 316). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 824).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris. Discussion des articles [9 mai 1961] : Art. 5 : explique son vote sur l'amendement n° 11 (p. 225). — Sa question orale (n° 315) relative aux tarifs ferroviaires [11 juillet 1961] (p. 747). — Sa question orale (n° 316) relative aux importations de porcs [18 juillet 1961] (p. 824). — Projet de loi de finances pour 1962 : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] ; défend son amendement n° 114 (p. 1936). — INTÉRIEUR [26 novembre 1961] (p. 2096).

#### ROTINAT (M. VINCENT) [Indre].

*Est nommé président* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Question orale avec débat :

**M. Vincent Rotinat** demande à *M. le ministre des armées* de bien vouloir définir les grandes lignes de la politique française de défense, notamment en ce qui concerne la modernisation des armements et l'adaptation de nos forces armées à leurs obligations internationales [18 novembre 1961] (n° 120). — Réponse [12 décembre 1961] (p. 2452 à 2468).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [14 juin 1961], en qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Discussion des articles : intervient à propos de l'amendement n° 2 rectifié de M. Neddaf (p. 400). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961. Discussion des articles [20 juillet 1961] ; prend la parole, en qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur l'article 17, état B (p. 926). — Discussion, en troisième lecture, du projet de loi relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 1007). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie) [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961] : DÉPENSES MILITAIRES ; en tant que président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1577) ; à propos du maintien de l'école de Saint-Maixent (p. 1582). — Sur sa question orale avec débat (n° 120) relative à la politique française de défense [12 décembre 1961], en qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2452, 2453, 2462). — Projet de loi relatif à la convention avec l'Etat d'Israël pour le service militaire des doubles nationaux [12 décembre 1961], en qualité de président et rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2471). — Projet de loi autorisant la ratification

de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce [14 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2587).

#### ROUBERT (M. ALEX) [Alpes-Maritimes].

*Est élu président* de la commission des finances du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

*Est élu membre titulaire* de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 : discussion des articles [20 juillet 1961] : art. 16 : prend la parole sur l'amendement n° 24 de M. Pellenc (p. 924). — Proposition de loi de M. Blondelle et plusieurs de ses collègues relative à la fixation des prix d'objectif de certains produits agricoles [5 septembre 1961] ; demande une suspension de séance pour réunir la commission des finances afin de décider si l'article 40 de la Constitution est applicable ou non (p. 1053). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion de la 1<sup>re</sup> partie, conditions générales de l'équilibre financier [15 novembre 1961] : article 14 ; en tant que président de la commission des finances (p. 1484). — Budget des AFFAIRES CULTURELLES [21 novembre 1961] (p. 1732, 1733). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1872, 1873, 1874) ; observation sur la suite de la discussion du projet de loi de finances pour 1962 [21 novembre 1961] (p. 2144). — A l'article 59 bis [28 novembre 1961] : sur l'ordre de discussion des amendements (p. 2232) ; soutient son amendement n° 93 (p. 2233). — Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : art. 19 (p. 2343). — Motion d'ordre sur la discussion en troisième lecture du projet de loi de finances [12 décembre 1961] (p. 2476). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 21 : sur les primes d'arrachage des pommiers à cidre (p. 2537 et 2538). — Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes [15 décembre 1961] ; adresse les remerciements de la commission des finances à M. le premier président de la Cour des comptes (p. 2644).

#### ROUGERON (M. GEORGES) [Allier].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat [8 décembre 1961].

#### Interventions :

Projet de loi relatif à la protection des animaux [9 novembre 1961]. Discussion générale (p. 1403 et 1404).

#### ROY (M. LOUIS) [Aisne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi complétant les dispositions du code de la santé publique relatives à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés [27 juin 1961] (n° 279).

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, complétant les dispositions du code de la santé publique relatives à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés [22 juillet 1961] (n° 342).

#### Interventions :

Projet de loi relatif à l'utilisation thérapeutique du sang humain [29 juin 1961], en sa qualité de rapporteur de la commission des affaires sociales. Discussion générale (p. 600). — Budget de l'ÉDUCATION NATIONALE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2041).

## S

#### SADI (M. ABDELKRIM) [Sétif-Batna].

*Est nommé membre* de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Déclaration du Gouvernement sur les **problèmes algériens** [5 juillet 1961] (p. 697). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961**. Discussion des articles [20 juillet 1961] : intervient sur l'article 17, état B (p. 927). — Questions orales avec débat relatives aux **manifestations d'Algériens dans la région parisienne** [31 octobre 1961] (p. 1345 et 1346). — Budget des **SERVICES CIVILS EN ALGERIE** (texte d'une commission mixte paritaire) [séance du 7 décembre 1961] (p. 2372 et 2373).

**SASSI (M. BENAÏSSA)**.

Décédé le 18 juillet 1961.

Le Sénat observe une minute de silence à sa mémoire [19 juillet 1961] (p. 864).

M. Gaston Monnerville prononce son éloge funèbre, auquel s'associe, au nom du Gouvernement, M. Wilfrid Baumgartner [20 juillet 1961] (p. 940 à 941).

**SCHIAFFINO (M. LAURENT)** [Alger].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1962 et des voies et moyens qui leur sont applicables [21 novembre 1961] (n° 76).

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962 : BUDGET DES SERVICES CIVILS EN ALGERIE**, comme rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques [séance du 25 novembre 1961] (p. 1989, 1990).

**SCHLEITER (M. FRANÇOIS)** [Meuse].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [1<sup>er</sup> mai 1961] (p. 300, 301). — **Projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris**. Discussion des articles [17 mai 1961]. Art. 4 : accepte la seconde lecture (p. 330). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [5 septembre 1961] ; demande le renvoi à la suite de la discussion à une séance tenue le lendemain (p. 1063). — **Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie)** [2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961]. Budget des ANCIENS COMBATTANTS (p. 1535 et 1536) ; sur le titre III de l'état C (p. 1543). DÉPENSES MILITAIRES [2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961] (p. 1581). Budget de la CONSTRUCTION [22 novembre 1961] (p. 1812, 1813). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1857, 1858). A l'article 40 [23 novembre 1961], sur l'amendement de M. Marcel Pellenc (p. 2229).

**SEMPE (M. MARCEL)** [Gers].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**Questions orales :**

M. Abel Sempé demande à M. le ministre de l'agriculture les mesures qu'il compte prendre pour hâter l'extension des travaux ruraux d'adduction d'eau et rajuster les tarifs exorbitants qui font l'objet de vives critiques dans les départements ruraux ; il lui demande notamment s'il est envisagé l'institution d'un fonds national de péréquation et d'amortissement des charges des collectivités rurales résultant des travaux d'alimentation en eau, et si les ressources de ce fonds seront suffisantes pour alléger convenablement le prix de vente du mètre cube dans nos campagnes [14 avril 1961] (n° 294). — Réponse reportée à une date ultérieure [16 mai 1961] (p. 267). — Réponse reportée à une date ultérieure [20 juin 1961] (p. 456). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 823 et 824).

M. Abel Sempé demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de lui faire connaître les raisons qui s'opposent à l'ouverture d'une maternité de 6 lits dans un arrondissement de 45.000 habitants, dont l'équipement est de 13 lits actuellement, il lui demande en outre si l'organisation de la défense civile en cours, la prévision d'installation

de rapatriés et par ailleurs la mise en application de la loi sur l'assurance maladie agricole ne sont pas de nature à modifier les règles s'appliquant jusqu'à ce jour aux agréments des installations susvisées ; il lui demande également de lui faire connaître s'il a fait procéder à une enquête valable sur l'utilisation réelle des lits de maternité existants, étant donné qu'il ne saurait être admis que la quasi-totalité des familles rurales dépourvues de confort (eau, etc.) négligent les maternités mises à leur disposition [7 décembre 1961] (n° 374).

**Question orale avec débat :**

M. Abel Sempé demande à M. le ministre de la santé publique et de la population si l'organisation de la défense civile en cours, la prévision d'installation de rapatriés et par ailleurs la mise en application de la loi sur l'assurance maladie agricole ne sont pas de nature à modifier les règles s'appliquant jusqu'à ce jour aux agréments de maternités, notamment celles prévues par le décret n° 59-586 du 24 avril 1959 relatif à la coordination des établissements de soins [14 décembre 1961] (n° 122).

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 634). — Sa question orale (n° 294) relative aux **travaux ruraux d'adduction d'eau** [18 juillet 1961] (p. 823 et 824). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961**. Discussion des articles [20 juillet 1961] : Art. 30 (p. 946 et 947). — **Projet de loi modifiant le livre VII du code rural** [26 octobre 1961] (p. 1319). — **Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie)** [23 novembre 1961]. Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS (p. 1849 à 1851, 1868). Budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1899). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> bis : amendement n° 3 de M. Deguise (p. 2601). Art. 5 bis : amendement n° 7 de M. Deguise ; demande une précision à M. le ministre (p. 2608) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2613).

**SINSOUT (M. CHARLES)** [Dordogne].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**SOLDANI (M. EDOUARD)** [Var].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

**Dépôt législatif :**

*Proposition de loi* tendant à permettre aux communes d'obtenir des concessions trentenaires pour l'exploitation des bains de mer et des plages [25 avril 1961] (n° 172).

**SOUDANT (M. ROBERT)** [Marne].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 648). — **Projet de loi modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales** [20 juillet 1961]. Discussion des articles : Art. 6 : retire son amendement (p. 974). Art. 6 bis nouveau : défend son amendement n° 21 (p. 974) ; le retire (p. 974). — **Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1307 et 1308). — **Projet de loi de finances pour 1962** : budget de l'AGRICULTURE [24 novembre 1961] (p. 1911).

**SOUFFLET (M. JACQUES)** [Seine-et-Oise].

*Est nommé membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion* [8 décembre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962 (2<sup>e</sup> partie)** [16 novembre 1961] : budget des ANCIENS COMBATTANTS, en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1526 à 1528) ; sur le titre III de l'état C (p. 1543) ; sur l'article 50 (p. 1545 et 1546) ; répond à une intervention de M. Darou (p. 1546). DÉPENSES MILITAIRES [2 séance du 17 novembre 1961] ; SECTION COMMUNE,

en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1582 à 1584). Budget des TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS [23 novembre 1961] (p. 1873). AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE [26 novembre 1961] (p. 2063) ; explique son vote sur l'amendement n° 110 (p. 2070). — **Projet de loi de finances pour 1962** (2<sup>e</sup> lecture) [6 décembre 1961] : Art. 19 (p. 2343) ; [7 décembre 1961] : explique le vote du groupe de l'union pour la nouvelle République.

**SUDREAU** (M. PIERRE), *Ministre de la construction* (cabinet de M. Michel Debré du 8 juillet 1959).

#### Interventions :

Projet de loi instituant une **redevance d'équipement** (2<sup>e</sup> lecture) [2 mai 1961] : Art. 1<sup>er</sup> (p. 118, 119, 120). Art. 2 : sous-amendement n° 9 (p. 122). Art. 2 : amendement n° 3 (p. 124). Art. 2 *bis* : amendement n° 4 (p. 124) ; sous amendement n° 10 (p. 125) ; sous-amendement n° 11 (p. 126). Art. 7 : amendement n° 13 (p. 127, 128) ; amendement n° 6 (p. 128, 129). — **Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 34 du code de l'urbanisme.** Discussion générale [10 mai 1961] (p. 243). Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : repousse l'amendement n° 1 de la commission (p. 243). Art. 2 : accepte deux modifications proposées par la commission (p. 244). Art. 3 : s'oppose à l'amendement de M. Namy (p. 244). Art. 11 : sur l'article et répond à M. Hugues (p. 247) ; propose une rédaction (p. 248, 249) ; répond à MM. Louis Namy et Voyant (p. 249, 250). Art. 13 *bis* : remercie M. Jozeau-Marigné pour sa contribution très importante à un point de droit. Art. 4 (réservé) : accepte l'amendement n° 8 de M. Jozeau-Marigné (p. 253) ; s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Louis Namy (p. 253). Art. 12 *bis* (nouveau) : accepte l'amendement n° 5 modifié de la commission (p. 254). Art. 14 : accepte l'amendement n° 7 de la commission (p. 254). Art. 15 : accepte l'amendement n° 19 de la commission (p. 255). — **Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (3<sup>e</sup> lecture). Discussion générale [19 mai 1961] (p. 360, 361 et 362). — Question orale de M. Jacques Ducloux concernant le terrain des « **Buttes à Morel** » [14 juin 1961] (p. 396, 397). — Question orale avec débat (n° 77) de M. Edgard Pisani relative à la **réforme administrative** [11 juillet 1961] (p. 765 à 767). — Proposition de loi relative au **maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi** [11 juillet 1961]. Discussion générale (p. 780). Discussion des articles : accepte l'amendement de M. Emile Hugues (*id.*). — Question orale de M. Adolphe Dutoit sur la **reconstruction du quartier des Trois-Points, à Roubaix** [10 octobre 1961] (p. 1137, 1138). — **Projet de loi de finances pour 1962.** Budget de la CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1786, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819). — **Projet de loi complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2385 et 2386). Discussion des articles : Art. 5 (p. 2387). — Proposition de loi tendant à rendre obligatoire l'avis du ministre des affaires culturelles avant la délivrance du **permis de démolition des immeubles ayant plus de cent ans d'âge** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2390, 2391). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961]. Suite de la discussion générale (p. 2508 à 2511 et p. 2512). Discussion des articles [13 décembre 1961] : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 2 de M. Hugues (p. 2513) ; repousse l'amendement n° 25 de M. Waldeck L'Huillier (*id.*) ; amendement n° 36 sur la définition des concessionnaires (p. 2515) ; sur l'amendement n° 3 de la commission (p. 2515 et 2516) ; sur la définition de la valeur effective du sol (p. 2518). — 2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961 : Art. 1<sup>er</sup> : sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2551, 2552) ; défend le sous-amendement n° 39 du Gouvernement à l'amendement n° 4 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2552, 2553) ; accepte l'amendement n° 5 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2553, 2554) ; accepte l'amendement n° 31, rectifié, de M. Adolphe Chauvin (p. 2554) ; défend le sous-amendement n° 41 du Gouvernement à l'amendement n° 7 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2556) ; sur le sous-amendement n° 29 de M. Emile Hugues à l'amendement n° 9 rectifié de M. Jean-Eric Bousch (p. 2557, 2558, 2559) ; défend le sous-amendement n° 40 du Gouvernement à l'amendement n° 9 rectifié (p. 2559). Art. 3 (nouveau) : sur l'amendement n° 12 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2560). Art. 4 (nouveau) : accepte l'amendement n° 13 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2560). Art. 5 (nouveau) : accepte l'amendement n° 14 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2560). Art. 6

(nouveau) : accepte l'amendement n° 15 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2561) ; demande à M. Bernard Chochoy de retirer son sous-amendement n° 33 (p. 2561, 2562, 2563). Art. 7 (nouveau) : sur l'amendement n° 42 rectifié de M. Jozeau-Marigné (p. 2563). Article additionnel 8 (nouveau) : sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2563, 2564). — Titre II : de la juridiction d'expropriation : accepte l'amendement n° 17 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2565). Article additionnel 9 (nouveau) : accepte l'amendement n° 18 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2565). Article additionnel 10 (nouveau) : sur l'amendement de M. Guy Petit (p. 2566) ; accepte le sous-amendement n° 30 de M. Emile Hugues (p. 2567). Article additionnel 11 (nouveau) : accepte l'amendement n° 20 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2567). Article additionnel 13 (nouveau) : accepte l'amendement n° 22 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2567) ; sur l'amendement n° 26 de M. Waldeck L'Huillier tendant à insérer un article additionnel (p. 2568) ; sur l'amendement n° 35 de M. Paulian (p. 2568) ; accepte l'amendement n° 23 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2569) pour remercier le Sénat (p. 2570).

**SURAN** (M. CHARLES) [Haute-Garonne].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

*Est nommé membre* de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [12 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Avis présenté* par la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

#### Interventions :

Six questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 647). — Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** (p. 1062). — **Projet de loi de finances pour 1962.** — BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1782, 1783, 1784, 1808, 1809, 1813), en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan.

**SYMPHOR** (M. PAUL) [Martinique].

*Est nommé secrétaire du Sénat* [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances pour 1962.** BUDGET DU MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961] (p. 1656, 1657). — Dispositions concernant les **départements et territoires d'outre-mer** [2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961] (p. 1680 à 1682). — INFORMATION [27 novembre 1961] (p. 2152, 2153). — **Projet de loi relatif à la production et la distribution de l'énergie en Martinique** [30 novembre 1961] ; sur l'ensemble (p. 2263).

## T

**TAILHADES** (M. EDGAR) [Gard].

*Est nommé membre* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Interventions :

**Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 856 et 857). Art. 12 : défend son amendement n° 2 (p. 889). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'éducation nationale, la jeunesse et les sports (p. 1750 à 1752).

**TELLIER** (M. GABRIEL) [Pas-de-Calais].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

**TERRENOIRE** (M. LOUIS), *Ministre de l'information* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959. — Nomination du 5 février 1960). *Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement* (24 août 1961).

#### Interventions :

Question orale de M. Pierre Métayer relative à la **taxation des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision** [20 juin 1961] (p. 458). — Question orale (n° 321) de M. Camille Valléri relative à la **propagande électorale sur les ondes de la R. T. F.** [11 juillet 1961] (p. 752); s'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Jacques Boisron, sénateur de Loir-et-Cher, décédé [10 octobre 1961] (p. 1134). — Motion d'ordre [24 octobre 1961] (p. 1210). — Proposition de loi organique tendant à modifier la **durée du mandat des sénateurs remplaçants** [9 novembre 1961]. Discussion générale (p. 1399 et 1400). — Projet de loi relatif au **droit de douane d'importation des extraits tannants de quebracho**. Discussion générale [10 novembre 1961] (p. 1419 et 1420). — Projet de loi relatif à la **police des épaves maritimes**. Discussion générale [10 novembre 1961] (p. 1422 et 1423). — Question orale de M. Charles Naveau (n° 350) relative à la **vaccination anti-aphteuse des bovins** [5 décembre 1961] (p. 2280). — Question orale de M. Charles Naveau (n° 369) relative aux **exportations françaises de beurre vers la Grande-Bretagne et l'Italie** [5 décembre 1961] (p. 2281). — Question orale de M. Jean Nayrou (n° 363) sur les **cotisations d'assurance-maladie des exploitants agricoles** [5 décembre 1961] (p. 2282). — Question orale de M. Edouard Bonnefous (n° 360) relative à la **protection des civils contre les radiations nucléaires** [5 décembre 1961] (p. 2282).

**TINANT** (M. RENÉ) [Ardennes].

*Est élu vice-président* de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].

#### Dépôt législatif :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, accordant des congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs pour la jeunesse [14 décembre 1961] (n° 141).

#### Question orale avec débat :

**M. René Tinant**, devant l'inquiétude qui gagne à nouveau l'agriculture française à la suite des dernières décisions gouvernementales, demande à *M. le ministre de l'agriculture* quelles mesures il compte prendre pour établir la parité économique et sociale entre l'agriculture et les autres activités, en application de la loi d'orientation agricole du 5 août 1960 [25 avril 1961] (n° 81).

#### Interventions :

Questions orales avec débat jointes de M. Antoine Courrière (n° 80) et de M. Jacques Duclos (n° 84) sur la **politique du Gouvernement en matière sociale** [16 mai 1961] (p. 293, 294). — Projet de loi de programme relative à l'**équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 474). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 639). — Projet de loi de **finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'**éducation nationale, la jeunesse et les sports** (p. 1774, 1775). — Projet de loi relatif à la **formation de cadres et d'animateurs pour la jeunesse** [5 décembre 1961]. — Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles (p. 2308). Discussion des articles (p. 2310, 2311, 2322). — Projet de loi accordant des **congés non rémunérés aux travailleurs et apprentis en vue de favoriser la formation de cadres et animateurs pour la jeunesse** (deuxième lecture) [15 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des affaires culturelles. Discussion générale (p. 2628).

**TINAUD** (M. JEAN-LOUIS) [Basses-Pyrénées].

*Est nommé membre* de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].

#### Intervention :

Projet de loi de **finances pour 1962** [2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961]. BUDGET DE L'INDUSTRIE (p. 1640).

**TORIBIO** (M. RENÉ) [Guadeloupe].

*Est nommé membre* de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

#### Dépôts législatifs :

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale [19 mai 1961] (n° 232).

*Rapport*, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale, tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale [22 juillet 1961] (n° 345).

#### Interventions :

Projet de loi tendant à **améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accèsion des exploitants à la propriété rurale** [22 juin 1961]. Discussion générale, en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 521 à 523). Discussion des articles : Art. 2 : repousse l'amendement n° 4 de M. Camille Vallin (p. 532); laisse à l'Assemblée le soin de se prononcer sur l'amendement n° 4 de M. Isantier (p. 532); de même pour l'amendement n° 15 (p. 533); idem pour l'amendement n° 7 de la commission de législation (p. 533); donne un avis favorable à l'amendement n° 16 de M. Isantier (p. 534); idem pour l'amendement n° 24 de M. Bernier (p. 534). — Art. 4 : sur l'amendement n° 1 et 2 de la commission (p. 535); retire son amendement n° 21 (p. 536); accepte l'amendement n° 25 de M. Bernier (p. 536). Art. 4 : sur l'amendement n° 3 de la commission (p. 537). Art. 5 : laisse l'Assemblée juge sur l'amendement n° 21 de M. Isandier (p. 537); accepte l'amendement n° 10 rectifié de la commission de législation (p. 538); l'amendement n° 11 et l'amendement n° 12 (idem); explication de vote à titre personnel sur l'ensemble du projet de loi (p. 539). — Discussion du même projet de loi en deuxième lecture [22 juillet 1961]. Discussion générale (p. 1022). — **Projet de loi de finances pour 1962** [1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961]. Dispositions concernant les **départements et territoires d'outre-mer** (p. 1670 à 1672). — BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE [séance du 25 novembre 1961] (p. 2040).

**TRIBOULET** (M. RAYMOND), *Ministre des anciens combattants et victimes de guerre* (cabinet de M. Michel Debré du 8 janvier 1959).

#### Interventions :

Question orale de M. Jacques Duclos concernant la **commémoration de la victoire de 1945** [16 mai 1961] (p. 264). — Associe le Gouvernement à l'éloge funèbre de M. Salah Benacer prononcé par M. Gaston Monnerville [16 novembre 1961] (p. 1526). — **Projet de loi de finances pour 1962**, deuxième partie [deuxième séance du 16 novembre 1961]. BUDGET DES ANCIENS COMBATTANTS : réponse à une question de M. Paron (p. 1532); exposé général (p. 1538 à 1542). Sur le titre III de l'état C (p. 1543 et 1544). Sur l'article 50 (p. 1545 et 1546). Après l'article 52 (p. 1547 à 1549). — **Projet de loi de finances pour 1962**, deuxième lecture [7 décembre 1961]. Art. 21 : repousse l'amendement n° 19 de M. Pellenc; défend l'amendement n° 3 du Gouvernement (p. 2355); repousse l'amendement n° 23 de M. Marcel Pellenc (p. 2355).

**TRON** (M. LUDOVIC) [HAUTES-ALPES].

*Est nommé membre* de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [5 octobre 1961].

#### Question orale :

**M. Ludovic Tron** demande à *M. le ministre des affaires étrangères* : 1° quelles raisons ont conduit le Gouvernement à remplacer le délégué français à l'Euratom; 2° si ce changement répond à une conception nouvelle du rôle à tenir par ce délégué et quelle conception le Gouvernement se fait de la mission qui lui est dévolue; 3° quel écho un pareil changement peut avoir chez nos partenaires [13 décembre 1961] (n° 375).

## Interventions :

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [18 juillet 1961]. Discussion générale (p. 851 à 853). — Sur l'article 11 (p. 886). Sur l'article 15 K (p. 901). — Projet de loi de finances pour 1962. Discussion générale [14 novembre 1961] (p. 1450 à 1452). BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1798, 1799, 1819). BUDGET DE L'INTÉRIEUR [séance du 22 novembre 1961] (p. 1826). — Charges communales [27 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2156, 2157, 2162). Son amendement n° 121 (p. 2163); sur l'amendement n° 151 (p. 2164); son amendement n° 124 (p. 2164 et 2166); accepte l'amendement n° 144 (p. 2166); sur l'amendement n° 150 (p. 2166); son amendement n° 134 (p. 2167); sur l'amendement n° 73 (p. 2168); déclare l'article 40 applicable à l'amendement n° 74 (p. 2168); sur l'amendement n° 75 (p. 2168); déclare l'article 40 applicable à cet amendement (p. 2169). — Services financiers [27 novembre 1961], en tant que rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 2175 et suivantes). Accepte l'amendement n° 184 (p. 2178). — Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 1961 [13 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2528).

## V

## VALLIN (M. CAMILLE) [Rhône].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [12 octobre 1961].

## Dépôt législatif :

Proposition de loi de MM. Camille Vallin, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 [16 mai 1961] (n° 214).

## Questions orales :

M. Camille Vallin demande à M. le ministre de l'information en vertu de quelles dispositions les porte-parole de nombreux partis politiques ont pu, lors des dernières élections cantonales, utiliser la radio et la télévision française pour leur propagande électorale, alors que le parti communiste français, que le corps électoral vient de désigner à nouveau comme le premier parti de France, n'a pas eu cette possibilité. Il lui demande également de bien vouloir préciser si sa conception de la justice électorale, de la démocratie et de l'égalité en droit de tous les citoyens consiste à ne donner la parole sur les ondes de la radio et de la télévision française qu'aux partis qui sont d'accord, quant au fond, avec la politique gouvernementale [20 juin 1961] (n° 321). — Réponse [11 juillet 1961] (p. 751 à 753).

M. Camille Vallin appelle l'attention de M. le ministre de l'industrie sur l'émotion grandissante qui s'empare du personnel des Etablissements Philips et Pain-Vermorel, de Villefranche-sur-Saône, à la suite d'informations des plus alarmantes concernant des menaces de licenciements. Il aimerait connaître : 1° s'il est exact que cette société a concédé depuis la fin de mars l'ensemble de ses activités à une société parisienne sous forme de gérance libre ; 2° quelle est la valeur de l'accord de gérance conclu ; 3° s'il n'est pas à craindre que cette opération soit le prélude à la vente du nom et des brevets à d'autres firmes françaises ou étrangères et le premier pas vers une liquidation totale de l'entreprise ; 4° à quelles conclusions a abouti l'enquête ministérielle menée l'an dernier ; 5° quelles mesures ont été prises pour conserver dans le patrimoine national une industrie de renom international ; 6° si les cotisations de sécurité sociale y compris celles prélevées sur le salaire du personnel sont régulièrement versées par la direction de cette entreprise ; 7° quelles mesures il compte prendre pour que de nouveaux licenciements n'aient pas lieu [26 juin 1961] (n° 323). — Réponse [18 juillet 1961] (p. 820 et 821).

M. Camille Vallin appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le mécontentement croissant qui s'empare des producteurs de fruits de la vallée du Rhône. Ce profond malaise, qui gagne d'autres départements, vient du fait que depuis plusieurs jours des prix d'achat dérisoires sont offerts aux producteurs. Des centaines de tonnes de pêches restent quotidiennement sur les marchés sans acquéreurs. Devant cette situation, il aimerait connaître quelles mesures le Gouvernement compte prendre : 1° pour assurer des débouchés réguliers à des prix rémunérateurs à notre production fruitière ; 2° pour réduire l'écart entre les prix à la production et ceux à la consommation ; 3° s'il est dans ses intentions : a) de suspendre dans l'immédiat toute importation de fruits rouges et à noyaux ; b) d'aménager des tarifs marchandises pour le transport par fer et par route, extrêmement élevés actuellement ; c) d'abaisser les taxes [26 juin 1961] (n° 325).

## Questions orales avec débat :

M. Camille Vallin demande à M. le Premier ministre : 1° de vouloir bien préciser le sens et la portée de ses déclarations devant le Sénat, au cours de la deuxième séance du 11 juillet 1961 (*Journal officiel*, page 759), qui mettent gravement en cause les droits et garanties des agents de la fonction publique qui leur ont été accordées par le statut général des fonctionnaires du 19 octobre 1946 et qui ont été déjà profondément amputés par l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 et diverses ordonnances intervenues en septembre et octobre 1960 ; 2° quand les engagements pris à l'égard des revendications essentielles des agents de la fonction publique, à savoir une véritable remise en ordre des traitements et retraites, tenant compte à la fois du niveau des prix et de la situation dans d'autres secteurs, seront tenus ; 3° s'il entend assurer, dans les plus brefs délais, une rémunération minimum mensuelle de 500 NF aux agents les plus défavorisés, et un relèvement substantiel des traitements et retraites [19 juillet 1961] (n° 99).

M. Camille Vallin demande à M. le Premier ministre quelles mesures il compte prendre pour remédier à la diminution constante du pouvoir d'achat des différentes couches de la population. Il aimerait connaître quelles dispositions il envisage pour donner satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs du secteur privé comme du secteur public, ainsi qu'à celles de la paysannerie laborieuse, des retraités, pensionnés, rentiers et économiquement faibles, tous victimes de la politique économique et sociale du Gouvernement [17 octobre 1961] (n° 115). — Réponse : [7 novembre 1961] (p. 1365 et 1380). —

## Interventions :

Projet de loi tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane, la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accès des exploitants à la propriété rurale [22 juin 1961]. Discussion générale (p. 526 à 528). Discussion des articles : Art. 2 : propose par amendement n° 4 de remplacer les mots « le préfet » par les mots « Le conseil général » (p. 531) ; répond à M. le rapporteur (p. 532). — Six questions orales avec débat jointes sur les problèmes agricoles [4 juillet 1961] (p. 646, 652, 657). — Sa question orale (n° 321) relative à la propagande électorale sur les ondes de la R. T. F. [11 juillet 1961] (p. 752 et 753). — Sa question orale (n° 323) relative à des menaces de licenciements aux établissements Philips et Pain-Vermorel, à Villefranche-sur-Saône [18 juillet 1961] (p. 820 à 822). — Projet de loi de finances rectificative pour 1961 [19 juillet 1961]. Art. 4 : défend son amendement n° 29 (p. 879 à 882). Art. 12 : sur les amendements n° 30 et 2 (p. 890). — Sa question orale (n° 115) relative à la politique économique et sociale du Gouvernement [7 novembre 1961] (p. 1368 et 1369). — Projet de loi de finances pour 1962, deuxième partie [deuxième séance du 16 novembre 1961]. BUDGET DES ANCIENS COMBATTANTS : après l'article 52 (p. 1547 et 1548). BUDGET DE LA CONSTRUCTION [séance du 22 novembre 1961] (p. 1786, 1787, 1788, 1811, 1812). BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS [séance du 23 novembre 1961] (p. 1846 à 1848).

## VANRULLEN (M. EMILE) [Pas-de-Calais].

Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].

Est élu délégué à l'assemblée unique des communautés européennes [14 décembre 1961].

## Interventions :

Projet de loi relatif à la protection des animaux [9 novembre 1961]. Discussion des articles (p. 1405). — Projet de loi de finances pour 1962 [deuxième séance du 18 novembre 1961]. BUDGET DE L'INDUSTRIE (p. 1632, 1633).

**VASSOR** (M. JACQUES) [Indre-et-Loire].

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

Questions orales avec débat jointes sur les **problèmes agricoles** [4 juillet 1961] (p. 637). — **Projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer** [24 octobre 1961] (p. 1238 et 1248). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1297).

**VERDEILLE** (M. FERNAND) [Tarn].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

En tant que rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale dans la discussion générale du projet de loi relatif au **droit de passage des pêcheurs le long de certains cours d'eau** [11 juillet 1961] (p. 790). Discussion des articles : propose par amendements n° 1 et 2 de modifier les cinquième et sixième alinéas du texte modificatif de l'article 424 du code rural et, par amendement n° 3, propose d'insérer de nouvelles dispositions après le sixième alinéa (p. 772 et 774) ; maintient ces nouvelles dispositions après les interventions de M. le ministre des travaux publics et de MM. Marcilhacy, Delalande et Chauvin (p. 774) ; s'oppose à l'amendement de M. Marcilhacy, mais accepte la modification proposée par M. Chauvin (p. 774 et 775) ; répond à une intervention de M. le ministre (p. 775) ; propose un nouvel intitulé du projet de loi (p. 775). — **Proposition de loi tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages** [10 novembre 1961]. Discussion générale (p. 1417 et 1418). — **Projet de loi de finances pour 1962, BUDGET DE L'INTERIEUR** [26 novembre 1961] (p. 2093). **COMPTES SPECIAUX DU TRESOR** [28 novembre 1961] (p. 2188) ; Soutient son amendement n° 163 à l'article 30 (p. 2197).

**VERILLON** (M. MAURICE) [Drôme].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

**Projet de loi de programme relatif à l'équipement sportif et socio-éducatif** [20 juin 1961]. Discussion générale (p. 469 à 471). Sur le procès-verbal de la séance du 20 juin 1961 [22 juin 1961] (p. 490). *Discussion des articles du projet de loi de programme relative à l'équipement sportif et socio-éducatif* [22 juin 1961] : Art. 2 nouveau : son amendement n° 1 (p. 501) ; maintient son texte (p. 502) ; répond à une intervention de M. Monteil (p. 503) ; retire son amendement (p. 503). — **Projet de loi de finances pour 1962** [21 novembre 1961]. Dispositions concernant l'ÉDUCATION NATIONALE, LA JEUNESSE ET LES SPORTS (p. 1749). **BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1900). **AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [26 novembre 1961] (p. 2060 et 2061).

**VERMEERSCH** (Mme JEANNETTE) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales [5 octobre 1961].*

**VERNEUIL** (M. JACQUES) [Charente-Maritime].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Interventions :**

Question orale avec débat de M. Courrière (n° 105) relative à la **politique agricole du Gouvernement** [5 septembre 1961] (p. 1059). — **Projet de loi relatif aux règles de commercialisation des produits agricoles** [26 octobre 1961] (p. 1303). — **Projet de loi de finances pour 1962, BUDGET DE L'AGRICULTURE** [24 novembre 1961] (p. 1910). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2612).

**VIALLANES** (M. ETIENNE) [Côte-d'Or].

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles [5 octobre 1961].*

**VIGIER** (M. Jean-Louis) [Seine].

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale [5 octobre 1961]. Donne sa démission le 10 octobre 1961.*

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles (p. 1138) [10 octobre 1961].*

**Interventions :**

**Rapport de la commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961** [30 novembre 1961]. Sur l'amendement n° 1 de M. Bertaud, à l'article unique (p. 2269).

**DE VILLOUTREYS** (M. PIERRE) [Maine-et-Loire].

*Est nommé membre de la commission des affaires économiques et du plan [5 octobre 1961].*

**Dépôts législatifs :**

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 59-1151 du 1<sup>er</sup> octobre 1959 suspendant la perception du droit de douane d'importation sur le benzène (n° 29-01 De du tarif des droits de douane d'importation) dans la limite d'un contingent [10 mai 1961] (n° 202).*

*Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant modification du décret n° 60-635 du 2 juillet 1960 relatif à la perception, en régime de droit commun, d'un droit de douane d'importation sur le styrolène (styrène) monomère n° 29-01 De du tarif des droits de douane d'importation [10 mai 1961] (n° 203).*

*Avis présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).*

**Interventions :**

**Projet de loi instituant une redevance d'équipement** (seconde lecture [2 mai 1961]. Art. 7 : amendement n° 14 (p. 129). **Projet de loi portant ratification du décret n° 59-1151 du 1<sup>er</sup> octobre 1959 relatif aux droits de douane sur le benzène** [16 mai], en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 3 et 4). — **Projet de loi portant ratification du décret n° 60-635 du 2 juillet 1960 relatif aux droits de douane sur le styrolène monomère** [16 mai 1961] en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 304). — **Projet de loi de finances pour 1962**. Discussion de la première partie : **conditions générales de l'équilibre financier** [15 novembre 1961], en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan sur le fonds de soutien aux hydrocarbures, art. 15 (p. 1484 et 1485). — **Projet de loi de finances pour 1962** [seconde séance du 18 novembre 1961]. **BUDGET DE L'INDUSTRIE** : en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 1630, 1631, 1632, 1636, 1644, 1647). — **CHARGES COMMUNES** [27 novembre 1961]. Sur le titre IV (interventions publiques) (p. 2166). **Projet de loi portant ratification du décret n° 61-956** [30 novembre 1961]. Discussion générale : en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2259). — **Projet de loi de finances pour 1962**, seconde lecture [6 décembre 1961]. Art. 15 (p. 2329) [7 décembre 1961]. Art. 59 A : au nom de la commission des affaires économiques et du plan défend l'amendement n° 45 (p. 2365). Art. 71 : sur l'amendement n° 46 de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2369). — **Projet de loi instituant un centre national d'études spatiales** [7 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2398). — **Projet de loi sur les prix agricoles** [14 décembre 1961]. Discussion des articles : art. 3 (p. 2606). — **Projet de loi de programme relative à l'équipement électrique** [15 décembre 1961]. Discussion générale (p. 2638).

**VOYANT (M. JOSEPH) [Rhône].**

*Est nommé secrétaire du Sénat* [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction.* [12 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé* [12 octobre 1961].

**Interventions :**

Projet de loi complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant **modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel**, et l'article 340 du **code de l'urbanisme**. Discussion des articles [1<sup>er</sup> mai 1961] : art. 11 : sur son amendement n° 18 (p. 248) ; sur un amendement de synthèse du Gouvernement (p. 249). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [19 juillet 1961]. Sur l'article 11 (p. 886). — **Projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DE LA CONSTRUCTION** [séance du 22 novembre 1961] (p. 1792, 1793, 1794, 1802, 1805, 1812, 1816). — **Projet de loi de finances pour 1962, seconde lecture** [7 décembre 1961]. Art. 55 bis : soutient son amendement n° 51 (p. 2362). — **Projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité ou dans les zones d'aménagement différé** [13 décembre 1961]. Discussion des articles : sur l'article 1<sup>er</sup> (p. 2512) ; sur l'amendement n° 2 de M. Bousch (p. 2514) ; [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961] ; sur l'amendement n° 4 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2552) ; sur le sous-amendement n° 39 du Gouvernement (p. 2552). Art. 2 : sur son amendement n° 31 rectifié (p. 2554) ; sur l'amendement n° 6 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2555) ; sur l'amendement n° 7 de M. Jean-Eric Bousch (p. 2556). Art. 6 (nouveau) : sur le sous-amendement n° 33 de M. Bernard Chochoy (p. 2562) ; explique son vote sur l'ensemble du projet de loi (p. 2569 et 2570).

**W****WACH (M. PAUL) [Bas-Rhin].**

*Est nommé membre de la commission des affaires culturelles* [5 octobre 1961].

**WAZIERES (M. RAYMOND DE) [Somme].**

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Y****YANAT (M. MOULOUD) [Sétif-Batna].**

*Est nommé membre de la commission des affaires sociales* [5 octobre 1961].

**Intervention :**

**Projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DE LA CONSTRUCTION** [séance du 22 novembre 1961] (p. 1810).

**YVER (M. MICHEL) [Morbihan].**

*Est nommé secrétaire du Sénat* [3 octobre 1961] (p. 1097).

*Est nommé membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées* [5 octobre 1961].

**Interventions :**

**Projet de loi de finances pour 1962. BUDGET DE L'AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE** [21 novembre 1961]. Dans la discussion de l'amendement n° 110 (p. 2069). Sur l'article 65 [28 novembre 1961] (p. 2236).

**YVON (M. JOSEPH) [Morbihan].**

*Est élu vice-président de la commission des affaires économiques et du plan* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction* [12 octobre 1961].

**Dépôts législatifs :**

**Rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale en première lecture, modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant code disciplinaire et pénal de la marine marchande [17 mai 1961] (n° 216).

**Rapport**, fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la police des épaves maritimes [19 octobre 1961] (n° 14).

**Avis** présenté au nom de la commission des affaires économiques et du plan sur le projet de loi de finances pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [14 novembre 1961] (n° 56).

**Rapport** fait au nom de la commission des affaires économiques et du plan, sur le projet de loi relatif aux transports maritimes d'intérêt national [8 décembre 1961] (n° 116).

**Interventions :**

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926 portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande**. Discussion générale [11 juillet 1961] (p. 775). — **Projet de loi de finances rectificative pour 1961** [18 juillet 1961]. Discussion générale en tant que rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan (p. 845). Discussion des articles [20 juillet 1961] : article 16 et état A (p. 925). — **Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1308 et 1316). — **Projet de loi relatif à la police des épaves maritimes**. Discussion générale, en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan [10 novembre 1961] (p. 1422 et 1423). — **Projet de loi de finances pour 1962, 2<sup>e</sup> partie** [séance du 23 novembre 1961]. **BUDGET DES TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, en qualité de rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les ports maritimes et la marine marchande (p. 1843, 1844). — **MARINE MARCHANDE** [26 novembre 1961], en tant que rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques et du plan (p. 2073 et suivantes) ; répond à M. le ministre (p. 2082) ; retire son amendement n° 111 (p. 2085). — **Projet de loi relatif aux transports maritimes d'intérêt national** [15 décembre 1961] en qualité de rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. Discussion générale (p. 2640) ; répond aux remarques de M. Defferre (p. 2641).

**Z****ZUSSY (M. MODESTE) [Haut-Rhin].**

*Est nommé membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale* [5 octobre 1961].

*Est nommé membre de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre du Sénat* [8 décembre 1961].

**Dépôts législatifs :**

**Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958 sur la protection des installations d'importance vitale [19 juillet 1961] (n° 320).



*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoires d'outre-mer [20 juillet 1961] (n° 329).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi fixant le régime d'importation, de vente, de cession, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériels de guerre en Côte française des Somalis [25 octobre 1961] (n° 36).

*Rapport*, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la répression des infractions en matière de matériel de guerre, armes, munitions ou explosifs [6 décembre 1961] (n° 105).

**Question orale :**

**M. Modeste Zussy** signale à **M. le ministre de l'agriculture** le danger que présente pour notre patrimoine forestier privé la venue en France de nombreux acheteurs de forêts étrangers, principalement allemands, qui, très largement dotés en crédits très souvent consentis pour des banques allemandes, acquièrent par milliers d'hectares les forêts du pays, procèdent à leur exploitation sans se soucier du reboisement, ajoutant ainsi de nouveaux terrains en friche aux autres déjà trop nombreux sur notre sol de France. Il lui signale par ailleurs que par les mêmes procédés financiers, certaines usines allemandes de pâtes à papier se constituent sur notre territoire d'importantes réserves en bois à papeterie, alors que nos usines sont encore

contraintes de s'approvisionner à l'étranger avec les pertes en devises que cela comporte. Il lui fait enfin connaître que ces acheteurs étrangers jouissent de l'appui de certains exploitants de chez nous dont l'activité malfaisante pour le pays se développe grâce à l'appui financier des banques étrangères. Il lui demande par quels moyens il entend mettre fin à de telles pratiques et sauver notre patrimoine forestier [6 décembre 1961] (n° 373).

**Interventions :**

**Projet de loi conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer**, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 986). — **Projet de loi rendant applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958 sur la protection des installations d'importance vitale**, en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [21 juillet 1961]. Discussion générale (p. 987). — **Projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées dans l'agriculture** [26 octobre 1961] (p. 1315). — **Projet de loi fixant le régime des armes en Côte française des Somalis** [26 octobre 1961] (p. 1322), rapporteur de la commission de législation. — **Projet de loi de finances pour 1962. COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** [28 novembre 1961]. Sur l'amendement n° 148 de **M. Marcel Pellenc** à l'article 30 (p. 2195). — **Projet de loi relatif à la répression des infractions en matière de matériel de guerre, armes, munitions ou explosifs** [8 décembre 1961], en qualité de rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Discussion générale (p. 2422).

# TABLE ANALYTIQUE

## A

**ABAISSMENT DES DROITS DE DOUANE SUR LES TISSUS DE LAINE MELANGEE**, voy. : QUESTION ORALE n° 301 de M. Jean Nayrou.

**ACCES DES FRANÇAIS MUSULMANS A CERTAINS GRADES DE LA HIERARCHIE MILITAIRE**

Projet de loi, présenté par M. le MINISTRE DES ARMÉES, relatif à l'accès des Français musulmans à certains grades de la hiérarchie militaire. (Enregistré à la présidence le 7 avril 1961.) [25 avril 1961 (I., n° 166)]. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Marius Moutet [19 mai 1961] (I., n° 234). — **Discussion** [14 juin 1961] (p. 398, 401). — **Discussion générale** : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Marius Moutet, rapporteur de la commission des forces armées ; le général Ernest Petit, Labidi Neddaf. — Article unique (p. 400) : amendement de M. Labidi Neddaf : MM. le ministre, Vincent Rotinat, président de la commission des forces armées, retrait. — Amendement de M. Marius Moutet, adoption. — Adoption de l'article modifié et du projet de loi.

Rejeté par l'Assemblée nationale dans sa première lecture.

**Transmis en deuxième lecture au Sénat le 4 juillet 1961 (n° 296)**. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport fait par M. Marius Moutet [18 juillet 1961] (n° 311). — **Discussion en deuxième lecture** [18 juillet 1961]. — **Discussion générale** : MM. le rapporteur, Gilbert Paulian, le général Ernest Petit, Pierre Messmer, ministre des armées (p. 833). — Article unique, adoption (p. 835). — Amendement de M. Gilbert Paulian, rejet. — Adoption du projet de loi (p. 835).

**Transmis en troisième lecture [21 juillet 1961] (n° 338)**. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — **Discussion en troisième lecture** [21 juillet 1961]. — **Discussion générale** : M. Vincent Rotinat, président de la commission des forces armées (p. 1007). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1007).

**ACCIDENTS AU Puits GERARD DES HOULLERES DE PROVENCE**, voy. : QUESTION ORALE n° 297 de M. Léon David.

**ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à accorder le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux membres bénévoles des organismes sociaux et professionnels [22 juillet 1961] (I., n° 346). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Marcel Lambert [19 octobre 1961] (I., n° 25). — **Discussion générale** [26 octobre 1961] (p. 1311) : MM. Marcel Lambert, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Adolphe Dutoit, Roger Lagrange. — Art. 1<sup>er</sup> et 2, adoption. — Modification de l'intitulé. — Adoption de la proposition de loi.

**ACCORD créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce.**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de l'accord créant une association entre la Communauté économique européenne et la Grèce [7 décembre 1961]

(I., n° 113). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Errecart [8 décembre 1961] (I., n° 118). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [11 décembre 1961] (p. 2428). — Rapport par M. Roger Carcassonne [13 décembre 1961] (n° 133). — **Discussion** [14 décembre 1961] (p. 2582). — **Discussion générale** : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; Jean Errecart, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Roger Carcassonne, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; le président, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères ; Léon David, André Monteil. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2591).

**ACCORD DE DEFENSE**, voy. : RÉPUBLIQUES AFRICAINES.

**ACCORD DOUANIER TARIFAIRE conclu en application du traité de la Communauté économique européenne.**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord douanier tarifaire conclu en application du traité instituant la Communauté économique européenne [20 juin 1961] (I., n° 265). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [29 juin 1961] (I., n° 293). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [22 juin 1961] (p. 565). — Rapport par M. Gustave Alric [28 juin 1961] (n° 287). — **Discussion** [12 juillet 1961] (p. 787 à 810) : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 787 à 791) ; MM. Henri Cornat, Auguste Pinton et Marc Pautet, rapporteurs de la commission des affaires économiques ; le ministre de l'agriculture, Alain Poher, Gustave Alric, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Bardol, le ministre des finances (p. 791 à 809). — Adoption du projet de loi (p. 809).

**ACCORD entre la Communauté économique européenne et la Grèce (application du protocole financier).**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord conclu le 9 juillet 1961 entre les membres de la Communauté économique européenne au sujet de l'application du protocole financier annexé à l'accord entre la Communauté économique européenne et la Grèce [7 décembre 1961] (I., n° 112). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Errecart [8 décembre 1961] (I., n° 119). — Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [11 décembre 1961] (p. 2428). — **Discussion** [14 décembre 1961]. — Adoption de l'article unique du projet de loi (p. 2591).

**ACCORD relatif à l'extension des contingents tarifaires à l'ancienne zone Nord du Maroc et à la province de Tanger.**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord relatif à l'extension des contingents tarifaires à l'ancienne zone Nord du Maroc et à la province de Tanger, signé à Rabat le 21 juin 1961, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc [20 novembre 1961] (I., n° 68). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. Rapport par M. Raymond Brun [24 novembre 1961] (I., n° 82). — **Discussion** [30 novembre 1961]. — **Discussion générale** : M. Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2261). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2261).

**ACCUEIL et réinstallation des Français d'outre-mer.**

Projet de loi, présenté par M. Roger FREY, MINISTRE DE L'INTERIEUR, relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [30 septembre 1961] (I., n° 1). — Renvoi à la commission des lois. — Rapport par M. André Fosset [10 octobre 1961] (I., n° 4). — Avis de M. Armengaud, rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [12 octobre 1961] (n° 6). — Avis de M. Carrier, au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [12 octobre 1961] (n° 7). — Avis de M. Henri Longchambon, au nom de la commission des affaires économiques [19 octobre 1961] (n° 19). — Retrait d'un projet de loi de l'ordre du jour [12 octobre 1961] (p. 1146). — M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois; Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés; Edouard Le Bellegou, Pierre de La Gontrie, Guy Petit. — Retrait du projet de loi de l'ordre du jour. *Discussion générale* [24 octobre 1961] (p. 1218): MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés; André Fosset, rapporteur de la commission des lois; Maurice Carrier, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Henri Longchambon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances; le général Antoine Béthouart, Léon Motais de Narbonne, Edouard Le Bellegou, Louis Gros, Emile Hugues, Jacques Vassor, Edgard Faure, Georges Portmann, Louis Namy (p. 1240). — Motion de M. Edouard Le Bellegou; retrait. — M. Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés. — Art. 1<sup>er</sup>: MM. Auguste Pinton, Paul Ribeyre, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; Louis Gros. — Amendement de M. André Fosset: MM. André Fosset, rapporteur, le secrétaire d'Etat aux rapatriés; prise en considération. — Amendements de M. Henri Longchambon et de M. Maurice Carrier: MM. Henri Longchambon, le rapporteur, Jacques Vassor, le secrétaire d'Etat aux rapatriés, Louis Gros, Edouard Le Bellegou, Gilbert Paulian, Abel-Durand, André Armengaud; adoption de l'amendement de M. Henri Longchambon; rejet de l'amendement de M. Maurice Carrier. — Renvoi de la suite de la discussion: M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois.

**Suite de la discussion des articles** [25 octobre 1961] (p. 1256). — Art. 1<sup>er</sup> (*suite*): Amendement de M. Auguste Pinton: MM. Auguste Pinton, André Fosset, rapporteur de la commission des lois; Etienne Dailly, Jean Bène, Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés; Gilbert Paulian, Jacques de Maupeou; rejet. — Amendement de M. Henri Longchambon: MM. Henri Longchambon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Armengaud, rapporteur pour avis de la commission des finances; Vincent Delpuech, Edouard Le Bellegou; adoption. — Amendement de M. Maurice Carrier: M. Maurice Carrier, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; retrait. — Amendements de M. Maurice Carrier, de M. Edouard Le Bellegou et du Gouvernement: MM. Maurice Carrier, Edouard Le Bellegou, André Armengaud, le secrétaire d'Etat, le rapporteur; adoption de l'amendement du Gouvernement. — Amendements de M. Edouard Le Bellegou et de M. Maurice Carrier: MM. Edouard Le Bellegou, Maurice Carrier, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Armengaud, Abel-Durand, Louis Gros, Auguste Pinton; réservé. — Amendements de M. Edouard Le Bellegou et de M. Maurice Carrier: MM. Edouard Le Bellegou, Maurice Carrier, le rapporteur, Marius Moutet, le secrétaire d'Etat, Louis Gros; retrait. — Amendements de M. Edouard Le Bellegou et de M. Maurice Carrier (réservés): MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur; adoption, modifiés. — Amendement de M. Paul Ribeyre: MM. Paul Ribeyre, le rapporteur, le secrétaire d'Etat; retrait; adoption de l'article modifié. — Suspension et reprise de la séance: art. additionnel 1<sup>er</sup> bis (amendement de M. Maurice Carrier): MM. Maurice Carrier, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Armengaud; adoption de l'article. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> ter (amendement de M. Maurice Carrier): MM. Maurice Carrier, le rapporteur, André Armengaud, le secrétaire d'Etat, Pierre Marcihacy; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> quater (amendement de M. Louis Gros): MM. Louis Gros, le rapporteur, le secrétaire d'Etat; retrait de l'article. — Art. 2: amendement de M. Jean Bène: MM. Jean Bène, Henri Longchambon, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Armengaud; rejet. — Amendement de M. André Fosset; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 3: amendements de M. Henri Longchambon, de M. Maurice Carrier, de M. André Fosset et de M. Etienne Dailly: MM. Henri Longchambon, le rapporteur, Etienne Dailly, le secrétaire d'Etat, Pierre Marcihacy, Gilbert Paulian, Edouard Le Bellegou; rejet de l'amendement de M. Etienne Dailly; adoption des autres amendements; adoption de l'article modifié. — Art. 4: amendements de M. Henri Longchambon et de M. Louis Gros: MM. Henri Longchambon, le rapporteur, Louis Gros; retrait. — Amendements de M. Louis

Gros, de M. Maurice Carrier, de M. André Fosset et du Gouvernement: MM. Louis Gros, Maurice Carrier, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, André Armengaud; adoption de l'amendement du Gouvernement; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble: MM. Maurice Carrier, Edouard Le Bellegou, Louis Gros, le secrétaire d'Etat. — Adoption du projet de loi.

Adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

**Transmis pour deuxième lecture** le 30 novembre 1961 (I., n° 98). — Rapport par M. André Fosset, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 décembre 1961] (I., n° 106). — *Discussion générale*: [8 décembre 1961] (p. 2408 à 2410): MM. André Fosset, rapporteur de la commission des lois; Maurice Carrier, au nom de la commission des affaires étrangères; Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés; André Armengaud. — *Discussion des articles*: Art. 1<sup>er</sup> (p. 2411): amendements de M. André Fosset: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 2412): amendement de M. André Fosset: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 2412): MM. André Armengaud, Henri Longchambon, le secrétaire d'Etat; adoption de l'article. — Art. 4 (p. 2413): amendement de M. André Fosset; adoption. — Amendements de M. André Fosset et de M. Henri Longchambon: MM. le rapporteur, Henri Longchambon, Louis Gros, le général Antoine Béthouart, Edouard Le Bellegou, le secrétaire d'Etat, Léon Motais de Narbonne, Abel-Durand; adoption; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble: M. Edouard Le Bellegou. — Adoption du projet de loi (p. 2417).

Désignation d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'accueil et à la réinstallation des Français d'outre-mer [13 décembre 1961] (p. 2545). — Rapport, par M. André Fosset, au nom de la commission mixte paritaire [14 décembre 1961] (n° 138). — *Discussion* [14 décembre 1961]. — *Discussion générale*: MM. André Fosset, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire; Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés. — Art. 4: adoption. (p. 2592). — Adoption des conclusions de la commission mixte paritaire.

**ACTION SOCIALE dans les départements des Oasis et de la Saoura.**

Projet de loi de programme transmis par M. le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, relative au **développement de l'action sociale dans les départements des Oasis et de la Saoura** [4 mai 1961] (I., n° 188). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jean-Marie Louvel [10 mai 1961] (I., n° 206). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [10 mai 1961] (p. 255). — Avis de M. Paul Pauly, rapporteur de la commission des affaires culturelles. [17 mai 1961] (n° 218). — *Discussion générale* [18 mai 1961] (p. 351). — MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat; Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances. — *Discussion des articles* (p. 354). — Sur l'ensemble: MM. Jacques de Maupeou, Léon David, Labidi Neddaf, le rapporteur, le ministre. — Adoption du projet de loi.

**ADDUCTIONS D'EAU RURALES**, voy.: QUESTIONS ORALES n° 333 de M. Joseph Raybaud et n° 294 de M. Abel Sempé.

**ADMISSIONS SUR TITRES**, voy.: CORPS DES OFFICIERS D'ADMINISTRATION DE L'ARMEMENT.

**ADOPTION**, voy.: CODE CIVIL (art. 344).

**ADOPTION ET LEGITIMATION ADOPTIVE (Territoires d'outre-mer).**

Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, relatif à l'**extension et à l'adaptation** aux territoires d'outre-mer de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 58-1306 du 23 décembre 1958 portant **modification du régime de l'adoption et de la légitimation adoptive**. (Enregistré à la présidence le 4 février 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 152). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [25 avril 1961] (I., n° 164). — *Discussion générale* [18 mai 1961] (p. 350): MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat; Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois; Henri Lafleur. *Discussion des articles* (p. 351). — Article additionnel A (amendement de M. Georges Boulanger) (p. 351): MM. le rapporteur, le ministre; adoption de l'article. — Article unique (p. 351): amendement de M. Georges Boulanger; adoption; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi. — Modification de l'intitulé.

**AFFILIATION DES ARTISTES DU SPECTACLE A LA SECURITE SOCIALE**

Projet de loi, présenté par M. le MINISTRE DU TRAVAIL relatif à l'affiliation des artistes du spectacle à la sécurité sociale. (Enregistré à la présidence le 13 mars 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 157). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [2 mai 1961] (p. 112). — Rapport par M. Francis Le Basser [14 juin 1961] (I., n° 250). — Avis de M. Florian Bruyas, au nom de la commission des affaires culturelles [15 juin 1961] (I., n° 259). — *Discussion* [29 juin 1961]. — *Discussion générale*: MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat; Francis Le Basser, rapporteur de la commission des affaires sociales; Florian Bruyas, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 607 et 608). — Article unique (p. 608): amendement de M. Roger Lagrange: MM. Roger Lagrange, le rapporteur, le ministre, Jean Bertaud; adoption. — Amendement de M. Florian Bruyas: MM. le ministre, le rapporteur, Florian Bruyas; adoption. — Amendement de M. Francis Le Basser: MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi.

**Transmis en deuxième lecture** par M. le Premier ministre, après modification par l'Assemblée nationale [14 décembre 1961] (n° 145). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Menu [15 décembre 1961] (n° 147). — *Discussion* [15 décembre 1961] (p. 2645). — *Discussion générale*: M. Roger Menu, président et rapporteur de la commission des affaires sociales. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2645).

**AGRICULTURE**

Voy.: ASSURANCE DES PERSONNES NON SALARIÉES DANS L'AGRICULTURE.

Voy.: GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION.

Voy.: COOPÉRATION AGRICOLE.

Voy.: TRAVAUX RURAUX D'ADDUCTION D'EAU, QUESTION ORALE N° 294 DE M. ABEL SEMPÉ.

Voy.: FIXATION DES PRIX AGRICOLES.

Voy.: CODE RURAL (LIVRE VII).

Voy.: RISTOURNE SUR LE MATÉRIEL D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE COMMUNALE, QUESTION ORALE N° 298 DE M. GEORGES PORTMANN.

Voy.: ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES, QUESTION ORALE N° 307 DE M. MARIUS MOUTET.

Voy.: BAUX RURAUX.

Voy.: COOPÉRATIVES AGRICOLES.

Voy.: VACCINATION ANTI-APTEUSE DES BOVINS.

Voy.: COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES, QUESTION ORALE N° 363 DE M. JEAN NAYROU.

Voy.: DRAINAGE DES TERRES HUMIDES.

Voy.: DROIT DE PRÉEMPTION DES SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL.

Voy.: PASSAGE DES PÊCHEURS.

Voy.: PROGRAMME D'ADDUCTION D'EAU POUR LE DÉPARTEMENT DU CHER.

**AIDE AUX FRANÇAIS RAPATRIÉS**, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT n° 87 et 108 de M. André Armengaud, n° 106 de M. Maurice Carrier, et n° 107 de M. Louis Gros.

**AIDE AUX SINISTRES VICTIMES DES INONDATIONS DU NORD**, voy.: QUESTION ORALE n° 274 de M. Charles Naveau.

**AIDE AUX VICTIMES DES INONDATIONS DU PAS-DE-CALAIS**, voy.: QUESTION ORALE n° 265 de M. Emile Durieux.

**AIDE AUX VIEILLARDS**, voy.: QUESTION ORALE n° 310 de M. Bernard Chochoy.

**AIDE MEDICALE (Conditions d'admission à)** voy.: QUESTION ORALE n° 344 de M. Jean Nayrou.

**ALCOOLISME**, voy.: LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME.

**ALGERIE**

— conduite des négociations tendant à ramener la paix en Algérie, QUESTION ORALE n° 341 de M. Jacques de Maupeou.

— services civils en Algérie.

— statut civil des Français israélites en Algérie et au Sahara.

**ALLOCATION D'AIDE SOCIALE**, voy.: RÉCUPÉRATION APRÈS DÉCÈS, DES ALLOCATIONS D'AIDE SOCIALE.

**ALLOCATION COMPLEMENTAIRE DE VIEILLESSE pour les personnes non salariées des professions agricoles**, voy.: CODE RURAL, livre VII.

**ALLOCATIONS ET PRESTATIONS FAMILIALES DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**, voy.: QUESTIONS ORALES n° 266, 267, 268 de M. Georges Marie-Anne.

**ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**, voy.: ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

**ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DES PERSONNES AGEES**, voy.: QUESTIONS n° 335, 336 et 337 de M. Bernard Lafay.

**ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DU FONDS DE SOLIDARITE**, voy.: QUESTION ORALE n° 313 de M. Maurice Charpentier.

**AMNISTIE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

Projet de loi, présenté par M. ROBERT LECOURT, MINISTRE D'ETAT, adaptant et rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions de la loi n° 59-940 du 31 juillet 1959 portant amnistie. (Enregistrée à la présidence le 27 décembre 1960.) [25 avril 1961] (I., n° 148). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [25 avril 1961] (I., n° 163). — *Discussion générale* [18 mai 1961] (p. 349): MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat; Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois; Henri Laflleur. — *Discussion des articles*. — Art. 1<sup>er</sup>. (p. 349); amendement de M. Gérard Coppenrath: MM. Gérard Coppenrath, le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2. (p. 350): amendement de M. Gérard Coppenrath; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 3 et 4. (p. 350): adoption. — Adoption d'un projet de loi.

**Transmis en deuxième lecture** après modification par l'Assemblée nationale [7 décembre 1961] (I., n° 115). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [13 décembre 1962] (I., n° 134). — *Discussion* [15 décembre 1961] (p. 2628). — *Discussion générale*: M. Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois. — Art. 3 bis: adoption. — Adoption du projet de loi (p. 2628).

**AMPUTATION DU FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE ET AIDE AUX VIEILLARDS**, voy.: QUESTION ORALE n° 310 de M. Bernard Chochoy.

**ANCIENS FONCTIONNAIRES FRANÇAIS DES CADRES CHE-RIFIENS**, voy.: QUESTION ORALE n° 304 de M. Joseph Raybaud.

**ANIMAUX**, voy.: PROTECTION DES ANIMAUX.

**ANTILLES**, voy.: PROTECTION DE LA PRODUCTION BANANIÈRE DANS LES ANTILLES FRANÇAISES.

**ARCHITECTES**, voy.: SOCIÉTÉ PROFESSIONNELLES COOPÉRATIVES D'ARCHITECTES.

**ARMEE**

Voy.: PERSONNEL MILITAIRE FÉMININ.

Voy.: RECRUTEMENT DE L'ARMÉE.

**ARMÉE DE MER**

Voy.: RECRUTEMENT DE L'ARMÉE DE MER ET ORGANISATION DE SES RÉSERVES.

Voy.: CORPS D'OFFICIERS DE L'ARMÉE DE MER ET CORPS DES ÉQUIPAGES DE LA FLOTTE.

**ARMES ET MUNITIONS EN COTE FRANÇAISE DES SOMALIS**

Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, fixant le régime d'importation, de vente, de cession, de transport, de port, de détention et d'exportation des armes, articles d'armement, munitions et matériels de guerre en Côte française des Somalis (enregistré à la présidence le 26 juillet 1961 et rattaché pour ordre à la séance du 22 juillet 1961) (I., n° 354). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

— Rapport par M. Modeste Zussy [25 octobre 1961] (I., n° 36). — *Discussion générale* [26 octobre 1961] (p. 1321) : MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des départements d'outre-mer, des territoires d'outre-mer et du Sahara ; Modeste Zussy, rapporteur de la commission des lois ; Mohamed Kamil. — Art. 1<sup>er</sup> à 6 : adoption. — Art. 7 : amendement de M. Modeste Zussy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 et 9 : adoption. — Adoption du projet de loi.

**ARTISTES DU SPECTACLE, VOY. : AFFILIATION DES ARTISTES DU SPECTACLE A LA SECURITE SOCIALE.**

#### ASSAINISSEMENT DE L'INDUSTRIE CIDRICOLE

Projet de loi, présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, relatif au financement du plan d'assainissement de l'industrie cidricole (enregistré à la présidence le 25 juillet 1961 et rattaché pour ordre à la séance du 22 juillet 1961) (I., n° 352). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

#### ASSEMBLEE NATIONALE

Projet de loi organique, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, modifiant l'ordonnance n° 58-1065 du 7 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition et à la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale et abrogeant l'ordonnance n° 59-225 du 4 février 1959 portant loi organique relative au nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les territoires d'outre-mer [23 novembre 1960] (I., n° 57). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [4 mai 1961] (I., n° 182). — *Discussion des articles* [18 mai 1961] ; adoption du projet de loi organique (p. 348).

**ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES, VOY. : QUESTION ORALE n° 307 de M. Marius Moutet ; QUESTION ORALE n° 363 de M. Jean Nayrou.**

#### ASSURANCE DES PERSONNES NON SALARIEES DANS L'AGRICULTURE

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture [27 juin 1961] (I., n° 283). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Martial Brousse [19 octobre 1961] (I., n° 24). — Avis de M. Michel Kistler au nom de la commission des finances [26 octobre 1961] (n° 44). — *Discussion générale* [26 octobre 1961] (p. 1303) : MM. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Michel Kistler, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Roger Lagrange, Adolphe Dutoit. — Art. 1<sup>er</sup> : MM. le rapporteur, le ministre. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre, Michel Kistler ; irrecevabilité. — Amendements de M. Martial Brousse et de M. Robert Soudant : MM. le rapporteur, Robert Soudant, le ministre, Roger Lagrange, Raymond Bonnefous ; retrait ; MM. Joseph Yvon, le ministre. — Amendement de M. Roger Lagrange : MM. Roger Lagrange, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre, Michel Kistler, Roger Lagrange, Adolphe Dutoit ; rejet. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. Abel-Durand, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. Martial Brousse, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 : amendement de M. Roger Lagrange : MM. Roger Lagrange, le rapporteur, le ministre ; retrait ; adoption de l'article. — Art. 3 : amendement de M. Martial Brousse : MM. Roger Lagrange, le rapporteur, le ministre ; retrait ; adoption de l'article. — Art. 4 : amendement de M. Modeste Zussy : MM. Modeste Zussy, le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Deuxième délibération sur l'article 2 bis. — Sur l'ensemble : MM. Adolphe Dutoit, Roger Lagrange, Yves Hamon. — Adoption du projet de loi.

**ASSURANCE VIEILLESSE, VOY. : VERSEMENTS DE RACHAT AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE.**

#### ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE des salariés français d'outre-mer.

Proposition de loi, présentée par MM. André ARMENGAUD et Léon MOTAIS DE NARBONNE, relative à l'accèsion des salariés français d'outre-mer, dans leur ensemble, au régime de l'assurance volontaire vieillesse [16 décembre 1960] (I., n° 130). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Léon Messaud [22 novembre 1961] (I., n° 79). — *Discussion générale* [8 décembre 1961] (p. 2417) : M. Léon Messaud, rapporteur de la commission des affaires sociales. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2418) : amendement du Gouvernement : MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 2419) : amendement du Gouvernement ; adoption. — Amendements du Gouvernement et de M. Léon Messaud : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 bis (amendement du Gouvernement) (p. 2419) : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur ; adoption de l'article. — Art. 3 : adoption (p. 2420) : adoption de la proposition de loi (p. 2420). — Modification de l'intitulé, ainsi rédigé : « Proposition de loi tendant à étendre la faculté d'accèsion au régime de l'assurance volontaire vieillesse aux salariés français résidant ou ayant résidé dans certains Etats et dans les territoires d'outre-mer » (p. 2420).

**ATTAQUES CONTRE LES REPRESENTANTS OFFICIELS DE LA FRANCE A L'ETRANGER, VOY. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT n° 121 de M. Edouard Bonnefous.**

#### ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, autorisant, dans les départements d'outre-mer, l'attribution de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité aux personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale [14 juin 1961] (I., n° 240). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Lucien Bernier [22 juin 1961] (I., n° 269). — *Discussion* [22 juin 1961], (p. 539, 540). — *Discussion générale* : MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat ; Lucien Bernier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Georges Marie-Anne. — Article unique : amendement de M. Lucien Bernier : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi.

**AUTRICHE, VOY. : CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN.**

#### AVANTAGES VIEILLESSE ET SOCIAUX (Extension des).

Proposition de loi, présentée par MM. Jean-Louis FOURNIER, Roger LAGRANGE, Léon MESSAUD et des membres du groupe socialiste et apparenté tendant à étendre le bénéfice des avantages vieillesse et sociaux aux conjoints, ascendants, descendants ou autres parents remplissant ou ayant rempli le rôle de tierce personne d'un ayant droit à l'allocation ou pension servie à cet effet [15 décembre 1961] (I., n° 152). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**AVOCATS, VOY. : ÉVENTUELLE FUSION DES PROFESSIONS D'AVOCAT ET D'AVOUÉ ; VOY. : QUESTION ORALE n° 319 de M. Pierre Garet.**

**AVOUES, VOY. : ÉVENTUELLE FUSION DES PROFESSIONS D'AVOCAT ET D'AVOUÉ ; VOY. : QUESTION ORALE n° 319 de M. Pierre Garet.**

## B

**BACCALAUREAT DE 1961, VOY. : QUESTION ORALE n° 326 de M. Bernard Lafay.**

#### BAINS DE MER ET PLAGES

Proposition de loi, présentée par MM. Edouard SOLDANI, Edouard LE BELLEGOU, Clément BALESTRA et les membres du groupe socialiste et apparenté, tendant à permettre aux communes d'obtenir des concessions trentenaires pour l'exploitation des baignades de mer et des plages [25 avril 1961] (I., n° 172). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**BAILLEURS ET LOCATAIRES**

Projet de loi, présenté par M. Pierre SUDREAU, MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, complétant et modifiant la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, et l'article 3540 du code de l'urbanisme [18 juillet 1960] (I, n° 283). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [16 décembre 1960] (I, n° 129). — Discussion [10 mai 1961] (p. 241 à 255). — Discussion générale : MM. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois, Léon Messaud, Pierre Sudreau, ministre de la construction. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 243) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 2 (p. 243) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 244) : amendement de M. Louis Namy : MM. Louis Namy, le rapporteur, le ministre ; retrait ; adoption de l'article. — Art. (p. 245) : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. Léon Jozeau-Marigné, le président, le rapporteur ; réservé ; l'article est réservé. — Art. 5 (p. 245) : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné ; réservé ; l'article est réservé. — Art. 6 et 7 : adoption (p. 245). — Art. 8 (p. 245) : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné ; réservé ; l'article est réservé. — Art. 9 et 10 : adoption (p. 246). — Art. 11 (p. 246) : M. Emile Hugues. — Amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; rejet. — Amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le ministre, Pierre Marcilhacy, le président, Jean Bène ; réservé. — Suspension et reprise de la séance. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 248). — Art. 11 (suite) : amendement du Gouvernement : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois ; Louis Namy, Joseph Voyant, Pierre Marcilhacy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 12 (p. 250) : amendement de M. Louis Namy : MM. Louis Namy, le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 12 bis (p. 251) : amendement de M. Jacques Delalande ; réservé ; l'article est réservé. — Art. additionnel 12 ter (amendement de M. Jacques Delalande) (p. 251) : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 13 : adoption (p. 251). — Art. additionnel 13 bis (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné) (p. 251) : MM. Léon Jozeau-Marigné, le rapporteur, le ministre, Léon Messaud ; adoption de l'article. — Art. 4 (réservé) (p. 253) : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné ; adoption. — Amendement de M. Louis Namy : MM. Louis Namy, le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 (réservé) (p. 254) : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 (réservé) (p. 254) : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 12 bis (amendement de M. Jacques Delalande) : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 14 (p. 254) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 15 (p. 255) : amendement de M. Jacques Delalande : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié : MM. le rapporteur, le président. — Sur l'ensemble : M. Louis Namy. — Adoption du projet de loi. — Modification de l'intitulé.

**BAUX RURAUX**

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à relever de la forclusion les preneurs de baux ruraux qui ont saisi les tribunaux paritaires cantonaux dans les délais institués par l'article 841 du code rural [16 novembre 1961] (I, n° 63). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [5 décembre 1961] (p. 2280).

**BERLIN**

Evolution de la situation, voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT n° 101, de M. Edouard Le Bellegou.

**BIZERTE**

Communication de M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, sur la situation à Bizerte [20 juillet 1961] (p. 942 et 943).

**BRANCHEMENT AUX EGOITS : (exécution d'office des),** voy. : QUESTION ORALE n° 302 de M. Joseph Raybaud.

**BRUIT ET POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES,** voy. : LUTTE CONTRE LE BRUIT ET LES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES.

**C**

**CADRES ET ANIMATEURS POUR LA JEUNESSE,** voy. : CONGÉS NON RÉMUNÉRÉS AUX TRAVAILLEURS ET APPRENTIS.

**CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, complétant la loi n° 48-50 du 12 janvier 1948, relative aux droits de plaiderie des avocats, modifiée par le décret n° 54-1253 du 22 décembre 1954, relatif à la caisse nationale des barreaux français [14 novembre 1961] (I, n° 57. — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Léon Messaud [30 novembre 1961] (I, n° 95). — Discussion générale [8 décembre 1961] (p. 2422, 2423) : MM. Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice ; Léon Messaud, rapporteur de la commission des affaires sociales. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2423).

**CAUSES D'UN DECES A LA PRISON DE CONSTANTINE,** voy. : QUESTION ORALE n° 357 de M. René Dubois.

**CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, instituant un centre national d'études spatiales [24 octobre 1961] (n° 29). — Renvoyé à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jacques Baumel [30 novembre 1961] (I, n° 97. — Discussion générale [7 décembre 1961] (p. 2392) : MM. Jacques Baumel, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Julien Brunhes, Jacques Murette, Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Pierre de Villoutreys, Yvon Coudé du Foresto (p. 2392 à 2398). — Art. 1<sup>er</sup> à 6 : adoption (p. 2398). — Sur l'ensemble : M. Julien Brunhes. — Adoption du projet de loi (p. 2398).

**CERCLES FAMILIAUX DE PROVENCE,** voy. : QUESTION ORALE n° 276 de M. Léon David.

**CESSION D'UN IMMEUBLE A LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, autorisant l'approbation d'un échange de lettres relatif à la cession à la République fédérale d'Allemagne d'un immeuble du Domaine [20 juillet 1961] (I, n° 331. — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Brajeux [20 juillet 1961] (n° 332). — Discussion [21 juillet 1961] (p. 991). — Discussion générale : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Jean Brajeux, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Georges Marrane, Paul Pelleray, Eugène Motte. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 992).

**CHAMBRES DES METIERS (Situation des agents des),** voy. : QUESTION ORALE n° 308 de M. Charles Naveau.

**CHASSE**

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif à l'organisation de sociétés communales et intercommunales de chasse [7 juin 1960] (I, n° 182). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [16 novembre 1961] (p. 1524).

Voy. : DÉGATS CAUSÉS PAR LES SANGLIERS.

**CHOIX D'UN AVION POUR LES DEPLACEMENTS DU CHEF DU GOUVERNEMENT,** voy. : QUESTION ORALE n° 349 de M. André Méric.

**CITES SPORTIVES**

Proposition de loi, présentée par M. Jacques HENRIET tendant à modifier l'organisation actuelle de l'éducation physique et à créer des centres d'éducation physique et sportive dits « cités sportives » [2 mai 1961] (I, n° 179). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

**CODE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE (article 19)**

Projet de loi, présenté par M. Pierre CHATENET, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, modifiant l'article 19 du code de l'administration communale [13 décembre 1960] (I, n° 101, 1960-1961). —

Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Dubois [29 juin 1961] (I., n° 290). — **Discussion** [6 juillet 1961]. — *Discussion générale*: MM. Roger Frey, ministre de l'intérieur; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois (p. 732). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 733): amendement de M. Emile Dubois; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2: adoption (p. 733). — Adoption du projet de loi.

### CODE CIVIL

I. — Proposition de loi, présentée par Mme Marie-Hélène CARDOT et de M. René TINANT, tendant à modifier l'article 76 du code civil. (Enregistrée à la présidence le 25 mars 1961) [25 avril 1961] (I., n° 161). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

II. — Proposition de loi, présentée par M. Gérard COPPENRATH, tendant à porter à cinq ans le délai ouvert pour exercer l'action en désaveu de paternité prévue par l'article 316 du code civil, en ce qui concerne les enfants nés en Polynésie française [15 décembre 1959] (I., n° 102). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Reprise par M. Gérard Coppenrath, conformément au troisième alinéa de l'article 28 du règlement [10 mai 1961] (I., n° 192). — Rapport par M. Jean Geoffroy [16 mai 1961] (n° 211). — **Discussion** [22 juin 1961] (p. 517). — *Discussion générale*: M. Jean Geoffroy, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 4 et de la proposition de loi. — Modification de l'intitulé.

Nouvel intitulé ainsi rédigé: « Proposition de loi tendant à modifier, pour les réclamations relatives aux enfants nés en Polynésie française, les articles 316 à 318 du code civil relatifs au désaveu de paternité ».

III. — Proposition de loi, présentée par M. Jacques DELALANDE, tendant à compléter l'article 344 du code civil relatif à l'adoption (n° 173, 1959-1960) et déposée au cours de la séance du 19 mai 1960. — Retrait [2 mai 1961] (p. 112).

IV. — Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, modifiant les articles 815, 832 et 866 du code civil, les articles 807 et 808 du code rural et certaines dispositions fiscales [27 juin 1961] (I., n° 281). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jozeau-Marigné [12 juillet 1961] (I., n° 309). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [29 juin 1961]. — Deuxième rapport par M. Jozeau-Marigné [25 octobre 1961] (I., n° 41). — **Discussion** [20 juillet 1961] (p. 948). — *Discussion générale*: MM. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice; Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois; Geoffroy de Montalembert, rapporteur pour avis de la commission des finances; Octave Bajeux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Edouard Le Bellegou, Louis Namy, Emile Hugues, Paul Driant. — Renvoi de la suite de la discussion: MM. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois; le président, le garde des sceaux, Antoine Courrière (p. 959). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 960): amendement de M. Louis Namy: MM. Louis Namy, Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois; rejet. — Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, Octave Bajeux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 962): amendement de M. Louis Namy: MM. Louis Namy, le rapporteur et le garde des sceaux; rejet. — Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, le garde des sceaux; adoption. — Amendement de M. Edouard Le Bellegou: MM. Edouard Le Bellegou, le rapporteur, le garde des sceaux, Emile Hugues, Jacques Masteau; rejet. — Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Marcel Molle, Octave Bajeux, Antoine Courrière; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 965): amendement de M. Louis Namy: MM. Louis Namy, le rapporteur; rejet. — Amendements de M. Octave Bajeux et de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. Octave Bajeux, le rapporteur, le garde des sceaux, Marcel Prélot, Geoffroy de Montalembert; adoption de l'amendement modifié de M. Octave Bajeux; adoption de l'article modifié. — Art. 3 bis (p. 966): MM. Emile Hugues, le garde des sceaux, le rapporteur, Octave Bajeux, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques; Antoine Courrière, Jacques Masteau, Marcel Molle. — Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné: adoption; suppression de l'article. — Art. 4 (p. 969): amen-

dement de M. Louis Namy: rejet. — Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, le garde des sceaux; adoption; adoption de l'article modifié. — Article additionnel 4 bis (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné); adoption (p. 970). — Article additionnel 4 ter (amendements de M. Léon Jozeau-Marigné et de M. Octave Bajeux): MM. le rapporteur, le garde des sceaux; adoption de l'article. — Art. 5 (p. 970): amendement de M. Léon Jozeau-Marigné; adoption; suppression de l'article. — Article additionnel 5 bis (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné); adoption. — Art. 6 (p. 971): M. Geoffroy de Montalembert, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Masteau, Antoine Courrière, Paul Driant, le garde des sceaux. — Amendements du Gouvernement, de M. Marcel Molle et de M. René Tinant: MM. le garde des sceaux, Geoffroy de Montalembert, Etienne Dailly, le rapporteur, Robert Soudant; adoption de l'amendement du Gouvernement; adoption de l'article modifié. — Article additionnel 6 bis (amendement de M. Robert Soudant): MM. Robert Soudant, le garde des sceaux, Geoffroy de Montalembert; retrait de l'article. — Art. 7 (p. 974): amendement du Gouvernement: MM. le garde des sceaux, Geoffroy de Montalembert, le rapporteur; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 8 (p. 975): amendement de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, Edouard Le Bellegou, le garde des sceaux; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 9 (p. 975): amendement de M. Léon Jozeau-Marigné: adoption; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble: MM. Edouard Le Bellegou, Emile Hugues, le garde des sceaux, le rapporteur. — Adoption du projet de loi au scrutin public. — Modification de l'intitulé (p. 976).

V. — Projet de loi adopté avec modification par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, modifiant les articles 815, 832, 866 et 2103 (3°) du code civil, les articles 790, 807, 808 et 831 du code rural et certaines dispositions fiscales, n°s 281 et 309 (1960-1961) [24 octobre 1961] (n° 28). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jozeau-Marigné [25 octobre 1961] (n° 41). — **Discussion en deuxième lecture** [9 novembre 1961] (p. 1390). — *Discussion générale*: M. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois (p. 1391). — Art. 1<sup>er</sup>: adoption. — Art. 2: M. le rapporteur. — Amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1393). — Art. 3 bis: amendement de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, Octave Bajeux, le garde des sceaux, Paul Driant, Antoine Courrière; adoption; suppression de l'article (p. 1395). — Art. 4: amendement de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, le garde des sceaux; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1396). — Art. 4 bis: amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, le garde des sceaux; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 5: amendement de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. le rapporteur, le garde des sceaux; adoption; suppression de l'article (p. 1396). — Art. 8: amendement du Gouvernement: MM. le garde des sceaux, le rapporteur, Marcel Molle; rejet; adoption de l'article (p. 1397). — Art. 9: amendements de M. Léon Jozeau-Marigné: MM. Léon Jozeau-Marigné, le garde des sceaux; adoption; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 1398). — Modification de l'intitulé: « **Projet de loi modifiant les articles 815, 832, 866, 2103 (3°) et 2109 du code civil, 790 et 821 du code rural et certaines dispositions fiscales.** » [5 décembre 1961]. — *Discussion* des conclusions modifiées d'une commission mixte paritaire. — *Discussion générale*: MM. Léon Jozeau-Marigné, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire; Emile Hugues, Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice (p. 2302). — Art. 2: adoption (p. 2304). — Art. 3 bis: amendement de M. Marcel Molle: MM. Marcel Molle, le rapporteur; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2305). — Art. 4 et 4 bis: adoption (p. 2305). — Art. 5: Amendements de M. Marcel Molle: MM. Marcel Molle, le rapporteur; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2306). — Art. 6: amendement du Gouvernement: MM. le garde des sceaux, le rapporteur; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2306). — Art. 8: Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2307). — Art. 9 et 10: adoption (p. 2307). — Sur l'ensemble: M. Louis Namy. Adoption des conclusions modifiées de la commission mixte paritaire. — Modification de l'intitulé (p. 2307).

VI. — Proposition de loi, présentée par M. Etienne RABOUIN, tendant à modifier les articles 1094 et 1098 du code civil relatifs aux donations entre époux [9 novembre 1960] (I., n° 37). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Molle [29 juin 1961] (I., n° 291). — **Discussion** [6 juillet 1961]. — *Discussion générale*: MM. Emile Hugues, rapporteur de la commission des

lois ; Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; Léon Messaud, Pierre Marcihacy (p. 733). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 de la proposition de loi (p. 735).

VII. — Proposition de loi, présentée par M. Pierre MARCILHACY, **tendant à modifier l'article 1143 du code civil, relatif à l'exécution des obligations** [6 juillet 1961] (I., n° 305). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

#### CODE DE COMMERCE (Art. 458).

Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, modifiant le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 458 du code de commerce (enregistré à la présidence le 26 juillet 1961 et rattaché pour ordre à la séance du 22 juillet 1961). [26 juillet 1961] (I., n° 353). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Léon Jozeau-Marigné [25 octobre 1961] (I., n° 37). — *Discussion générale* [26 octobre 1961] (p. 1321). MM. Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice ; Léon Jozeau-Marigné, rapporteur de la commission des lois. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

#### CODE DISCIPLINAIRE ET PENAL DE LA MARINE MARCHANDE

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, modifiant et complétant la loi du 17 décembre 1926, déjà modifiée, portant **code disciplinaire et pénal de la marine marchande**. [6 mai 1961] (I., n° 191). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Yvon [17 mai 1961] (I., n° 216). — *Discussion en deuxième lecture* [11 juillet 1961] (p. 775 à 777). — *Discussion générale* : MM. Joseph Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Roger Lachèvre, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports (p. 775 à 777) ; art. 9 : adoption. — Art. 25 : amendement de M. Joseph Yvon ; adoption ; suppression de l'article. — Adoption du projet de loi (p. 777).

#### CODE DES DOUANES (modification de l'article 8).

Proposition de loi, présentée par M. Jean BERTAUD et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 du code des douanes [16 novembre 1961] (I., n° 62). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

#### CODE DE LA FAMILLE

Proposition de loi, présentée par MM. Jean-Louis FOURNIER, Roger LAGRANGE, Marcel DAROU, Jean NAYROU et des membres du groupe socialiste et apparentés une proposition de loi modifiant certaines dispositions du code de la famille et de l'aide sociale en faveur des aveugles et grands infirmes [14 décembre 1961] (I., n° 144). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### CODE GENERAL DES IMPOTS (Article 1600. — Contribution pour frais de chambres et bourses de commerce.)

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, **tendant à modifier le premier alinéa de l'article 1600 du code général des impôts concernant la contribution pour frais de chambres et bourses de commerce** [12 juillet 1961] (I., n° 306). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Emile Hugues [25 octobre 1961] (I., n° 38). — *Discussion* [26 octobre 1961] (p. 1323) : M. Emile Hugues, rapporteur de la commission des lois. — Adoption de l'article unique et de la proposition de loi.

#### CODE MINIER (Art. 108).

Projet de loi, présenté par M. le MINISTRE DE L'INDUSTRIE **modifiant l'article 108 du code minier**. (Enregistré à la présidence le 18 février 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 153). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [17 mai 1961] (I., n° 217). — *Discussion* [14 juin 1961] (p. 401 à 408). — *Discussion générale* : MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jacques Duclos, Georges Dardel, Adolphe Dutoit, Jacques Murette. — *Discussion des articles*. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 405). — Art. 2 (p. 406) : amendement de M. Jacques Duclos : MM. Jacques Duclos, le

rapporteur, le ministre, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; adoption ; suppression de l'article. — Article additionnel (amendement de M. Jacques Duclos) (p. 406) : MM. Jacques Duclos, le rapporteur, Pierre Marcihacy, le ministre, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; rejet de l'article. — Adoption du projet de loi.

#### CODE MUNICIPAL

I. — Proposition de loi, présentée par M. Adolphe CHAUVIN et plusieurs de ses collègues **tendant à modifier l'article 62 du code municipal** [19 mai 1961] (I., n° 230). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

II. — Proposition de loi, présentée par M. Guy PETIT tendant à compléter l'article 507 du code municipal (secrétaires de mairie) [14 juin 1961] (I., n° 243). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

#### CODE DE LA NATIONALITE

Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, garde des sceaux, ministre de la justice, **complétant et modifiant le code de la nationalité française et relatif à diverses dispositions concernant la nationalité française** [16 mai 1961] (I., n° 208). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [22 juin 1961] (I., n° 277). — *Discussion* [29 juin 1961]. — *Discussion générale* : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Paul-Jacques Kalb (p. 594 à 596). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 596) : M. le rapporteur ; amendements de M. Marcel Prélot : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 et 3 : adoption (p. 599). — Art. 4 (p. 599) : amendement de M. Marcel Prélot : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 et 6 : adoption (p. 600). — Art. additionnel 7 (amendement de M. Marcel Prélot) : adoption (p. 600). — Art. additionnel 8 (amendement de M. Marcel Prélot) : adoption (p. 600). — Adoption du projet de loi.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, **complétant et modifiant le code de la nationalité française et relatif à diverses dispositions concernant la nationalité française** [7 décembre 1961] (I., n° 114). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [14 décembre 1961] (I., n° 142). — *Discussion* [15 décembre 1961] (p. 2626). — *Discussion générale* : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2627) : amendement de M. Marcel Prélot : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendement de M. Maurice Carrier : MM. Maurice Carrier, le rapporteur, le garde des sceaux ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Art. 2, 6, 6 bis et 7 : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 2628).

#### CODE RURAL (art. 807 et 808), VOY. : DÉVOLUTION SUCCESSORALE DES EXPLOITATIONS.

#### CODE RURAL (livre VII).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, **modifiant le livre VII du code rural et instituant une allocation complémentaire de vieillesse pour les personnes non salariées des professions agricoles** [19 octobre 1961] (I., n° 20). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Louis Martin [25 octobre 1961] (I., n° 40). — *Discussion générale* [26 octobre 1961] (p. 1317) : MM. Louis Martin, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Octave Bajeux, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Roger Lagrange, Abel Sempé, Adolphe Dutoit. — Art. 1<sup>er</sup> : amendements de M. Louis Martin : MM. le rapporteur, le ministre, Paul Driant, le président, Roger Menu, président de la commission des affaires sociales ; réserves ; renvoi de la suite de la discussion. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi [10 novembre 1961] (p. 1414). — Art. 1<sup>er</sup> (suite) : MM. Paul Driant, au nom de la commission des finances ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Roger Lagrange, rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 1415) ; adoption de l'article. — Art. 2 : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 1416).



**CODE DU TRAVAIL**

I. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant **modification de l'article 33 du livre 1<sup>er</sup> du code du travail relatif à la définition du travailleur à domicile** [27 juin 1961] (I., n° 282). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Roger Lagrange [5 juillet 1961] (I., n° 302). — **Discussion** [11 juillet 1961] (p. 777 et 778). — *Discussion générale* : M. Roger Lagrange, rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 777); adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 et du projet de loi (p. 778).

II. — Proposition de loi, présentée par M. Jean Noury, tendant à la **modification de l'article 47 a du livre 1<sup>er</sup> du code du travail en vue d'assurer le paiement par privilège des salaires en cas de faillite ou de règlement judiciaire** [30 novembre 1961] (I., n° 99). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**CODE DE L'URBANISME (art. 273).**

Proposition de loi, présentée par MM. Bernard Chochoy, Marcel Bertrand, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Paul Mistral et des membres du groupe socialiste, tendant à **modifier l'article 273 du code de l'urbanisme** relatif à la participation des employeurs à l'effort de construction [17 mai 1961] (I., n° 219). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**COMMEMORATION DE LA VICTOIRE DU 8 MAI 1945**

Proposition de loi, présentée par MM. Jacques Duclos, le général PETIT, Georges COGNIOT, Mme Renée DERVAUX, MM. Adolphe DUTOIT, Georges MARRANE, Mme Jeannette VERMEERSCH et les membres du groupe communiste et apparenté, relative à la **commémoration de la victoire du 8 mai 1945**. (Enregistrée à la présidence le 4 mars 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 155). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Déclarée irrecevable [2 mai 1961] (p. 112).

**COMMEMORATION DE LA VICTOIRE DE 1945**, voy. : QUESTION ORALE, n° 280, de M. Jacques Duclos.

**COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE BASE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 273, de M. Marius Moutet.

**COMMISSIONS DE REFORME (Examen des exemptés et des réformés définitifs)**, voy. : QUESTION ORALE, n° 371, de M. Charles Naveau.

**COMMISSIONS DE REMEMBREMENT**

Frais de déplacement des agriculteurs membres, voy. : QUESTION ORALE, n° 288, de M. Martial Brousse.

**COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (Rapport sur les opérations de 1960.)**

*Rapport adressé au Parlement par M. le président de la commission de surveillance de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1960 en application de l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958.* [Enregistré à la présidence le 2 août 1961 et rattaché pour ordre à la séance du 22 juillet 1961] (I., n° 356).

**COMMISSION D'ETUDE FISCALE (Rapport général.)**

M. le PREMIER MINISTRE transmet le **rapport général de la commission d'étude fiscale créée en application de l'article 2 de la loi de finances pour 1961** (loi n° 60-1384 du 23 décembre 1960) [14 juin 1961] (p. 388).

**COMMISSION DE VERIFICATION DES FORTUNES ET REVENUS**, voy. : CRÉATION D'UNE COMMISSION DE VÉRIFICATION DES FORTUNES ET REVENUS DES MEMBRES DU PARLEMENT, DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET DES GRANDS CORPS DE L'ÉTAT.

**COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE**

Voy. : ACCORD CRÉANT UNE ASSOCIATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE ET LA GRÈCE.

Voy. : ACCORD DOUANIER TARIFAIRE CONCLU EN APPLICATION DU TRAITÉ DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE.

Voy. : ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LA GRÈCE (APPLICATION DU PROTOCOLE FINANCIER).

**COMMUNES**, voy. : BAINS DE MER ET PLAGES.

**COMORES**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à l'**organisation des Comores** [13 décembre 1961] (I., n° 132). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [14 décembre 1961] (I., n° 143). — **Discussion** [15 décembre 1961] (p. 2631). — *Discussion générale* : MM. Jean de Broglie, secrétaire d'Etat aux territoires d'outre-mer; Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois; Ahmed Abdallah. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 38 et du projet de loi (p. 2635).

**COMPOSITION ET DUREE DES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE**, voy. : ASSEMBLÉE NATIONALE.

**CONDITIONS D'ADMISSION A L'AIDE MEDICALE**, voy. : QUESTION ORALE n° 344 de M. Jean Nayrou.

**CONDUITE DES NEGOCIATIONS TENDANT A RAMENER LA PAIX EN ALGERIE**, voy. : QUESTION ORALE n° 341 de M. Jacques de Maupeou.

**CONGES NON REMUNERES AUX TRAVAILLEURS ET APPRENTIS**

Projet de loi présenté par M. Michel DEBRÉ, PREMIER MINISTRE, accordant des **congés non rémunérés aux travailleurs salariés et apprentis en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse** (enregistré à la présidence le 31 juillet 1961 et rattaché pour ordre à la séance du 22 juillet 1961) (I., n° 355). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. René Tinant [30 novembre 1961] (I., n° 94). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [25 octobre 1961] (p. 1256). — **Discussion** [5 décembre 1961]. — *Discussion générale* : MM. Lucien Paye, ministre de l'éducation nationale; Maurice Herzog, haut-commissaire à la jeunesse et aux sports; René Tinant, rapporteur de la commission des affaires culturelles; André Chazalon, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 2307). — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. René Tinant : MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. Pierre Garet : MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendements de MM. Jean Bertaud et de M. Jean Noury : MM. Jean Bertaud, Jean Noury, le rapporteur, le ministre; adoption, modifiés. — Amendement de M. René Tinant : adoption. — Amendement de M. Jean Noury : MM. Jean Noury, le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2300). — Art. 2 et 3 : adoption (p. 2311). — Art. 4 : amendement de M. René Tinant : MM. le rapporteur, le ministre; adoption de la première partie et retrait de la seconde. — Amendement de Mlle Irma Rapuzzi : Mlle Irma Rapuzzi; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2311). — Art. 5 : amendements de MM. René Tinant, Jean Bertaud et Jean Noury : MM. le rapporteur, Jean Bertaud, Jean Noury, le ministre; adoption. — Amendement de M. Jean Bertaud : MM. Jean Bertaud, le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié (p. 2312). — Art. 6 : amendement de M. Lucien Bernier : MM. Lucien Bernier, le rapporteur, le ministre; adoption; adoption de l'article modifié. — Adoption du projet de loi (p. 2312).

**Transmis en deuxième lecture** après modification par l'Assemblée nationale [13 décembre 1961] (I., n° 131). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Tinant [14 décembre 1961] (I., n° 141). — **Discussion** [15 décembre 1961] (p. 2628). — *Discussion générale* : M. René Tinant, rapporteur de la commission des affaires culturelles. — Art. 4, 5 et 5 bis : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 2629).

**CONSEILLERS GENERAUX ET MUNICIPAUX (Date des élections.)**

Projet de loi relatif aux **dates des élections cantonales et des élections municipales** [19 juillet 1961] (I., n° 324). — Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, de règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [12 octobre 1961] (I., n° 11). — **Discussion** [17 octobre 1961] (p. 1171 à 1173). — *Discussion générale* : MM. Roger Frey, ministre de l'intérieur; Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Marcel Prélot; adoption; suppression de l'article. — Art. 1<sup>er</sup> bis : adoption. — Art. 2 à 5 : amendements de M. Marcel Prélot; adoption; suppression des articles. — Modification de l'intitulé. — Adoption du projet de loi.

**CONSEQUENCES SOCIALES DU LICENCIEMENT D'OUVRIERS DANS LE NORD**, voy. : QUESTION ORALE n° 347 de M. Adolphe Dutoit.

**CONSTITUTION (Art. 16 et 19.)**

Proposition de loi constitutionnelle présentée par M. Pierre MARCILHACY tendant à abroger l'article 16 et à modifier l'article 19 de la Constitution [3 octobre 1961] (I., n° 2). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**CONSTITUTION (Modification des dispositions de l'article 28.)**

Projet de loi portant modification des dispositions de l'article 28 de la Constitution, adopté par l'Assemblée nationale en troisième lecture [19 juillet 1961] (I., n° 323). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [12 octobre 1961] (I., n° 12). — Retiré de l'ordre du jour [17 octobre 1961] (p. 1171).

**CONSTRUCTION D'IMMEUBLES A USAGE D'HABITATION**

Projet de loi, présenté par M. Pierre SUDREAU, MINISTRE DE LA CONSTRUCTION, relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction [5 octobre 1961] (I., n° 3). — Renvoi à une commission spéciale

**CONTINGENTS TARIFAIRES, VOY. : ACCORD RELATIF A L'EXTENSION DES CONTINGENTS TARIFAIRES A L'ANCIENNE ZONE NORD DU MAROC ET A LA PROVINCE DE TANGER.**

**CONTRIBUTION POUR FRAIS DE CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE, VOY. : CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS.**

**CONVENTION AVEC L'ÉTAT D'ISRAËL POUR LE SERVICE MILITAIRE DES DOUBLES NATIONAUX, VOY. : DOUBLES NATIONAUX.**

**CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA SUEDE**

Projet de loi de M. le ministre des affaires étrangères autorisant la ratification de l'avenant signé à Paris, le 21 avril 1961, à la convention du 24 décembre 1936 entre la France et la Suède tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance en matière d'impôts sur les successions [25 septembre 1961] (I., n° 363). — Renvoi à la commission des finances. — Rapport par M. Georges Portmann [12 octobre 1961] (I., n° 5). — *Discussion générale* [10 novembre 1961]. — Adoption du projet de loi (p. 1423).

**CONVENTION ENTRE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE (doubles impositions).**

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention du 21 juillet 1959, entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, en vue d'éviter les doubles impositions [14 juin 1961] (I., n° 236). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapport par M. Georges Portmann [22 juin 1961] (I., n° 276). — *Discussion* [27 juin 1961]. — *Discussion générale* : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Georges Portmann, rapporteur de la commission des finances (p. 562 et 563). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN**

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention signée à Vienne le 8 octobre 1959 et des lettres échangées le même jour entre le Gouvernement français et le Gouvernement autrichien, en vue d'éviter les doubles impositions et de prévoir une assistance réciproque dans le domaine des impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que des impôts sur les successions [14 juin 1961] (I., n° 237). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. — Rapport par M. Georges Portmann [22 juin 1961] (I., n° 275). — *Discussion* [27 juin 1961] (p. 563). — Adoption du projet de loi.

**CONVENTION FRANCO-SUISSE relative aux législations d'allocations familiales.**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention entre la France et la Suisse, relative à la situation, au regard des législations d'allocations familiales, de certains exploitants suisses de terres françaises, signée à Paris le 24 septembre 1958 [7 novembre 1961] (I., n° 48). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Jacques Henriët [22 novembre 1961] (I., n° 78).

— *Discussion* [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : M. Jacques Henriët, rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 2262). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2262).

**CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de la convention internationale des télécommunications, signée à Genève le 21 décembre 1959. — Renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan [24 octobre 1961] (n° 32).

**CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES**

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention relative à l'organisation de coopération et de développement économiques [14 juin 1961] (I., n° 235). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées). — Rapport par M. Marius Moutet [22 juin 1961] (I., n° 268). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [14 juin 1961] (p. 388). — Avis de M. Raymond Brun [15 juin 1961] (I., n° 261). — *Discussion* [22 juin 1961] (p. 507 à 517). — *Discussion générale* : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Marius Moutet, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; René Jager, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Armengaud. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**COOPERATION AGRICOLE**

Projet de loi présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif à la coopération agricole et aux sociétés d'intérêt collectif agricole [27 juin 1961] (I., n° 285). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Michel Kauffmann [12 octobre 1961] (I., n° 10). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [29 juin 1961]. — Avis de M. Marcel Molle au nom de la commission de législation [19 octobre 1961] (n° 26). — Avis de M. Paul Driant au nom de la commission des finances [19 octobre 1961] (n° 27). — *Discussion générale* [19 octobre 1961] (p. 1199) : MM. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Michel Kauffmann, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Driant, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Abel-Durand, Jean Bardol. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 : amendement de M. Marcel Molle : adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur, Marcel Molle ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 4 (amendement de M. Michel Kauffmann) : MM. le rapporteur, le ministre, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Paul Driant ; irrecevabilité de l'article. — Sur l'ensemble : MM. Marcel Brégégère, Jean Bardol. — Adoption du projet de loi.

Adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

Transmis en deuxième lecture le 16 novembre 1961 (n° 64). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Michel Kauffmann [30 novembre 1961] (I., n° 96). — *Discussion* [14 décembre 1961] (p. 2613). — *Discussion générale* : M. Michel Kauffmann, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 4 (p. 2614) : MM. Abel-Durand, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; adoption de l'article. — Adoption du projet de loi (p. 2615).

**COOPERATIVES AGRICOLES (Cessations de paiements des).**

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE relatif à la cessation des paiements des sociétés coopératives agricoles et des unions de coopératives agricoles [4 octobre 1960] (I., n° 1). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Rapport par M. Abel Durand [5 juillet 1961] (I., n° 301). — Rapport supplémentaire (Abel Durand) (43).

**COORDINATION DES COMPETENCES ADMINISTRATIVES EN MATIERE D'EAU, VOY. : QUESTION ORALE n° 311 de M. Joseph Raybaud.**

**CORPS DES OFFICIERS D'ADMINISTRATION DE L'ARMEEMENT (Admissions sur titres dans le).**

Projet de loi, présenté par M. le MINISTRE DES ARMÉES autorisant des admissions sur titres dans le corps des officiers d'adminis-

tration de l'armement. (Enregistré à la présidence le 4 janvier 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 149). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Brajeux [19 mai 1961] (I., n° 233). — **Discussion** [14 juin 1961] (p. 401). — *Discussion générale* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Jean Brajeux, rapporteur de la commission des forces armées. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 401).

#### CORPS D'OFFICIERS DE L'ARMÉE DE MER ET CORPS DES EQUIPAGES DE LA FLOTTE.

Projet de loi, présenté par M. Pierre MESSMER, MINISTRE DES ARMÉES, modifiant certaines dispositions de loi du 4 mars 1929 portant **organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte** [14 juin 1961] (I., n° 245). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [22 juin 1961] (I., n° 274). — **Discussion** [27 juin 1961]. — *Discussion générale* : MM. Pierre Messmer, ministre des armées (p. 558 et 559) ; André Monteil, rapporteur de la commission des forces armées (p. 559) ; le président (p. 561). — Renvoi au conseil constitutionnel. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 561). — Suite de la discussion [18 juillet 1961]. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 531) : M. André Monteil, rapporteur de la commission des forces armées ; adoption de l'article. — Art. 2 et 3 : adoption. — Adoption du projet de loi (p. 832).

#### CORPS MILITAIRES DE CONTROLE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux **corps militaires de contrôle** [31 octobre 1961] (I., n° 46). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. le général Ganeval [6 décembre 1961] (I., n° 109). — *Discussion générale* [12 décembre 1961] (p. 2471, 2472) : MM. le général Jean Ganeval, rapporteur de la commission des forces armées ; Pierre Messmer, ministre des armées. *Discussion des articles* (p. 2472). — Art. 1<sup>er</sup> et 2 : adoption. Art. 3 (p. 2472) : amendement de M. le général Jean Ganeval ; adoption. — Amendement de M. Guy Petit : MM. Guy Petit, le ministre, le rapporteur ; retrait. — Amendement de M. Guy Petit ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 à 9 (p. 2474). — Adoption du projet de loi (p. 2474).

**COTE D'IVOIRE (Accord de défense)** voy. : RÉPUBLIQUES AFRICAINES.

#### COTE D'IVOIRE (Traité de coopération.)

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, autorisant : 1° **La ratification du Traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de la Côte d'Ivoire** ; 2° **l'approbation des accords de coopération, conclus à la même date, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Côte d'Ivoire** [18 mai 1961] (I., n° 222). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Périquier [14 juin 1961] (I., n° 251). — **Discussion** [15 juin 1961] (p. 438). — *Discussion générale commune* : MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jean Périquier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Louis Namy. — *Discussion des articles*. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 442). — Art. 2 : adoption. — Adoption du projet de loi.

**COTE FRANÇAISE DES SOMALIS**, voy. : ARMES ET MUNITIONS EN CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS.

**COTISATIONS D'ASSURANCE MALADIE DES EXPLOITANTS AGRICOLES**, voy. : QUESTION ORALE n° 363 de M. Jean Nayrou.

**COURS D'EAU**, voy. : PASSAGE DES PECHEURS.

**CREATION D'UNE COMMISSION de vérification des fortunes et revenus des membres du Parlement, du Conseil constitutionnel et des grands corps de l'Etat.**

Proposition de loi, présentée par M. Pierre MARCILHACY tendant à la **création d'une commission de vérification des fortunes et revenus des membres du Parlement, du Conseil constitutionnel et des grands corps de l'Etat**. (Enregistrée à la présidence le 22 mars 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 160). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**CULTURE DE LA POMME DE TERRE**, voy. : QUESTION ORALE n° 322 de M. Yves Estève.

## D

#### DAHOMÉY (Traité de coopération.)

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, autorisant : 1° **La ratification du Traité de coopération, conclu le 24 avril 1961, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomé** ; 2° **l'approbation des accords de coopération, conclus à la même date, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Dahomé** [18 mai 1961] (I., n° 223). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense nationale et des armées. — Rapport par M. Jean Périquier [14 juin 1961] (I., n° 252). — **Discussion** [15 juin 1961] (p. 438). — *Discussion générale commune* : MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jean Périquier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Louis Namy. — *Discussion des articles*. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 443). — Art. 2 : adoption. — Adoption du projet de loi.

**DAHOMÉY (Accord de défense)**, voy. : RÉPUBLIQUES AFRICAINES.

**DECLARATION OBLIGATOIRE de résidence et de changement de domicile.**

Proposition de loi, présentée par MM. Modeste LEGOUÉZ ET JEAN BRAJEUX, tendant à instituer une **déclaration obligatoire de résidence et de changement de domicile** [22 novembre 1961] (I., n° 81). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**DEFENSE (Politique française de)**, voy. : QUESTION ORALE AVEC DÉBAT n° 120 de M. Vincent Rotinat.

#### DEGATS CAUSES PAR LES SANGLIERS

Proposition de loi de M. Martial BROUSSE et plusieurs de ses collègues, tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt collectivement responsable des dégâts causés par les sangliers. — Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale [24 octobre 1961] (I., n° 30).

#### DELEGATION DU DROIT DE VOTE DES PARLEMENTAIRES

Proposition de loi organique, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à modifier l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958, portant loi organique autorisant exceptionnellement les parlementaires à déléguer leur droit de vote [17 novembre 1961] (I., n° 66). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [13 décembre 1962] (I., n° 129). — **Discussion** [15 décembre 1961] (p. 2630). — *Discussion générale* : MM. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice. — Adoption, au scrutin public, de l'article unique de la proposition de loi organique (p. 2630).

**DEPARTEMENTS DES OASIS ET DE LA SAOURA**, voy. : ACTION SOCIALE DANS LES DÉPARTEMENTS DES OASIS ET DE LA SAOURA.

**DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER (Guadeloupe, Guyane, Martinique.)**

Dépôt d'un rapport d'information [19 mai 1961] fait au nom de la commission des affaires sociales, à la suite de la mission effectuée du 13 février au 3 mars 1961, par une délégation de la commission, chargée d'étudier les problèmes sanitaires, démographiques et sociaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique (n° 231), par MM. Roger Menu, Joseph Brayard, Jean-Louis Fournier, Marcel Lambert, André Plait et Louis Roy.

#### DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Allocations et prestations familiales, voy. : QUESTIONS ORALES n° 266, 267 et 268 de M. Georges Marie-Anne.

Voy. : ATTRIBUTION DE L'ALLOCATION SUPPLÉMENTAIRE DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER.

Recensement, voy. : QUESTION ORALE n° 306 de M. Lucien Bernier.

**DEPLACEMENTS DU CHEF DU GOUVERNEMENT (Choix d'un avion pour les),** voy. : QUESTION ORALE n° 349 de M. André Méric.

#### DEPORTES DU TRAVAIL

Proposition de loi de MM. Jacques DUCLOS, Louis NAMY, Jean BARDOL, Léon DAVID, Mme Renée DERVAUX, MM. Adolphe DUTOIT, Camille VALLIN et des membres du groupe communiste et apparentés, tendant à remplacer dans le titre de la loi n° 51-538 du 14 mai 1951 les mots : « personnes contraintes au travail en pays ennemi, en territoire étranger occupé par l'ennemi ou en territoire français annexé par l'ennemi », par les mots : « victimes de la déportation du travail » et à modifier, en conséquence, le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. (Enregistrée à la présidence le 7 avril 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 165). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### DEPUTES DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Projet de loi présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ETAT, modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer, modifiée [25 novembre 1960] (I., n° 63). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [4 mai 1961] (I., n° 184). — *Discussion des articles* [18 mai 1961]. — Adoption du projet de loi (p. 348).

**DENTISTERIE,** voy. : EXERCICE DE L'ART DENTAIRE PAR CERTAINS PRATICIENS AYANT EXERCÉ EN TUNISIE.

**DESAVEU DE PATERNITE,** voy. : CODE CIVIL (Art. 316).

**DEVOLUTION SUCCESSORALE DES EXPLOITATIONS,** voy. : CODE CIVIL (Art. 815, 832 et 866).

**DONATION ENTRE EPOUX,** voy. : CODE CIVIL (art. 1094 et 1098).

#### DOUBLES NATIONAUX

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de la convention sur le service militaire des **doubles nationaux**, conclue à Paris le 30 juin 1959, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Etat d'Israël [31 octobre 1961] (I., n° 45). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Marius Moutet [5 décembre 1961] (I., n° 101). — *Discussion générale* [12 décembre 1961] (p. 2471) : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Vincent Rotinat, président de la commission des forces armées. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2471).

#### DRAINAGE DES TERRES HUMIDES

Proposition de loi, présentée par M. Maurice LALLOY et les membres du groupe de l'union pour la nouvelle République, apparentés et rattachés administrativement, autorisant l'Etat à exécuter les travaux d'infrastructure de drainage des terres humides [10 mai 1960] (I., n° 164). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [6 décembre 1960] (I., n° 81). — *Discussion* [10 mai 1961]. — Retrait de l'ordre du jour. La commission et le Gouvernement proposent d'inscrire cette affaire à l'ordre du jour complémentaire de la séance du 17 mai (p. 248). —

*Discussion* [17 mai 1961] (p. 334 à 336). — *Discussion générale* : MM. Maurice Lalloy, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture

*Discussion de l'article unique* (p. 335) : amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Adoption de la proposition de loi (p. 336).

#### DROITS DE DOUANE

I. — Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-8 du 12 janvier 1960 prorogeant, pour certaines denrées, la période d'application des dispositions du décret n° 59-1258 du 4 novembre 1959 portant suspension provisoire des droits de douane applicables à certains produits [22 juillet 1961] (I., n° 349). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jacques Gadoin [19 octobre 1961] (I., n° 17). — *Discussion* [10 novembre 1961]. — *Discussion générale* : M. Jacques Gadoin, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1421).

II. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 60-625 du 29 juin 1960 portant, pour certains produits, modification du tarif des droits de douane applicable à l'entrée dans le territoire douanier et, pour d'autres produits, réduction de la perception des droits. (Enregistré à la présidence le 21 décembre 1960.) [25 avril 1961] (I., n° 143). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marcel Lebreton [10 mai 1961] (I., n° 204). — *Discussion* [16 mai 1961] (p. 304). — *Est entendu* : M. Marcel Lebreton, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

III. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 60-160 du 20 février 1960 relevant le taux de perception des droits de douane applicables au glucose du n° 17-02 B du tarif des droits de douane d'importation en régime de droit commun. (Enregistré à la présidence le 21 décembre 1960) [25 avril 1961] (I., n° 137). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Auguste Billiemaz [10 mai 1961] (I., n° 197). — *Discussion* [16 mai 1961] (p. 303). — *Est entendu* : M. Henri Cornat, en remplacement de M. Auguste-François Billiemaz, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

IV. — Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-922 du 6 septembre 1960 relatif à la perception du droit de douane d'importation applicable à l'entrée sur le territoire douanier aux extraits tannants de quebracho du n° 32-01 C du tarif des droits de douane [22 juillet 1961] (I., n° 348). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marcel Brégégère [19 octobre 1961] (I., n° 15). — *Discussion* [10 novembre 1961]. — *Discussion générale* : MM. Louis Terrenoire, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Marcel Brégégère, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 1419). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 1420).

V. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-1018 du 19 septembre 1960 portant modification du tarif des droits de douane d'importation applicable l'entrée dans le territoire douanier, en ce qui concerne certains produits sidérurgiques [7 décembre 1960] (I., n° 88). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [10 mai 1961] (I., n° 193). — *Discussion* [16 mai 1961] (p. 301, 302). — *Sont entendus* : MM. René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — Adoption du projet de loi.

VI. — Projet de loi portant ratification du décret n° 61-1053 du 20 septembre 1961, modifiant le tarif des droits de douane d'exportation applicable à la sortie du territoire douanier [20 novembre 1961] (I., n° 72). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jacques Gadoin [24 novembre 1961] (I., n° 86). — *Discussion* [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : M. Jacques Gadoin, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2259). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2260).

VII. — Projet de loi portant ratification du décret n° 60-1443 du 27 décembre 1960, modifiant les tarifs des droits de douane d'importation, du décret n° 61-135 du 9 février 1961, relatif aux tarifs des droits de douane d'importation et du décret n° 61-273 du 30 mars 1961, modifiant les tarifs des droits de douane d'importation [20 juin 1961] (I., n° 266). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par MM. Henri Cornat, Marc Pauzet et Auguste Pinton [29 juin 1961] (I., n° 294). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [22 juin 1961] (p. 505). — Rapport par M. Gustave Alric [28 juin 1961] (n° 288). — *Discussion* [12 juillet 1961] (p. 787 à 810) : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Henri Rochereau, ministre de l'agriculture (p. 787 à 791) ; MM. Henri Cornat, Auguste Pinton et Marc Pauzet, rapporteurs de la commission des affaires économiques ; le ministre de l'agriculture, Alain Poher, Gustave Alric, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Jean Bardol, le ministre des finances (p. 791 à 809). — Adoption du projet de loi (p. 810).

VIII. — Projet de loi portant ratification du décret n° 61-482 du 15 mai 1961, modifiant le tarif des droits de douane d'importation [20 novembre 1961] (I., n° 74). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Roger de Halgouët [24 novembre 1961] (I., n° 88). — *Discussion* [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : MM. Roger de Halgouët, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Wilfrid

Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 2258). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2259).

**IX. — Projet de loi portant ratification du décret n° 61-956 du 24 août 1961, modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [20 novembre 1961] (I., n° 73). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [24 novembre 1961] (I., n° 87). — **Discussion** [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : M. Pierre de Villoutreys, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2259). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2259).

**X. — Projet de loi portant ratification du décret n° 61-1021 du 12 septembre 1961, modifiant le tarif des droits de douane d'importation** [20 novembre 1961] (I., n° 75). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [24 novembre 1961] (I., n° 89). — **Discussion** [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2258). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2258).

**XI. — Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 59-1258 du 4 novembre 1959 suspendant provisoirement la perception des droits de douane d'importation applicables à certains produits** [22 juillet 1961] (I., n° 350). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jacques Gadoin [19 octobre 1961] (I., n° 16). — **Discussion** [10 novembre 1961]. — *Discussion générale* : M. Jacques Gadoin, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 142). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 142).

**XII. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 60-921 du 6 septembre 1960 portant réduction, en régime de Communauté économique européenne, des droits de douane d'importation applicables aux tabacs bruts ou fabriqués importés en Corse** [20 novembre 1961] (I., n° 71). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Gaston Pams [24 novembre 1961] (I., n° 85). — **Discussion** [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : MM. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Léon David (p. 2260). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2260).

**XIII. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 60-624 du 29 juin 1960 portant réduction, en régime de Communauté économique européenne, des droits de douane d'importation applicables dans le territoire douanier** (enregistré à la présidence le 21 décembre 1960) [25 avril 1961] (I., n° 141). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [10 mai 1961] (I., n° 201). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 304). — *Est entendu* : M. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XIV. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 60-344 du 8 avril 1960 portant rétablissement, relèvement, réduction et suspension de la perception de certains droits de douane d'importation dans le territoire douanier** [25 juillet 1960] (I., n° 327). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Marcel Brégégère [15 juin 1961] (I., n° 263). — **Discussion** [12 juillet 1961] (p. 786 et 787). — *Discussion générale* : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Marcel Brégégère, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**XV. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 59-636 du 5 mai 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, de certains droits de douane d'importation en régime de droit commun et en tarif minimum** (enregistré à la présidence le 21 décembre 1960) [25 avril 1961] (I., n° 138). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [10 mai 1961] (I., n° 198). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 303). — *Est entendu* : M. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XVI. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 59-1085 du 19 septembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, de certains droits de douane d'importation**

**en régime de droit commun en tarif minimum** (enregistré à la présidence le 21 décembre 1960 [25 avril 1961] (I., n° 139). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Cornat [10 mai 1961] (I., n° 199). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 303). — *Est entendu* : M. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XVII. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le Premier ministre, portant ratification du décret n° 59-1299 du 17 novembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception de certains droits de douane d'importation en régime de droit commun et en tarif minimum.** (Enregistré à la présidence le 21 décembre 1960.) [25 avril 1961] (I., n° 140). — Rapport par M. Henri Cornat [10 mai 1961] (I., n° 200). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 303). — *Est entendu* : M. Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XVIII. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le Premier ministre, portant ratification du décret n° 59-1497 du 28 décembre 1959 portant réduction provisoire, quant à la perception, du droit de douane d'importation applicable, en régime de droit commun, en tarif minimum, à certaines ébauches en rouleaux pour tôles** [7 décembre 1960] (I., n° 89). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [10 mai 1961] (I., n° 194). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 302). — *Est entendu* : M. René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XIX. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 59-268 du 7 février 1959 rétablissant la perception des droits de douane d'importation sur certaines fontes et ébauches en rouleaux pour tôles** (n° 90, 1960) [7 décembre 1960] (I., n° 90). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Jager [10 mai 1961] (I., n° 195). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 302). — *Est entendu* : M. René Jager, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XX. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le Premier ministre, portant ratification du décret n° 59-1151 du 1<sup>er</sup> octobre 1959 suspendant la perception du droit de douane d'importation sur le benzène** (n° 29-01 *Da* du tarif des droits de douane d'importation) dans la limite d'un contingent. (Enregistré à la présidence le 21 décembre 1960.) [25 avril 1961] (I., n° 142). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [10 mai 1961] (I., n° 202). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 304). — *Est entendu* : M. Pierre de Villoutreys, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XXI. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant ratification du décret n° 61-695 du 3 juillet 1961 modifiant les tarifs des droits de douane d'importation en ce qui concerne le café torréfié de la rubrique n° 09-01 A 11** [20 novembre 1961] (I., n° 69). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Lafleur [24 novembre 1961] (I., n° 83). — *Discussion générale* : M. Henri Lafleur, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2261). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2261).

**XXII. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant ratification du décret n° 59-1250 du 31 octobre 1959 suspendant provisoirement la perception du droit de douane d'importation sur les travertins et autres pierres calcaires d'une densité apparente supérieure ou égale à 2,5 en blocs bruts ou équarris** (n° 25-15 Bb du tarif des droits de douane d'importation) [7 décembre 1960] (I., n° 91) ; renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Maurice Lalloy [10 mai 1961] (I., n° 196). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 302, 303). — *Est entendu* : M. Maurice Lalloy, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

**XXIII. — Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, portant modification du décret n° 60-635 du 2 juillet 1960 relatif à la perception, en régime de droit commun, d'un droit de douane d'importation sur le styrolène (styrène) monomère n° 29-01 *De* du tarif des droits de douane d'importation.** (Enregistré à la présidence le 21 décembre 1960.) [25 avril 1961] (I., n° 144). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Pierre de Villoutreys [10 mai 1961] (I., n° 203). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 304). — *Est entendu* : M. Pierre de Villoutreys, rapporteur de la commission des affaires économiques et du plan. — Adoption du projet de loi.

XXIV. — **Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, ratifiant le décret n° 60-718 du 13 juillet 1960 portant rejet partiel de la délibération n° 198 du 9 février 1960 de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendance portant exonération des droits de douane sur le matériel destiné à la recherche minière et aux études de préparation des minerais** [20 novembre 1961] (I., n° 70). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Henri Lafleur [24 novembre 1961] (I., n° 84). — **Discussion** [30 novembre 1961]. — **Discussion générale** : M. Henri Lafleur, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 2250). — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2261).

Abaissement sur les tissus de laine mélangée, voy. : QUESTION ORALE n° 301 de M. Marius Moutet.

**DROITS DE PLAIDOIRIE DES AVOCATS**, voy. : CAISSE NATIONALE DES BARREAUX FRANÇAIS.

#### DROITS POLITIQUES (Suppression des).

Proposition de loi de M. Jean Brajeux et plusieurs de ses collègues tendant à la suppression d'office de tous droits politiques aux individus déchus de la puissance paternelle. — Renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement, par l'article 43 de la Constitution, de demander la nomination d'une commission spéciale [24 octobre 1961] (I., n° 34).

#### DROIT DE PREEMPTION dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé.

Projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le PREMIER MINISTRE, relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé [21 juillet 1961] (I., n° 333). — Renvoi à la demande du Gouvernement, à une commission spéciale. — Rapport par M. Jean-Eric Bousch [8 décembre 1961] (I., n° 122). — Lettre du 12 décembre 1961 de M. le PREMIER MINISTRE demandant que la discussion de ce projet de loi, inscrite à l'ordre du jour du 12 décembre, soit poursuivie jusqu'à son terme le 13 décembre [12 décembre 1961] (p. 2486). — **Discussion** [12 décembre 1961] (p. 2487 à 2498). — **Discussion générale** : MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission spéciale ; Emile Hugues ; Bernard Chochoy ; Waldeck L'Huillier. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 2498).

*Suite de la discussion générale* [13 décembre 1961] (p. 2506 à 2512) : MM. Jacques Marette, Adolphe Chauvin, Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Antoine Courrière, Paul Chevallier, Emile Hugues. — Passage à la discussion des articles (p. 2512) : amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission spéciale ; le ministre ; adoption. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de M. Emile Hugues : MM. Joseph Voyant, le rapporteur, le ministre, Auguste Pinton ; retrait. — Amendement de M. Waldeck L'Huillier : MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le ministre ; rejet. — Amendements de M. Jean-Eric Bousch, de M. Emile Hugues et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Joseph Voyant, Emile Hugues, Adolphe Chauvin, Jacques Marette, Bernard Chochoy, Waldeck L'Huillier, Antoine Courrière ; adoption de l'amendement du Gouvernement. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption de la première partie. — Amendement de M. Bernard Chochoy : MM. Bernard Chochoy, Emile Hugues, Abel-Durand, président de la commission spéciale ; le rapporteur, le ministre ; rejet, au scrutin public ; MM. Auguste Pinton, le président ; adoption de la deuxième partie de l'amendement de M. Jean-Eric Bousch. — Renvoi de la suite de la discussion : MM. le président de la commission, le président, le rapporteur (p. 2518).

*Suite de la discussion des articles* [2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961]. — Art. 1<sup>er</sup> (suite) : amendement du Gouvernement : MM. Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission spéciale ; adoption. — Amendements de M. Jean-Eric Bousch et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Antoine Courrière, Waldeck L'Huillier, Bernard Chochoy, Joseph Voyant, Auguste Pinton ; adoption, modifiés. — Amendements de M. Jean-Eric Bousch : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; MM. Auguste Pinton, le ministre ; adoption de l'article modifié (p. 2551 à 2554). — Art. 2 : amendement de M. Adolphe Chauvin : MM. Adolphe Chauvin, le ministre, le rapporteur, Joseph Voyant ; adoption. — Amendements de M. Jean-Eric Bousch, de M. Emile Hugues et du Gouvernement : MM. le rapporteur, Emile Hugues, Waldeck L'Huillier, Joseph Voyant, Maurice Coutrot ; adoption de l'amendement du Gouvernement. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. le rapporteur, le ministre, Joseph Voyant ; adop-

tion, modifié. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch, de M. Gilbert Paulian, de M. Emile Hugues et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Emile Hugues, Maurice Coutrot, Gabriel Montpied, Auguste Pinton, Waldeck L'Huillier, Abel-Durand, président de la commission spéciale ; Yvon Coudé du Foresto, Marcel Audy ; rejet. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2551 à 2560). — Art. 3 : amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption ; suppression de l'article (p. 2560). — Art. 4 : amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption ; suppression de l'article (p. 2560). — Art. 5 : amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption ; suppression de l'article (p. 2560). — Art. 6 : amendements de M. Jean-Eric Bousch et de M. Bernard Chochoy : MM. le rapporteur, Bernard Chochoy, le ministre, Emile Hugues, Joseph Voyant, Etienne Dailly ; adoption de l'amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption de l'article modifié (p. 2560 à 2563). — Art. 7 : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. Léon Jozeau-Marigné, le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2563). — Art. additionnel 8 (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : MM. le rapporteur, le ministre, Emile Hugues, Guy Petit ; adoption de l'article : M. Léon Jozeau-Marigné. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption (p. 2563). — Art. additionnel 9 (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : adoption (p. 2565). — Art. additionnel 10 (amendements de M. Jean-Eric Bousch, de M. Guy Petit, de M. Emile Hugues et de M. Adolphe Chauvin) : MM. le rapporteur, Guy Petit, le président de la commission, Léon Jozeau-Marigné, le ministre, Emile Hugues, Adolphe Chauvin ; adoption de l'article (p. 2565, 2566). — Art. 11 (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : adoption (p. 2567). — Art. 12 (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : adoption (p. 2567). — Art. 13 (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : MM. le rapporteur, Guy Petit, le ministre ; adoption de l'article (p. 2567, 2568). — Art. additionnel (amendement de M. Waldeck L'Huillier) : MM. Waldeck L'Huillier, le rapporteur, le ministre ; rejet de l'article (p. 2568). — Art. additionnel (amendement de M. Gilbert Paulian) : MM. Guy Petit, le ministre, le rapporteur, Adolphe Chauvin ; rejet de l'article (p. 2568) ; modification de l'intitulé (p. 2569). — Sur l'ensemble : MM. Bernard Chochoy, Emile Hugues, Auguste Pinton, Léon Jozeau-Marigné, Joseph Voyant, le rapporteur, Waldeck L'Huillier, le ministre. — Adoption du projet de loi (p. 2569, 2570).

#### DROIT DE PREEMPTION des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural.

Projet de loi, présenté par M. le MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [19 septembre 1961] (I., n° 360). — Renvoi à la commission de législation.

## E

**EAU (Coordination des compétences administratives en matière d'eau)**, voy. : QUESTION ORALE n° 311 de M. Joseph Raybaud.

#### EDUCATION PHYSIQUE

Voy. : CITÉS SPORTIVES.

Voy. : RÉORGANISATION DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET DES SPORTS.

#### ÉGOUTS

Exécution d'office des branchements aux égouts, voy. : QUESTION ORALE n° 302 de M. Joseph Raybaud.

#### ELECTIONS

Députés des territoires d'outre-mer, voy. : DÉPUTÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

— Conseillers généraux et municipaux, voy. : CONSEILLERS GÉNÉRAUX ET MUNICIPAUX, DATE DES ÉLECTIONS.

— Inscription sur les listes électorales, voy. : QUESTION ORALE n° 286 de M. Antoine Courrière.

— Propagande électorale sur les ondes de la R. T. F., voy. : QUESTION ORALE n° 321 de M. Camille Vallin.

**ELECTRIFICATION DE LA VOIE FERRE MARSEILLE MENTON**, voy. : QUESTION ORALE n° 249 de M. Joseph Raybaud.

#### ELIGIBILITE ET INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES

Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale, modifiant l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires [18 juillet 1961] (I., n° 314). — Renvoi

à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Marcel Prélot [13 décembre 1962] (I., n° 130). — **Discussion** [15 décembre 1961] (p. 2629). — *Discussion générale* : M. Marcel Prélot, rapporteur de la commission des lois. — Adoption, au scrutin public, de l'article unique et du projet de loi organique (p. 2630).

**ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRE ET TECHNIQUE, voy. :**  
VACANCES DE POSTES DE PROFESSEURS DANS LES ENSEIGNEMENTS DU SECOND DEGRE TECHNIQUE

**EQUIPEMENT DES PORTS DE PLAISANCE, voy. :** QUESTION ORALE n° 332 de M. Joseph Raybaud.

#### EQUIPEMENT ELECTRIQUE

Projet de loi de programme transmis par M. le Premier ministre, relative à l'équipement électrique, adopté par l'Assemblée nationale [25 novembre 1961] (I., n° 90). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Gustave Alric [8 décembre 1961] (I., n° 123). — Avis de M. Henri Cornat, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [8 décembre 1961] (n° 117). — **Discussion** [15 décembre 1961] (p. 2635). — *Discussion générale* : MM. Gustave Alric, rapporteur de la commission des finances ; Henri Cornat, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Michel Champeboux, Jean-Eric Bousch, Pierre de Villoutreys, Jean-Marcel Jeaneney, ministre de l'industrie. — Adoption de l'article unique et du projet de loi (p. 2640).

#### EQUIPEMENT SPORTIF ET SOCIO-EDUCATIF

Projet de loi de programme, présenté par l'Assemblée nationale, relative à l'équipement sportif et socio-éducatif [19 mai 1961] (I., n° 228). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, le 19 mai 1961. — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles le 19 mai 1961. — Avis de M. Vincent Delpuech [15 juin 1961] (n° 264). — Rapport par M. Eugène Motte [15 juin 1961] (n° 260). — **Discussion** [20 juin 1961] (p. 463). — *Discussion générale* : MM. Lucien Paye, ministre de l'éducation nationale ; Eugène Motte, rapporteur de la commission des finances ; Jean Noury, Jean Errecart, Henri Claireaux, Maurice Vérillon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. René Tinant, Georges Marrane, André Dullin [22 juin 1961] (p. 490 à 504). — Suite de la discussion et adoption du projet de loi (p. 490). — *Suite de la discussion générale* : MM. Georges Marie-Anne, Jacques Henriot, Vincent Delpuech, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Edgard Pisani, Maurice Herzog, haut commissaire à la jeunesse et aux sports ; Lucien Paye, ministre de l'éducation nationale ; Jean Noury. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 498) : amendement de M. Gérard Coppenrath : MM. Gérard Coppenrath, le ministre, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; retrait. Adoption de l'article. — Art. 2 (p. 499) : amendements de Mlle Irma Rapuzzi : MM. Antoine Courrière, André Monteil, le ministre, Roger Lachèvre, Bernard Chochoy, Eugène Motte, rapporteur de la commission des finances ; retrait du premier amendement et rejet du second. — Amendement de M. Maurice Vérillon : MM. Maurice Vérillon, Adolphe Chauvin, Bernard Chochoy, le ministre, Roger Lachèvre, le rapporteur, Jacques Descours Desacres, André Monteil, le rapporteur général, Etienne Dailly, Jean Berthoin ; retrait. — Amendement du Gouvernement ; adoption. — Amendement de M. Georges Marrane : MM. Georges Marrane, le ministre, le rapporteur. Rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : adoption (p. 504). — Sur l'ensemble : MM. Antoine Courrière, Georges Maranne. — Adoption du projet de loi (p. 504).

**EVENEMENTS DU 17 OCTOBRE 1961 (Nomination d'une commission d'enquête).**

Proposition de résolution présentée par M. Antoine COURRIÈRE tendant à la nomination d'une commission d'enquête sur les événements du 17 octobre 1961 et des jours suivants [31 octobre 1961] (I., n° 47). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marcilhacy [10 novembre 1961] (I., n° 51). — **Discussion** [30 novembre 1961]. — *Discussion générale* : MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois ; Roger Frey, ministre de l'intérieur ; Louis Namy, Gaston Defferre, Jean Bertaud (p. 2263 à 2268). — Article unique : Amendement de M. Jean Bertaud : MM. le rapporteur, Jean Bertaud, Gaston Defferre, Jean-Louis Vigier, le ministre ; retrait (p. 2268) ; MM. Edmond Barrachin, Labidi Neddaf, le ministre (p. 2270) ; renvoi en commission : MM. Edmond Barrachin, Raymond Bonnefous, président de la commission des

lois ; Antoine Courrière, le rapporteur, Labidi Neddaf, Roger Carcassonne (p. 2271). — Renvoi de la suite de la discussion. — Retirée de l'ordre du jour de la 2<sup>e</sup> séance du 13 décembre 1961 et inscrite à celui de la séance du 14 décembre 1961 (p. 2551). — *Suite de la discussion* [14 décembre 1961]. — Article unique (*suite*) (p. 2579) : MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois ; Roger Frey, ministre de l'intérieur ; Gaston Defferre, Edmond Barrachin, Jean Bertaud, Antoine Courrière ; rejet de l'article au scrutin public (p. 2582).

**EXECUTION DES OBLIGATIONS, voy. :** CODE CIVIL (Art. 1143).

#### EXEMPTES ET REFORMES

Examen par les commissions de réforme des exemptés et des réformés définitifs, voy. : QUESTION ORALE n° 371 de M. Charles Naveau.

**EXERCICE DE L'ART DENTAIRE par certains praticiens ayant exercé en Tunisie.**

Proposition de loi, présentée par M. Maurice CARRIER, tendant à modifier l'article 4 de l'ordonnance n° 58-1006 du 23 octobre 1958 en vue d'autoriser l'exercice de l'art dentaire en France à certains praticiens ayant exercé en Tunisie [6 décembre 1961] (I., n° 108). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**EXONERATION de certaines cotisations de sécurité sociale pour les salariés de retour du service militaire, voy. :** QUESTION ORALE n° 342 de M. Charles Naveau.

**EXPORTATIONS FRANÇAISES DE BEURRE VERS LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ITALIE, voy. :** QUESTION ORALE n° 369 de M. Charles Naveau.

#### EXPROPRIATION

Proposition de loi, présentée par MM. Bernard CHOCHOY, Marcel BERTRAND, Antoine COURRIÈRE, Maurice COUTROT, Paul MISTRAL et des membres du groupe socialiste tendant à faciliter les opérations d'expropriation et à lutter contre la spéculation foncière [17 mai 1961] (I., n° 220). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

#### EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITE PUBLIQUE

Proposition de loi, présentée par MM. Jacques DELALANDE, Emile HUGUES, Paul-Jacques KALB, Marcel MOLLE et Adolphe CHAUVIN, tendant à modifier l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique. (Enregistrée à la présidence le 25 janvier 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 151). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

**EXTENSION DE L'ALLOCATION DE TRANSPORT AUX TRAVAILLEURS DE PROVINCE, voy. :** QUESTION ORALE n° 270 de M. Francis Dassaud.

## F

**FAILLITE ET REGLEMENT JUDICIAIRE, voy. :** CODE DU COMMERCE (Art. 458).

**FINANCEMENT DES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT GENERAL, voy. :** QUESTION ORALE n° 305 de M. Adolphe Chauvin.

#### FIXATION DES PRIX AGRICOLES

Proposition de loi, présentée par M. Jean DEGUISE et plusieurs de ses collègues, relative à la fixation des prix agricoles [novembre 1961] (I., n° 49). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

#### FONDS NATIONAL DES MARCHES AGRICOLES

Proposition de loi, présentée par MM. René BLONDELLE, Jean DEGUISE et Etienne RESTAT, tendant à créer un fonds national des marchés agricoles [18 juillet 1961] (I., n° 318). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**FONDS DE SOLIDARITE**, voy. : QUESTIONS ORALES n° 313 de M. Maurice Charpentier et n° 310 de M. Bernard Chochoy.

**FRAIS DES CHAMBRES ET BOURSES DE COMMERCE**, voy. : CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS.

**FRAIS DE DEPLACEMENT DES AGRICULTEURS MEMBRES DE COMMISSIONS DE REMEMBREMENT**, voy. : QUESTION ORALE n° 288 de M. Martial Brousse.

#### FRAIS DE JUSTICE EN ALSACE ET LORRAINE

Projet de loi, présenté par M. Edmond MICHELET, GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE, relatif aux frais de justice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (enregistré à la présidence le 4 août 1961 et rattaché pour ordre à la séance du 22 juillet 1961) [4 août 1961] (I, n° 357). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Paul-Jacques Kalb [19 octobre 1961] (I, n° 21). — Discussion [9 novembre 1961] (p. 1398). — Discussion générale : MM. Paul-Jacques Kalb, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 3 et du projet de loi.

**FRAIS MEDICAUX**, voy. : QUESTION ORALE n° 339 de M. Adolphe Dutoit.

**FRANÇAIS D'OUTRE-MER**, voy. ACCUEIL ET RÉINSTALLATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER.

**FRANÇAIS MUSULMANS**, voy. : ACCÈS DES FRANÇAIS MUSULMANS A CERTAINS GRADES DE LA HIÉRARCHIE MILITAIRE

#### FRANÇAIS D'OUTRE-MER RAPATRIÉS

Voy. : ACCUEIL ET RÉINSTALLATION DES FRANÇAIS D'OUTRE-MER.

Voy. : QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 87 et 108 de M. André Armengaud ; n° 106 de M. Maurice Carrier, et n° 107 de M. Louis Gros.

## G

#### GENDARMERIE

Revalorisation des traitements des personnels, voy. : QUESTION ORALE n° 290 de M. Bernard Chochoy.

**GOVERNEMENT AUTRICHIEN**, voy. : CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE GOUVERNEMENT AUTRICHIEN.

**GRANDE-BRETAGNE ET COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES**, voy. : QUESTION ORALE n° 272 de M. Marius Moutet.

#### GRÈCE

Voy. : ACCORD CRÉANT UNE ASSOCIATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LA GRÈCE.

Voy. : ACCORD ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LA GRÈCE (PROTOCOLE FINANCIER).

#### GROUPEMENTS AGRICOLES D'EXPLOITATION

Projet de loi, présenté par M. Henri ROCHEREAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, relatif aux groupements agricoles d'exploitation [27 juin 1961] (I, n° 284). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Victor Golvan [12 octobre 1961] (I, n° 9). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [29 juin 1961]. — Avis de M. Marcel Molle au nom de la commission de législation [19 octobre 1961] (n° 22). — Avis de M. Paul Driant, au nom de la commission des finances [19 octobre 1961] (n° 23). — Discussion générale [19 octobre 1961] (p. 1181) : MM. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Victor Golvan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Paul Driant, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Louis Courroy, Charles Fruh, Hector Dubois. — Art. 1<sup>er</sup> : amendement de

M. Victor Golvan : M. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 2 : amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le ministre, Octave Bajeux ; adoption. — Amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre, Marcel Prélot ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 : amendement de M. Marcel Molle : adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 bis : amendement de M. Victor Golvan ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 : amendement de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre, Gilbert Paulian, Jean Bardol ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Article additionnel 4 bis (amendement de M. Victor Golvan) : MM. le rapporteur, Marcel Molle, Octave Bajeux, Edouard Le Bellegou, le ministre, Léon Jozeau-Marigné, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; retrait de l'article. — Art. 5 : amendement de M. Victor Golvan : MM. le rapporteur, Marcel Prélot, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 6 : amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre, Abel-Durand ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 : réservé. — Art. 8 : amendements de M. Victor Golvan et de M. Marcel Molle : MM. Victor Golvan, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Molle, rapporteur de la commission des lois ; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Jean Bardol, Edouard Le Bellegou ; adoption, modifiés ; adoption de l'article modifié. — Art. 7 (réservé) : amendement de M. Victor Golvan : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — amendement de M. Octave Bajeux : MM. Octave Bajeux, le rapporteur, le ministre, Louis Courroy, Marcel Molle ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 10 : amendement de M. Victor Golvan ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 11 : amendement de M. Victor Golvan : M. le rapporteur ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 12 : amendement de M. Victor Golvan ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 13 : amendements de M. Victor Golvan et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre : adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article modifié. — Art. 13 bis : amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 14 et 15 : adoption. — Sur l'ensemble : MM. Jean Errecart, Jean Bardol, Jean Périquier, le ministre, Léon Jozeau-Marigné, Louis Courroy ; adoption du projet de loi. — Modification de l'intitulé.

Transmis en deuxième lecture, après modification par l'Assemblée nationale [14 décembre 1961] (n° 139). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Retiré de l'ordre du jour du 14 décembre 1961 à la demande du président de la commission [14 décembre 1961] : MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; le président, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture (p. 2592).

#### GUADELOUPE

Voy. : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (divers), RAPPORT D'INFORMATION [19 mai 1961] (n° 231).

Voy. : SITUATION DES POPULATIONS AGRICOLES DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA RÉUNION ET DE LA GUYANE.

#### GUYANE

I. — Projet de loi, présenté par M. Robert LECOURT, MINISTRE D'ÉTAT, relatif à l'organisation de la Guyane [14 juin 1961] (I, n° 241). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

II. — Proposition de loi, présentée par M. Georges GUERIL, tendant à accorder à la Guyane française un statut spécial [22 juillet 1961] (I, n° 351). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

III. — Voy. : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (divers), RAPPORT D'INFORMATION [19 mai 1961] (n° 231).

IV. — Voy. : SITUATION DES POPULATIONS AGRICOLES DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA RÉUNION ET DE LA GUYANE.



## H

**HAÏTI, voy. : TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET HAÏTI. PROJET DE LOI [16 juin 1961] (n° 238).**

## HAUTE-VOLTA

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, autorisant : 1° La ratification du traité de coopération conclu le 24 avril 1961 entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de la Haute-Volta ; 2° L'approbation des accords de coopération, conclus à la même date, entre le Gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de la Haute-Volta [18 mai 1961] (I., n° 224). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Péridier [14 juin 1961] (I., n° 253). — Discussion [15 juin 1961] (p. 438). — Discussion générale commune : MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jean Péridier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Louis Namy. — Discussion des articles. — Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 443). — Art. 2 : adoption. — Adoption du projet de loi.

**HOPITAL DE LA CITE UNIVERSITAIRE : voy. : QUESTION ORALE n° 329 de M. Pierre Marclhacy.**

## I

**IMMEUBLES (Permis de démolition des immeubles ayant plus de 100 ans d'âge).**

Proposition de loi, présentée par M. Jacques de MAUPEOU, tendant à rendre obligatoire l'avis du ministère des affaires culturelles avant la délivrance du permis de démolition des immeubles ayant plus de 100 ans d'âge [12 octobre 1961] (I., n° 8). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jacques de Maupeou [30 novembre 1961] (I., n° 93). — Discussion générale [7 décembre 1961] (p. 2390) : MM. Jacques de Maupeou, rapporteur de la commission des affaires culturelles ; Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Antoine Courrière, Abel-Durand, Gabriel Montpied (p. 2390 à 2392). — Adoption de l'article unique et de la proposition de loi (p. 2392).

## IMPORTATIONS

I. — **De chevaux destinés à la boucherie, voy. : QUESTION ORALE n° 285 de M. Pierre Garet.**

II. — **De fruits, voy. : QUESTION ORALE n° 277 de M. Léon David.**

III. — **De pommes de table, voy. : QUESTION ORALE n° 292 de M. Charles Durand.**

IV. — **De porcs, voy. : QUESTION ORALE n° 316 de M. Eugène Romaine.**

**Impôt sur les bénéficiaires agricoles dans les régions de culture betteravière, voy. : QUESTION ORALE n° 279 de M. Emile Durieux.**

**INDUSTRIE CIDRICOLE, voy. : ASSAINISSEMENT DE L'INDUSTRIE CIDRICOLE.**

**INCOMPATIBILITES PARLEMENTAIRES, voy. : ÉLIGIBILITÉ ET INCOMPATIBILITÉS PARLEMENTAIRES.**

**INFRACTIONS, voy. : RÉPRESSION DES INFRACTIONS EN MATIÈRE DE MATÉRIEL DE GUERRE.**

## INONDATIONS

I. — **Du Nord, voy. : QUESTION ORALE n° 274 de M. Charles Naveau.**

II. — **Du Pas-de-Calais, voy. : QUESTION ORALE n° 265 de M. Emile Durieux.**

**INSCRIPTION SUR LES LISTES ELECTORALES, voy. QUESTION n° 286 de M. Antoine Courrière.**

## INSTITUT NATIONAL D'ECONOMIE RURALE

Proposition de loi, présentée par MM. Jean DEGUISE, René BLONDELLE et Etienne RESTAT, tendant à la coordination des services d'études et de recherches d'économie rurale par la création d'un institut national d'économie rurale. [21 juil. 1961] (I., n° 3363). — Renvoi à la commission des affaires économiques.

**INTERNES DU CAMP DE THOL, voy. : QUESTIONS ORALES n° 317 de M. Bernard Lafay et n° 318 de M. René Dubois.**

## INVESTISSEMENT DES CAPITAUX D'ORIGINE PUBLIQUE DANS LES ENTREPRISES

Proposition de loi présentée par M. André ARMENGAUD tendant à fixer les conditions dans lesquelles les capitaux d'origine publique peuvent être investis dans des entreprises industrielles et commerciales [21 juil. 1961] (I., n° 337). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation.

## J

**JURIDICTIONS DU TRAVAIL, voy. : RÉORGANISATION DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL.**

## L

## LIBERTE DE LA PRESSE

Proposition de loi, présentée par M. Roger CARCASSONNE et des membres du groupe socialiste et apparentés tendant à modifier la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, de façon à réprimer les délits de diffamation et d'injure commis au cours d'émissions de radio ou de télévision et à organiser l'exercice du droit de réponse [9 décembre 1960] (I., n° 92). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marclhacy [6 décembre 1960] (I., n° 80). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles. — Reprise par M. Roger Carcassonne conformément au troisième alinéa de l'article 28 du règlement. — Rapport par M. Pierre Marclhacy imprimé sous le n° 213.

**LICENCIEMENT D'OUVRIERS DANS LE NORD, voy. : QUESTION ORALE n° 347 de M. Adolphe Dutoit.**

**LIMITE D'AGE, voy. : PERSONNEL MILITAIRE FÉMININ.**

**LIQUIDATION DES PENSIONS DES ANCIENS FONCTIONNAIRES FRANÇAIS DES CADRES CHERIFIENS, voy. : QUESTION ORALE n° 304 de M. Joseph Raybaud.**

**LOCAUX D'HABITATION OU A USAGE PROFESSIONNEL, voy. : BAILLEURS ET LOCATAIRES.**

**LOGISTIQUE DANS LE SECTEUR CENTRE-EUROPE, voy. : QUESTION ORALE n° 271 de M. Marius Moutet.**

## LOI DE FINANCES POUR 1962

Projet de loi de finances pour 1962, adopté par l'Assemblée nationale. — Renvoyé à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [14 novembre 1961] (I., n° 52). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [14 novembre 1961] (I., n° 53). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [14 novembre 1961] (p. 1436). — Rapport par MM. Jacques Gadoin, Marc Pauzet, Charles Suran, Pierre de Villoutreys, Auguste Pinton, Amédée Bouquerel, Auguste-François Billiemaz, Gaston Pams, Joseph Yvon, René Jager, Joseph Beaujannot et Michel Champlébourg [14 novembre 1961] (n° 56). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [14 novembre 1961]. — Rapport par MM. Paul Pauly, Jean Noury, Vincent Delpuech, Jacques Baumel, Charles Fruh, Georges Lamousse et André Cornu [16 novembre 1961] (n° 61).

— Renvoi pour avis à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées [14 novembre 1961] (p. 1462). — Rapport par MM. Jean Lecanuet, le général Jean Ganeval, Jacques Ménard, Pierre Métayer et André Monteil [15 novembre 1961] (n° 60). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [14 novembre 1961] (p. 1462). — Rapport par Mme Marie Hélène Cardot, MM. André Plait, André Dullin et Lucien Bernier [14 novembre 1961] (n° 58). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [14 novembre 1961] (p. 1462). — **Discussion générale** [14 novembre 1961]: MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; Bernard Chochoy, Ludovic Tron, Emile Hugues, Georges Marrane, Yvon Coudé du Foresto, Jean-Eric Bousch, Georges Marie-Anne (p. 1437 à 1462). — Renvoi de la suite de la discussion.

**Suite de la discussion d'un projet de loi** [15 novembre 1961] (p. 1468 et 1469): MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; le président. *Discussion des articles* [15 novembre 1961]. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 1469): amendement du Gouvernement. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. 2 et 3: adoption (*id.*). — Art. 5: MM. Emile Hugues, le secrétaire d'Etat, Jacques Descours Desacres (p. 1470 à 1473). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Emile Hugues; adoption. — Suppression de l'article (p. 1473). — Art. additionnel 5 *bis* (amendement de M. Marcel Pellenc): MM. le rapporteur général, Emile Hugues, le secrétaire d'Etat, Bernard Chochoy, Jacques Marette, Jean-Eric Bousch, Jacques Descours Desacres. — Amendement de M. Georges Repiquet: MM. Georges Repiquet, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption. — Amendement de M. Emile Hugues: MM. Emile Hugues, Jean-Eric Bousch; retrait. — Amendement de M. Georges Repiquet: MM. Georges Repiquet, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption. — Amendement de M. Emile Hugues: MM. Emile Hugues, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1477). — Art. 6: M. Charles Fruh. — Amendement de M. Marcel Pellenc; MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1478). — Suspension et reprise de la séance; présidence de M. André Méric. — Art. 7: amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1480). — Art. 8 et 9: adoption (p. 1480). — Art. 10: amendement de M. Hector Dubois: MM. Hector Dubois, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Emile Durieux; retrait; adoption de l'article (p. 1481). — Art. 11: amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur général, Roger Lachèvre, Mlle Irma Rapuzzi, MM. le secrétaire d'Etat, Léon David; adoption; suppression de l'article (p. 1482). — Art. 12: amendement de M. André Dulin: MM. André Dulin, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption; suppression de l'article (p. 1483). — Art. 13: adoption (*id.*). — Art. 14: amendement de M. Marc Pauzet: MM. Marc Pauzet, Alex Roubert, président de la commission des finances; le secrétaire d'Etat; retrait; adoption de l'article (p. 1484). — Art. 15: MM. Pierre de Villoutreys, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; André Armengaud, Jean-Eric Bousch. — Amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, André Armengaud, Jean-Eric Bousch; adoption; suppression de l'article (p. 1486); M. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — Art. 18: adoption (p. 1488). — Art. 18 *bis*: amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur général, le ministre, Jean-Eric Bousch, Antoine Courrière, Jean Bardol, Auguste Pinton; adoption au scrutin public; suppression de l'article (p. 1441). — Art. 18 *ter*: amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Joseph Beaujannot: MM. le rapporteur général, Joseph Beaujannot, le secrétaire d'Etat, Bernard Chochoy; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1492). — Art. 19: amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption. — Amendement du Gouvernement: MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général; adoption. — Amendement de M. Marcel Pellenc: MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1503). — Renvoi de la suite de la discussion.

**Suite de la discussion** (SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION) [16 novembre 1961]: MM. Hector Peschaud, rapporteur spécial de la commission des finances; André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Léon Messaud, Mme Renée Dervaux, MM. Roger Lagrange, Léon Motais de Narbonne, André Armengaud, Lucien Grand, Bernard Lemarié, Abel-Durand, Jacques Henriot, Jacques Descours Desacres, Lucien Bernier, Joseph Fontanet, ministre de la santé publique

et de la population; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 1508 à 1523); MM. Antoine Courrière, Adolphe Dutoit, Léon Messaud (p. 1523 et 1524). — Renvoi de la suite de la discussion.

#### Suite de la discussion :

2<sup>e</sup> séance du 16 novembre 1961.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: M. Jacques Soufflet, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; MM. Marcel Darou, Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre; André Méric, Mme Renée Dervaux, MM. François Schleiter, René Jager, Paul-Jacques Kalb, Louis Martin, Adolphe Dutoit, Jean-Louis Fournier (p. 1526 à 1542); Mme Marie-Hélène Cardot, M. le ministre (*idem*). — Amendements de M. Antoine Courrière et de M. Paul Chevallier: MM. Antoine Courrière, Paul Chevallier, le rapporteur spécial, François Schleiter, le ministre André Dulin; adoption, au scrutin public (p. 1543). — Art. 48 et 49: adoption (p. 1544). — Art. 50 (p. 1545): amendement de M. Jean Brajeux: MM. Jean Brajeux, le rapporteur spécial, le ministre, Antoine Courrière; rejet, au scrutin public. — Amendement de M. Marcel Darou: MM. Marcel Darou, le rapporteur spécial, le ministre; irrecevabilité; adoption de l'article (p. 1546). — Art. additionnel 50 *bis* (amendement de M. André Dulin): MM. André Dulin, le ministre, le rapporteur spécial; irrecevabilité de l'article. — Art. 51: adoption. — Art. 52: Mme Renée Dervaux, M. le ministre; adoption de l'article (p. 1547). — Art. additionnel 52 *bis* (amendement de M. Marcel Darou): MM. Marcel Darou, Camille Vallin, le ministre, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; André Dulin, Antoine Courrière, Edmond Barrachin, Paul-Jacques Kalb: adoption de l'article, au scrutin public (p. 1548 et 1549).

1<sup>re</sup> séance du 17 novembre 1961.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES: MM. Georges Portmann, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Lecanuet, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; André Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Raymond Guyot, André Armengaud, Jacques Baumel, André Maroselli, Gaston Defferre, Waldeck L'Huilier, Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères (p. 1556 à 1572).

2<sup>e</sup> séance du 17 novembre 1961.

DÉPENSES MILITAIRES ET SECTION GUERRE: MM. Pierre Messmer, ministre des armées; André Maroselli, rapporteur spécial de la commission des finances; Vincent Rotinat, président de la commission de la défense; Pierre Métayer, rapporteur pour avis de la commission de la défense; Bernard Chochoy, Maurice Bayrou, le président, André Monteil, le général Ernest Petit, François Schleiter, Jacques Ménard, Adolphe Chauvin, Edmond Barrachin (p. 1573 à 1582). — *Section commune (services communs)*: MM. Jacques Soufflet, rapporteur spécial de la commission des finances; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission de la défense; Jacques de Maupeou, le ministre, Raymond Guyot (p. 1582 à 1588). — *Section Air*: MM. Julien Brunhes, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Ménard, rapporteur pour avis de la commission de la défense; André Méric, le ministre (p. 1588 à 1593). — *Section Marine*: MM. Antoine Courrière, rapporteur spécial de la commission des finances; André Monteil, rapporteur pour avis de la commission de la défense (p. 1593 à 1598), renvoi de la suite de la discussion. — *Section Marine (suite)*: MM. Edouard Le Bellegou, Pierre Messmer, ministre des armées (p. 1598 à 1602). — *Section commune (services d'outre-mer)*: MM. Gustave Atric, rapporteur spécial de la commission des finances; le ministre (p. 1602). — *Service des essences et service des poudres*: M. André Colin, rapporteur spécial de la commission des finances (p. 1602 et 1603). — Art. 24: amendements du Gouvernement et de M. André Maroselli; MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; André Maroselli, rapporteur spécial de la commission des finances. — Rejet de l'amendement du Gouvernement. — Adoption de l'amendement de M. André Maroselli (p. 1603 et 1604). — Amendement de M. Antoine Courrière: M. André Armengaud; adoption; adoption de l'article modifié (p. 1604). — Article additionnel (amendements de M. André Monteil, de M. Edouard Le Bellegou, de M. le général Jean Ganeval et de M. André Dulin): MM. André Monteil, Edouard Le Bellegou, le général Jean Ganeval, André Dulin, André Armengaud, le ministre (p. 1604 et 1605; irrecevabilité de l'article (p. 1606). — Art. 25: adoption. — Article additionnel (amendement de M. Raymond Guyot): MM. Raymond Guyot, André Maroselli, le ministre; rejet de l'article — Art. 28 et 27: adoption (p. 1606 et 1607).

1<sup>re</sup> Séance du 18 novembre 1961.

**JUSTICE** : MM. Pierre Garet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Marcel Molle, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Bernard Chochoy, Louis Namy, Georges Guénil, Michel Champleboux, Jacques Delalande, Gérard Coppenrath, André Fosset, Léon Messaud, Abel-Durand, Pierre Marcihacy, Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice ; M. André Armengaud. — Amendements du Gouvernement : MM. le garde des sceaux, le rapporteur, Abel-Durand ; adoption. — Amendement de M. Pierre Garet : MM. le rapporteur spécial, le garde des sceaux ; adoption ; MM. Gilbert Paulian, le garde des sceaux (p. 1611 à 1627).

2<sup>e</sup> séance du 18 novembre 1961.

**INDUSTRIE** : MM. Gustave Alric, rapporteur spécial de la commission des finances ; Pierre de Villoutreys, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Emile Vanrullen, Jean Bardol, René Jager, Henri Desseigne, Jean Errecart, Roger Lachèvre, Louis Courroy, Jean-Louis Tinaud, Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; MM. Jean-Eric Bousch, le ministre ; amendement de M. Gustave Alric ; adoption ; MM. Jean-Eric Bousch, le ministre. — Art. 59 A : amendement de M. Pierre de Villoutreys : MM. Pierre de Villoutreys, le ministre, le rapporteur spécial ; adoption. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch : MM. Jean-Eric Bousch, le rapporteur spécial, Pierre de Villoutreys, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 1628 à 1647). — Suspension et reprise de la séance.

**IMPRIMERIE NATIONALE** : M. Jacques Duclos, rapporteur spécial de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 1647, 1648).

**COOPÉRATION** : MM. André Armengaud, rapporteur spécial de la commission des finances ; Léon Motais de Narbonne, Lucien Bernier, André Dulin. — Renvoi de la suite de la discussion : MM. le rapporteur spécial, Lucien Bernier, le président, André Dulin, Paul Symphor, Bernard Chochoy (p. 1648 à 1657).

1<sup>re</sup> séance du 20 novembre 1961.

**DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER** : MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial de la commission des finances ; Henri Lafleur, Alfred Isautier, Georges Repiquet, Gérard Coppenrath, Mohamed Kamil, Georges Guénil, Ahmed Abdallah, René Toribio, Georges Marie-Anne, Lucien Bernier, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat au Sahara, aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 1659 à 1678).

2<sup>e</sup> séance du 20 novembre 1961.

**DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER (suite)** : MM. Paul Symphor, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat au Sahara, aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial de la commission des finances ; le secrétaire d'Etat ; rejeté. — Amendement du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial ; adoption. — Amendement de M. Ahmed Abdallah : MM. Ahmed Abdallah, le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; retrait. — Art. 41 : adoption (p. 1680 à 1684).

**SAHARA** : MM. Jean-Marie Louvel, rapporteur spécial de la commission des finances ; René Jager, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Etienne Dailly, Guy Petit, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat au Sahara, aux départements d'outre-mer et aux territoires d'outre-mer ; André Monteil. — Amendement de M. Etienne Dailly : MM. Etienne Dailly, le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat, Antoine Courrière ; adoption, au scrutin public. — Amendements de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; adoption (p. 1684 à 1698).

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE** : I. *Services généraux* : MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial de la commission des finances ; Michel Champleboux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Marie-Hélène Cardot, M. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre. — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre délégué, le rapporteur spécial, Maurice Coutrot, Waldeck L'Huilier ; renvoi en commission ; renvoi de la suite de la discussion. — III. *Journaux officiels* : M. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial de la commission des finances. — VII. *Conseil économique et social* : MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial de la commission des finances ; le ministre délégué. — IV. *Etat-major général de la défense nationale*. — V. *Service de documentation extérieure et de contre-espionnage*. — VI. *Groupement des*

*contrôles radio-électriques* : M. Jacques Richard, rapporteur spécial de la commission des finances. — Suspension et reprise de la séance : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 1698 à 1707).

**TRAVAIL** : MM. Michel Kistler, rapporteur spécial de la commission des finances ; Lucien Bernier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Léon Messaud, Roger Lagrange, Adolphe Dutoit, Roger Menu, Georges Marie-Anne, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Claude Mont, Auguste-François Billiemaz, Paul Bacon, ministre du travail. — Amendement de M. Adolphe Dutoit : MM. Adolphe Dutoit, le rapporteur spécial, le ministre ; rejet (p. 1707 à 1717).

## Séance du 21 novembre 1961.

**AFFAIRES CULTURELLES** : MM. Joseph Raybaud, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Fruh, Georges Lamousse et André Cornu, rapporteurs pour avis de la commission des affaires culturelles ; Amédée Bouquerel, Louis Gros, Philippe d'Argenlieu, Clément Balestra, Abel-Durand, Alex Roubert, Pierre Garet, Louis Jung, André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — Amendement de M. Edouard Bonnefous : MM. Edouard Bonnefous, le ministre d'Etat, André Cornu, le rapporteur spécial ; adoption. — Amendement du Gouvernement ; adoption (p. 1722 à 1739). — Suspension et reprise de la séance.

**ÉDUCATION NATIONALE. — JEUNESSE ET SPORTS** : MM. Fernand Auberger et Jacques Richard, rapporteurs spéciaux de la commission des finances ; Paul Pauly et Jean Noury, rapporteurs pour avis de la commission des affaires culturelles ; Maurice Vérillon, Edgar Tailhades, Gaston Defferre, André Monteil, Lucien Paye, ministre de l'éducation nationale ; Jean Nayrou, Georges Cogniot, Roger du Halgout, André Cornu, Louis Jung, André Chazalon, François Mitterrand, Jean de Bagneux, Georges Marrane, Adolphe Chauvin, Jean Brajeux, Claude Mont, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. André Monteil, Henri Longchambon, Jacques Henriot, René Tinant, Charles Fruh. — Renvoi de la suite de la discussion (p. 1739 à 1775).

## Séance du 22 novembre 1961.

**CONSTRUCTION** : MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial de la commission des finances ; Charles Suran, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Bernard Chochoy, Camille Vallin, Maurice Coutrot, Auguste Pinton, Michel Kistler (p. 1778 à 1792). — MM. Joseph Voyant, Pierre Garet, Léon Jozeau-Marigné, René Montaldo, Michel Kauffmann, Ludovic Tron, Pierre Sudreau, ministre de la construction, Maurice Coutrot. MM. Edouard Bonnefous, le ministre. — Art. 23 : MM. Geoffroy de Montalembert, Emile Durieux, le ministre. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. le rapporteur spécial, le ministre ; retrait : MM. le rapporteur spécial, Joseph Voyant, Geoffroy de Montalembert, le ministre ; adoption de l'article (p. 1792 à 1806). — Modification de l'ordre du jour (p. 1806) : M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Art. 33 : MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur spécial de la commission des finances ; Bernard Chochoy, Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Auguste Pinton. — Art. 35. — Art. 36 : M. Marc Desaché. — Amendement de M. Charles Suran : MM. Charles Suran, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le rapporteur spécial, le ministre, René Montaldo, Bernard Chochoy, Mouloud Yanat ; irrecevabilité. — Amendements de M. Emile Durieux, de M. Pierre Garet, de M. René Montaldo et de M. André Chazalon : MM. Emile Durieux, Pierre Garet, René Montaldo, André Chazalon, Camille Vallin, le rapporteur spécial, le ministre, Joseph Voyant, Marc Desaché, Léon David ; adoption. — Amendement de M. Martial Brousse : MM. François Schleiter, le rapporteur spécial, le ministre ; retrait ; adoption de l'article modifié (p. 1806 à 1813). — Art. 37 : adoption (p. 1813). — Art. 53 : amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Charles Suran : MM. le rapporteur spécial, Charles Suran, le ministre ; irrecevabilité ; rejet de l'article (p. 1813). — Art. 54 : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. Léon Jozeau-Marigné, le rapporteur spécial, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 1813 à 1815). — Art. 55 : adoption (p. 1815). — Art. 55 bis : amendement de M. Joseph Voyant : MM. Auguste Pinton, Joseph Voyant, le rapporteur spécial, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 1815 à 1816). — Art. additionnel 55 ter (amendement de M. Joseph Voyant) : MM. Joseph Voyant, le rapporteur spécial, le ministre, André Fosset ; retrait de l'article. — Art. additionnel (amendement de M. Léon Jozeau-Marigné) : MM. Léon Jozeau-Marigné, le ministre, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances, le rapporteur spécial ; irrecevabilité de l'article. — Art. additionnel (amendement du Gouvernement) : MM. le

ministre, le rapporteur spécial, Pierre Garet; Adoption de l'article; MM. Ludovic Tron, le ministre. — Suspension et reprise de la séance (p. 1816 à 1819).

INTÉRIEUR: MM. Jacques Masteau, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Nayrou, rapporteur pour avis de la commission des lois; Ludovic Tron, Marcel Champeix; renvoi de la suite de la discussion: M. Roger Frey, ministre de l'intérieur (p. 1819 à 1828).

*Séance du 23 novembre 1961.*

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: Mlle Irma Rapuzzi et M. Antoine Courrière, rapporteurs spéciaux de la commission des finances; MM. Auguste Pinton, Amédée Bouquerel, Auguste-François Billiemaz et Joseph Yvon, rapporteurs pour avis de la commission des affaires économiques; Victor Golvan, Marcel Brégégère, Gaston Defferre, Jean Nayrou, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports; Camille Vallin, Mme Renée Dervaux, MM. Abel Sempé, Edouard Bonnefous, Adolphe Chauvin, Auguste Pinton, François Schleiter, René Jager, Marcel Lambert, Julien Brunhes, Bernard Lemarié, René Dubois, André Colin, Georges Marie-Anne, Guy Petit, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports; Antoine Courrière, rapporteur spécial de la commission des finances; Auguste Pinton, Abel Sempé, Jean Bardol (p. 1834 à 1872). — Art. 21: amendement du Gouvernement: MM. le ministre, Alex Roubert, président de la commission des finances; Yvon Coudé du Foresto, Amédée Bouquerel, Antoine Courrière, Jacques Soufflet, Auguste Pinton, Roger Lachèvre, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; Roger Houdet; rejet; amendement de M. Jean Nayrou: M. Jean Nayrou, Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial de la commission des finances; M. le ministre; rejet. — Amendement de M. Marcel Pellenc: Mlle Irma Rapuzzi, rapporteur spécial; MM. le ministre, le secrétaire d'Etat, Raymond Brun; rejet; Mme Marie-Hélène Cardot. — Amendement de M. Jean Nayrou: MM. Jean Nayrou, Antoine Courrière, rapporteur spécial; Auguste-François Billiemaz, le ministre, Jean Bardol; adoption, au scrutin public (p. 1872 à 1877). Art. 22: amendement de M. Gaston Defferre: MM. Antoine Courrière, rapporteur spécial; Auguste Pinton, le ministre; rejet (p. 1877).

*Séance du 24 novembre 1961.*

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES: MM. Max Monichon, rapporteur spécial de la commission des finances; André Dulin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; Georges Marie-Anne, Paul Pelleray (p. 1882 à 1886). — Art. 28 et 27 (p. 1886). — Art. 45, 46, 46 bis et 47: adoption (p. 1886).

AGRICULTURE: MM. Paul Driant et Geoffroy de Montalembert, rapporteurs spéciaux de la commission des finances; Marc Pauzet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Yvon Coudé du Foresto, Joseph Raybaud, Charles Naveau, Emile Durieux, Jean Péridier (p. 1886 à 1898). — MM. Marcel Brégégère, Abel Sempé, Maurice Vérillon, Jean Bardol, Martial Brousse, Victor Golvan, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; Roger du Halgout, André Dulin, Lucien Grand, René Blondelle, Jacques Verneuil, Robert Soudant, Marcel Lambert, Edgar Faure, Georges Boulanger, Marcel Legros, Michel Kauffmann, Claudius Delorme, Eugène Ritzenthaler, Hubert Durand, Modeste Legoux, Georges Marie-Anne, Octave Bajoux, Marcel Prélot, Jules Pinsard, Roger Houdet (p. 1898 à 1923). — Motion d'ordre (p. 1923). — MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; le président (p. 1923). — MM. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; André Dulin, Paul Pelleray (p. 1924 à 1928). — Art. 21: amendement du Gouvernement: MM. le ministre, Paul Driant, rapporteur spécial de la commission des finances; Marc Pauzet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Michel Kauffmann; adoption (p. 1928 et 1929). — Amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc: MM. le ministre, Paul Driant, rapporteur spécial; André Dulin; rejet de l'amendement du Gouvernement; adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc (p. 1929 et 1930); M. Martial Brousse (p. 1930). — Art. 22: MM. Martial Brousse, Jean-Paul de Rocca Serra (p. 1930 et 1931). — Amendement de M. Marc Pauzet: MM. Marc Pauzet, Paul Driant, rapporteur spécial; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; retrait (p. 1931 et 1932). — Amendement de M. Lucien Grand: MM. Lucien Grand, le secrétaire d'Etat, Paul Driant, rapporteur spécial; Paul Ribeyre, Antoine Courrière; adoption, au scrutin public (p. 1932 à 1934). — Art. 47 bis: amendement du Gouvernement: MM. le secrétaire d'Etat, Paul Driant, rapporteur spécial; adoption; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 47 ter (amendement de M. Marc Pauzet): MM. Marc Pauzet, le ministre; retrait

de l'article (p. 1934). — Art. additionnel 47 ter (amendement de M. Marc Pauzet): MM. Marc Pauzet, le ministre; réservé (p. 1934). — Art. additionnel 47 quater (amendement de M. Marc Pauzet); MM. Marc Pauzet, le ministre, Paul Driant, rapporteur spécial; adoption de l'article (p. 1935). — Art. additionnel 47 quinquies (amendement de M. René Blondelle): MM. René Blondelle, Paul Driant, rapporteur spécial; le secrétaire d'Etat, le ministre; retrait de l'article (p. 1935 et 1936). — Art. additionnel (amendement de M. Eugène Romaine): MM. Eugène Romaine, le ministre, Charles Naveau; retrait de l'article (p. 1936 et 1937). — Art. additionnel (amendement de M. Hector Dubois): MM. Hector Dubois, le ministre; retrait de l'article (p. 1937). — MM. Marcel Audy, le ministre (p. 1937 et 1938). — Renvoi de la suite de la discussion.

*Séance du 25 novembre 1961.*

AFFAIRES ALGÉRIENNES: discussion générale commune avec le budget des services civils en Algérie: MM. René Montaldo, rapporteur spécial de la commission des finances; Laurent Schiaffino, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Marcel Champeix, Waldeck L'Huillier, Auguste Pinton, Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes; Roger Marcellin, François Mitterrand (p. 1984 à 1996); MM. Gabriel Burgat, Bernard Lafay, Gilbert Paulian, le ministre d'Etat, le président, René Dubois, Labidi Neddaf, Jean-Louis Fournier, Auguste Pinton, Edmond Barrachin (p. 1996 à 2003). — Titres II, IV et VI: adoption (p. 2016).

POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS: MM. Bernard Chochoy, rapporteur spécial de la commission des finances; Joseph Beaujannot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Gérard Minvielle, Louis Namy, Paul Ribeyre, Michel Maurice-Bokanowski, ministre des postes et télécommunications; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 2016 à 2026). — Art. 28: Amendement de M. Joseph Beaujannot. — MM. Joseph Beaujannot, le rapporteur spécial; retrait (p. 2026). — Art. 27: amendement de M. François Mitterrand: MM. François Mitterrand, le ministre; retrait (p. 2026 à 2028).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE: MM. Georges Marrane, rapporteur spécial de la commission des finances; Edouard Le Belle-gou, Marcel Lambert, Pierre Garet, Michel Maurice-Bokanowski, ministre des postes et télécommunications (p. 2028 à 2032). — Art. 28 et 27 adoption (p. 2032).

EDUCATION NATIONALE, JEUNESSE ET SPORTS: MM. Lucien Paye, ministre de l'éducation nationale; Gaston Defferre, André Fosset, André Cornu, Maurice Herzog, haut-commissaire à la jeunesse et aux sports; Jean Noury, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 2032 à 2040). — Titres III, IV, V. — MM. René Toribio, Jean Bardol, Jean Nayrou, le ministre, Louis Roy (p. 2040 et 2041). — Art. 56: amendement de M. Marcel Pellenc: MM. Fernand Auberger, rapporteur spécial de la commission des finances; Abel-Durand, le ministre; adoption; suppression de l'article (p. 2041 à 2043).

*Séance du 25 novembre 1961.*

AFFAIRES ÉCONOMIQUES: MM. Marc Desaché, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Gadoin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Yvon Coudé du Foresto, François Missoffe, secrétaire d'Etat au commerce intérieur; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 2048 à 2053). Titres III, IV, V.

COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN D'ÉQUIPEMENT ET DE LA PRODUCTIVITÉ: MM. André Armengaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 2053 à 2055). Titres III et IV: amendement de M. André Armengaud: MM. André Armengaud, le ministre, Raymond Bonnefous, Paul-Jacques Kalb; rejet (p. 2055 et 2056).

COOPÉRATION (suite): Titres III à VI: adoption (p. 2056). — Décision de M. le président du Sénat sur le budget du ministère de l'agriculture (p. 2056).

AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE: MM. Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial de la commission des finances; Gaston Pams, rapporteur spécial de la commission des affaires économiques; Maurice Vérillon, Georges Marrane, Jules Emaillé, Jacques Soufflet, Georges Marie-Anne, Max Monichon, Jacques Baumel, Mmes Marie-Hélène Cardot, Suzanne Crémieux, M. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports (p. 2056 à 2068). — Titres III et IV: amendement de M. Gaston Pams. — MM. Gaston Pams, le rapporteur spécial, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances; le ministre, Michel Yver, André Colin, Jacques Soufflet; retrait (p. 2068 à 2070).

**MARINE MARCHANDE** : MM. Roger Lachèvre, rapporteur spécial de la commission des finances ; Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Mme Renée Dervaux, MM. Gérard Coppenrath, Louis André, Abel-Durand, Max Monichon, Youssef Achour (p. 2070 à 2079). — M. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Yvon, le rapporteur spécial (p. 2079 à 2084). — Titres III, IV et V : amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Joseph Yvon. — M. le rapporteur spécial ; retrait (p. 2085). — Art. 43 : adoption (p. 2085). Art. additionnel 59 *quinquies* (amendement de M. Marcel Pellenc) : MM. le rapporteur spécial, le ministre ; adoption de l'article modifié (p. 2085).

**INTÉRIEUR (suite)** : MM. Waldeck L'Huilier, Guy Pascaud, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Jean Errecart, Henri Desseigne, Fernand Verdeille, Max Monichon, Claude Mont, Eugène Romaine, Edmond Barrachin, Jacques Descours Desacres, Jules Pinsard, Abel-Durand, Roger Frey, ministre de l'intérieur ; Marcel Champeix, Jean Nayrou, rapporteur pour avis de la commission des lois (p. 2085 à 2102). — Titre III : amendement du Gouvernement : MM. Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés ; Jacques Masteau, rapporteur spécial de la commission des finances ; André Armengaud ; adoption (p. 2102). — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur spécial, Maurice Coutrot, André Fosset, Etienne Dailly, Jacques Baumel, Marcel Audy ; rejet au scrutin public (p. 2103). — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur spécial ; retrait (p. 2105). — Amendements de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur spécial, le ministre ; rejet (p. 2105). — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur spécial ; le ministre ; retrait (p. 2105). — Titres IV, V et VI : amendement de M. Abel Sempé : M. Marcel Champeix ; retrait (p. 2106). — Art. 59 : amendement de M. Waldeck L'Huilier : MM. Waldeck L'Huilier, le rapporteur spécial, le ministre ; rejet (p. 2106). — Amendement de M. Jean Nayrou : MM. Jean Nayrou, le rapporteur spécial, le ministre, André Fosset, Waldeck L'Huilier ; rejet (p. 2107) ; adoption de l'article (p. 2108).

*Séance du 27 novembre 1961.*

M. Alex Roubert, président de la commission des finances (p. 2144).

**INFORMATION** : MM. Roger Houdet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Baumel, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Antoine Courrière, Hubert Durand, Roger Garaudy, Christian de la Malène, secrétaire d'Etat à l'information (p. 2144 à 2152). — Titre III : adoption (p. 2152). — Titre IV : MM. Roger Lachèvre, le secrétaire d'Etat, Paul Symphor ; adoption, au scrutin public (p. 2152 et 2153).

**SERVICES GÉNÉRAUX DU PREMIER MINISTRE (suite)** : amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur spécial de la commission des finances ; Maurice Coutrot, Georges Marrane, André Fosset, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Julien Brunhes. — Retrait de l'amendement du Gouvernement. — Adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Marcel Pellenc p. 2153 à 2155).

**CHARGES COMMUNES** : MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial de la commission des finances ; Gérard Minvielle, Jacques Duclos, Georges Marrane, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Guy Petit, Alain Poher, Jacques Marette (p. 2156 à 2163). — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; adoption (p. 2163). — Amendement de M. Jacques Duclos ; rejet (p. 2164). — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat, Etienne Dailly ; adoption (p. 2164). — Amendement du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial ; adoption (p. 2166). — Amendement de M. Gérard Minvielle : MM. Gérard Minvielle, le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; rejet, au scrutin public (p. 2166). — MM. Pierre de Villoutreys, Jean-Eric Bousch (p. 2166). — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat, Jacques Descours Desacres ; adoption (p. 2167). — M. Jean-Eric Bousch (p. 2167). — Articles additionnels (amendements de Mme Marie-Hélène Cardot) : Mme Marie-Hélène Cardot, MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; irrecevabilité des articles (p. 2167).

**LÉGION D'HONNEUR. — ORDRE DE LA LIBÉRATION** : MM. Paul Chevalier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Antoine Courrière, Etienne Le Sassié-Boisauné, Paul-Jacques Kalb, Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice ; Etienne Dailly, Pierre de La Gontrie, Edmond Barrachin p. 2169

à 2173) ; rejet, au scrutin public, des crédits de la Légion d'honneur (p. 2173). — Adoption des crédits de l'ordre de la Libération (p. 2173).

**MONNAIES ET MÉDAILLES** : MM. Paul Chevallier, rapporteur spécial de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2173 à 2175).

**SERVICES FINANCIERS** : MM. Ludovic Tron, rapporteur spécial de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2175 à 2178). — Amendement du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial ; adoption (p. 2178).

*Séance du 28 novembre 1961.*

Art. 21, 22, 20, 28 et 27 ; adoption (p. 2185).

**COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR (p. 2185 à 2189)** : MM. Jacques Descours Desacres, rapporteur spécial ; Amédée Bouquerel, Fernand Verdeille, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances. — Art. 30 : amendements de M. Marcel Pellenc, de M. Amédée Bouquerel et du Gouvernement : MM. le rapporteur spécial, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances Amédée Bouquerel, le ministre, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Jean-Eric Bousch, Edouard Bonnefous, Auguste Pinton, Modeste Zussy ; adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Fernand Verdeille : MM. Fernand Verdeille, le ministre, le rapporteur général ; retrait ; adoption de l'article modifié (p. 2189 à 2197). — Art. 29 et 32 : adoption (p. 2197). — Art. 33 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2198). — Art. 34 : adoption (p. 2198). — Art. 35 : MM. Jean-Eric Bousch, le ministre ; adoption de l'article (p. 2198 et 2199). — Art. 57, 58 et 31 : adoption (p. 2199). — M. le rapporteur général (p. 2200).

**RADIODIFFUSION-TÉLÉVISION FRANÇAISE** : MM. Roger Houdet, rapporteur spécial de la commission des finances ; Jacques Baumel, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Antoine Courrière, Léon Motais de Narbonne, Hubert Durand, Christian de La Malène, secrétaire d'Etat à l'information ; Gaston Deferre, Guy Petit (p. 2200 à 2210). — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Jean-Eric Bousch. — Adoption (p. 2210 et 2211). — Art. 44 *bis* : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat, Guy Petit ; adoption (p. 2211). — Art. additionnel 59 B (amendement de M. Roger Houdet) : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article (p. 2212). — Art. additionnel 59 C (amendement de M. Roger Houdet) : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, le rapporteur spécial ; adoption de l'article (p. 2212 et 2213). — Art. additionnel 59 D (amendement de M. Roger Houdet) : MM. le rapporteur spécial, le secrétaire d'Etat ; adoption de l'article (p. 2213). — Art. additionnel 59 E (amendement de M. Roger Houdet) : adoption (p. 2213). — Suite des articles : art. 44 *bis* : amendement de M. Marcel Pellenc : adoption. — Adoption de l'article modifié (p. 2213 à 2225). — Art. 26 et 38 : adoption (p. 2225 et 2226). — Art. 39 : amendement du Gouvernement : M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; le rapporteur général ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2226 et 2227). — Art. 40 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, François Schleiter ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2227 à 2229). — Art. 42 : amendement du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat aux finances, le rapporteur général ; adoption ; suppression de l'article (p. 2230). — Art. 44 : adoption. — Art. additionnel 44 A (amendement du Gouvernement) : MM. le secrétaire d'Etat aux finances, le rapporteur général ; adoption de l'article (p. 2230). — Art. 57 A : amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Marcel Molle. — MM. le rapporteur général, M. Marcel Molle, André Armengaud, le ministre des finances ; adoption ; suppression de l'article (p. 2230 et 2231). — Art. additionnel 58 A (amendement du Gouvernement) : adoption, modifié (p. 2231). — Art. 58 *bis* : adoption (p. 2231). — Art. 59 *bis* : amendement de M. Guy Petit : MM. Guy Petit, Alex Roubert, président de la commission des finances ; le secrétaire d'Etat aux finances ; adoption. — Amendement de M. Alex Roubert : MM. Alex Roubert, le secrétaire d'Etat aux finances, Léon Davis ; adoption. — Amendement de M. Guy Petit : MM. Guy Petit, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; rejet ; adoption de l'article modifié (p. 2231 à 2234). — Art. additionnel 59 *quater* (amendement de M. Marcel Pellenc) ; MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; adoption de l'article (p. 2234). — Art. additionnel 59 *quinquies* (amendement de M. Marcel Pellenc) : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; adoption de

l'article (p. 2234 et 2235). — Art. 60 et 61 : adoption (p. 2235). — Art. 62 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2235). — Art. 63 : amendement de M. Georges Marrane : MM. Georges Marrane, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; rejet ; adoption de l'article (p. 2235 et 2236). — Art. 64 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2236). — Art. 65 : M. Michel Yver. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; rejet ; adoption de l'article (p. 2236 à 2239). — Art. 66 à 69 : adoption (p. 2239). — Art. additionnel (amendement de M. Jean-Marie Louvel) : MM. Jean-Marie Louvel, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances ; irrecevabilité de l'article (p. 2239 et 2240). — Art. additionnel (amendement de M. Etienne Dailly) : MM. Etienne Dailly, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat aux finances, Geoffroy de Montalembert ; retrait de l'article (p. 2240 et 2241). — Art. additionnel (amendement de M. Antoine Courrière) : MM. Antoine Courrière, le secrétaire d'Etat, Paul Driant ; retrait de l'article (p. 2241 et 2242). — Art. additionnel (amendement de M. Max Monichon) : MM. Max Monichon, le secrétaire d'Etat aux finances ; retrait de l'article (p. 2242 et 2243). — Art. additionnel (amendement de M. Max Monichon) : MM. Max Monichon, le secrétaire d'Etat aux finances, le rapporteur général ; irrecevabilité de l'article (p. 2243 et 2444). — Art. additionnel (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : MM. Jean-Eric Bousch, le secrétaire d'Etat aux finances, le rapporteur général, Adolphe Dutoit ; adoption de l'article 71 (p. 2244). — Sur l'ensemble : MM. Antoine Courrière, Louis Namy, Yvon Coudé du Foresto, Auguste Pinton, André Armengaud, Paul Ribeyre, Jean-Eric Bousch, le ministre des finances (p. 2244 à 2250). — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2250). — Adopté par l'Assemblée nationale en deuxième lecture. Transmis au Sénat pour deuxième lecture le 5 décembre 1961 (I, n° 102). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [5 déc. 1961] (I, n° 103).

*Séance du 6 décembre 1961.*

Discussion du projet de loi en deuxième lecture (p. 2320). — Discussion générale : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 2320 à 2322). — Art 5 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Emile Hugues, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; adoption ; suppression de l'article (p. 2322, 2323). — Art. 5 bis : amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Emile Hugues : MM. Emile Hugues, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption. — Amendement de M. Emile Hugues : MM. Emile Hugues, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Jacques Descours Desacres ; retrait ; adoption de l'article modifié (p. 2323 à 2325). — Art. 6 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Roger Lachèvre, le secrétaire d'Etat ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2325, 2326). — Art. 7 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2326, 2327). — Art. 11 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Roger Lachèvre, le secrétaire d'Etat, Mlle Irma Rapuzzi ; adoption ; suppression de l'article (p. 2327 à 2329). — Art. 15 : M. Pierre de Villoutreys. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption ; suppression de l'article (p. 2329). — Art. 18 bis : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Michel Debré, Premier ministre ; André Armengaud, Gaston Defferre, Emile Hugues ; adoption au scrutin public ; suppression de l'article (p. 2329 à 2335). — Art. 18 ter : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Joseph Beaujannot, le ministre des finances ; adoption ; adoption de l'article (p. 2336). — Art. 19 : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption. — Amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général ; adoption. — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Gaston Defferre, le ministre des finances, André Dulin, André Armengaud, Guy Petit, Paul Ribeyre, Jean-Eric Bousch. — Vote par division : 1<sup>re</sup> ligne : adoption, au scrutin public ; 2<sup>e</sup> ligne : MM. Guy Petit, le Premier ministre ; adoption ; 3<sup>e</sup> ligne : adoption ; 4<sup>e</sup> ligne : MM. le rapporteur général, le Premier ministre, André Armengaud, Henri Longchambon. — Rejet, au scrutin public ; 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> ligne : MM. Alex Roubert, président de la commission des finances ; le ministre des finances. — Adoption, au scrutin

public. — Sur l'ensemble de l'amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le Premier ministre, Jacques Soufflet, Guy Petit ; adoption, au scrutin public ; adoption de l'article modifié (p. 2336 à 2344). — Renvoi de la suite de la discussion.

*Séance du 7 décembre 1961.*

Art. 21 : amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; adoption. — Amendement du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général. Rejet de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc. — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Raymond Triboulet, ministre des anciens combattants et victimes de guerre ; Marcel Darou, Paul Chevallier, Adolphe Dutoit ; adoption. — Amendements de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption. — Amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — MM. le ministre des anciens combattants, le rapporteur général ; adoption. — Amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption. — Amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général. — Rejet de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc. — Adoption de l'article modifié (p. 2353 à 2356). — Art. 22 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2356, 2357). — Art. 24 : amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc : MM. le secrétaire d'Etat, le rapporteur général, le général Jean Ganeval, Edouard Le Bellegou. — Rejet de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption de l'article modifié (p. 2357, 2358). — Art. 28 (p. 2358). — Art. 30 : amendements de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2358, 2359). — Art. 33 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2359). — Art. 44 A : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances et des affaires économiques ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2359 à 2361). — Art. 52 bis : adoption (p. 2361). — Art. 53 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des finances et des affaires économiques, Bernard Chochoy, Jean-Eric Bousch ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2361, 2362). — Art. 54 : adoption (p. 2362). — Art. 55 bis : amendement de M. Joseph Voyant : MM. Joseph Voyant, le rapporteur général, le ministre des finances ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2362). — Art. 55 ter : amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. Léon Jozeau-Marigné, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, le ministre des finances ; irrecevabilité. — MM. Jean-Eric Bousch, Jacques Descours-Desacres, Bernard Chochoy, le ministre des finances. — Amendement de M. Jean-Eric Bousch ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2363, 2364). — Art. 56 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption ; suppression de l'article (p. 2364, 2365). — Art. 57 A : adoption (p. 2365). — Art. 59 A : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Pierre de Villoutreys, Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie ; Jean-Eric Bousch ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2365, 2366). — Art. 59 B : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article (p. 2366). — Art. 59 C : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article (p. 2366). — Art. 59 D : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article (p. 2366). — Art. 59 E : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article (p. 2366). — Art. 59 ter : amendements de M. Marcel Pellenc et de M. André Colin : MM. le rapporteur général, Roger Lachèvre, le secrétaire d'Etat, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; André Colin ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2366, 2367, 2368). — Art. 59 quinquies : amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article (p. 2368). — Art. 71 : amendements de M. Marcel Pellenc et de M. Pierre de Villoutreys : MM. le rapporteur général, Jean-Eric Bousch, Pierre de Villoutreys, le secrétaire d'Etat ; retrait de l'amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption de l'amendement de M. Pierre de Villoutreys ; adoption de l'article modifié (p. 2368, 2369). — Suspension et reprise de la séance : MM. Pierre de La Gontrie, le rapporteur général. — Sur l'ensemble : MM. Louis Namy, Jacques Masteau, André Armengaud, Jacques Soufflet, Antoine Courrière ; adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2370, 2371). — Désignation d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions du projet de loi de finances pour 1962 restant en discussion [8 décembre 1961] (p. 2424). — Rapport, au nom de la commission mixte paritaire,

par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [11 décembre 1961] (I., n° 124). — Discussion générale [11 décembre 1961] (p. 2429 à 2433) : MM. Marcel Pellenc, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Georges Marrane, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — Discussion des articles (p. 2433 à 2441). — Art. 5 bis et amendement du Gouvernement (p. 2433). — Art. 6 et amendement du Gouvernement (p. 2434). — Art. 7, 11 et 15 (p. 2434). — Art. 18 bis et amendement du Gouvernement (p. 2435). — Art. 19 et amendement du Gouvernement (p. 2435). — Art. 21 et amendement du Gouvernement (p. 2437). — Art. 22 (p. 2437). — Art. 24 et amendement du Gouvernement (p. 2438). — Art. 30 et amendement du Gouvernement (p. 2438). — Art. 33, 44 A, 44 bis, 53 et 55 bis (p. 2438). — Art. 55 ter et amendement du Gouvernement (p. 2440). — Art. 56, 59 A, 59 B, 59 D, 59 E, 59 ter, 59 quinquies et 71 (p. 2440). — Suspension et reprise de la séance : M. Edmond Barrachin (p. 2441). — Sur l'ensemble : MM. André Cornu, Antoine Courrière, André Armengaud, Jean-Eric Bousch. — Vote unique sur les articles, les amendements et l'ensemble (p. 2444). — Rejet, au scrutin public, des conclusions modifiées de la commission mixte paritaire (p. 2445). — Adopté avec modifications par l'Assemblée nationale, en troisième lecture. — Transmission au Sénat pour troisième lecture [12 décembre 1961] (I., n° 126). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc, rapporteur général [12 décembre 1961] (I., n° 127). — Discussion [12 décembre 1961] (p. 2476 à 2484). — Discussion générale : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques (p. 2477 à 2479). — Vote unique sur le texte adopté par l'Assemblée nationale en troisième lecture. — M. Antoine Courrière. — Rejet du projet de loi, au scrutin public (p. 2484).

#### LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1961

Projet de loi de finances rectificative pour 1961 adopté par l'Assemblée nationale [12 juillet 1961] (I., n° 308). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [12 juillet 1961] (I., n° 310). — Discussion [18 juillet 1961]. — Discussion générale : MM. Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Bernard Chochoy, André Maroselli, rapporteur de la commission des finances ; André Dulin, René Blondelle, Marc Pauzet et Joseph Yvon, rapporteurs pour avis de la commission des affaires économiques ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Emile Hugues ; Yvon Coudé du Foresto, André Dulin, Ludovic Tron, Jean Nayrou, Mme Irma Rapuzzi, MM. Edgar Tailhades, Marcel Bertrand. — Renvoi de la suite de la discussion : M. le rapporteur général.

#### Séances du 20 juillet.

Suite de la discussion (p. 920). — Art. 16 (suite) : M. Jean Bardol. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Auguste Pinton, Jean-Eric Bousch ; retrait. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le ministre des travaux publics, le président de la commission des affaires économiques, Jacques de Maupeou, Alex Roubert, président de la commission des finances ; adoption. — MM. Joseph Yvon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le ministre des travaux publics, Abel-Durand ; adoption de l'article modifié. — Art. 17 (p. 926). — Amendement de M. le général Jean Ganeval : MM. le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des forces armées ; Vincent Rotinat, président de la commission des forces armées ; Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; le rapporteur général, Youssef Achour, Abdelkrim Sadi, Mohamed Larbi Lakhdari ; rejet. — Amendement du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 18 (p. 928) : M. Jean-Marie Louvel, le ministre des finances. — Amendement de M. Marcel Pellenc. — MM. le rapporteur général, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Henri Longchambon ; adoption ; M. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Mme Renée Dervaux, MM. le secrétaire d'Etat, Jean Bardol ; présidence de M. Geoffroy de Montalembert ; MM. le

secrétaire d'Etat, Etienne Dailly, Jean Bardol ; adoption de l'article modifié. — Art. 19 : adoption (p. 932). — Art. 20 (p. 932) : MM. Jean-Louis Fournier, André Méric, Bernard Chochoy, Mme Renée Dervaux, MM. Edouard Le Bellegou, le secrétaire d'Etat. — Amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc. — MM. le secrétaire d'Etat, André Maroselli, rapporteur de la commission des finances ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission des forces armées. — Rejet de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption de l'article modifié. — Renvoi de la suite de la discussion.

Loi de finances rectificative pour 1961 : suite de la discussion d'un projet de loi (p. 941). — Art. 21 à 24 bis : adoption (p. 941). — Art. 25 (p. 941) : MM. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; adoption de l'article. — Art. 26 : adoption (p. 942). — Art. 27 (p. 943) : MM. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; adoption de l'article. — Art. 28 : adoption (p. 943). — Art. 29 (p. 943) : MM. Amédée Bouquerel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Méric, Jean-Eric Bousch, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; adoption de l'article. — Art. 30 (p. 946) : M. Abel Sempé ; adoption de l'article. — Art. 31 à 33 : adoption (p. 947). — Sur l'ensemble : MM. Jacques Duclos, le président, Antoine Courrière, Waldeck L'Huillier, Jean Bardol. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 948).

Transmis par M. le Premier ministre après adoption par l'Assemblée nationale, avec modification, en deuxième lecture [21 juillet 1961] (I., n° 334) ; renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [21 juillet 1961] (I., n° 335). — Discussion [21 juillet 1961]. — Discussion générale : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 996). — Art. 1<sup>er</sup> : (p. 996) : amendement de M. Jean-Marie Louvel : MM. Jean-Marie Louvel, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; retrait ; adoption de l'article. — Art. 4 : (p. 998) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre ; adoption, au scrutin public ; suppression de l'article. — Art. 11 (p. 999) : MM. Amédée Bouquerel, le rapporteur général, Auguste-François Billiemaz, le ministre des finances ; adoption de l'article. — Art. 15 K (p. 1000) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Jean Errecart, le ministre des finances, Gustave Alric, André Dulin ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 15 N (p. 1001) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Bernard Chochoy, le ministre des finances ; adoption ; adoption de l'article. — Art. 16 (p. 1002) : amendement de M. Antoine Courrière : MM. Antoine Courrière, le rapporteur général, le ministre des finances, André Dulin ; adoption, au scrutin public ; adoption de l'article modifié. — Art. 18 (p. 1003) : M. André Dulin ; adoption de l'article. — Art. 20 (p. 1003) : amendements du Gouvernement et de M. Marcel Pellenc : MM. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; le rapporteur général, le général Jean Ganeval. — Rejet de l'amendement du Gouvernement. — Adoption de l'amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption de l'article modifié ; adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 1004). — Transmis après modification par l'Assemblée nationale dans sa troisième lecture [22 juillet 1961] (n° 343). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [22 juillet 1961]. — Discussion en troisième lecture [22 juillet 1961]. — Discussion générale : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances (p. 1016). — Art. 4 (p. 1017) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Michel Debré, Premier ministre ; Antoine Courrière, Jean Lecanuet ; rejet, au scrutin public ; adoption de l'article. — Art. 15 K (p. 1020) : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Antoine Courrière ; adoption de la première partie et retrait de la seconde. — Amendement de M. Antoine Courrière. — MM. Antoine Courrière, André Dulin, le ministre ; rejet ; adoption de l'article modifié. — Art. 16 (p. 1021) : M. Antoine Courrière ; adoption de l'article. — Art. 20 : adoption (p. 1021). — Sur l'ensemble : MM. le ministre, Georges Marrane. — Adoption du projet de loi, au scrutin public.

Projet de loi de finances rectificative pour 1961, adopté par l'Assemblée nationale [6 décembre 1961] (I., n° 107). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Marcel Pellenc [8 décembre 1961] (I., n° 121). — Discussion [13 décembre 1961]. — Discussion générale : M. Marcel Pellenc, rappor-

teur général de la commission des finances ; Mme Suzanne Crémieux, MM. André Maroselli, rapporteur spécial ; le général Jean Ganeval, rapporteur pour avis de la commission de la défense et des forces armées ; Georges Marrane, Jean Nayrou, Ludovic Tron, Antoine Courrière, Labidi Neddaf, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances (p. 2523 à 2528). — Art. 1<sup>er</sup> à 9 : adoption (p. 2528 et 2529). — Art. 10 (p. 2529 et 2530) : amendement de M. Gérard Coppentrath : MM. Gérard Coppentrath, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 11 : adoption. — Art. 12 : MM. Jean-Marie Louvel, le secrétaire d'Etat, le rapporteur général ; adoption de l'article (p. 2530). — Art. 13 : adoption. — Art. 14 : amendement de M. Waldeck L'Huilier : MM. Waldeck L'Huilier, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; rejet. — Amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2531). — Art. 15 : adoption. — Art. 16 : amendement de M. Léon David : MM. Léon David, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Jean-Eric Bousch ; rejet ; adoption de l'article (p. 2532). — Art. 17 : amendements de M. Marcel Pellenc, de M. Jacques Descours Desacres et du Gouvernement : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Jacques Descours Desacres, Emile Hugues, Jean Nayrou, Gabriel Montpied, Abel-Durand, Marcel Audy ; adoption de l'amendement modifié du Gouvernement ; adoption de l'article modifié (p. 2532 à 2534). — Art. 18 : amendements du Gouvernement, de M. Georges Lamousse et de M. Jacques Descours Desacres : MM. le secrétaire d'Etat, Georges Lamousse, Jacques Descours Desacres, le rapporteur général ; adoption de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article modifié (p. 2534). — Art. 19 : adoption. — Art. 20 : M. Lucien Bernier, Mlle Irma Rapuzzi ; adoption de l'article (p. 2535). — Art. 20 bis : amendement de M. Marcel Pellenc : M. le rapporteur général, Mlle Irma Rapuzzi, M. le secrétaire d'Etat ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2535). — Art. 20 ter et 20 quater : adoption. — Art. additionnel (amendement de M. Jean-Eric Bousch) : MM. Jean-Eric Bousch, le rapporteur général, Antoine Courrière, Adolphe Chauvin, le secrétaire d'Etat ; retrait de l'article (p. 2535 et 2536). — Art. 21 : MM. Jean-Marie Louvel, le secrétaire d'Etat, Alex Roubert, président de la commission des finances ; Paul Driant, Etienne Le Sassi-Boisauné, Jacques Descours Desacres, Geoffroy de Montalembert. — Amendements de Mme Renée Dervaux et de M. Jean Nayrou : Mme Renée Dervaux, MM. Jean Nayrou, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat, Mme Marie-Hélène Cardot ; rejet, au scrutin public. — Amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; retrait ; M. Antoine Courrière. — Amendements de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; retrait. — Amendement de M. Georges Marrane : MM. Georges Marrane, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; rejet. — Amendement de M. Marcel Pellenc ; retrait. — Amendement du Gouvernement ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2536 à 2540). — Art. 22 : amendement de Mme Renée Dervaux : Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; rejet. — Amendement du Gouvernement ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2540 et 2541). — Art. 23 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Jean-Marie Louvel, le secrétaire d'Etat ; retrait. — Amendement du Gouvernement : MM. le secrétaire d'Etat, André Dulin, Marcel Champeix, le rapporteur général ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2541 à 2543). — Art. 24 à 28 : adoption (p. 2543). — Art. 29 : amendement de M. Marcel Pellenc : MM. le rapporteur général, Jacques Descours Desacres, le secrétaire d'Etat ; retrait ; adoption de l'article (id.). — Art. 30 : amendement de M. Léon David : MM. Léon David, le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 31 à 34 : adoption. — Art. 35 : amendement du Gouvernement ; adoption ; adoption de l'article modifié (p. 2544 et 2545). — Art. 36 : amendements de M. Marcel Pellenc et du Gouvernement. — MM. le rapporteur général, le secrétaire d'Etat ; adoption ; M. le président ; suppression de l'article ; adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2545). — **Transmis** par M. le Premier ministre, après adoption par l'Assemblée nationale, avec modification, en deuxième lecture [14 décembre 1961] (n° 140). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jean-Eric Bousch [14 décembre 1961] (n° 146). — **Discussion** [14 décembre 1961] (p. 2603). — **Discussion générale** : MM. Jean-Eric Bousch, rapporteur de la commission des finances ; Pierre de La Gontrie, Jean-Marie Louvel, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat aux territoires d'outre-mer. — Art. 10 (p. 2604) ; amendement de M. Marcel Pellenc ; adoption ; adoption de l'article modifié ; adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2605). — **Transmis**, après modification par l'Assemblée nationale en troisième lecture [15 décembre 1961] (n° 150). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — **Discussion** [15 décembre 1961] (p. 2646). — **Discussion générale** : M. Marcel Pellenc, rapporteur général de

la commission des finances. — Art. 10 : adoption ; sur l'ensemble : M. Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2647).

#### LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME

Proposition de loi, présentée par MM. Adolphe Dutoit, Jean Bardol, Léon David, Louis Namy, Camille Vallin, au nom du groupe communiste et apparenté **tendant à abroger certaines dispositions de l'ordonnance n° 60-1253 du 29 novembre 1960 et à prévoir diverses mesures susceptibles de contribuer efficacement à la lutte contre l'alcoolisme**. Enregistrée à la présidence le 15 mars 1961 [25 avril 1961] (I., n° 158 [rectifié]). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

#### LUTTE CONTRE LE BRUIT ET LES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES

Projet de loi, présenté par M. le Premier ministre, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la **lutte contre le bruit et les pollutions atmosphériques et portant modification de la loi du 19 décembre 1917** [14 juin 1961] (I., n° 239). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan. M. Pierre Marcilhacy [22 juin 1961] (n° 278). — M. Georges Bonnet [22 juin 1961] (n° 272). — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales. — Avis de M. André Plait [29 juin 1961] (n° 289). — **Discussion générale** [29 juin 1961] : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois ; Georges Bonnet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; Mme Renée Dervaux, MM. Edouard Bonnefous, Georges Portmann, Guy Petit, Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart (p. 598 à 592) ; renvoi de la suite de la discussion. — **Discussion des articles** [6 juillet 1961]. — Art. 1<sup>er</sup> : (p. 712) : amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois ; Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; adoption. — Amendement de M. Georges Bonnet : MM. Georges Bonnet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; le rapporteur, André Plait, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales ; le ministre ; adoption. — Amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. le ministre, Léon Messaud, Yvon Coudé du Foresto, le rapporteur, André Plait ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 1<sup>er</sup> bis (amendement de M. Pierre Marcilhacy) : MM. le rapporteur, Abel-Durand, Edgard Pisani, le ministre, Georges Bonnet ; adoption de l'article. — Art. 2 (p. 716) : amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Georges Bonnet, le ministre ; retrait. — Amendement de M. Georges Bonnet : MM. Georges Bonnet, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Georges Bonnet : MM. Georges Bonnet, le ministre ; retrait ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 717) : MM. Louis Namy, le ministre, le rapporteur ; adoption de l'article. — Art. additionnel 3 bis (amendement de M. André Plait) : MM. André Plait, le ministre ; adoption de l'article. — Art. 4 (p. 718) : amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption. — Amendement de M. Georges Bonnet ; adoption. — Amendement de M. Pierre Marcilhacy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 (p. 719) : amendement de M. Pierre Marcilhacy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 6 : adoption (p. 719). — Art. 7 (p. 719) : amendement de M. Pierre Marcilhacy ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 A (p. 719) : amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8 B (p. 719) : amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. le rapporteur, le ministre ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 8 C (p. 720) : amendement de M. Pierre Marcilhacy ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 8, 9 et 10 ; adoption (p. 720). — Art. 11 (p. 720) : amendement de M. Pierre Marcilhacy : MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; suppression de l'article. — Art. 12 : adoption (p. 721) ; adoption du projet de loi. — Modification de l'intitulé (p. 721). — **Transmis en deuxième lecture** [22 juillet 1961] (n° 339). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Pierre Marcilhacy [22 juillet 1961] (n° 340). — **Discussion en deuxième lecture** [22 juillet 1961]. — Discussion générale : M. Pierre Marcilhacy, rapporteur de la commission des lois (p. 1023). — Art. 1<sup>er</sup> bis (p. 1023) : MM. le rapporteur, Abel-Durand, Georges Bonnet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; adoption de l'article. — Art. 2 : adoption (p. 1024). — Art. 7 : adoption (p. 1024). — Art. 8 C (p. 1024) : M. le rapporteur ; adoption de l'article. — Art. 11 : adoption (p. 1024). — Adoption du projet de loi (p. 1024).



## M

**MADAGASCAR**, voy. : SITUATION DU PERSONNEL CONTRACTUEL DE L'OUTRE-MER A MADAGASCAR.

**MAINTIEN DANS LES LIEUX DE CERTAINS CLIENTS, LOCATAIRES ET OCCUPANTS DE BONNE FOI**

I. — Proposition de loi de M. Raymond Guyot, Mme Jeannette Vermeersch, MM. Roger Garaudy, Georges Cogniot, Louis Namy, Léon David, Georges Marrane, Camille Vallin et des membres du groupe communiste et apparenté, **tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 58-1008 du 24 octobre 1958, relatives au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi des hôtels, pensions de famille et locaux dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublé.** — Enregistrée à la présidence le 12 avril 1961 [25 avril 1961] (I., n° 168). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [29 juin 1961] (I., n° 292). — **Discussion** [11 juillet 1961] (p. 778 à 780). — **Discussion générale**: MM. Jacques Delalande, rapporteur de la commission des lois; Louis Namy, Pierre Sudreau, ministre de la construction (p. 778 à 780). — Article unique; adoption. — Article additionnel (amendement de M. Emile Hugues): MM. Emile Hugues, le rapporteur, le ministre; adoption de l'article; modification de l'intitulé; adoption de la proposition de loi (p. 780). — Transmise au Sénat, après rejet par l'Assemblée nationale [22 juillet 1961] (I., n° 347).

II. — Proposition de loi, présentée par M. Antoine Courrière et des membres du groupe socialiste et apparenté, **tendant à proroger les dispositions de l'ordonnance n° 58-1008 du 24 octobre 1958 relatives au maintien dans les lieux de certains clients, locataires et occupants de bonne foi des hôtels, pensions de famille et locaux dont le bailleur exerce la profession de loueur en meublé** [14 juin 1961] (I., n° 256). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Jacques Delalande [29 juin 1961] (I., n° 292). — **Discussion** (voir: proposition de loi n° 168).

**MANIFESTATIONS D'ALGERIENS DANS LA REGION PARI-SIENNE**, voy. : QUESTIONS ORALES, n°s 116 et 117, de MM. Jacques Duclos et Gaston Defferre.

**MARCHE DU LAIT**, voy. : QUESTIONS ORALES, n° 303.

**MARCHE DU VIN**, voy. : QUESTION ORALE, n° 278, de M. Marc Pauzet.

**MAROC**, voy. : ACCORD RELATIF A L'EXTENSION DES CONTINGENTS TARIFAIRES A L'ANCIENNE ZONE NORD DU MAROC ET A LA PROVINCE DE TANGER.

**MARQUES DE FABRIQUE ET DE COMMERCE**

I. — Proposition de loi, présentée par M. André Armengaud sur **les marques de fabrique et de commerce** [21 juillet 1960] (I., n° 304). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation [22 juin 1961] (p. 505).

II. — Proposition de loi, présentée par M. André Armengaud, sur **les marques de fabrique et de commerce** [13 décembre 1962] (I., n° 136). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**MARTINIQUE**

Voy. : DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER (divers) rapport d'information [19 mai 1961] (n° 231).

Voy. : PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'ÉNERGIE A LA MARTINIQUE.

Voy. : SITUATION DES POPULATIONS AGRICOLES DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA RÉUNION ET DE LA GUYANE.

**MENACES DE LICENCIEMENTS A VILLEFRANCHE-SUR-SAONE**, voy. : QUESTION ORALE, n° 323, de M. Camille Vallin.

**MESURES DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORETS**, voy. : QUESTION ORALE, n° 275, de M. Léon David.

**MESURES REPRESSIVES**, voy. : LIEN ENTRE LES MESURES RÉPRESSIVES PRISES EN ESPAGNE ET EN FRANCE; QUESTION ORALE, n° 356, de M. Georges Guille.

**MINEURS**, voy. : ACCIDENTS SURVENUS AU PUIT GÉRARD A BIVEN-GARDANNE; QUESTION ORALE, n° 297 de M. Léon David.

**MISSIONS D'INFORMATION**

Lettre par laquelle M. Vincent Rotinat, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, fait connaître que cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée de s'informer sur la situation militaire en Algérie [20 juillet 1961] (p. 976). — Autorisation de désigner la mission [21 juillet 1961] (p. 984).

Lettre par laquelle M. Alex Roubert, président de la commission des finances, me fait connaître que, dans sa séance du 6 novembre 1961, cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier les conditions de réalisation et de financement des certaines dépenses publiques en Algérie, et en particulier sur la création d'une ville administrative nouvelle au Rocher Noir [9 novembre 1961] (p. 1390). — Autorisation de désigner la mission [15 décembre 1961] (p. 2626).

Lettre par laquelle la commission des affaires culturelles demande l'examen d'une demande d'autorisation de désigner une mission d'information chargée d'étudier les problèmes actuels de la radiodiffusion et de la télévision françaises [5 décembre 1961] (p. 2280). — Autorisation de désigner la mission [7 décembre 1961] (p. 2353).

Lettre par laquelle M. Raymond Bonnefous, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, me fait connaître que dans sa séance du 30 novembre 1961 cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner une mission d'information sur les problèmes d'administration générale dans les départements de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique [5 décembre 1961] (p. 2290). — Autorisation de désigner la mission [15 décembre 1961] (p. 2626).

Lettre par laquelle M. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques et du plan, fait connaître que cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner trois missions d'information chargées respectivement: 1° de l'étude des problèmes posés par le développement économique de Djibouti, des Comores et de la Réunion, tant en ce qui concerne la production que les moyens de communication et le tourisme et, pour Djibouti, l'aménagement portuaire; 2° de l'étude de la politique agricole des Etats-Unis confrontée avec le problème des excédents nationaux et mondiaux et la réalisation du Marché commun européen; 3° de l'étude de la situation économique de la Nouvelle-Calédonie orientée notamment sur le problème minier, et des problèmes de transport et de tourisme en Polynésie française [8 décembre 1961] (p. 2421). — Autorisation de désigner les missions [15 décembre 1961] (p. 2626).

Lettres par lesquelles M. Alex Roubert, président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, fait connaître que cette commission a décidé de demander au Sénat l'autorisation de désigner deux missions d'information chargées respectivement: 1° d'étudier dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane les conséquences de différentes mesures financières figurant dans le projet de loi de finances pour 1962, notamment en ce qui concerne le service militaire adapté; 3° d'étudier en Suède et en Suisse le fonctionnement des services de télécommunications, apprécié en particulier sous l'angle de leur productivité [11 décembre 1961] (p. 2428). — Autorisation de désigner les missions [15 décembre 1961] (p. 2626).

**MONUMENTS HISTORIQUES**

I. — Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY, **tendant à rendre obligatoire et effective la participation des collectivités publiques aux frais d'entretien et de réparation des édifices de leur domaine, classés « monuments historiques »** [2 mai 1961] (I., n° 177). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. André Cornu [17 octobre 1961] (I., n° 13).

II. — Proposition de loi, présentée par M. Bernard LAFAY, **tendant à conférer à l'Etat un privilège sur les immeubles classés « monuments historiques » restaurés aux frais exclusifs du Tré-**

sor [2 mai 1961] (I., n° 178). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, pour avis [18 mai 1961].

III. — Projet de loi de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles complétant l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques, modifiée par la loi du 25 février 1943 [25 septembre 1961] (I., n° 365). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jacques de Maupeou [26 octobre 1961] (I., n° 42).

## N

**NAVIGATION AERIENNE, VOY. : SERVICES DE NAVIGATION AERIENNE.**

### NIGER

Projet de loi, présenté par M. le PREMIER MINISTRE, autorisant : 1° la ratification du traité de coopération, conclu le 24 avril 1961, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger ; 2° l'approbation des accords de coopération, conclus à la même date, entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Niger [18 mai 1961] (I., n° 225). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Périquier [14 juin 1961] (I., n° 254). — Discussion [15 juin 1961] (p. 438). — Discussion générale commune : MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jean Périquier, rapporteur de la commission des affaires étrangères ; Louis Namy. — Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 443). — Art. 2 : adoption. — Adoption du projet de loi.

**NIGER (accord de défense), VOY. : RÉPUBLIQUES AFRICAINES.**

**NOUVELLE CALEDONIE, VOY. : DROITS DE DOUANE (REJET PARTIEL D'UNE DÉLIBÉRATION DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DE LA NOUVELLE CALÉDONIE ET DÉPENDANCES).**

## O

**OFFICIERS DE RÉSERVE, VOY. : PROMOTION POUR SERVICES EXCEPTIONNELS DES OFFICIERS DE RÉSERVE.**

**ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPEMENT ECONOMIQUE, VOY. : CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE.**

### ORGANISATION DE LA REGION DE PARIS

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, transmis par M. le Premier ministre, relatif à l'organisation de la région de Paris. (Enregistré à la présidence le 22 décembre 1960.) [25 avril 1961] (I., n° 145). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [25 avril 1961] (I., n° 173). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [25 avril 1961]. — Avis de M. Maurice Coutrot [4 mai 1961] (I., n° 181). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation. [25 avril 1961]. — Avis de M. Jacques Masteau [4 mai 1961] (I., n° 187). — Discussion générale [5 mai 1961] (p. 176 et suiv.). — MM. Michel Debré, Premier ministre ; André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Maurice Coutrot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Jacques Masteau, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Waldeck L'Huillier, Jacques Descours Desacres, Roger Lagrange, Adolphe Chauvin, Julien Brunhes, Bernard Lafay, Roger Frey, ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre de l'intérieur par intérim ; renvoi de la suite de la discussion. — Suite de la discussion d'un projet de loi [9 mai 1961] (p. 207 et suiv.) : MM. Roger Frey, ministre de l'intérieur ; Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; renvoi de la suite de la discussion. — Discussion des articles : Art. 1<sup>er</sup> : adoption (p. 207). — Art. 2 (p. 207). — Amendement de M. Maurice Coutrot. — MM. Maurice Coutrot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Roger Frey, ministre de l'intérieur ;

André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Etienne Dailly, Roger Lachèvre, le président ; rejet. — Amendement de M. André Fosset. — MM. le rapporteur, le ministre ; adoption ; adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 210) : M. Edouard Bonnefous. — Amendements de M. Louis Namy et de M. Maurice Coutrot : MM. Waldeck L'Huillier, Maurice Coutrot, le rapporteur, le ministre, Jacques Descours Desacres, Roger Lachèvre. — Retrait de l'amendement de M. Louis Namy. — Rejet de l'amendement de M. Maurice Coutrot. — Amendement de M. André Fosset. — MM. le rapporteur, le ministre ;

Adoption. — Amendements de M. Amédée Bouquerel, de M. André Fosset et de M. Jacques Masteau. — MM. Amédée Bouquerel, le président, Jacques Masteau, rapporteur pour avis de la commission des finances ; le rapporteur, le ministre, Maurice Coutrot, Georges Marrane ; adoption de l'amendement de M. Jacques Masteau ; adoption de l'article modifié. — Art. 4 (p. 217) : amendements de M. Maurice Coutrot et de M. Waldeck L'Huillier : MM. Maurice Coutrot, le rapporteur, Waldeck L'Huillier, le ministre, Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, Jacques Descours Desacres. — Adoption, au scrutin public, de l'amendement de M. Maurice Coutrot ; adoption de l'article modifié. — Art. 5 (p. 222) : amendement de M. Maurice Coutrot : MM. Maurice Coutrot, le rapporteur, Waldeck L'Huillier, Jacques Masteau, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques ; Jacques Descours Desacres, Etienne Restat, Eugène Romaine, Amédée Bouquerel, Roger Lachèvre, Jean Errecart, Edouard Bonnefous, Pierre de La Gontrie, Antoine Courrière ; vote par division : rejet, au scrutin public, de la première partie de l'amendement de M. Maurice Coutrot ; MM. le rapporteur, le ministre des finances, le président, Maurice Coutrot ; adoption, au scrutin public, de la recevabilité de la seconde partie de l'amendement de M. Maurice Coutrot ; renvoi en commission : MM. le rapporteur, le ministre des finances, Raymond Bonnefous, président de la commission des lois. MM. le président, le président de la commission, Antoine Courrière ; renvoi de la suite de la discussion. — Suite de la discussion reportée, à la demande du Gouvernement et de la commission de législation, à la séance du 17 mai [10 mai 1961] (p. 241). — Suite de la discussion [17 mai 1961] et adoption d'un projet de loi (p. 312 et suiv.). — MM. Michel Debré, Premier ministre ; Pierre Massé, commissaire général au plan. — Art. 5 (suite) (p. 312) : MM. André Fosset, rapporteur de la commission des lois ; Maurice Coutrot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; l'article est réservé. — Art. additionnel 5 bis (p. 315) (amendements de M. André Fosset, du Gouvernement, de M. Jacques Descours Desacres et de M. Maurice Coutrot) : MM. le rapporteur, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Joseph Raybaud, Maurice Coutrot, Waldeck L'Huillier, André Monteil, Jacques Masteau, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Antoine Courrière ; retrait des amendements de M. Jacques Descours Desacres et de M. Maurice Coutrot ; adoption, au scrutin public, de l'amendement du Gouvernement ; adoption de l'article. — Art. 5 (réservé) (p. 321) : amendement de M. Maurice Coutrot : MM. Maurice Coutrot, le rapporteur, le secrétaire d'Etat ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 6 (p. 321) : amendements de M. André Fosset et de M. Maurice Coutrot : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Maurice Coutrot, Antoine Courrière, Waldeck L'Huillier, André Monteil, Jacques Masteau, Jacques Masteau ; rejet des amendements de M. Maurice Coutrot. — Amendement de M. Adolphe Chauvin : MM. Adolphe Chauvin, Waldeck L'Huillier, Etienne Dailly, le rapporteur, Jacques Masteau, le secrétaire d'Etat, Maurice Coutrot, Roger Lachèvre ; adoption, modifié. — Amendement de M. Jacques Descours Desacres : MM. Etienne Dailly, le secrétaire d'Etat ; retrait ; MM. Waldeck L'Huillier, Maurice Lalloy ; adoption de l'article modifié. — Art. 8 et 9 : adoption (p. 327) : demande de deuxième délibération sur l'article 4 : MM. le Premier ministre, le rapporteur, Waldeck L'Huillier, Maurice Coutrot, Antoine Courrière, Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques ; François Schleiter, Raymond Bonnefous, président de la commission des lois ; adoption, au scrutin public ; renvoi en commission. — Art. 4 (p. 330) : M. le rapporteur ; adoption de l'article. — Sur l'ensemble : MM. Georges Dardel, le Premier ministre, Edouard Bonnefous, Waldeck L'Huillier ; adoption du projet de loi, au scrutin public.

**Deuxième lecture** : projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, avec modifications en deuxième lecture, relatif à l'organisation de la région de Paris [27 juin 1961] (I., n° 280). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. André Fosset [5 juillet 1961] (I., n° 299). — Renvoi pour avis à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. Jacques Masteau [6 juillet 1961] (I., n° 304). — Discussion générale : MM. André Fosset, rapporteur de la commission

des lois ; Jacques Masteau, rapporteur pour avis de la commission des finances ; Maurice Coutrot (p. 722). — Art. 3 (p. 725) ; amendement de M. Louis Namy : MM. Louis Namy, le rapporteur, Michel Debré, Premier ministre ; rejet ; adoption de l'article. — Art. 4 (p. 725) : amendement de M. André Fosset : MM. le rapporteur, Jacques Marette, le Premier ministre ; adoption. — M. Georges Dardel ; adoption, au scrutin public, de l'article modifié. — Art. 6 (p. 727) : amendement de M. André Fosset, de M. Louis Namy et de M. Maurice Coutrot : MM. le rapporteur, Louis Namy, Edouard Bonnefous, Maurice Coutrot, Adolphe Chauvin, Valéry Giscard d'Estaing, secrétaire d'Etat aux finances ; Roger Lachèvre, Etienne Dailly ; adoption de l'amendement de M. André Fosset ; adoption de l'article modifié. — Sur l'ensemble : MM. Pierre Métayer, Louis Namy, Georges Dardel, le secrétaire d'Etat ; adoption, au scrutin public, du projet de loi. — Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la région de Paris, par M. André Fosset [20 juillet 1961] (I., n° 330). — **Discussion** [21 juillet 1961]. — **Discussion générale** : M. André Fosset, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire ; Mme Renée Dervaux (p. 1005). — Art. 4 et 6 : adoption ; sur l'ensemble : M. Maurice Coutrot ; adoption, au scrutin public, des conclusions de la commission mixte paritaire (p. 1007).

**ORGANISATION DE SOCIÉTÉS COMMUNALES ET INTER-COMMUNALES DE CHASSE**, voy. : CHASSE.

**ORGANISMES SOCIAUX ET PROFESSIONNELS**, voy. : ACCIDENTS DU TRAVAIL.

## P

**PARLEMENTAIRES**, voy. : DÉLÉGATION DU DROIT DE VOTE DES PARLEMENTAIRES

**PARTICIPATION DES EMPLOYEURS A L'EFFORT DE CONSTRUCTION**, voy. : CODE DE L'URBANISME (art. 273).

### PASSAGE DES PÊCHEURS

Projet de loi présenté par M. Henri Rochereau, ministre de l'agriculture, **relatif aux droits de passage des pêcheurs le long des cours d'eau du domaine public** [26 avril 1960] (I., n° 148). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport de M. Fernand Verdeille [5 juillet 1961] (I., n° 300). — **Discussion** [11 juillet 1961] (p. 770 à 775). — **Discussion générale** : MM. Fernand Verdeille, rapporteur de la commission des lois ; Louis Namy, Pierre Marcihacy (p. 770 et 771). — Article unique : amendement de M. Fernand Verdeille : MM. le rapporteur, Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; adoption (p. 772). — Amendement de M. Fernand Verdeille. — MM. le rapporteur, Antoine Courrière, le ministre, Pierre Marcihacy ; adoption, modifié. — Amendement de M. Fernand Verdeille. — MM. le rapporteur, Pierre Marcihacy, le ministre, Jacques Delalande, Adolphe Chauvin, Francis Le Basser, Antoine Courrière ; adoption, modifié ; adoption de l'article modifié. — Modification de l'intitulé ; adoption du projet de loi (p. 775).

**PAIEMENT PAR PRIVILEGE DES SALAIRES EN CAS DE FAILLITE**, voy. : CODE DU TRAVAIL (art. 47 a, livre I<sup>er</sup>).

**PENSION D'ANCIENNETÉ ET MISE A LA RETRAITE ANTICIPÉE DE CERTAINS FONCTIONNAIRES**

Projet de loi présenté par M. le ministre des finances et des affaires économiques **relatif au droit à pension d'ancienneté et à la mise à la retraite anticipée de certains fonctionnaires**. Enregistré à la présidence le 24 janvier 1961 [25 avril 1961] (I., n° 150). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Youssef Achour [15 juin 1961] (I., n° 258). — **Discussion** [22 juin 1961] (p. 517 à 520). — **Discussion générale** : MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères ; Youssef Achour, rapporteur de la commission des lois. — Art. 1<sup>er</sup> à 3 : adoption. — Article additionnel 4 (amendement de M. Louis Gros) : MM. Louis Gros, le ministre, le rapporteur, le président ; irrecevabilité de l'article ; adoption du projet de loi.

### PENSIONS MILITAIRES

Projet de loi de M. le ministre des armées **relatif à la prise en compte, en ce qui concerne les droits à pension, du temps passé en congé d'armistice par certains militaires** [25 septembre 1961] (I., n° 364). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Marcel Darou [9 novembre 1961] (I., n° 50). — **Discussion générale** [12 décembre 1961] (p. 2470) : MM. Marcel Darou, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Pierre Messmer, ministre des armées. Discussion des articles : article unique. — Amendement de M. Marcel Darou ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Article additionnel 2 (amendement de M. Marcel Darou) ; adoption. — Adoption du projet de loi (p. 2470).

**PERMISSION EXCEPTIONNELLE ET MESURES D'AMNISTIE A L'OCCASION DU 14 JUILLET**

Proposition de loi, présentée par MM. Raymond Guyot, le général Petit, Mme Renée Dervaux, M. Camille Vallin et les membres du groupe communiste et apparenté, **tendant à accorder à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet : une permission exceptionnelle de dix jours à tous les militaires du contingent ; l'amnistie pour toutes les peines à titre disciplinaire, envers ceux qui ont exprimé leur opposition à la guerre d'Algérie ; la démobilisation des jeunes soldats condamnés pour le même motif ayant déjà effectué un temps supérieur à celui de leur classe ; la levée de toutes les punitions régimentaires** [15 juin 1961] (I., n° 262). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

**PERSONNEL CONTRACTUEL DE L'OUTRE-MER A MADAGASCAR (situation du)**, voy. : QUESTION ORALE, n° 324, de M. Marius Moutet.

### PERSONNEL MILITAIRE FEMININ

Projet de loi, présenté par le ministre des armées, **relatif aux limites d'âge du personnel des cadres militaires féminins** [4 juillet 1961] (I., n° 295). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Ménard [18 juillet 1961] (I., n° 315). — **Discussion** [18 juillet 1961]. **Discussion générale** : MM. Pierre Messmer, ministre des armées ; Henri Parisot, rapporteur de la commission des forces armées (p. 832) ; adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 et du projet de loi (p. 833).

**PERSONNES AGEES (allocation supplémentaire des)**, voy. : QUESTIONS, n°s 335, 336 et 337, de M. Bernard Lafay.

### PLAFOND DES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE

Proposition de loi, présentée par MM. Adolphe Dutoit, Mmes Renée Dervaux, Jeannette Vermeersch, MM. Jean Bardol, Léon David et Camille Vallin, au nom du groupe communiste et apparentés **tendant à déterminer les conditions dans lesquelles est fixé le montant du plafond des cotisations de sécurité sociale** [5 juillet 1961] (I., n° 297). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**PLANTEURS DE HOUBLON**, voy. : QUESTION ORALE, n° 314, de M. Charles Naveau.

### POLICE DES CHEMINS DE FER

Projet de loi, présenté par le ministre des travaux publics et des transports **rendant applicables les articles 12 à 27 de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer à certaines entreprises de transport public**. Enregistré à la présidence le 27 mars 1961 [25 avril 1961] (I., n° 162). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [10 mai 1961] (I., n° 205). — **Discussion** [16 mai 1961] (p. 304). — **Discussion générale** : MM. Robert Buron, ministre des travaux publics et des transports ; Henri Cornat, rapporteur de la commission des affaires économiques (p. 304, 305) ; adoption de l'article unique et du projet de loi.

### POLICE DES EPAVES MARITIMES

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, **relatif à la police des épaves maritimes** [6 mai 1961] (I., n° 190). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Joseph Yvon [19 octobre 1961] (I., n° 14). — **Discussion** [10 novembre 1961]. — **Discussion générale** : MM. Joseph Yvon,

rapporteur de la commission des affaires économiques; Louis Terrenoire, ministre délégué auprès du Premier ministre; Victor Golvan (p. 1422). — Art. 1<sup>er</sup> à 5: adoption. — Art. 6: M. le rapporteur; adoption de l'article. — Adoption du projet de loi (p. 1423).

#### POLITIQUE AGRICOLE

Voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n° 80, de M. Antoine Courrière, et n° 84, de M. Jacques Duclos.

Voy.: QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 105, de M. Antoine Courrière.

**POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT**, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DÉBAT, n°s 80, 97, 100 et 115, de MM. Antoine Courrière, Jean Bardol et Camille Vallin.

**POLITIQUE FRANÇAISE DE DEFENSE**, voy.: QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 120, de M. Vincent Rotinat.

**POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES**, voy.: LUTTE CONTRE LE BRUIT ET LES POLLUTIONS ATMOSPHERIQUES.

**POLLUTION DE L'EAU PAR LE FUEL A ETAIN**, voy.: QUESTION ORALE, n° 300, de M. Martial Brousse.

**POLYNESIE FRANÇAISE (Enfants nés en)**, voy.: CODE CIVIL (art. 316).

**POMMES DE TERRE DE BRETAGNE**, voy.: QUESTION ORALE, n° 322, de M. Yves Estève.

**POUVOIR D'ACHAT DE LA POPULATION**, voy.: QUESTION ORALE AVEC DÉBAT, n° 99.

**PREPARATION MILITAIRE DES ETUDIANTS FRANÇAIS DOMICILIES AU MAROC**, voy.: QUESTION ORALE, n° 312, de M. Louis Gros.

**PRET AUX SOLDATS APPELES**, voy.: QUESTION ORALE, n° 284, de M. Pierre Métayer.

#### PRIME SPECIALE DE TRANSPORT

Proposition de loi, présentée par MM. Camille Vallin, Jean Bardol, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Adolphe Dutoit, Louis Namy et des membres du groupe communiste et apparenté une proposition de loi tendant à étendre à tous les salariés des entreprises privées, quelle que soit la région où est situé leur lieu de travail, la prime spéciale uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne par l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 [16 mai 1961] (I., n° 214). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**PRISON DE CONSTANTINE (cause d'un décès à la)**, voy.: QUESTION ORALE, n° 357, de M. René Dubois.

#### PRIX AGRICOLES

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, sur les prix agricoles [13 décembre 1961] (I., n° 135). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Deguise [13 décembre 1961] (I., n° 137). — Discussion [14 décembre 1961] (p. 2593): MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture. — Discussion générale: MM. le rapporteur, Marcel Brégégère, Léon David, René Blondelle, le ministre, Antoine Courrière, André Dulin. — Art. 1<sup>er</sup> (p. 2598): amendement de M. Jean Deguise. — MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendements de M. Jean Deguise et du Gouvernement. — MM. le rapporteur, le ministre, René Blondelle. — Adoption de l'amendement de M. Jean Deguise. — Adoption de l'article modifié (p. 2599). — Art. additionnel 1<sup>er bis</sup> (amendement de M. Jean Deguise): MM. le rapporteur, le ministre, le président, Abel Sempé; l'article est réservé. — Art. 2 (p. 2601): amendements de M. Jean Deguise. — MM. le rapporteur, le ministre, René Blondelle; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 3 (p. 2602): amendement de M. André Dulin: MM. André Dulin, le rapporteur, le ministre; adoption. — Renvoi de la suite de la discussion. — Article additionnel 1<sup>er bis</sup> (amendement de M. Jean Deguise) réservé (p. 2606): M. le président; irrecevabilité de l'article. — Présidence de M. Georges Portmann. — Art. 3 (suite) (p. 2606): MM. Pierre de Villoutreys, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; Jacques Henriot, Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économi-

ques; adoption de l'article. — Art. 4 (p. 2607): MM. Raymond Brun, le ministre, le rapporteur, Antoine Courrière, Jacques Descours Desacres, Marc Pauzet; l'article est réservé. — Art. 5 bis (p. 2607): amendement de M. Jean Deguise: MM. le rapporteur, le ministre, Abel Sempé, Charles Durand, André Dulin, Marc Pauzet; adoption. — MM. Louis André, le ministre. — Amendement de M. Jean Deguise: MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 4 (réservé) (p. 2609): amendement du Gouvernement: MM. le rapporteur, René Blondelle, le ministre, Jacques Descours Desacres, Marc Pauzet, Raymond Brun; retrait. — Amendement du Gouvernement: MM. le ministre, le rapporteur; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 6 (p. 2610): amendement de M. Jean Deguise: MM. le rapporteur, le ministre, Paul Driant, au nom de la commission des finances; irrecevabilité. — Amendement de M. Jean Deguise. — MM. le rapporteur, René Blondelle, le ministre; retrait. — Rejet de l'article. — Art. 7 (p. 2612): adoption. — Demande de deuxième délibération sur l'article 5 bis: MM. le rapporteur, le ministre; rejet (p. 2612). — Sur l'ensemble: MM. le rapporteur, Paul Driant, Jacques Verneuil, Abel Sempé, le ministre, René Blondelle, le président. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2613). — Transmis, après modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture [15 décembre 1961] (I., n° 148). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Deguise [15 décembre 1961] (I., n° 149). — Discussion [15 décembre 1961] (p. 2647). — Discussion générale: MM. Jean Deguise, rapporteur de la commission des affaires économiques; Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; André Dulin. — Art. 3 (p. 2649): amendement de M. Jean Deguise: MM. le rapporteur, le ministre, Jacques Descours Desacres. — Art. 4 (p. 2650). — Art. 5 bis: amendements de M. Jean Deguise: M. le rapporteur. — Art. 6: amendement de M. Jean Deguise: M. le rapporteur. — Sur l'ensemble: MM. le rapporteur, le ministre. — Vote unique demandé par le Gouvernement sur le texte adopté par l'Assemblée nationale; rejet du projet de loi, au scrutin public (p. 2651).

**PRIX DE L'ESSENCE**, voy.: QUESTION ORALE, n° 346, de M. Maurice Charpentier.

**PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS**, voy.: QUESTIONS ORALES, n° 303 et 348, de M. Charles Naveau.

#### PRIX D'OBJECTIFS DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES.

Proposition de loi, présentée par MM. René Blondelle, Jean Deguise et Etienne Restat, tendant à déterminer les conditions suivant lesquelles seront fixés par décret les prochains prix d'objectifs de certains produits agricoles [18 juillet 1961] (I., n°s 319 et 319 rectifié). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale. — Rapport par M. Jean Deguise [5 septembre 1961] (I., n° 358). — Discussion [5 septembre 1961]: MM. le président, Alex Roubert, président de la commission des finances; Michel Debré, Premier ministre; Etienne Restat, vice-président de la commission des affaires économiques (p. 1053). — Suspension et reprise de la séance. — MM. Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances; le président (p. 1054). — Proposition de loi renvoyée au Conseil constitutionnel (p. 1055). — Déclarée irrecevable par le Conseil constitutionnel le

**PRODUCTION BANANIERE (dans les Antilles françaises)**, voy.: QUESTION ORALE, n° 370, de M. Georges Marie-Anne.

**PRODUCTION EN COMMUN DES ARMEMENTS AU SEIN DE L'U. E. O. ET DE L'O. T. A. N.**, voy.: QUESTION ORALE, n° 368, de M. Marius Moutet.

#### PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE L'ENERGIE A LA MARTINIQUE

Projet de loi, présenté par M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie, relatif au régime de la production et de la distribution de l'énergie dans le département de la Martinique [18 juillet 1961] (I., n° 316). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [18 juillet 1961] (I., n° 317). — Discussion [20 juillet 1961]. — Discussion générale: MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'industrie; M. Jean Bertaud, président et rapporteur de la commission des affaires économiques. — Art. 1<sup>er</sup> à 4: adoption (p. 960). — Sur l'ensemble: MM. le ministre, le rapporteur; adoption du projet de loi.

Projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif au régime de la production et de la distribution de l'énergie dans le département de la Martinique [20 novembre 1961] (I., n° 67). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jean Bertaud [21 novembre 1961] (I., n° 77). — Discussion [30 novembre 1961]. — Discussion générale: MM. Jean Bertaud, président et rapporteur de la commission des affaires économiques; Georges Marie-Anne, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des départements d'outre-mer (p. 2256 à 2258). — Art. 2: amendement de M. Georges Marie-Anne: MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Renvoi à la commission des finances (p. 2258). — Art. 2 (suite): irrecevabilité de l'amendement de M. Georges Marie-Anne: M. Yvon Coudé du Foresto, au nom de la commission des finances; adoption de l'article (p. 2262). — Art. 4: MM. Henri Cornat, Jean de Broglie, secrétaire d'Etat chargé des départements d'outre-mer (p. 2262 et 2263). — Sur l'ensemble: MM. Georges Marie-Anne, Yvon Coudé du Foresto, Paul Symphor, le secrétaire d'Etat (p. 2263); adoption du projet de loi (p. 2263).

**PROFESSIONS D'AVOCAT ET D'AVOUE**, voy.: QUESTION ORALE, n° 319, de M. Pierre Garet.

**PROPAGANDE ELECTORALE SUR LES ONDES DE LA R. T. F.**, voy.: QUESTION ORALE, n° 321, de M. Camille Vallin.

**PROGRAMME D'ADDUCTION D'EAU POUR LE DEPARTEMENT DU CHER**, voy.: QUESTION ORALE, n° 291, de M. Charles Durand.

**PROGRAMME PRIORITAIRE D'INVESTISSEMENTS**, voy.: RÉGIONS SOUS-ÉQUIPÉES.

**PROJET DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS A MONTREUIL ET A BAGNOLET**, voy.: QUESTION ORALE, n° 295, de M. Jacques Duclos.

**PROJET DE REORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA REGION PARISIENNE**, voy.: QUESTIONS ORALES AVEC DEBATS, n°s 110, 111 et 112, de MM. Edouard Bonnefous, Jacques Duclos et Pierre Métayer.

**PROMOTION POUR SERVICES EXCEPTIONNELS DES OFFICIERS DE RESERVE**

Projet de loi, présenté par M. Pierre Messmer, ministre des armées, relatif à la promotion pour services exceptionnels des officiers de réserve servant en situation d'activité dans les armées de terre et de l'air [14 juin 1961] (I., n° 242). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Edgard Pisani [22 juin 1961] (I., n° 271). — Discussion [27 juin 1961]. — Discussion générale: MM. Pierre Messmer, ministre des armées; Edgard Pisani, rapporteur de la commission des forces armées (p. 562). — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

#### PROTECTION DES ANIMAUX

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la protection des animaux [18 juillet 1961] (I., n° 312). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marclhacy [20 juillet 1961] (I., n° 322). — Projet retiré de l'ordre du jour de la séance du 21 juillet 1961 (p. 996): MM. Antoine Courrière, le président, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances et des affaires économiques. — Discussion [9 novembre 1961] (p. 1402). — Discussion générale: MM. Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice; Pierre Marclhacy, rapporteur de la commission des lois; Georges Rougeron (p. 1402 à 1404). — Art. 1<sup>er</sup>: amendements de M. Pierre Marclhacy et de M. Lucien Bernier. — MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Lucien Bernier, Emile Vanrullen, Paul Symphor, Georges Boulanger. — Adoption partielle de l'amendement de M. Lucien Bernier; adoption de l'article modifié (p. 1406). — Art. 2: adoption (id.). — Adoption du projet de loi (id.)

**PROTECTION DES CIVILS CONTRE LES RADIATIONS NUCLEAIRES**, voy.: QUESTION ORALE, n° 360, de M. Edouard Bonnefous.

#### PROTECTION DES INSTALLATIONS D'IMPORTANCE VITALE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, rendant applicables aux territoires d'outre-mer les dispositions de l'ordonnance n° 58-1371 du 29 décembre 1958, sur la protection des installations d'importance vitale [18 juillet 1961] (I., n° 313). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [20 juillet 1961] (n° 320). — Discussion [21 juillet 1961] (p. 987). — Discussion générale: MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat; Modeste Zussy, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 6 du projet de loi (p. 987).

**PROTECTION DES PARE-BRISE DES VEHICULES**, voy.: QUESTION ORALE, n° 338, de M. Marcel Auduy.

#### PROTECTION DE LA PRODUCTION BANANIERE DANS LES ANTILLES FRANÇAISES

Voy.: QUESTION ORALE, n° 358, de M. Lucien Bernier.

Voy.: QUESTION ORALE, n° 370, de M. Georges Marie-Anne.

#### PROTECTION DU PATRIMOINE HISTORIQUE IMMOBILIER

Projet de loi présenté par M. André Malraux, ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, complétant la législation sur la protection du patrimoine historique et esthétique de la France et tendant à faciliter la restauration immobilière [14 novembre 1961] (I., n° 55). — Renvoi à la commission des affaires culturelles. — Rapport par M. Jacques de Maupeou [30 novembre 1961] (I., n° 92). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [23 novembre 1961] (p. 1877). — Rapport par M. Jean Geoffroy [7 décembre 1961] (I., n° 111). — Discussion générale: [7 décembre 1961] (p. 2383), MM. Jacques de Maupeou, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Jean Geoffroy, rapporteur pour avis de la commission des lois; Waldeck L'Huilier, Pierre Sudreau, ministre de la construction (p. 2383 à 2386). — Discussion des articles: Art. 1<sup>er</sup> à 4: adoption (p. 2386). — Art. 5: (p. 2386): MM. André Fosset, le ministre; adoption de l'article. — Art. 6 à 8: adoption (p. 2387, 2388). — Art. 9: (p. 2388): amendement de M. Jean Geoffroy; MM. Jean Geoffroy, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 10 (p. 2388): amendement de M. Jean Geoffroy; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 11 (p. 2388): amendement de M. Jean Geoffroy; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 12 (p. 2389): amendement de M. Jean Geoffroy; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 13 à 16: adoption (p. 2389). — Adoption du projet de loi (p. 2389).

## Q

#### QUESTIONS ORALES

121. — **Reconcentration d'industries en Allemagne**. — Question orale posée par M. André Armengaud à M. le Premier ministre [14 novembre 1961] (p. 1431 à 1433).

237. — **Transport routier de marchandises**. — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre des travaux publics [11 juillet 1961] (p. 744).

249. — **Electrification de la voie ferrée Marseille—Menton**. — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre des travaux publics [11 juillet 1961] (p. 745).

265. — **Aide aux victimes des inondations du Pas-de-Calais**. — Question posée par M. Emile Durveix à M. le ministre des finances [2 mai 1961] (p. 113).

266, 267 et 268. — **Allocations et prestations familiales dans les départements d'outre-mer**. — Questions posées par M. Georges (Marie-Anne) à M. le ministre des finances [9 mai 1961] (p. 200).

270. — **Extension de l'allocation de transport aux travailleurs de province**. — Question posée par M. Francis Dassaud à M. le secrétaire d'Etat aux finances [2 mai 1961] (p. 115).

271. — **Logistique dans le secteur Centre-Europe, Grande-Bretagne et communautés européennes. Commercialisation des produits de bases**. — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre des affaires étrangères [14 juin 1961] (p. 389).

272. — **Grande-Bretagne et communautés européennes.** — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre des affaires étrangères [14 juin 1961] (p. 389).
273. — **Commercialisation des produits de base.** — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre des affaires étrangères [14 juin 1961] (p. 389).
274. — **Aide aux sinistrés victimes des inondations du Nord.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'intérieur [9 mai 1961] (p. 202).
275. — **Mesures de prévention et de lutte contre les incendies de forêts.** — Question posée par M. Léon David à M. le ministre de l'intérieur [2 mai 1961] (p. 115).
276. — **Cercles familiaux de Provence.** — Question posée par M. Léon David à M. le ministre des finances [2 mai 1961] (p. 114).
277. — **Importations de fruits.** — Question posée par M. Léon David à M. le ministre de l'agriculture [9 mai 1961] (p. 202).
278. — **Marché du vin.** — Question posée par M. Marc Pauzet à M. le ministre de l'agriculture [20 juin 1961] (p. 452).
279. — **Impôts sur les bénéficiaires agricoles dans les régions de culture betteravière.** — Question posée par M. Emile Durieux à M. le secrétaire d'Etat aux finances [14 juin 1961] (p. 394).
280. — **Commémoration de la victoire de 1945.** — Question posée par M. Jacques Duclos à M. le Premier ministre [16 mai 1961] (p. 264).
281. — **Statut des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques.** — Question posée par M. Georges Portmann à M. le ministre de l'éducation nationale [16 mai 1961] (p. 265).
283. — **Zones spéciales d'action rurale.** — Question posée par M. Paul Ribeyre à M. le Premier ministre [16 mai 1961] (p. 271).
284. — **Taux du prêt aux soldats appelés.** — Question posée par M. Pierre Métayer à M. le ministre des armées [11 juillet 1961] (p. 747).
285. — **Importations de chevaux destinés à la boucherie.** — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre de l'agriculture [18 juillet 1961] (p. 822).
286. — **Inscription sur les listes électorales.** — Question posée par M. Courrière à M. le ministre de l'intérieur [16 mai 1961] (p. 269).
288. — **Frais de déplacement des agriculteurs membres des commissions de remembrement.** — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre de l'agriculture [20 juin 1961] (p. 455).
289. — **Situation des professeurs français au Viet-Nam.** — Question posée par M. André Armengaud à M. le ministre des finances et des affaires économiques [10 octobre 1961] (p. 1135 et 1136).
290. — **Revalorisation des traitements des personnels de la gendarmerie.** — Question posée par M. Bernard Chochoy à M. le ministre des finances [16 mai 1961] (p. 274).
291. — **Programme d'adduction d'eau pour le département du Cher.** — Question posée par M. Charles Durand à M. le ministre de l'agriculture [16 mai 1961] (p. 265).
292. — **Importations de pommes de table.** — Question posée par M. Charles Durand à M. le ministre de l'agriculture [16 mai 1961] (p. 266).
294. — **Travaux ruraux d'adduction d'eau.** — Question posée par M. Abel Sempé à M. le ministre de l'agriculture [18 juillet 1961] (p. 823).
295. — **Projet de construction de logements à Montreuil et à Bagnolet.** — Question posée par M. Jacques Duclos à M. le ministre de la construction [14 juin 1961] (p. 395).
296. — **Taxation des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision.** — Question posée par M. Pierre Métayer à M. le ministre de l'information [20 juin 1961] (p. 458).
297. — **Accidents au puits Gérard des houillères de Provence.** — Question posée par M. Léon David à M. le ministre de l'industrie [14 juin 1961] (p. 397).
298. — **Ristourne sur le matériel d'entretien de la voirie communale.** — Question posée par M. Georges Portmann à M. le ministre de l'agriculture [16 mai 1961] (p. 267).
299. — **Situation des jeunes soldats du contingent.** — Question posée par M. Raymond Guyot à M. le ministre des armées [11 juillet 1961] (p. 748).
300. — **Pollution de l'eau par le fuel à Etain.** — Question posée par M. Martial Brousse à M. le ministre de la santé [20 juin 1961] (p. 460).
301. — **Abaissement des droits de douane sur les tissus de laine mélangée.** — Question posée par M. Jean Vayron à M. le ministre des finances [14 juin 1961] (p. 393).
302. — **Exécution d'office des branchements aux égouts.** — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre de l'intérieur [17 octobre 1961] (p. 1161, 1162).
303. — **Prix du lait et des produits laitiers.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [16 mai 1961] (p. 268).
304. — **Liquidation des pensions des anciens fonctionnaires français des cadres chérifiens.** — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre des finances [11 juillet 1961] (p. 751).
305. — **Financement des collèges d'enseignement général.** — Question posée par M. Adolphe Chauvin à M. le ministre de l'éducation nationale [20 juin 1961] (p. 461).
306. — **Recensement dans les départements d'outre-mer.** — Question posée par M. Lucien Bernier à M. le Premier ministre [27 juin 1961] (p. 547).
307. — **Assurance maladie des exploitants agricoles.** — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre de l'agriculture [20 juin 1961] (p. 456).
308. — **Situation des agents des chambres de métiers.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'industrie [27 juin 1961] (p. 553).
309. — **Saisies réitérées de l'hebdomadaire « Esprit public ».** — Question posée par M. Jacques de Maupeou à M. le Premier ministre [27 juin 1961] (p. 549).
310. — **Amputation du fonds national de solidarité et aide aux vieillards.** — Question posée par M. Bernard Chochoy à M. le ministre des finances [18 juillet 1961] (p. 816).
311. — **Coordination des compétences administratives en matière d'eau.** — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre de l'intérieur [17 octobre 1961] (p. 1163, 1164).
312. — **Préparation militaire des étudiants français domiciliés au Maroc.** — Question posée par M. Louis Gros à M. le ministre des armées [27 juin 1961] (p. 547).
313. — **Allocations supplémentaires du fonds de solidarité.** — Question posée par M. Maurice Charpentier à M. le ministre du travail [27 juin 1961] (p. 555).
314. — **Situation des planteurs de houblon.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [20 juin 1961] (p. 457).
315. — **Tarifs ferroviaires.** — Question posée par M. Eugène Romaine à M. le ministre des travaux publics [11 juillet 1961] (p. 746).
316. — **Importations de porcs.** — Question posée par M. Eugène Romaine à M. le ministre de l'agriculture [18 juillet 1961] (p. 824).
317. — **Internés du camp de Thol.** — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le ministre de l'intérieur [27 juin 1961] (p. 550).
318. — **Internés du camp de Thol.** — Question posée par M. René Dubois à M. le ministre de l'intérieur [27 juin 1961] (p. 550).
319. — **Eventuelle fusion des professions d'avocat et d'avoué.** — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre de la justice [27 juin 1961] (p. 554).
320. — **Survols des agglomérations.** — Question posée par M. Pierre Garet à M. le ministre de l'intérieur [11 juillet 1961] (p. 750).
321. — **Propagande électorale sur les ondes de la R. T. F.** — Question posée par M. Camille Vallin à M. le ministre de l'information [11 juillet 1961] (p. 751).
322. — **Pommes de terre de Bretagne.** — Question posée par M. Yves Estève à M. le ministre de l'agriculture [18 juillet 1961] (p. 824).
323. — **Menaces de licenciements à Villefranche-sur-Saône.** — Question posée par M. Camille Vallin [18 juillet 1961] (p. 821).
324. — **Situation du personnel contractuel de l'outre-mer à Madagascar.** — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre de la coopération [11 juillet 1961] (p. 753).
326. — **Baccalauréat de 1961.** — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le ministre de l'éducation nationale [18 juillet 1961] (p. 825).
329. — **Hôpital de la Cité universitaire.** — Question posée par M. Pierre Marcihacy à M. le ministre de la santé [18 juillet 1961] (p. 829).

331. — **Reconstruction de la ligne ferroviaire Nice-Coni.** — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre des travaux publics et des transports [24 octobre 1961] (p. 1213).

332. — **Equipement des ports de plaisance.** — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le ministre des travaux publics [24 octobre 1961] (p. 1215).

333. — **Adductions d'eau rurales.** — Question posée par M. Joseph Raybaud à M. le Premier ministre [10 octobre 1961] (p. 1136).

335, 336, 337. — **Allocation supplémentaire des personnes âgées.** — Questions posées par M. Bernard Lafay à M. le ministre des finances [24 octobre 1961] (p. 1210).

338. — **Protection des pare-brise des véhicules.** — Question posée par M. Marcel Audy à M. le ministre des travaux publics et des transports [17 octobre 1961] (p. 1160, 1161).

339. — **Remboursement des frais médicaux dans le département du Nord.** — Question posée par M. Adolphe Dutoit à M. le ministre du travail [17 octobre 1961] (p. 1164, 1165).

340. — **Reconstruction du quartier des Trois-Points à Roubaix.** — Question posée par M. Adolphe Dutoit à M. le ministre de la construction [10 octobre 1961] (p. 1137, 1138).

341. — **Conduite des négociations tendant à ramener la paix en Algérie.** — Question posée par M. Jacques de Maupeou à M. le Premier ministre [17 octobre 1961] (p. 1158 à 1160).

342. — **Exonération de certaines cotisations de sécurité sociale pour les salariés de retour du service militaire.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre du travail [17 octobre 1961] (p. 1165).

344. — **Conditions d'admission à l'aide médicale.** — Question orale posée par M. Jean Nayrou à M. le ministre de la santé publique [17 octobre 1961] (p. 1169).

345. — **Classement des communes dans les zones de salaires.** — Question posée par M. Emile Durieux à M. le ministre du travail [17 octobre 1961] (p. 1165).

346. — **Prix de l'essence.** — Question posée par M. Maurice Charpentier à M. le Premier ministre [12 décembre 1961] (p. 2474).

347. — **Conséquences sociales du licenciement d'ouvriers dans le Nord.** — Question posée par M. Adolphe Dutoit à M. le ministre du travail [17 octobre 1961] (p. 1166).

348. — **Prix indicatif du lait.** — question orale posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [14 novembre 1961] (p. 1435 et 1436).

349. — **Choix d'un avion pour les déplacements du chef du Gouvernement.** — Question orale posée par M. André Méric à M. le ministre des armées [7 novembre 1961] (p. 1360).

350. — **Vaccination anti-aphteuse des bovins.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [5 décembre 1961] (p. 2280).

351. — **Vacances de postes de professeurs dans les enseignements du second degré et technique.** — Question orale posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'éducation nationale [7 novembre 1961] (p. 1362 à 1364).

352. — **Situation d'une entreprise industrielle.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'industrie [17 octobre 1961] (p. 1168).

356. — **Lien entre les mesures répressives prises en Espagne et en France.** — Question orale posée par M. Georges Guille à M. le Premier ministre [14 novembre 1961] (p. 1433 à 1435).

357. — **Cause d'un décès à la prison de Constantine.** — Question orale posée par M. René Dubois à M. le ministre d'Etat chargé des affaires algériennes [14 novembre 1961] (p. 1430 et 1431).

358. — **Protection de la production bananière dans les Antilles françaises.** — Question orale posée par M. Lucien Bunier à M. le Premier ministre [7 novembre 1961] (p. 1360 à 1362).

360. — **Protection des civils contre les radiations nucléaires.** — Question posée par M. Edouard Bonnefous à M. le Premier ministre [5 décembre 1961] (p. 2282).

362. — **Récupération, après décès, des allocations d'aide sociale.** — Question posée par M. Jean Nayrou à M. le ministre de la santé publique [5 décembre 1961] (p. 2287).

363. — **Cotisations d'assurance-maladie des exploitants agricoles.** — Question posée par M. Jean Nayrou à M. le ministre de l'agriculture [5 décembre 1961] (p. 2282).

364. — **Réquisitions de passage pour les fonctionnaires entre la métropole et les départements d'outre-mer.** — Question posée par M. Georges Marie-Anne à M. le secrétaire d'Etat aux finances [12 décembre 1961] (p. 2476).

365. — **Retard dans la constitution d'une commission.** — Question posée par M. Bernard Lafay à M. le ministre du travail [5 décembre 1961] (p. 2286).

368. — **Production en commun des armements au sein de l'U. E. O. et de l'O. T. A. N.** — Question posée par M. Marius Moutet à M. le ministre des affaires étrangères [5 décembre 1961] (p. 2290).

369. — **Exportations françaises de beurre vers la Grande-Bretagne et l'Italie.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre de l'agriculture [5 décembre 1961] (p. 2281).

370. — **Soutien de la production bananière dans les Antilles françaises.** — Question posée par M. Georges Marie-Anne à M. le secrétaire d'Etat au commerce intérieur [12 décembre 1961] (p. 2485).

371. — **Examen par les commissions de réforme des exemptés et des réformés définitifs.** — Question posée par M. Charles Naveau à M. le ministre des armées [12 décembre 1961] (p. 2469).

#### QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

77. — **Réforme administrative.** — Question posée par M. Edgard Pisani à M. le Premier ministre [11 juillet 1961] (p. 755). — *Sont entendus* : MM. Edgard Pisani, Michel Debré, Premier ministre ; Jean Nayrou, Abel-Durand, Waldeck L'Huilier, Adolphe Chauvin, Jacques Marette, Pierre Sudreau, ministre de la construction ; Antoine Courrière, Yvon Coudé du Foresto, Henri Longchambon, Jacques Descours Desacres.

80. — **Politique du Gouvernement en matière agricole.** — Question posée par M. Antoine Courrière à M. le Premier ministre [16 mai 1961] (p. 275). — *Sont entendus* : MM. Jean Nayrou, Jacques Duclos, Wilfrid Baumgartner, ministre des finances, Marcel Brégère, Roger Lagrange, André Méric, Mme Suzanne Crémieux, MM. le ministre des finances, André Maroselli, Auguste Pinton, Joseph Fontanet, secrétaire d'Etat au commerce intérieur, Pierre de La Gontrie, Emile Hugues, André Dulin, Charles Naveau, le ministre des finances, René Tinan, Bernard Lafay, Roger Lachèvre, André Chazabon, le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, Antoine Courrière, François Schleiter.

80, 97, 100, 115. — **Politique économique et sociale du Gouvernement.** — Questions orales avec débat posées par MM. Antoine Courrière, Jean Bardol et Camille Vallin à M. le Premier ministre [7 novembre 1961] (p. 1365 à 1380). — *Sont entendus* : MM. André Méric, Camille Vallin, Roger Lagrange, Jean Bardol, Claude Mont, Lucien Grand, Emile Dubois, Paul Bacon, ministre du travail.

84. — **Politique du Gouvernement en matière agricole.** — Question posée par M. Jacques Duclos à M. le Premier ministre [16 mai 1961] (p. 275) ; jointe à la question n° 80.

87. — **Aide aux Français rapatriés.** — Question posée par M. André Armengaud à M. le Premier ministre [3 octobre 1961] (p. 1097). — *Sont entendus* : MM. André Armengaud, Louis Gros, Maurice Carrier, Léon Motais de Narbonne, Henri Longchambon, le général Antoine Béthouart, Mme Renée Dervaux, MM. Maurice Couve de Murville, ministre des affaires étrangères, Robert Boulin, secrétaire d'Etat aux rapatriés.

101. — **Evolution de la situation à Berlin.** — Question posée par M. Edouard de Bellegou à M. le ministre des affaires étrangères [5 déc. 1961] (p. 2291).

105. — **Politique agricole.** — Question orale avec débat posée par M. Antoine Courrière à M. le ministre de l'agriculture [31 août 1961] (p. 1031) et [5 septembre 1961] (p. 1053). — *Sont entendus* : MM. Antoine Courrière, Jacques Verneuil, Charles Naveau, Charles Suran [5 septembre 1961] ; MM. Emile Durieux, Etienne Restat, René Blondelle, Gabriel Burgat, Yvon Coudé du Foresto, Marc Desaché, Jean Bardol, le président, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Léon David, Victor Golvan, Guy Petit, Lucien Bernier, Jacques Descours Desacres, Antoine Courrière, le ministre [6 septembre 1961].

106. — **Aide aux Français rapatriés.** — Question posée par M. Maurice Carrier à M. le secrétaire d'Etat aux rapatriés ; jointe à la question n° 87.

107. — **Aide aux Français rapatriés.** — Question posée par M. Louis Gros à M. le ministre des affaires étrangères ; jointe à la question n° 87.

108. — **Aide aux Français rapatriés.** — Question posée par M. André Armengaud à M. le ministre des finances; jointe à la question n° 87.

110, 111, 112. — **Projet de réorganisation administrative de la région parisienne.** — Questions orales avec débat posées par MM. Edouard Bonnefous, Jacques Duclos et Pierre Métayer à M. le Premier ministre [31 octobre 1961] (p. 1328 à 1337). — *Sont entendus*: MM. Edouard Bonnefous, Jacques Duclos, Pierre Métayer, Jacques Murette, Adolphe Chauvin, Etienne Dailly, Roger Frey, ministre de l'intérieur.

116, 117. — **Manifestations d'Algériens dans la région parisienne.** — Questions orales avec débat posées par MM. Jacques Duclos et Gaston Defferre à M. le Premier ministre et à M. le ministre de l'intérieur [31 octobre 1961] (p. 1337 à 1354). — *Sont entendus*: MM. Jacques Duclos, Gaston Defferre, Bernard Lafay, Charles Fruh, Abdelkrim Sadi, Youssef Achour, André Fosset, Jean Bertaud, Roger Frey, ministre de l'intérieur.

120. — **Politique française de défense.** — Question posée par M. Vincent Rotinat à M. le ministre des armées [12 décembre 1961] (p. 2452 à 2468). — *Sont entendus*: MM. Vincent Rotinat, président de la commission de la défense et des forces armées; Michel Debré, Premier ministre; le général Ernest Petit, Pierre Métayer, André Monteil, le général Jean Ganeval, Bernard Lafay, Louis Martin, Pierre Messmer, ministre des armées.

121. — **Attaques contre les représentants officiels de la France à l'étranger.** — Question posée par M. Edouard Bonnefous à M. le ministre des affaires étrangères [5 décembre 1961] (p. 2298).

## R

**RADIODIFFUSION ET TELEVISION, VOY : TAXATION DES APPAREILS RÉCEPTEURS DE RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION**

### RAPPORTS

I. — De la commission d'étude fiscale.

II. — Rapport annuel de la Cour des Comptes. Dépôt du rapport [15 décembre 1961] (p. 2644).

III. — D'informations sur la recherche et l'exploitation du pétrole au Sahara, n° 303.

**RECENSEMENT DANS LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER, VOY. : QUESTION ORALE, n° 306, de M. Lucien Bernier.**

### RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Projet de loi de programme, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à des actions complémentaires coordonnées de recherche scientifique et technique [6 mai 1961] (I., n° 189). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par MM. André Armengaud et Yvon Coudé du Foresto [17 mai 1961] (I., n° 215). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [10 mai 1961] (p. 255). — Avis de M. Jacques Baumel, au nom de la commission des affaires culturelles [18 mai 1961] (n° 221); **discussion** [19 mai 1961] (p. 363 à 382). — **Discussion générale**: MM. Pierre Guillaumat, ministre délégué auprès du Premier ministre; Yvon Coudé du Foresto, rapporteur de la commission des finances; André Armengaud, rapporteur de la commission des finances; Jacques Baumel, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Georges Portmann; renvoi de la suite de la discussion: M. le ministre. — Suspension et reprise de la séance. — MM. Victor Golvan, Henri Longchambon, Jacques Henriot, Mme Renée Deryaux, MM. Jean Bertaud, président de la commission des affaires économiques, le ministre. — **Discussion des articles**: art. 1<sup>er</sup>: MM. Marcel Prélot, le ministre. — Amendement de M. Jacques Henriot: MM. Jacques Henriot, Yvon Coudé du Foresto, Jacques Baumel, le ministre; rejet; adoption de l'article (p. 383). — Art. 2: adoption (p. 383). — Adoption du projet de loi.

**RECONCENTRATION D'INDUSTRIES EN ALLEMAGNE, VOY. : QUESTION ORALE, n° 121, de M. André Armengaud.**

**RECONSTRUCTION DE LA LIGNE FERROVIAIRE NICE-CONI, VOY. : QUESTION ORALE, n° 331, de M. Joseph Raybaud.**

**RECONSTRUCTION DU QUARTIER DES TROIS-POINTS A ROUBAIX, VOY. : QUESTION ORALE, n° 340, de M. Adolphe Dutoit.**

### RECOURS EN CASSATION INTRODUITS POUR VIOLATION DE LA LOI

Proposition de loi, présentée par M. Jozeau-Marigné, tendant à déclarer recevables les recours en cassation introduits pour violation de la loi, conformément aux dispositions du décret n° 55-562 du 20 mai 1955 [14 juin 1961] (I., n° 247). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

### RECRUTEMENT DE L'ARMEE

Proposition de loi, présentée par MM. Georges Portmann, Max Monichon, Raymond Brun et Marc Pauzet, tendant à compléter l'article 23 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée [25 avril 1961] (I., n° 174). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Proposition retirée le 20 juin 1961 (p. 452).

### RECRUTEMENT DE L'ARMEE DE MER ET ORGANISATION DE SES RESERVES

Projet de loi, présenté par M. Pierre Messmer, ministre des armées, portant modification de la loi du 13 décembre 1932 sur le recrutement de l'armée de mer et l'organisation de ses réserves [14 juin 1961] (I., n° 244). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. André Monteil [22 juin 1961] (I., n° 273). — **Discussion** [27 juin 1961]. — **Discussion générale**: MM. Pierre Messmer, ministre des armées; André Monteil, rapporteur de la commission des forces armées (p. 561). — Adoption de l'article unique et du projet.

**Récupération, après décès, des allocations d'aide sociale, VOY. : QUESTION ORALE, n° 362, de M. Jean Nayron.**

### REDEVANCE D'EQUIPEMENT

Projet de loi instituant une redevance d'équipement, première lecture, n°s 34 (12-11-59) et 228 (29-6-60). — **Deuxième lecture**: [14 décembre 1960] (I., n° 119). — Renvoi à la commission spéciale désignée pour son examen le 18 novembre 1959. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [enregistré à la présidence le 13 avril 1961] (I. n° 169). — **Discussion** le 2 mai 1961 (p. 117): M. Chauvin, rapporteur de la commission spéciale. — Art. 1<sup>er</sup>: M. le rapporteur, Emile Hugues, le président, Marc Pauzet, Pierre Sudreau, ministre de la construction. — Amendement de M. Adolphe Chauvin: MM. le rapporteur, le ministre, Emile Hugues, Bernard Chochoy; adoption, modifié. — Amendement de M. Adolphe Chauvin: M. le rapporteur; adoption. — Amendement de M. André Fosset: MM. André Fosset, le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 2: amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement: MM. le rapporteur, Emile Hugues, le ministre, Bernard Chochoy, Geoffroy de Montalembert; adoption de l'amendement modifié de M. Adolphe Chauvin. — Adoption de l'article modifié. — Amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement: MM. le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani, Emile Hugues; adoption. — Amendements de M. Adolphe Chauvin et du Gouvernement: MM. le rapporteur, Bernard Chochoy, le ministre Edgard Pisani, Auguste Pinton, Georges Boulanger; adoption, modifiés. — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 *ter*: adoption. — Art. 7: amendement de M. Geoffroy de Montalembert: MM. Geoffroy de Montalembert, le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani; adoption. — Amendement de M. Adolphe Chauvin: MM. le rapporteur, le ministre, Edgard Pisani, Geoffroy de Montalembert; retrait. — Amendement de M. Geoffroy de Montalembert; adoption. — Amendement de M. Geoffroy de Montalembert: MM. Geoffroy de Montalembert, Pierre de Villoutreys, le rapporteur, le ministre; adoption, modifié. — Amendement de M. Adolphe Chauvin: MM. le rapporteur, Edgard Pisani, le ministre, Yvon Coudé du Foresto, Marc Pauzet; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 9 et 10: adoption. — Sur l'ensemble: MM. Bernard Chochoy, Edgard Pisani. — Adoption du projet de loi.

**Troisième lecture**: projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, instituant une redevance d'équipement [19 mai 1961] (I., n° 227). — Renvoi à la commission spéciale désignée pour son examen. — Rapport par M. Adolphe Chauvin [19 mai 1961] (I., n° 229). — **Discussion** le 19 mai 1961 [p. 360 à 363]. — **Discussion générale**: MM. Adolphe Chauvin, rapporteur de la commission spéciale; Pierre Sudreau, ministre de la construction; Bernard Chochoy, Pierre Garet, président de la commission spéciale. — Discussion des articles: art. 2: adoption (p. 363). — Art. 2 *bis* (p. 363). — Amendement de M. Adolphe Chauvin; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 7: adoption (p. 363). — Adoption du projet de loi.



**REFORME ADMINISTRATIVE**, voy. : QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 77, de M. Edgard Pisani.

**REGIME DES ARMES EN COTE FRANÇAISE DES SOMALIS**, voy. : ARMES ET MUNITIONS.

### REGIMES MATRIMONIAUX

**Discussion en deuxième lecture** : projet de loi portant réforme des régimes matrimoniaux. — Adopté avec modifications, en première lecture, par l'Assemblée nationale. — **Transmission au Sénat** [15 décembre 1960] (I., n° 125). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Pierre Marilhac [enregistré à la présidence le 22 mars 1961] (I., n° 159). — **Discussion** [4 mai 1961] (p. 145 à 171). — **Discussion générale** : M. Pierre Marilhac, rapporteur de la commission des lois. — Art. 1<sup>er</sup> modifiant les articles 1387 à 1522 du code civil (p. 145). MM. le rapporteur, Louis Namy, Georges Boulanger, Emile Hugues. — Amendement de M. Pierre Marilhac : M. Edmond Michelet, garde des sceaux, ministre de la justice ; adoption. — Amendement de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendement de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux, Emile Hugues, Georges Boulanger, Léon Jozeau-Marigné. — Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. Léon Jozeau-Marigné, le garde des sceaux, le rapporteur ; adoption. — Amendement de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Léon Jozeau-Marigné : MM. le rapporteur, Léon Jozeau-Marigné, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Emile Hugues. — MM. le rapporteur, Emile Hugues, le garde des sceaux ; adoption de l'amendement de M. Emile Hugues. — Amendement de M. Emile Hugues : MM. Emile Hugues, le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Marcel Molle et de M. Pierre Marilhac : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption de l'amendement de M. Marcel Molle. — Amendements de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle : MM. Marcel Molle, le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Georges Boulanger et de M. Louis Namy : MM. Georges Boulanger, Louis Namy, le rapporteur, le garde des sceaux ; rejet. — Amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, Abel-Durand, le garde des sceaux, Georges Boulanger ; rejet de l'amendement de M. Marcel Molle. — Adoption de l'amendement de M. Pierre Marilhac. — Amendements de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Marcel Molle : MM. Charles Fruh, le rapporteur, Marcel Molle, le garde des sceaux ; adoption. — Amendement de M. Georges Boulanger : MM. Georges Boulanger, le rapporteur, le garde des sceaux ; rejet. — Amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Jean Bertaud : MM. le rapporteur, Jean Bertaud, Léon Jozeau-Marigné, le garde des sceaux ; adoption de l'amendement de M. Pierre Marilhac. — Retrait de l'amendement de M. Jean Bertaud. — Amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le garde des sceaux ; adoption de l'amendement de M. Marcel Molle. — Amendement de M. Pierre Marilhac ; adoption. — Amendement de M. Marcel Molle ; adoption, modifié. — Amendements de M. Pierre Marilhac ; adoption. — Amendement de M. Léon Jozeau-Marigné : M. le rapporteur ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 1<sup>er</sup> bis, 2, 5 et 5 bis : adoption (p. 168). — Art. 12 (p. 168) : amendements de M. Pierre Marilhac et de M. Marcel Molle : MM. le rapporteur, Marcel Molle, le garde des sceaux ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 15 (p. 169) : amendement de M. Pierre Marilhac ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 15 ter (p. 169) : amendements du Gouvernement et de M. Pierre Marilhac : MM. le garde des sceaux, le rapporteur, Marcel Pellenc, rapporteur général de la commission des finances ; le président, Abel-Durand. — Irrecevabilité de l'amendement de M. Pierre Marilhac ; adoption de l'amendement du Gouvernement. — Adoption de l'article modifié. — Art. 16 (p. 171) : amendement de M. Pierre Marilhac : MM. le rapporteur, le garde des sceaux ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 16 bis et 16 ter : adoption (p. 171). — Adoption du projet de loi. — MM. le président, le garde des sceaux.

### REGIONS SOUS-EQUIPEES

Proposition de loi, présentée par M. Paul Ribeyre, tendant à permettre l'établissement, dans le cadre de l'aménagement du territoire et de sa mise en valeur, d'un programme prioritaire d'investissements en faveur des régions françaises sous-équipées pour y développer l'emploi et faciliter leur industrialisation et l'éventuelle réintégration de Français d'Algérie dans la communauté nationale [27 juin 1961] (I., n° 286). — Renvoyée à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sous réserve du droit reconnu au Gouvernement par l'article 43 de la Constitution de demander la nomination d'une commission spéciale.

### REGLES DE COMMERCIALISATION

Projet de loi, présenté par M. le ministre de l'agriculture, permettant de rendre obligatoires les règles de commercialisation instituées par les groupements de producteurs agricoles [19 septembre 1961] (I., n° 361). — Renvoi à la commission des affaires économiques. — Rapport par M. Raymond Brun [19 octobre 1961] (I., n° 18). — Discussion générale : [26 octobre 1961] (p. 1288), MM. Edgard Pisani, ministre de l'agriculture ; Raymond Brun, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Marcel Brégère, Jean Bardol, Paul Driant, Paul Pelleray. — Art. 1<sup>er</sup> : amendements de M. Raymond Brun, et du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, Jean Errecart, Michel Kauffmann, Jean Bardol, Paul Driant, Geoffroy de Montalembert, Jacques Vassor, Antoine Courrière, Henri Cornat, vice-président de la commission des affaires économiques ; le président ; adoption de l'amendement modifié du Gouvernement. — Amendements de M. Raymond Brun, du Gouvernement et de M. Robert Bouvard : MM. le rapporteur, le ministre, Robert Bouvard, Claudius Delorme, André Monteil. — Retrait des amendements de M. Robert Bouvard ; adoption partielle des autres amendements. — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 : amendements de M. Raymond Brun, du Gouvernement et de M. Jean Bardol : MM. le rapporteur, le ministre, Jean Bardol. — Rejet des amendements de M. Jean Bardol ; adoption partielle des autres amendements. — Adoption de l'article modifié. — Art. 3 : amendement de M. Raymond Brun. — MM. le rapporteur, le ministre, Edouard Le Bellegou ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. additionnel 4 (amendement de M. Gilbert Paulian) : MM. Gilbert Paulian, Jean Bardol, le rapporteur, le ministre ; adoption de l'article. — Modification de l'intitulé. — Sur l'ensemble : MM. Jean Errecart, Antoine Courrière, Jean Bardol, Paul Driant, Jacques Verneuil. — Adoption du projet de loi. — Retiré, à la demande du Gouvernement, de l'ordre du jour prioritaire du 14 décembre 1961 (deuxième lecture) [14 décembre 1961] (p. 2591).

**REMBOURSEMENT DES FRAIS MEDICAUX DANS LE DEPARTEMENT DU NORD**, voy. : QUESTION ORALE, n° 339, de M. Adolphe Dutoit.

### REORGANISATION DE L'EDUCATION PHYSIQUE ET DU SPORT

Proposition de loi, présentée par MM. Georges Marrane, Roger Garaudy, Georges Cogniot, Raymond Guyot, Jean Bardol, Léon David, Camille Vallin et des membres du groupe communiste et apparenté, tendant à la réorganisation de l'éducation physique et du sport en France [16 mai 1961] (I., n° 209). — Renvoi à la commission des affaires culturelles.

### REORGANISATION DES JURIDICTIONS DU TRAVAIL

Proposition de loi, présentée par M. Adolphe Dutoit, Mmes Jeannette Vermeersch, Renée Dervaux, MM. Waldeck L'Huillier, Georges Marrane, Camille Vallin et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à la réorganisation des juridictions du travail. Enregistrée à la présidence le 4 mars 1961 [25 avril 1961] (I., n° 156). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

### REPARATIONS AUX JEUNES GENS OU AUX MILITAIRES DE LA DISPONIBILITE OU DES RESERVES

Projet de loi présenté par M. Pierre Messmer, ministre des armées, relatif aux réparations à accorder aux jeunes gens ou aux militaires de la disponibilité ou des réserves victimes d'accidents lors de leur participation à des séances d'instruction militaire [12 décembre 1961] (I., n° 125). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

**REPRESENTANTS OFFICIELS DE LA FRANCE A L'ETRANGER**, voy. : QUESTION ORALE AVEC DEBAT, n° 121, de M. Edouard Bonnefous.

**REPRESSION DES INFRACTIONS EN MATIERE DE MATERIEL DE GUERRE**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après déclaration d'urgence, relatif à la répression des infractions en matière de matériel de guerre, armes, munitions ou explosifs [22 novembre 1961] (I., n° 80). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [6 décembre 1961] (I., n° 105). — **Discussion générale**: MM. Bernard Chenot, garde des sceaux, ministre de la justice; Modeste Zussy, rapporteur de la commission des lois. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 et du projet de loi (p. 2422).

**REPUBLIQUES AFRICAINES (Côte-d'Ivoire, Dahomey, Niger).**

Projet de loi, présenté par M. le Premier ministre, autorisant l'approbation de l'accord de défense, conclu le 24 avril 1961, entre les Gouvernements de la République française, de la République de Côte-d'Ivoire, de la République du Dahomey et de la République du Niger [18 mai 1961] (I., n° 226). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Périquier [14 juin 1961] (I., n° 255). — **Discussion** [15 juin 1961] (p. 438). — **Discussion générale commune**: MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Jean Périquier, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Louis Namy. — Discussion de l'article unique (p. 443). Adoption du projet de loi.

**REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE.**

Voy.: CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Voy.: CESSION D'UN IMMEUBLE A LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE.

Voy.: RECONCENTRATION D'INDUSTRIES, QUESTION ORALE, n° 121, de M. André Armengaud.

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE** [traité de coopération] transmis par M. le Premier ministre, projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de coopération conclu le 19 juin 1961 entre le Président de la République française et le président de la République islamique de Mauritanie et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie [20 juillet 1961] (I., n° 327). — Renvoi à la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées. — Rapport par M. Jean Bajoux [20 juillet 1961] (I., n° 328). — **Discussion** [21 juillet 1961] (p. 987). — **Discussion générale**: MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Jacques de Maupeou. — Art. 1<sup>er</sup> et 2: adoption (p. 991). — Sur l'ensemble: M. Jean Bardol: adoption du projet de loi, au scrutin public.

**REQUISITIONS DE PASSAGE POUR LES FONCTIONNAIRES ENTRE LA METROPOLE ET LES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER**, voy.: QUESTION ORALE, n° 364, de M. Georges Marie-Anne.

**RESIDENCE ET CHANGEMENT DE DOMICILE**, voy.: DÉCLARATION OBLIGATOIRE DE RÉSIDENCE ET DE CHANGEMENT DE DOMICILE

**RESTAURATION IMMOBILIERE**, voy.: PROTECTION DU PATRIMOINE HISTORIQUE IMMOBILIER

**RETARD DANS LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION**, voy.: QUESTION ORALE, n° 365, de M. Bernard Lafay.

**RETRAITE DU COMBATTANT**

Proposition de loi, présentée par MM. Jacques Duclos, Georges Marrane, Adolphe Dutoit, Mmes Jeannette Vermeersch, Renée Dervaux et les membres du groupe communiste et apparenté, tendant à abroger le décret n° 57-1407 du 31 décembre 1957 et à rétablir le paiement trimestriel de la retraite du combattant. (Enregistrée à la présidence le 4 mars 1961.) [25 avril 1961] (I., n° 154). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**RETRAITES PROFESSIONNELLES**

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, le 21 juin 1960 (n° 115) relative à la coordination des régimes de retraites professionnelles [22 juin 1960] (I., n° 208). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Bernard Lemarié [14 juin 1961] (I., n° 248). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [6 juillet 1960]. — M. Jacques Delalande, rapporteur; **discussion** [29 juin 1961]. — **Discussion générale**: M. Bernard Lemarié, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Renée Dervaux (p. 603 et 604). — Art. additionnels A et 1<sup>er</sup> bis (amendements de Mme Renée Dervaux, de M. Bernard Lemarié et de M. André Chazalon) (p. 604): Mme Renée Dervaux, MM. le rapporteur, André Chazalon, Robert Lecourt, ministre d'Etat; Jacques de Maupeou. — Rejet de l'article A. — Adoption de l'article 1<sup>er</sup> bis modifié. — Art. 1<sup>er</sup>: (p. 606): amendements de M. Bernard Lemarié: MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 606): MM. Jacques Delalande, rapporteur pour avis de la commission des lois; le ministre. — Amendement de M. Jacques Delalande; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Adoption de la proposition de loi. — Modification de l'intitulé (p. 607).

**REUNION (La)**, voy.: SITUATION DES POPULATIONS AGRICOLES DANS LES DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE, DE LA RÉUNION ET DE LA GUYANE.

**REVALORISATION DES TRAITEMENTS DES PERSONNELS DE LA GENDARMERIE**, voy.: QUESTION ORALE, n° 290, de M. Bernard Chochoy.

**RISTOURNE SUR LE MATERIEL D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE COMMUNALE**, voy.: QUESTION ORALE, n° 298, de M. Georges Portmann.

**S**

**SAISIES REITEREES DE L'HEBDOMADAIRE « ESPRIT PUBLIC »**, voy.: QUESTION ORALE, n° 309, de M. Jacques de Maupeou.

**SALAIRES**, voy.: PAIEMENT PAR PRIVILÈGE DES SALAIRES EN CAS DE FAILLITE OU DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

**SALARIES FRANÇAIS D'OUTRE-MER**, voy.: ASSURANCE VOLONTAIRE VIEILLESSE DES SALARIÉS FRANÇAIS D'OUTRE-MER.

**SALMONIDES SAUVAGES**, voy.: VENTE DES SALMONIDES SAUVAGES.

**SECURITE SOCIALE**

Voy.: PLAFOND DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE.

Voy.: AFFILIATION DES ARTISTES DU SPECTACLE A LA SÉCURITÉ SOCIALE.

**SENAT**

I. — Projet de loi organique présenté par M. Robert Lecourt, ministre d'Etat, modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-259 du 4 février 1959 complétant et modifiant l'ordonnance n° 8-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [23 novembre 1960] (I., n° 58). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [4 mai 1961] (I., n° 183). — **Discussion** des articles [18 mai 1961]; adoption du projet de loi organique (p. 348).

II. — Proposition de loi organique, présentée par MM. Jean Bertaud et Raymond Pinchard, tendant à modifier l'article 8 de l'ordonnance n° 58-1097 du 15 novembre 1958 portant loi organique relative à la composition du Sénat et à la durée du mandat des sénateurs [16 décembre 1960] (I., n° 133). — Renvoi à la commission de législation. — Rapport par M. Marcel Prelot [24 décembre 1961] (I., n° 35). — **Discussion** [9 novembre 1961] (p. 1398). — **Discussion générale**: MM. Marcel Prelot, rapporteur de la commission des lois; Louis Terrenoire, ministre délégué auprès du premier ministre (p. 1398 à 1400). — Article unique: amendements de M. Pierre Marcihacy et de M. Jean Nayrou: MM. Pierre Marcihacy, Jean Nayrou, le ministre délégué, le rapporteur. — Rejet de l'amendement de M. Pierre Marcihacy. — Renvoi à la commission: MM. Marcel Champeix, le rapporteur, Raymond Bonnefous, président de la commission des lois. — Nouvelle rédaction proposée par la commission: MM. le président de la commission, Jean Nayrou, nouveau rapporteur de la commission des lois; Jean Bertaud, le président, Bernard Lafay, Paul Driant. — Adoption, au scrutin public, de l'article unique et de la proposition de loi organique (p. 1402).

## SENATEURS

I. — **Projet de loi, présenté par M. Robert Lecourt, ministre d'Etat, modifiant, en ce qui concerne les territoires d'outre-mer, l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 relative à l'élection des sénateurs** [25 novembre 1960] (I., n° 64). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [4 mai 1961] (I., n° 185). — **Discussion des articles** [18 mai 1961], adoption du projet de loi (p. 348, 349).

II. — **Poursuites: demande en autorisation de poursuite contre un membre du Sénat** [7 décembre 1961] (p. 2370) (I., n° 110). — Renvoi à une commission de trente membres du Sénat. — Nomination des membres de cette commission [8 décembre 1961] (p. 2424).

## SERVICES CIVILS EN ALGERIE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant fixation des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour l'année 1962 et des voies et moyens qui leur sont applicables [14 novembre 1961] (I., n° 54). — Renvoi à la commission des finances, de contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. René Montaldo [15 novembre 1961] (I., n° 59). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan [14 novembre 1961] (p. 1436). — Rapport pour avis par M. Laurent Schiaffino [21 novembre 1961] (I., n° 76). — **Discussion** [25 novembre 1961]. — **Discussion générale commune** avec le budget des affaires algériennes: MM. René Montaldo, rapporteur spécial de la commission des finances; Laurent Schiaffino, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Marcel Champeix, Waldeck L'Huillier, Auguste Pinton, Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes; Roger Marcellin, François Mitterrand (p. 1984 à 1996). — MM. Gabriel Burgat, Bernard Lafay, Gilbert Paulian, le ministre d'Etat, le président, René Dubois, Labidi Neddaf, Jean-Louis Fournier, Auguste Pinton, Edmond Barrachin (p. 1996 à 2003). — Art. 1<sup>er</sup> à 3: adoption (p. 2003 à 2008). — Art. 4: amendement de M. Auguste Pinton: MM. Auguste Pinton, René Montaldo, rapporteur spécial de la commission des finances; Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes; adoption au scrutin public, après pointage. — Suppression de l'article (p. 2009). — Art 5 à 15: adoption (p. 2009 à 2011). — Art. 16: amendement de M. René Montaldo: MM. René Montaldo, le ministre d'Etat; adoption. — Adoption de l'article modifié (p. 2011 et 2012). — Art. 17 à 37: adoption (p. 2012 à 2014). — Sur l'ensemble: MM. Antoine Courrière, Waldeck L'Huillier, Auguste Pinton, Bernard Lafay, Roger Marcellin, Youssef Achour, Etienne Dailly, Roger Lachèvre (p. 2014 et 2015). — Rejet du projet de loi, au scrutin public (p. 2015). — Désignation d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur ce projet de loi [5 décembre 1961] (p. 2297, 2298). — Rapport par M. René Montaldo, au nom de la commission mixte paritaire [6 décembre 1961] (I., n° 104); [7 décembre 1961] (p. 2371). — **Discussion générale**: MM. René Montaldo, rapporteur, pour le Sénat, de la commission mixte paritaire; Amar Beloucif, Abdelkrim Sadi, Guy Petit, Guy de La Vasselais, Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes (p. 2371 à 2373). — Art. 1<sup>er</sup> à 37: adoption (p. 2373 à 2383). — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2383).

## SERVICES CIVILS EN ALGERIE (Modification des crédits 1961).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, présenté par M. Michel Debré, Premier ministre, portant modification des crédits ouverts aux services civils en Algérie pour 1961 et des voies et moyens qui leur sont applicables [5 décembre 1961] (I., n° 100). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — Rapport par M. René Montaldo [8 décembre 1961] (I., n° 120). — **Discussion générale**: MM. René Montaldo, rapporteur de la commission des finances; Roger Marcellin, Amar Beloucif, Louis Joxe, ministre d'Etat chargé des affaires algériennes (p. 2546 à 2549). — Art. 1<sup>er</sup>: adoption (p. 2550). — Art. 2: amendement de M. Roger Marcellin. — MM. Roger Marcellin, le rapporteur, le ministre d'Etat, Etienne Dailly; rejet. — Adoption de l'article (p. 2550). — Art. 3 à 6: adoption (p. 2550). — Amendement de M. Roger Marcellin; retrait. — Art. 7: adoption de l'article. — Adoption du projet de loi, au scrutin public (p. 2550, 2551).

## SERVICES DE NAVIGATION AERIEENNE

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation des conventions du 25 septembre 1956 relatives au fonctionnement collectif de certains services de navigation

aérienne au Groënland et en Islande. — Renvoyé à la commission des affaires économiques et du plan [24 octobre 1961] (n° 31).

## SITUATION

I. — **Des agents des chambres des métiers**, voy.: QUESTION ORALE, n° 308, de M. Charles Naveau.

II. — **Des jeunes soldats du contingent**, voy.: QUESTION ORALE, n° 299, de M. Raymond Guyot.

III. — **Des planteurs de houblon**, voy.: QUESTION ORALE, n° 314, de M. Charles Naveau.

IV. — **Projet de loi, présenté par M. Robert Lecourt, ministre d'Etat, tendant à améliorer dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane la situation des populations agricoles en modifiant les conditions de l'exploitation agricole et en facilitant l'accès des exploitants à la propriété rurale** [25 avril 1961] (I., n° 175). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Renvoi pour avis à la commission des affaires sociales [2 mai 1961] (p. 112). — Renvoi pour avis à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [4 mai 1961] (p. 172). — Rapport par M. René Toribio, au nom de la commission des affaires économiques et du plan [19 mai 1961] (n° 232). — Avis de M. Roger Menu, au nom de la commission des affaires sociales [14 juin 1961] (n° 246). — Avis de M. Jacques Delalande, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale [20 juin 1961] (n° 267). — **Discussion** [22 juin 1961] (p. 520 à 524). — **Discussion générale**: MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat, René Toribio, rapporteur de la commission des affaires économiques; Roger Menu, président et rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales. — Renvoi de la suite de la discussion. — Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi (p. 525 à 530). — Suite de la discussion générale: MM. Georges Repiquet, Camille Vallin, René Toribio, rapporteur de la commission des affaires économiques; le président, Alfred Isautier, Georges Marie-Anne, Robert Lecourt, ministre d'Etat. — Art. 1<sup>er</sup>: adoption (p. 530). — Art. 2 (p. 531): amendement de M. Camille Vallin: MM. Camille Vallin, Lucien Bernier, le rapporteur, le ministre, Georges Marie-Anne; rejet. — Amendement de M. Alfred Isautier: MM. Alfred Isautier, Marcel Prélot, rapporteur pour avis de la commission des lois; le rapporteur, le ministre; retrait. — Amendement de M. Alfred Isautier: MM. Alfred Isautier, le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. Jacques Delalande: MM. Marcel Prélot, le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. Alfred Isautier: MM. Alfred Isautier, le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. Lucien Bernier: MM. Lucien Bernier, le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 3: adoption (p. 534). — Art. 4: (p. 534). — Amendement de M. Jacques Delalande; adoption. — Amendement de M. René Toribio: MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. René Toribio; retrait. — Amendement de M. Lucien Bernier; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 5: (p. 536). — Amendement de M. René Toribio: MM. le rapporteur, le ministre; adoption. — Amendement de M. Alfred Isautier: MM. Alfred Isautier, le rapporteur, le ministre; retrait. — Amendement de M. Jacques Delalande: MM. Marcel Prélot, le ministre, le rapporteur; adoption, modifié. — Amendements de M. Jacques Delalande: MM. Marcel Prélot, le rapporteur, le ministre; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 6 et 7: adoption (p. 539). — Sur l'ensemble: M. René Toribio. — Adoption du projet de loi (p. 539). — Transmis, après modification, par l'Assemblée nationale [22 juillet 1961] (n° 344). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. René Toribio [22 juillet 1961] (n° 345). — **Discussion en deuxième lecture** [22 juillet 1961]. — **Discussion générale**: MM. René Toribio, rapporteur de la commission des affaires économiques; Robert Lecourt, ministre d'Etat (p. 1022). — Art. 2 et 4: adoption (p. 1022). — Adoption du projet de loi (p. 1022).

V. — **Des professeurs français au Viet-Nam**, voy.: QUESTION ORALE, n° 289, de M. André Armengaud.

VI. — **D'une entreprise industrielle**, voy.: QUESTION ORALE, n° 352, de M. Charles Naveau.

VII. — **Du personnel contractuel de l'outre-mer à Madagascar**, voy.: QUESTION ORALE, n° 324, de M. Marius Moutet.

**SOCIETES****I. — Civiles professionnelles.**

Proposition de loi, présentée par M. André ARMENGAUD, tendant à instituer des sociétés civiles professionnelles [9 septembre 1961] (I., n° 359). — Renvoi à la commission de législation.

**II. — Communales et intercommunales de chasse, voy. : CHASSE.****III. — D'intérêt collectif agricole, voy. : COOPÉRATION AGRICOLE.**

IV. — Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à instituer des sociétés professionnelles coopératives d'architectes [17 novembre 1961] (I., n° 65). — Renvoi à la commission des affaires sociales.

**SOLDATS DU CONTINGENT**

Voy. : SITUATION DES JEUNES SOLDATS DU CONTINGENT.

Voy. : TAUX DU PRÊT AUX SOLDATS APPELÉS.

**STATUT CIVIL DES FRANÇAIS ISRAËLITES EN ALGERIE ET AU SAHARA**

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, relatif à la constitution de l'état civil des Français des départements algériens et des départements des Oasis et de la Saoura qui ont conservé leur statut personnel israélite, et à leur accession au statut civil de droit commun [12 juillet 1961] (I., n° 307). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Abel-Durand [20 juillet 1961] (n° 321). — Discussion [21 juillet 1961] (p. 984). — Discussion générale : MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat ; Abel-Durand, rapporteur de la commission des lois ; Jean Bardol. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> à 13 et du projet de loi (p. 986).

**STATUT DES PROFESSEURS DES CLASSES PREPARATOIRES AUX GRANDES ECOLES SCIENTIFIQUES.** Voy. : QUESTION ORALE, n° 281, de M. Georges Portmann.

**SUEDE,** voy. : CONVENTION ENTRE LA FRANCE ET LA SUÈDE.

**SURVOL DES AGGLOMERATIONS,** voy. : QUESTION ORALE, n° 320, de M. Pierre Garet.

**T**

**TARIFS FERROVIAIRES,** voy. : QUESTION ORALE, n° 315, de M. Eugène Romaine.

**TAUX DU PRET AUX SOLDATS APPELES,** voy. : QUESTION ORALE, n° 284, de M. Pierre Métayer.

**TAXATION DES APPAREILS RECEPTEURS DE RADIO-DIFFUSION ET DE TELEVISION,** voy. : QUESTION ORALE, n° 296, de M. Pierre Métayer.

**TERRAINS DE LA « BUTTE A MOREL »,** voy. : QUESTION ORALE SANS DEBAT, n° 295, de M. Jacques Duclos.

**TERRITOIRES D'OUTRE-MER**

Projet de loi de programme pour les territoires d'outre-mer [2 mai 1961] (I., n° 180). — Renvoi à la commission des finances. — Rapport par M. Jean-Marie Louvel [14 juin 1961] (I., n° 249). — Rapport pour avis de la commission des affaires économiques et du plan de M. Henri Claireaux [10 mai 1961] (n° 207). — Renvoi pour avis à la commission des affaires culturelles [10 mai 1961] (p. 255). — Renvoi pour avis à la commission des affaires économiques et du plan [10 mai 1961] (p. 255). — Avis de M. Gérald Coppenrath, au nom de la commission des affaires culturelles [15 juin 1961] (I., n° 257). — Discussion [15 juin 1961] (p. 429 à 437). — Discussion générale : MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat ; Jean-Marie Louvel, rapporteur de la commission des finances ; Gérald Coppenrath, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles ; Henri Claireaux, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques ; Georges Marrane, Mohamed Kamil, Léon Motais de Narbonne. — Article unique : adoption (p. 437). — Article additionnel (amendement de M. Georges Marrane) : MM. Georges Marrane, le rapporteur, le ministre. — Rejet de l'article. — Adoption du projet de loi.

Voy. : ADOPTION ET LÉGITIMATION ADOPTIVE (territoires d'outre-mer).

Voy. : AMNISTIE DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

Voy. : DÉPUTÉS DES TERRITOIRES D'OUTRE-MER.

**TRAITE DE COMMERCE ENTRE LA FRANCE ET HAITI**

Projet de loi, présenté par M. le Premier ministre, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification du traité de commerce signé à Port-au-Prince, le 28 décembre 1959, entre la France et Haïti [14 juin 1961] (I., n° 238). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Jacques Gadoin [22 juin 1961] (I., n° 270). — Discussion [12 juillet 1961] (p. 784 à 786). — Discussion générale : MM. Georges Gorse, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ; Jacques Gadoin, rapporteur de la commission des affaires économiques. — Adoption de l'article unique et du projet de loi.

**TRAITES DE COOPERATION**

Voy. : CÔTE D'IVOIRE.

Voy. : DAHOMEY.

Voy. : RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

**TRANSPORTS MARITIMES**

Projet de loi, présenté par M. le ministre des travaux publics, relatif aux transports maritimes d'intérêt national [25 septembre 1961] (I., n° 362). — Renvoi à la commission des affaires économiques. — Rapport par M. Joseph Yvon [8 décembre 1961] (I., n° 116). — Discussion [15 décembre 1961] (p. 2640). — Discussion générale : MM. Joseph Yvon, rapporteur de la commission des affaires économiques ; Gaston Defferre, Mlle Irma Rapuzzi. — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet de loi (p. 2641).

**TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES,** voy. : QUESTION ORALE, n° 237, de M. Joseph Raybaud.

**TRAVAILLEUR A DOMICILE,** voy. : CODE DU TRAVAIL (art. 33 du livre I<sup>er</sup>).

**TRAVAUX RURAUX D'ADDUCTION D'EAU,** voy. : QUESTION ORALE, n° 294, de M. Abel Sempé.

**U****UTILISATION THERAPEUTIQUE DU SANG HUMAIN**

Projet de loi, présenté par M. le ministre de la santé publique et de la population, complétant les dispositions du code de la santé publique relatives à l'utilisation thérapeutique du sang humain, de son plasma et de leurs dérivés (enregistré à la présidence le 8 avril 1961) [25 avril 1961] (I., n° 167). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Louis Roy [27 juin 1961] (I., n° 279). — Discussion [29 juin 1961]. — Discussion générale : MM. Bernard Chenot, ministre de la santé publique et de la population ; Louis Roy, rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 600 à 602). — Art. 1<sup>er</sup> (p. 602) : amendement de M. Louis Roy ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 2 (p. 602) : amendement de M. Louis Roy ; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 3 : adoption (p. 603). — Adoption du projet de loi. — Transmis, après modification, par l'Assemblée nationale [22 juillet 1961] (n° 341). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. Louis Roy [22 juillet 1961] (n° 342). — Discussion en deuxième lecture [22 juillet 1961]. — Discussion générale : Mme Marie-Hélène Cardot, rapporteur de la commission des affaires sociales (p. 1023). — Adoption des articles 1<sup>er</sup> et 2 du projet de loi (p. 1023).

**V**

**VACANCES DE POSTES DE PROFESSEURS DANS LES ENSEIGNEMENTS DU SECOND DEGRE ET TECHNIQUE,** voy. : QUESTION ORALE, n° 351, de M. Charles Naveau.

**VACCINATION ANTI-APTHEUSE DES BOVINS,** voy. : QUESTION ORALE, n° 350, de M. Charles Naveau.

**VENTE DES SALMONIDES SAUVAGES**

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, tendant à interdire la vente des salmonidés sauvages [19 juillet 1961] (I., n° 326). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — Rapport par M. Michel de Pontbriand [25 octobre 1961] (I., n° 39). — **Discussion** [10 novembre 1961]. — Adoption d'une proposition de loi (p. 1416). — **Discussion générale**: MM. Michel de Pontbriand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Louis Namy, Edgard Pisani, ministre de l'agriculture; Fernand Verdeille, André Monteil, Roger du Halgouet (p. 1417 et 1418). — Adoption de l'article unique et de la proposition de loi (p. 1419).

**VERSEMENTS DE RACHAT AU TITRE DE L'ASSURANCE VIEILLESSE**

Projet de loi présenté par M. le ministre du travail et tendant à accorder à certains gérants de sociétés à responsabilité limitée la faculté d'opérer des versements de rachat au titre de l'assurance vieillesse [25 avril 1961] (I., n° 171). — Renvoi à la commission des affaires sociales. — Rapport par M. André Chazalon [5 juillet 1961] (I., n° 298). — **Discussion** [11 juillet 1961] (p. 778). — **Discussion générale**: MM. André Chazalon, rapporteur de la commission des affaires sociales; Paul Bacon, ministre du travail. — Article unique: amendement de M. André Chazalon; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Modification de l'intitulé. — Adoption du projet de loi.

**VIEILLARDS (aide aux)**, voy.: QUESTION ORALE, n° 310, de M. Bernard Chochoy.

**VIET-NAM**, voy.: SITUATION DES PROFESSEURS FRANÇAIS AU VIET-NAM.

**VOIE FERREE MARSEILLE-MENTON (électrification)**, voy.: QUESTION ORALE, n° 249, de M. Joseph Raybaud.

**VOTE**, voy.: DÉLÉGATION DU DROIT DE VOTE DES PARLEMENTAIRES.

**W****WALLIS ET FUTUNA**

Projet de loi, présenté par M. Robert Lecourt, ministre d'Etat, conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer [13 décembre 1960] (I., n° 103). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Georges Boulanger [4 mai 1961] (I., n° 186). — **Discussion générale** [18 mai 1961] (p. 344 à 347). — MM. Robert Lecourt, ministre d'Etat; Georges Boulanger, rapporteur de la commission des lois; Henri Lafleur.

Discussion des articles (p. 345). — Art. 1<sup>er</sup> à 3: adoption (p. 345). — Art. 4 (p. 946): amendement de M. Henri Lafleur: MM. le ministre, Henri Lafleur, le rapporteur; adoption. — Adoption de l'article modifié. — Art. 5 à 19 (p. 346, 347); adoption. — Adoption du projet de loi. — Transmis au Sénat le 19 juillet 1961 (n° 325). — Renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — Rapport par M. Modeste Zussy [20 juillet 1961] (n° 329). — **Discussion** [21 juillet 1961] (p. 986). — **Discussion générale**: M. Modeste Zussy, rapporteur de la commission des lois. — Art. 4: adoption. — Adoption du projet de loi (p. 987).

**Z**

**ZONES A URBANISER EN PRIORITE ET ZONES D'AMENAGEMENT DIFFERE**, voy.: DROIT DE PRÉEMPTION. — Projet de loi [21 juillet 1961] (n° 333).

**ZONES DE SALAIRES (classement des communes dans les)**, voy.: QUESTION ORALE, n° 345, de M. Emile Durieux.

**ZONES SPECIALES D'ACTION RURALE**, voy.: QUESTION ORALE n° 283, de M. Paul Ribeyre.

# TABLE DES RENSEIGNEMENTS DIVERS

## BUREAU DU SENAT

### BUREAU D'AGE

(3 octobre 1961.)

PRÉSIDENT D'AGE	SECRÉTAIRES D'AGE
M. Marius MOUTET.	MM. André CHAZALON. Jean BARDOL. Jacques MARETTE. François de NICOLAY. Camille VALLIN. Gaston PAMS.

### BUREAU DU SENAT

(3 octobre-31 décembre 1961.)

PRÉSIDENT	VICE-PRÉSIDENTS	SECRÉTAIRES	QUESTEURS
M. Gaston MONNERVILLE. (Elu le 28 avril 1959.)	MM. Georges PORTMANN. Geoffroy de MONTALEM- BERT. André MERIC. Mme Marie-Hélène CARDOT. (Elus le 5 mai 1959.)	MM. Charles DURAND. Robert LIOT. Pierre-René MATHEY. Louis NAMY. Henri PARISOT. Paul SYMPHOR. Joseph VOYANT. Michel YVER. (Nommés le 3 octobre 1961.)	MM. Gérard MINVIELLE. François MONSARRAT. Robert GRAVIER.

# LISTE ALPHABÉTIQUE

## de Mmes et MM. les Sénateurs.

au 31 décembre 1961.

**A**

Mohamed Saïd ABDELLATIF, Tizi-Ouzou.  
 ABEL-DURAND, Loire-Atlantique.  
 Youssef ACHOUR, Alger.  
 AHMED ABDALLAH, Comores.  
 Gustave ALRIC, Aube.  
 AL SID CHEIKH Cheikh, Saoura.  
 Louis ANDRE, Calvados.  
 Philippe d'ARGENLIEU, Sarthe.  
 André ARMENGAUD, Français établis hors de France.  
 Fernand AUBERGER, Allier.  
 Emile AUBERT, Basses-Alpes.  
 Marcel AUDY, Corrèze.

**B**

Jean de BAGNEUX, Côtes-du-Nord.  
 Octave BAJEUX, Nord.  
 Clément BALESTRA, Var.  
 Paul BARATGIN, Hautes-Pyrénées.  
 Jean BARDOL, Pas-de-Calais.  
 Edmond BARRACHIN, Seine.  
 Jacques BAUMEL, Seine.  
 Maurice BAYROU, Seine.  
 Joseph BEAUJANNOT, Loir-et-Cher.  
 Mohamed BELABED, Oran-Tlemcen.  
 Sliman BELHABICH, Oran-Tlemcen.  
 Abdennour BELKADI, Tizi-Ouzou.  
 Amar BELOUCIF, Bône.  
 Brahim BENALI, Orléansville-Médéa.  
 Mouâaouia BENCHERIF, Orléansville-Médéa.  
 Jean BENE, Hérault.  
 Ahmed BENTCHICOU, Constantine.  
 Lucien BERNIER, Guadeloupe.  
 Jean BERTAUD, Seine.  
 Jean BERTHOIN, Isère.  
 Général Antoine BETHOUART, Français établis hors de France.  
 Auguste-François BILLIEMAZ, Ain.  
 René BLONDELLE, Aisne.  
 Raymond BOIN, Haute-Marne.  
 Edouard BONNEFOUS (Seine-et-Oise).  
 Raymond BONNEFOUS, Aveyron.  
 Georges BONNET, Lozère.  
 Jacques BORDENEUVE, Lot-et-Garonne.  
 Albert BOUCHER, Loire-Atlantique.

Ahmed BOUKIKAZ, Constantine.  
 Marcel BOULANGE, Territoire de Belfort.  
 Georges BOULANGER, Pas-de-Calais.  
 Jean-Marie BOULOUX, Vienne.  
 Amédée BOUQUEREL, Oise.  
 Jean-Eric BOUSCH, Moselle.  
 Robert BOUVARD, Haute-Loire.  
 Jean BRAJEUX, Eure.  
 Joseph BRAYARD, Ain.  
 Marcel BREGEGERE, Dordogne.  
 Martial BROUSSE, Meuse.  
 Raymond BRUN, Gironde.  
 Julien BRUNHES, Seine.  
 Florian BRUYAS, Rhône.  
 Robert BRUYNEEL, Loir-et-Cher.  
 Gabriel BURGAT, Bône.  
 Robert BURRET, Hautes-Pyrénées.

**C**

Omer CAPELLE, Somme.  
 Roger CARCASSONNE, Bouches-du-Rhône.  
 M<sup>me</sup> Marie-Hélène CARDOT, Ardennes.  
 Maurice CARRIER, Français établis hors de France.  
 Ahmed CHABARAKA, Mostaganem-Tiaret.  
 Marcel CHAMPEIX, Corrèze.  
 Michel CHAMPLEBOUX, Puy-de-Dôme.  
 Maurice CHARPENTIER, Loiret.  
 Adolphe CHAUVIN, Seine-et-Oise.  
 André CHAZALON, Loire.  
 Robert CHEVALIER, Sarthe.  
 Paul CHEVALLIER, Savoie.  
 Pierre de CHEVIGNY, Meurthe-et-Moselle.  
 Bernard CHOCHOY, Pas-de-Calais.  
 Henri CLAIREAUX, Saint-Pierre-et-Miquelon.  
 Emile CLAPAREDE, Hérault.  
 Jean CLERC, Haute-Savoie.  
 Georges COGNIOT, Seine.  
 André COLIN, Finistère.  
 Gérald COPPENRATH, Polynésie française.  
 Henri CORNAT, Manche.  
 André CORNU, Côtes-du-Nord.  
 Yvon COUDE DU FORESTO, Deux-Sèvres.  
 Antoine COURRIERE, Aude.  
 Louis COURROY, Vosges.  
 Maurice COUTROT, Seine.  
 M<sup>me</sup> Suzanne CREMIEUX, Gard.

**D**

Etienne DAILLY, Seine-et-Marne.  
 Georges DARDEL, Seine.  
 Marcel DAROU, Nord.  
 Francis DASSAUD, Puy-de-Dôme.  
 Léon DAVID, Bouches-du-Rhône.  
 Gaston DEFFERRE, Bouches-du-Rhône.  
 Jean DEGUISE, Aisne.  
 Alfred DEHE, Nord.  
 Jacques DELALANDE, Mayenne.  
 Claudius DELORME, Rhône.  
 Vincent DELPUECH, Bouches-du-Rhône.  
 M<sup>me</sup> Renée DERVAUX, Seine.  
 Marc DESACHE, Indre-et-Loire.  
 Jacques DESCOURS DESACRES, Calvados.  
 Henri DESSEIGNE, Loire.  
 Paul DRIANT, Moselle.  
 Emile DUBOIS, Nord.  
 Hector DUBOIS, Oise.  
 René DUBOIS, Loire-Atlantique.  
 Roger DUCHET, Côte-d'Or.  
 Jacques DUCLOS, Seine.  
 Baptiste DUFEU, Isère.  
 André DULIN, Charente-Maritime.  
 Claude DUMONT, Sétif-Batna.  
 Charles DURAND, Cher.  
 Hubert DURAND, Vendée.  
 Emile DURIEUX, Pas-de-Calais.  
 Adolphe DUTOIT, Nord.

**E**

Jules EMAILLE, Nord.  
 René ENJALBERT, Oran-Tlemcen.  
 Jean ERRECART, Basses-Pyrénées.  
 Yves ESTEVE, Ile-et-Vilaine.

**F**

Jacques FAGGIANELLI, Corse.  
 Pierre FASTINGER, Moselle.  
 Edgar FAURE, Jura.  
 Manuel FERRE, Mostaganem-Tiaret.  
 Jean FICHOUX, Finistère.  
 André FOSSET, Seine.  
 Jean-Louis FOURNIER, Landes.  
 Charles FRUH, Seine.

**G**

Jacques GADOIN, Nièvre.  
 Général Jean GANEVAL, Seine.  
 Roger GARAUDY, Seine.  
 Pierre GARET, Somme.  
 Etienne GAY, Oran-Tlemcen.  
 Jean de GEOFFRE, Maine-et-Loire.  
 Jean GEOFFROY, Vaucluse.  
 Victor GOLVAN, Morbihan.  
 Lucien GRAND, Charente-Maritime.  
 Robert GRAVIER, Meurthe-et-Moselle.  
 Léon-Jean GREGORY, Pyrénées-Orientales.  
 Louis GROS, Français établis hors de France.  
 Georges GUERIL, Guyane.  
 Mohamed GUEROUI, Sétif-Batna.  
 Paul GUILLAUMOT, Yonne.  
 Georges GUILLE, Aude.  
 Raymond GUYOT, Seine.

**H**

Djilali HAKIKI, Oran-Tlemcen.  
 Roger du HALGOUET, Ile-et-Vilaine.  
 Yves HAMON, Finistère.  
 Jacques HENRIET, Doubs.  
 Roger HOUDET, Seine-Maritime.  
 Emile HUGUES, Alpes-Maritimes.

**I**

Alfred ISAUTIER, Réunion.

**J**

René JAGER, Moselle.  
 Eugène JAMAIN, Cher.  
 Léon JOZEAU-MARIGNE, Manche.  
 Louis JUNG, Bas-Rhin.

**K**

Paul-Jacques KALB, Haut-Rhin.  
 Mohamed KAMIL, Côte française des Somalis.  
 Michel KAUFFMANN, Bas-Rhin.  
 M<sup>me</sup> Hamet KHEIRATE, Mostaganem-Tiaret.  
 Michel KISTLER, Bas-Rhin.

## L

Jean LACAZE, Tarn-et-Garonne.  
 Roger LACHEVRE, Seine-et-Oise.  
 Jean de LACHOMETTE, Haute-Loire.  
 Bernard LAFAY, Seine.  
 Henri LAFLEUR, Nouvelle-Calédonie.  
 Pierre de LA GONTRIE, Savoie.  
 Roger LAGRANGE, Saône-et-Loire.  
 Mohammed Larbi LAKHDARI, Constantine.  
 Maurice LALLOY, Seine-et-Marne.  
 Marcel LAMBERT, Morbihan.  
 Georges LAMOUSSE, Haute-Vienne.  
 Adrien LAPLACE, Tarn-et-Garonne.  
 Robert LAURENS, Aveyron.  
 Charles LAURENT-THOUVEREY, Jura.  
 Guy de LA VASSELAI, Eure-et-Loir.  
 Arthur LAVY, Haute-Saône.  
 Francis LE BASSER, Mayenne.  
 Edouard LE BELLEGOU, Var.  
 Marcel LEBRETON, Seine-Maritime.  
 Jean LECANUET, Seine-Maritime.  
 Modeste LEGOUEZ, Eure.  
 Marcel LEGROS, Saône-et-Loire.  
 Marcel LEMAIRE, Marne.  
 Bernard LEMARIE, Côtes-du-Nord.  
 Etienne LE SASSIER-BOISAUNE, Orne.  
 François LEVACHER, Eure-et-Loir.  
 Paul LEVEQUE, Seine-et-Marne.  
 Louis LEYGUE, Gers.  
 Waldeck L'HUILLIER, Seine.  
 Robert LIOT, Nord.  
 Henri LONGCHAMBON, Français établis hors de France.  
 Jean-Marie LOUVEL, Calvados.

## M

Roger MARCELLIN, Tizi-Ouzou.  
 Pierre MARCILHACY, Charente.  
 Jacques MARETTE, Seine.  
 Georges MARIE-ANNE, Martinique.  
 André MAROSELLI, Haute-Saône.  
 Georges MARRANE, Seine.

Louis MARTIN, Loire.  
 Jacques MASTEAU, Vienne.  
 Pierre-René MATHEY, Haute-Marne.  
 Jacques de MAUPEOU, Vendée.  
 Mohamed MEGDOUD, Tizi-Ouzou.  
 Jacques MENARD, Deux-Sèvres.  
 Roger MENU, Marne.  
 André MERIC, Haute-Garonne.  
 Ali MERRED, Oasis.  
 Léon MESSAUD, Haute-Garonne.  
 Pierre METAYER, Seine-et-Oise.  
 Gérard MINVIELLE, Landes.  
 Paul MISTRAL, Isère.  
 François MITTERRAND, Nièvre.  
 Mohamed el Messaoud MOKRANE, Sétif-Batna.  
 Marcel MOLLE, Ardèche.  
 Max MONICHON, Gironde.  
 Gaston MONNERVILLE, Lot.  
 François MONSARRAT, Tarn.  
 Claude MONT, Loire.  
 René MONTALDO, Orléansville-Médéa.  
 Geoffroy de MONTALEMBERT, Seine-Maritime.  
 André MONTEIL, Finistère.  
 Gabriel MONTPIED, Puy-de-Dôme.  
 Léopold MOREL, Constantine.  
 Roger MOREVE, Indre.  
 Léon MOTAIS DE NARBONNE, Français établis hors de France.  
 Eugène MOTTE, Nord.  
 Marius MOUTET, Drôme.  
 Menad MUSTAPHA, Orléansville-Médéa.

## N

Louis NAMY, Seine-et-Oise.  
 Charles NAVEAU, Nord.  
 Jean NAYROU, Ariège.  
 Labidi NEDDAF, Alger.  
 François de NICOLAY, Sarthe.  
 Jean NOURY, Ille-et-Vilaine.

## O

Hacène OUELLA, Bône.

## P

Gaston PAMS, Pyrénées-Orientales.  
 Henri PARISOT, Vosges.  
 Guy PASCAUD, Charente.

François PATENOTRE, Aube.  
 Pierre PATRIA, Oise.  
 Gilbert PAULIAN, Alger.  
 Paul PAULY, Creuse.  
 Henri PAUMELLE, Seine-Maritime.  
 Marc PAUZET, Gironde.  
 Marcel PELLENC, Vaucluse.  
 Paul PELLERAY, Orne.  
 Lucien PERDEREAU, Loiret.  
 Jean PERIDIER, Hérault.  
 Hector PESCHAUD, Cantal.  
 Général Ernest PETIT, Seine.  
 Guy PETIT, Basses-Pyrénées.  
 Gustave PHILIPPON, Haute-Vienne.  
 Paul PIALES, Cantal.  
 Jules PINSARD, Saône-et-Loire.  
 Auguste PINTON, Rhône.  
 André PLAÏT, Yonne.  
 Alain POHER, Seine-et-Oise.  
 Joseph de POMMERY, Meurthe-et-Moselle.  
 Michel de PONTBRIAND, Loire-Atlantique.  
 Georges PORTMANN, Gironde.  
 Marcel PRELOT (Doubs).  
 Henri PRETRE, Haute-Saône.

## R

Etienne RABOUIN, Maine-et-Loire.  
 M<sup>lle</sup> Irma RAPUZZI, Bouches-du-Rhône.  
 Joseph RAYBAUD, Alpes-Maritimes.  
 Georges REPIQUET, Réunion.  
 Etienne RESTAT, Lot-et-Garonne.  
 Paul RIBEYRE, Ardèche.  
 Jacques RICHARD, Seine-et-Oise.  
 Eugène RITZENTHALER, Haut-Rhin.  
 Jean-Paul de ROCCA-SERRA, Corse.  
 Eugène ROMAINE, Creuse.  
 Vincent ROTINAT, Indre.  
 Alex ROUBERT, Alpes-Maritimes.  
 Georges ROUGERON, Allier.  
 Louis ROY, Aisne.

## S

Abdelkrim SADI, Sétif-Batna.  
 Laurent SCHIAFFINO, Alger.  
 François SCHLEITER, Meuse.  
 Abel SEMPE, Gers.  
 Charles SINSOUT, Dordogne.

Edouard SOLDANI, Var.  
 Robert SOUDANT, Marne.  
 Jacques SOUFFLET, Seine-et-Oise.  
 Charles SURAN, Haute-Garonne.  
 Paul SYMPHOR, Martinique.

## T

Edgar TAILHADES, Gard.  
 Gabriel TELLIER, Pas-de-Calais.  
 René TINANT, Ardennes.  
 Jean-Louis-TINAUD, Basses-Pyrénées.  
 René TORIBIO, Guadeloupe.  
 Ludovic TRON, Hautes-Alpes.

## V

Camille VALLIN, Rhône.  
 Emile VANRULLEN, Pas-de-Calais.  
 Jacques VASSOR, Indre-et-Loire.  
 Fernand VERDEILLE, Tarn.  
 Maurice VERILLON, Drôme.  
 M<sup>me</sup> Jeannette VERMEERSCH, Seine.  
 Jacques VERNEUIL, Charente-Maritime.  
 Etienne VIALLANES, Côte-d'Or.  
 Jean-Louis VIGIER, Seine.  
 Pierre de VILLOUTREYS, Maine-et-Loire.  
 Joseph VOYANT, Rhône.

## W

Paul WACH, Bas-Rhin.  
 Raymond de WAZIERES, Somme.

## Y

Mouloud YANAT, Sétif-Batna.  
 Michel YVER, Manche.  
 Joseph YVON, Morbihan.

## Z

Modeste ZUSSY, Haut-Rhin.

MODIFICATIONS survenues du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1961.

SÉNATEURS	CIRCONSCRIPTION	MOTIF	DATE	REPLACÉ PAR	DATE
MM.				MM.	
Fernand MALE .....	Mostaganem-Tiaret.	Décès.	21 février 1961.	Manuel FERRE .....	3 mars 1961.
Benaïssa SASSI .....	Mostaganem-Tiaret.	Décès.	18 juillet 1961.	Ahmed CHABARAKA ...	2 septembre 1961.
Raymond PINCHARD ...	Meurthe-et-Moselle.	Décès.	22 août 1961.	Joseph de POMMERY ...	28 août 1961.
Marcel BERTRAND .....	Nord.	Décès.	19 septembre 1961.	Marcel DAROU .....	25 septembre 1961.
Edgard PISANI .....	Haute-Marne.	Ministre agriculture.	24 septembre 1961.	Raymond BOIN .....	26 septembre 1961.
Jacques BOISROND .....	Loir-et-Cher.	Décès.	3 octobre 1961.	Robert BRUYNEEL .....	9 octobre 1961.
Salah BENACER .....	Tizi-Ouzou.	Décès.	12 novembre 1961.	Mohamed MEGDOUD ...	23 novembre 1961.



# LISTE DE Mmes ET MM. LES SÉNATEURS par circonscriptions électorales.

au 31 décembre 1961.

## A) DEPARTEMENTS METROPOLITAINS

<p><b>Ain</b> (2 sénateurs). M. Auguste BILLIEMAZ. M. Joseph BRAYARD.</p> <p><b>Aisne</b> (3 sénateurs). M. René BLONDELLE. M. Jean DEGUISE. M. Louis ROY.</p> <p><b>Ailier</b> (2 sénateurs). M. Fernand AUBERGER. M. Georges ROUGERON.</p> <p><b>Alpes (Basses-)</b> (1 sénateur). M. Emile AUBERT.</p> <p><b>Alpes (Hautes-)</b> (1 sénateur). M. Ludovic TRON.</p> <p><b>Alpes-Maritimes</b> (3 sénateurs). M. Emile HUGUES. M. Joseph RAYBAUD. M. Alex ROUBERT.</p> <p><b>Ardèche</b> (2 sénateurs). M. Marcel MOLLE. M. Paul RIBEYRE.</p> <p><b>Ardennes</b> (2 sénateurs). Mme Marie-Hélène CARDOT. M. René TINANT.</p> <p><b>Ariège</b> (1 sénateur). M. Jean NAYROU.</p> <p><b>Aube</b> (2 sénateurs). M. Gustave ALRIC. M. François PATENOTRE.</p> <p><b>Aude</b> (2 sénateurs). M. Antoine COURRIERE. M. Georges GUILLE.</p>	<p><b>Aveyron</b> (2 sénateurs). M. Raymond BONNEFOUS. M. Robert LAURENS.</p> <p><b>Belfort (Territoire de)</b> (1 sénateur). M. Marcel BOULANGE.</p> <p><b>Bouches-du-Rhône</b> (5 sénateurs). M. Roger CARCASSONNE. M. Léon DAVID. M. Gaston DEFFERRE. M. Vincent DELPUECH. Mlle Irma RAPUZZI.</p> <p><b>Calvados</b> (3 sénateurs). M. Louis ANDRE. M. Jacques DESCOURS DESACRES. M. Jean-Marie LOUVEL.</p> <p><b>Cantal</b> (2 sénateurs). M. Hector PESCHAUD. M. Paul PIALES.</p> <p><b>Charente</b> (2 sénateurs). M. Pierre MARCELHACY. M. Guy PASCAUD.</p> <p><b>Charente-Maritime</b> (3 sénateurs). M. André DULIN. M. Lucien GRAND. M. Jacques VERNEUIL.</p> <p><b>Cher</b> (2 sénateurs). M. Charles DURAND. M. Eugène JAMAIN.</p> <p><b>Corrèze</b> (2 sénateurs). M. Marcel AUDY. M. Marcel CHAMPEIX.</p>	<p><b>Corse</b> (2 sénateurs). M. Jacques FAGGIANELLI. M. Jean-Paul DE ROCCA SERRA.</p> <p><b>Côte-d'Or</b> (2 sénateurs). M. Roger DUCHET. M. Etienne VIALLANES.</p> <p><b>Côtes-du-Nord</b> (3 sénateurs). M. Jean DE BAGNEUX. M. André CORNU. M. Bernard LEMARIE.</p> <p><b>Creuse</b> (2 sénateurs). M. Paul PAULY. M. Eugène ROMAINE.</p> <p><b>Dordogne</b> (2 sénateurs). M. Marcel BREGEGERE. M. Charles SINSOUT.</p> <p><b>Doubs</b> (2 sénateurs). M. Jacques HENRIET. M. Marcel PRELOT.</p> <p><b>Drôme</b> (2 sénateurs). M. Marius MOUTET. M. Maurice VERILLON.</p> <p><b>Eure</b> (2 sénateurs). M. Jean BRAJEUX. M. Modeste LEGOUEZ.</p> <p><b>Eure-et-Loir</b> (2 sénateurs). M. François LEVACHER. M. Guy DE LA VASSELAIS.</p> <p><b>Finistère</b> (4 sénateurs). M. André COLIN. M. Jean FICHOUX. M. Yves HAMON. M. André MONTEIL.</p>	<p><b>Gard</b> (2 sénateurs). Mme Suzanne CREMIEUX. M. Edgar TAILHADES.</p> <p><b>Garonne (Haute-)</b> (3 sénateurs). M. André MERIC. M. Léon MASSAUD. M. Charles SURAN.</p> <p><b>Gers</b> (2 sénateurs). M. Louis LEYGUES. M. Abel SEMPE.</p> <p><b>Gironde</b> (4 sénateurs). M. Raymond BRUN. M. Max MONICHON. M. Marc PAUZET. M. Georges PORTMANN.</p> <p><b>Hérault</b> (3 sénateurs). M. Jean BENE. M. Emile CLAPAREDE. M. Jean PERIDIER.</p> <p><b>Ille-et-Vilaine</b> (3 sénateurs). M. Yves ESTEVE. M. Roger DU HALGOUET. M. Jean NOURY.</p> <p><b>Indre</b> (2 sénateurs). M. Roger MOREVE. M. Vincent ROTINAT.</p> <p><b>Indre-et-Loire</b> (2 sénateurs). M. Marc DESACHE. M. Jacques VASSOR.</p> <p><b>Isère</b> (3 sénateurs). M. Jean BERTHOIN. M. Baptiste DUFEU. M. Paul MISTRAL.</p>
---	---	--	---

<b>Jura</b> (2 sénateurs). M. Edgar FAURE. M. Charles LAURENT-THOUVEREY.	<b>Meurthe-et-Moselle</b> (3 sénateurs). M. Pierre DE CHEVIGNY. M. Robert GRAVIER. M. Joseph DE POMMERY.	<b>Pyrénées-Orientales</b> (2 sénateurs). M. Léon-Jean GREGORY. M. Gaston PAMS.	<b>Seine-Maritime</b> (5 sénateurs). M. Roger HOUDET. M. Marcel LEBRETON. M. Jean LECANUET. M. Geoffroy de MONTALEMBERT. M. Henri PAUMELLE.
<b>Landes</b> (2 sénateurs). M. Jean-Louis FOURNIER. M. Gérard MINVIELLE.	<b>Meuse</b> (2 sénateurs). M. Martial BROUSSE. M. François SCHLEITER.	<b>Rhin (Bas-)</b> (4 sénateurs). M. Louis JUNG. M. Michel KAUFFMANN. M. Michel KISTLER. M. Paul WACH.	<b>Seine-et-Marne</b> (3 sénateurs). M. Etienne DAILLY. M. Maurice LALLOY. M. Paul LEVEQUE.
<b>Loir-et-Cher</b> (2 sénateurs). M. Joseph BEAUJANNOT. M. Robert BRUYNEEL.	<b>Morbihan</b> (3 sénateurs). M. Victor GOLVAN. M. Marcel LAMBERT. M. Joseph YVON.	<b>Rhin (Haut-)</b> (3 sénateurs). M. Paul-Jacques KALB. M. Eugène RITZENTHALER. M. Modeste ZUSSY.	<b>Seine-et-Oise</b> (8 sénateurs). M. Edouard BONNEFOUS. M. Adolphe CHAUVIN. M. Roger LACHEVRE. M. Pierre METAYER. M. Louis NAMY. M. Alain POHER. M. Jacques RICHARD. M. Jacques SOUFFLET.
<b>Loire</b> (4 sénateurs). M. André CHAZALON. M. Henri DESSEIGNE. M. Louis MARTIN. M. Claude MONT.	<b>Moselle</b> (4 sénateurs). M. Jean-Eric BOUSCH. M. Paul DRIANT. M. Pierre FASTINGER. M. René JAGER.	<b>Rhône</b> (5 sénateurs). M. Florian BRUYAS. M. Claudius DELORME. M. Auguste PINTON. M. Camille VALLIN. M. Joseph VOYANT.	<b>Sèvres (Deux-)</b> (2 sénateurs). M. Yvon COUDE DU FORESTO. M. Jacques MENARD.
<b>Loire (Haute-)</b> (2 sénateurs). M. Robert BOUVARD. M. Jean DE LACHOMETTE.	<b>Nièvre</b> (2 sénateurs). M. Jacques GADOIN. M. François MITTERRAND.	<b>Saône (Haute-)</b> (2 sénateurs). M. André MAROSELLI. M. Henri PRETRE.	<b>Somme</b> (3 sénateurs). M. Omer CAPELLE. M. Pierre GARET. M. Raymond de WAZIERES.
<b>Loire-Atlantique</b> (4 sénateurs). M. ABEL-DURAND. M. Albert BOUCHER. M. René DUBOIS. M. Michel DE PONTBRIAND.	<b>Nord</b> (9 sénateurs). M. Octave BAJEUX. M. Marcel DAROU. M. Alfred DEHE. M. Emile DUBOIS. M. Adolphe DUTOIT. M. Jules EMAILLE. M. Robert LIOT. M. Eugène MOTTE. M. Charles NAVEAU.	<b>Saône-et-Loire</b> (3 sénateurs). M. Roger LAGRANGE. M. Marcel LEGROS. M. Jules PINSARD.	<b>Tarn</b> (2 sénateurs). M. François MONSARRAT. M. Fernand VERDEILLE.
<b>Loiret</b> (2 sénateurs). M. Maurice CHARPENTIER. M. Lucien PERDEREAU.	<b>Oise</b> (3 sénateurs). M. Amédée BOUQUEREL. M. Hector DUBOIS. M. Pierre PATRIA.	<b>Sarthe</b> (3 sénateurs). M. Philippe D'ARGENLIEU. M. Robert CHEVALIER. M. François DE NICOLAY.	<b>Tarn-et-Garonne</b> (2 sénateurs). M. Jean LACAZE. M. Adrien LAPLACE.
<b>Lot</b> (1 sénateur). M. Gaston MONNERVILLE.	<b>Orne</b> (2 sénateurs). M. Etienne LE SASSIER-BOISAUNE. M. Paul PELLERAY.	<b>Savoie</b> (2 sénateurs). M. Paul CHEVALLIER. M. Pierre de LA GONTRIE.	<b>Var</b> (3 sénateurs.) M. Clément BALESTRA. M. Edouard LE BELLEGOU. M. Edouard SOLDANI.
<b>Lot-et-Garonne</b> (2 sénateurs). M. Jacques BORDENEUVE. M. Etienne RESTAT.	<b>Pas-de-Calais</b> (6 sénateurs). M. Jean BARDOL. M. Georges BOULANGER. M. Bernard CHOCHOY. M. Emile DURIEUX. M. Gabriel TELLIER. M. Emile VANRULLEN.	<b>Savoie (Haute-)</b> (2 sénateurs). M. Jean CLERC. M. Arthur LAVY.	<b>Vaucluse</b> (2 sénateurs). M. Jean GEFFROY. M. Marcel PELLENC.
<b>Lozère</b> (1 sénateur). M. Georges BONNET.	<b>Puy-de-Dôme</b> (3 sénateurs). M. Michel CHAMPLEBOUX. M. Francis DASSAUD. M. Gabriel MONTPIED.	<b>Seine</b> (22 sénateurs). M. Edmond BARRACHIN. M. Jacques BAUMEL. M. Maurice BAYROU. M. Jean BERTAUD. M. Julien BRUNHES. M. Georges COGNIOT. M. Maurice COUTROT. M. Georges DARDEL. M <sup>me</sup> Renée DERVAUX. M. Jacques DUCLOS. M. André FOSSET. M. Charles FRUH. M. Jean GANEVAL. M. Roger GARAUDY. M. Raymond GUYOT. M. Bernard LAFAY. M. Waldeck L'HUILLIER. M. Jacques MARETTE. M. Georges MARRANE. M. Ernest PETIT. M <sup>me</sup> Jeannette VERMEERSCH. M. Jean-Louis VIGIER.	<b>Vendée</b> (2 sénateurs). M. Hubert DURAND. M. Jacques de MAUPEOU.
<b>Maine-et-Loire</b> (3 sénateurs). M. Jean DE GEOFFRE. M. Etienne RABOUIN. M. Pierre DE VILLOUTREYS.	<b>Pyrénées (Basses-)</b> (3 sénateurs). M. Jean ERRECART. M. Guy PETIT. M. Jean-Louis TINAUD.		<b>Vienne</b> (2 sénateurs). M. Jean-Marie BOULOUX. M. Jacques MASTEAU.
<b>Manche</b> (3 sénateurs). M. Henri CORNAT. M. Léon JOZEAU-MARIGNE. M. Michel YVER.	<b>Pyrénées (Hautes-)</b> (2 sénateurs). M. Paul BARATGIN. M. Robert BURRET.		<b>Vienne (Haute-)</b> (2 sénateurs). M. Georges LAMOUSSE. M. Gustave PHILIPPON.
<b>Marne</b> (3 sénateurs). M. Marcel LEMAIRE. M. Roger MENU. M. Robert SOUDANT.			<b>Vosges</b> (2 sénateurs). M. Louis COURROY. M. Henri PARISOT.
<b>Marne (Haute-)</b> (2 sénateurs). M. Raymond BOIN. M. Pierre MATHEY.			<b>Yonne</b> (2 sénateurs). M. Paul GUILLAUMOT. M. André PLAÏT.
<b>Mayenne</b> (2 sénateurs). M. Jacques DELALANDE. M. Francis LE BASSER.			

## B) DEPARTEMENTS ALGERIENS

<b>Alger</b> (4 sénateurs). M. Youssef ACHOUR. M. Labidi NEDDAF. M. Gilbert PAULIAN. M. Laurent SCHIAFFINO.	<b>Orléansville-Médéa</b> (4 sénateurs). M. Brahim BENALI. M. Mouâaoui BENCHERIF. M. René MONTALDO. M. Menad MUSTAPHA.	<b>Mostaganem-Tiaret</b> (3 sénateurs). M. Ahmed CHABARAKA. M. Manuel FERRE. M. M'Hamet KHEIRATE.	<b>Sétif-Bafna</b> (5 sénateurs). M. Claude DUMONT. M. Mohamed GUEROUI. M. Mohamed-El-Messaoud MOKRANE. M. Abdelkrim SADI. M. Mouloud YANAT.
<b>Tizi-Ouzou</b> (4 sénateurs). M. Mohamed-Saïd ABDELLATIF. M. Abdennour BELKADI. M. Roger MARCELLIN. M. Mohamed MEGDOUD.	<b>Oran-Tlemcen</b> (5 sénateurs). M. Mohamed BELABED. M. Sliman BELHABICH. M. René ENJALBERT. M. Etienne GAY. M. Djilali HAKIKI.	<b>Constantine</b> (4 sénateurs). M. Ahmed BENTCHICOU. M. Mohammed LAKHDARI. M. Léopold MOREL. M. Ahmed BOUKIKAZ.	<b>Bône</b> (3 sénateurs). M. Amar BELOUCIF. M. Gabriel BURGAT. M. Hacène OUELLA.

## C) DEPARTEMENTS DES OASIS ET DE LA SAOURA

<b>Oasis</b> (1 sénateur). M. Ali MERRED.	<b>Saoura</b> (1 sénateur). M. Al-Sid-Cheikh-Cheikh ben HAMZA.
--	---

## D) DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

<b>Guadeloupe</b> (2 sénateurs). M. Lucien BERNIER. M. René TORIBIO.	<b>Guyane</b> (1 sénateur). M. Georges GUERIL.	<b>Martinique</b> (2 sénateurs). M. Georges MARIE-ANNE. M. Paul SYMPHOR.	<b>La Réunion</b> (2 sénateurs). M. Alfred ISAUTIER. M. Georges REPIQUET.
--	---	--	---

## E) TERRITOIRES D'OUTRE-MER

<b>Comores</b> (1 sénateur). M. AHMED Abdallah.	<b>Nouvelle-Calédonie</b> (1 sénateur). M. Henri LAFLEUR.	<b>Iles Wallis et Futuna</b> (1 sénateur). M. N...
<b>Côte française des Somalis</b> (1 sénateur). M. Mohamed KAMIL.	<b>Polynésie française</b> (1 sénateur). M. Gérard COPPENRATH.	<b>Saint-Pierre et Miquelon</b> (1 sénateur). M. Henri CLAIREAUX.

F) SENATEURS REPRESENTANT LES FRANÇAIS ETABLIS HORS DE FRANCE  
(6 sénateurs).

MM. André ARMENGAUD

le général Antoine BETHOUART, Maurice CARRIER, Louis GROS, Henri LONGCHAMBON, Léon MOTAIS DE NARBONNE.

# LISTES DES MEMBRES DES GROUPES

remises à la Présidence du Sénat le 2 octobre 1961  
avec les modifications intervenues au 31 décembre 1961.

## GRUPE COMMUNISTE

(13 membres.)

MM. Jean Bardol, Georges Cogniot, Léon David, Mme Renée Dervaux, MM. Jacques Duclos, Adolphe Dutoit, Roger Garaudy, Raymond Guyot, Waldeck L'Huillier, Georges Marrane, Louis Namy, Camille Vallin, Mme Jeannette Vermeersch.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. le général Ernest Petit.

*Le Président du groupe,*  
Jacques DUCLOS.

## GRUPE DE LA GAUCHE DEMOCRATIQUE

(51 membres.)

MM. Marcel Audy, Paul Baratgin, Jean Berthoin, Auguste-François Billiemaz, Raymond Boin, Edouard Bonnefous, Jacques Bordeneuve, Joseph Brayard, Raymond Brun, Paul Chevallier, Emile Claparède, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Etienne Dailly, Vincent Delpuech, Baptiste Dufeu, André Dulin, Jacques Faggianelli, Edgar Faure, Manuel Ferré, Jacques Gadoin, Lucien Grand, Emile Hugues, Jean Lacaze, Bernard Lafay, Pierre de La Gontrie, Adrien Laplace, Charles Laurent-Thouverey, Louis Leygue, Henri Longchambon, André Maroselli, Jacques Masteau, Pierre-René Mathey, François Mitterrand, Gaston Monnerville, François Monsarrat, Roger Morève Gaston Pams, Guy Pascaud, Henri Paumelle, Marcel Pellenc, Jules Pinsard, Auguste Pinton, Joseph Raybaud, Etienne Restat, Jean-Paul de Rocca Serra, Eugène Romaine, Vincent Rotinat, Charles Sinsout, Jacques Verneuil, Raymond de Wazières.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.*

(5 membres.)

MM. Ahmed Chabaraka, Djilali Hakiki, René Montaldo, Léopold Morel, Menad Mustapha.

*Le Président du groupe,*  
Pierre de LA GONTRIE.

NOTA. — Décès de M. Benaïssa Sassi [19 juillet 1961]. — Admission de M. Ahmed Chabaraka [5 septembre 1961].

## FORMATION DU RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE ALGERIEN

*Apparentée au groupe de la Gauche démocratique aux termes de l'article 6 du règlement.*

(9 membres.)

MM. Youssef Achour, Brahim Benali, Mouâaouia Bencherif, Ahmed Bentchicou, Ahmed Boukikaz, M'Hamet Kheirate, Mohammed Larbi Lakhdari, Labidi Neddaf.

*Le Président,*  
Youssef ACHOUR.

NOTA. — Décès de M. Fernand Malé [25 avril 1961]. — Décès de M. Salah Benacer [14 novembre 1961].

## GRUPE DE L'UNION POUR LA NOUVELLE REPUBLIQUE

(38 membres.)

MM. Al Sid Cheikh Cheikh, Philippe d'Argenlieu, Jacques Baumel, Maurice Bayrou, Sliman Belhabich, Jean Bertaud, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Maurice Carrier, Robert Chevalier, Gérald Coppenrath, Marc Desaché, Yves Estève, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Georges Guénil, Mohamed Gueroui, Roger du Halgouet, Paul-Jacques Kalb, Mohamed Kamil, Francis Le Basser, Robert Liot, Jacques Marette, Ali Merred, Mohamed El Messaoud Mokrane, Geoffroy de Montalembert, Eugène Motte, Michel de Pontbriand, Marcel Prélot, Etienne Rabouin, Georges Repiquet, Jacques Richard, Eugène Ritzenthaler, Louis Roy, Abdelkrim Sadi, Jacques Soufflet, Mouloud Yanat, Modeste Zussy.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Ahmed Abdallah.

*Rattaché administrativement aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Maurice Lalloy.

*Le Président du groupe,*  
Jean BERTAUD.

NOTA. — Admission de M. Mohamed Megdoud [27 novembre 1961].

## GRUPE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

(68 membres.)

MM. Mohamed Saïd Abdellatif, Abel-Durand, Gustave Alric, Louis André, André Armengaud, Jean de Bagneux, Edmond Barrachin, Joseph Beaujannot, Abdennour Belkadi, Raymond Bonnefous, Georges Bonnet, Albert Boucher, Robert Bouvard, Jean Brajeux, Julien Brunhes, Florian Bruyas, Robert Bruyneel, Robert Burret, Maurice Charpentier, Pierre de Chevigny, Henri Cornat, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, René Dubois, Roger Duchet, Hubert Durand, René Enjalbert, Pierre Fastinger, Jean Fichoux, Charles Fruh, Pierre Garet, Etienne Gay, Robert Gravier, Louis Gros, Paul Guillaumot, Jacques Henriot, Alfred Isautier, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Henri Lafleur, Marcel Lambert, Robert Laurens, Arthur Lavy, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Etienne Le Sassi-Boisauné, Paul Levêque, Roger Marcellin, Louis Martin, Jacques de Maupeou, Jacques Ménard, Henri Parisot, François Patenôtre, Pierre Patria, Paul Pelleray, Guy Petit, André Plait, Joseph de Pommery, Georges Portmann, Henri Prêtre, François Schleiter, Etienne Viallañes, Jean-Louis Vigier, Pierre de Villoutreys, Michel Yver.

*Apparentés aux termes de l'article 6 du règlement.*

(4 membres.)

MM. François de Nicolay, Gilbert Paulian, Laurent Schiaffino, Jean-Louis-Tinaud.

*Rattaché administrativement  
aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Claude Dumont.

*Le Président du groupe,  
Edmond BARRACHIN.*

NOTA. — Décès de M. Jacques Boisrond [3 octobre 1961]. —  
Démission de M. René Dubois [3 novembre 1961]. — Décès de  
M. Raymond Pinchard [5 septembre 1961].

#### GRUPE DES REPUBLICAINS POPULAIRES

(28 membres.)

MM. Octave Bajeux, le général Antoine Béthouart, Georges Boulanger, Mme Marie-Hélène Cardot, MM. Adolphe Chauvin, André Chazalon, Henri Claireaux, Jean Clerc, André Colin, Jean Deguise, Henri Desseigne, Jules Emaile, André Fosset, Yves Hamon, René Jager, Louis Jung, Michel Kistler, Jean Lecanuët, Bernard Lemarié, Roger Menu, Claude Mont, André Monteil, Léon Motais de Narbonne, Jean Noury, Alain Poher, Robert Soudant, René Tinant, Paul Wach.

*Le Président du groupe,  
Jean LECANUËT.*

#### FORMATION DU CENTRE DEMOCRATIQUE

*Rattachée administrativement au groupe des Républicains  
populaires aux termes de l'article 6 du règlement.*

(6 membres.)

MM. Yvon Coudé du Foresto, Jean Errecart, Michel Kauffmann, Jean-Marie Louvel, Joseph Voyant, Joseph Yvon.

*Le Secrétaire,  
Yvon COUDÉ DU FORESTO.*

#### GRUPE DU CENTRE REPUBLICAIN D'ACTION RURALE ET SOCIALE

(20 membres.)

MM. René Blondelle, Martial Brousse, Omer Capelle, Louis Courroy, Claudius Delorme, Hector Dubois, Charles Durand, Eugène Jamain, Jean de Lachomette, Marcel Lemaire, François Levacher, Marcel Molle, Max Monichon, Marc Pautet, Lucien Perdereau, Hector Peschaud, Paul Piales, Paul Ribeyre, Gabriel Tellier, Jacques Vassor.

*Le Président du groupe,  
Hector PESCHAUD.*

#### GRUPE SOCIALISTE

(50 membres.)

MM. Fernand Auberger, Emile Aubert, Clément Balestra, Jean Bène, Lucien Bernier, Marcel Boulangé, Marcel Brégégère, Roger Carcassonne, Marcel Champeix, Michel Champeboux, Bernard Chochoy, Antoine Courrière, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Marcel Darou, Francis Dassaud, Gaston Defferre, Emile Dubois, Emile Durieux, Jean-Louis Fournier, Jean Geoffroy Léon-Jean Grégory, Georges Guille, Roger Lagrange, Georges Lamousse, Edouard Le Bellegou, André Méric, Léon Messaud Pierre Métayer, Gérard Minvielle, Paul Mistral, Gabriel Montpiéd Marius Moutet, Charles Naveau, Jean Nayrou, Paul Pauly, Jean Périquier, Gustave Philippon, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Alex Roubert, Georges Rougeron, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Paul Symphor, Edgar Tailhades, René Toribio, Emile Vanrullen, Fernand Verdeille, Maurice Vérillon.

*Apparenté aux termes de l'article 6 du règlement.*

(1 membre.)

M. Ludovic Tron.

*Le Président du groupe,  
Antoine COURRIÈRE.*

NOTA. — Décès de M. Marcel Bertrand [19 septembre 1961].

#### SENATEURS NE FIGURANT NI SUR UNE LISTE NI A LA SUITE D'UNE LISTE DE GROUPE

(10 sénateurs.)

MM. Mohamed Belabed, Amar Beloucif, Jean-Marie Bouloux, Gabriel Burgat, le général Jean Ganeval, Roger Houdet, Guy de La Vasselais, Pierre Marcilhacy, Georges Marie-Anne, Hacène Ouella.

NOTA. — M. Robert Bruyneel [du 10 octobre 1961 au 24 octobre 1961]. — M. René Dubois [3 novembre 1961].

## COMMISSIONS PERMANENTES

ET

## COMMISSION SPÉCIALE

chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

(Composition au 31 décembre 1961 avec les modifications intervenues au cours de l'année.)

**Commission des affaires culturelles.***Président* : M. Louis Gros.*Vice-présidents* : MM. Georges Lamousse, Vincent Delpuech, René Tinant.*Secrétaires* : MM. Robert Chevalier, Claudius Delorme, Mohamed Kamil.*Membres* : MM. Mohamed Saïd Abdellatif, Al Sid Cheikh Cheikh, Jean de Bagneux, Clément Balestra, Jacques Baumel, Mohamed Belabed, Mouâaouia Bencherif, Jacques Bordeneuve, Florian Bruyas, Ahmed Chabaraka, Georges Cogniot, Gérard Coppenrath, André Cornu, Mme Suzanne Crémieux, MM. Georges Dardel, René Dubois, Charles Durand, Hubert Durand, Jules Emaïlle, Yves Estève, Jacques Faggianelli, Manuel Ferré, Charles Fruh, Roger Garaudy, Djilali Hakiki, Alfred Isautier, Louis Jung, Adrien Laplace, Jacques de Maupeou, Mohamed El Messaoud Mokrane, Claude Mont, Jean Noury, Paul Pauly, Henri Paumelle, Lucien Perdereau, Gustave Philippon, Georges Rougeron, François Schleiter, Paul Symphor, Edgar Tailhades, Maurice Vérillon, Etienne Viallanes, Jean-Louis Vigier, Paul Wach

NOTA. — Décès de M. Fernand Malé [22 janvier 1961]. — Décès de M. Marcel Bertrand [19 septembre 1961]. — Démission de M. Alain Poher [18 mai 1961]. — Nomination de M. Manuel Ferré [16 mai 1961]. — Nomination de M. Jean Noury [18 mai 1961]. — Nomination de M. Jean-Louis Vigier [10 octobre 1961].

**Commission des affaires économiques et du plan.***Président* : M. Jean Bertaud.*Vice-présidents* : MM. Paul Mistral, Etienne Restat, Joseph Yvon, Henri Cornat.*Secrétaires* : MM. René Blondelle, Auguste Pinton, Joseph Beaujannot, Jean-Marie Bouloux.*Membres* : MM. Louis André, Octave Bajoux, Jean Bardol, Amar Beloucif, Jean Bène, Auguste-François Billiemaz, Georges Bonnet, Albert Boucher, Amédée Bouquerel, Marcel Brégégère, Raymond Brun, Gabriel Burgat, Michel Champleboux, Henri Claireaux, Emile Claparède, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Léon David, Jean Deguise, Alfred Dehé, Henri Desseigne, Hector Dubois, Baptiste Dufeu, Emile Durieux, René Enjalbert, Jean

Errecart, Jacques Gadoin, Jean de Geoffre, Victor Golvan, Léon-Jean Grégory, Mohamed Gueroui, Roger du Halgouet, Yves Hamon, René Jager, Eugène Jamain, Michel Kauffmann, Jean Lacaze, Henri Lafleur, Maurice Lalloy, Robert Laurens, Charles Laurent-Thouvery, Marcel Lebreton, Modeste Legouez, Marcel Legros, Robert Liot, Henri Longchambon, Jacques Murette, Pierre-René Mathey, Charles Naveau, Gaston Pams, Guy Pascaud, François Patenôtre, Pierre Patria, Gilbert Paulian, Marc Pautzet, Paul Pelleray, Jules Pinsard, Michel de Pontbriand, Henri Prêtre, Eugène Ritzenthaler, Eugène Romaine, Laurent Schiaffino, Abel Sempé, Edouard Soldani, Charles Suran, Gabriel Tellier, René Torizio, Camille Vallin, Emile Vanrullen, Jacques Verneuil, Pierre de Villoutreys.

NOTA. — Décès de M. Raymond Pinchard [22 août 1961].

**Commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.***Président* : M. Vincent Rotinat.*Vice-présidents* : MM. Marius Moutet, Philippe d'Argenlieu, Paul Piales.*Secrétaires* : MM. Jean Clerc, Georges Repiquet, Jacques Ménard.*Membres* : MM. Edmond Barrachin, Maurice Bayrou, Sliman Belhabich, Ahmed Bentchicou, Jean Berthoin, le général Antoine Béthouart, Raymond Boin, Marcel Boulangé, Jean Brajeux Roger Carcassonne, Maurice Carrier, Pierre de Chevigny, Gaston Defferre, Roger Duchet, Claude Dumont, Edgar Faure, le général Jean Ganeval, Georges Guille, Raymond Guyot, Jean de Lachomette, Bernard Lafay, Guy de La Vasselais, Edouard Le Bellegou, Jean Lecanuet, Marcel Lemaire, Etienne Le Sassi-Boisauné, Louis Leygue, Roger Marcellin, Ali Merred, Pierre Métayer, François Mitterrand, André Monteil, Roger Morève, Léon Motais de Narbonne, Labidi Neddaf, François de Nicolay, Henri Parisot, Jean Périquier, le général Ernest Petit, Guy Petit, Alain Poher, Jean-Louis Tinaud, Jacques Vassor, Michel Yver.

NOTA. — Démission de M. Jean Noury [18 juillet 1961]. — Décès de M. Benaïssa Sassi [20 juillet 1961]. — Démission de M. Edgard Pisani (ministre de l'agriculture) [24 septembre 1961]. — Nomination de M. Alain Poher [18 juillet 1961].

**Commission des affaires sociales.**

*Président* : M. Roger Menu.

*Vice-présidents* : MM. André Plait, André Dulin, Jean-Louis Fournier.

*Secrétaires* : MM. Marcel Lambert, François Levacher, Louis Roy.

*Membres* : MM. Ahmed Abdallah, Emile Aubert, Marcel Audy, Abdennour Belkadi, Brahim Benali, Lucien Bernier, Ahmed Boukikaz, Joseph Brayard, Martial Brousse, Robert Burret, Omer Capelle, Mme Marie-Hélène Cardot, André Chazalon, Marcel Darou, Francis Dassaud, Mme Renée Dervaux, Adolphe Dutoit, Jean Fichoux, Etienne Gay, Lucien Grand, Georges Guénil, Paul Guillaumot, Jacques Henriot, M'Hamet Kheirate, Roger Lagrange, Mohammed Larbi Lakhdari, Arthur Lavy, Francis Le Basser, Bernard Lemarié, Paul Lévêque, Georges Marie-Anne, Louis Martin, André Méric, Léon Messaud, Eugène Motte, Menad Mustapha, Hacène Ouella, Joseph de Pommery, Charles Sinsout, Robert Soudant, Mme Jeannette Vermeersch, Joseph Voyant, Raymond de Wazières, Mouloud Yanat.

**Commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.**

*Président* : M. Alex Roubert.

*Vice-présidents* : MM. Jacques Masteau, Gustave Alric, Jean-Eric Bousch.

*Secrétaires* : MM. Yvon Coudé du Foresto, Hector Peschaud, Julien Brunhes.

*Rapporteur général* : M. Marcel Pellenc.

*Membres* : MM. André Armengaud, Fernand Auberger, Edouard Bonnefous, Paul Chevallier, Bernard Chochoy, André Colin, Antoine Courrière, Marc Desaché, Jacques Descours Desacres, Paul Driant, Jacques Duclos, Pierre Garet, Roger Houdet, Michel Kistler, Roger Lachèvre, Jean-Marie Louvel, André Maroselli, Georges Marrane, Max Monichon, René Montaldo, Geoffroy de Montalembert, Georges Portmann, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Joseph Raybaud, Jacques Richard, Jacques Soufflet, Ludovic Tron.

---

## LISTE DES RAPPORTEURS SPECIAUX

*Dépenses civiles.*

## Budget général.

MM.

Affaires algériennes.....	René Montaldo.
Affaires culturelles.....	Joseph Raybaud.
Affaires étrangères.....	Georges Portmann.
Agriculture.....	Paul Driant.
Habitat rural.....	Geoffroy de Montalembert.
Anciens combattants et victimes de guerre.	Jacques Soufflet.
Construction.....	Jean-Eric Bousch.
Coopération.....	André Armengaud.
Départements et territoires d'outre-mer..	Jean-Marie Louvel.
Education nationale.....	Fernand Auberge.
Jeunesse et sports.....	Jacques Richard.
Finances et affaires économiques :	
Charges communes.....	Ludovic Tron.
Services financiers.....	
Affaires économiques.....	Marc Desaché.
Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité.....	André Armengaud.
Industrie.....	Gustave Alric.
Intérieur.....	Jacques Masteau.
Justice.....	Pierre Garet.
Services du Premier ministre :	MM.
Services généraux.....	
Direction des Journaux officiels.....	Yvon Coudé du Foresto.
Conseil économique et social.....	
Information.....	Roger Houdet.
Etat-major général de la défense nationale.....	
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage.....	Jacques Richard.
Groupement des contrôles radio-électriques.....	
Administration provisoire des services de la France d'outre-mer.....	Jean-Marie Louvel.
Sahara.....	Jean-Marie Louvel.
Santé publique et population.....	Hector Peschaud.
Travail.....	Michel Kistler.
Travaux publics et transports :	
Travaux publics et transports.....	Mlle Irma Rapuzzi.
Chemins de fer. — Régie autonome des transports parisiens.....	Antoine Courrière.
Aviation civile.....	Yvon Coudé du Foresto.
Marine marchande.....	Roger Lachèvre.

## Budgets annexes.

Caisse nationale d'épargne.....	Georges Marrane.
Imprimerie nationale.....	Jacques Duclos.
Légion d'honneur.....	
Ordre de la Libération.....	Paul Chevallier.
Monnaies et médailles.....	
Postes et télécommunications.....	Bernard Chochoy.
Prestations sociales agricoles.....	Max Monichon.

*Dépenses militaires.*

## Budget général.

MM.

Section commune (services communs)....	Jacques Soufflet.
Section commune (services d'outre-mer)..	Gustave Alric.
Section air.....	Julien Brunhes.
Section guerre.....	André Maroselli.
Section marine.....	Antoine Courrière.

## Budgets annexes.

Services des essences.....	
Services des poudres.....	André Colin.
Comptes spéciaux du Trésor.....	Jacques Descours Desacres.
Radiodiffusion-télévision française (application de l'article 14 de la loi n° 59-1454 du 26 décembre 1959).....	Roger Houdet.

**Commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.***Président* : M. Raymond Bonnefous.*Vice-présidents* : MM. Pierre de La Gontrie, Marcel Prélot, Marcel Champeix.*Secrétaires* : MM. Gabriel Montpied, Etienne Rabouin, Georges Boulanger.

*Membres* : MM. Abel-Durand, Youssef Achour, Paul Baratgin, Salah Benacer, Robert Bouvard, Robert Bruyneel, Maurice Charpentier, Adolphe Chauvin, Louis Courroy, Jacques Delalande, Emile Dubois, Pierre Fastinger, André Fosset, Jean Geoffroy, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Paul-Jacques Kalb, Waldeck L'Huillier, Pierre Marcilhacy, Marcel Molle, Léopold Morel, Louis Namy, Jean Nayrou, Paul Ribeyre, Jean-Paul de Rocca Serra, Abdelkrim Sadi, Fernand Verdeille, Modeste Zussy.

NOTA. — Démission de M. Jean-Louis Vigier [10 octobre 1961]. — Décès de M. Salah Benacer [12 novembre 1961]. — Nomination de M. Robert Bruyneel [24 octobre 1961].

**Commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.***Président* : M. Jacques Gadoin.*Secrétaire rapporteur* : M. Yves Estève.

*Membres* : MM. Georges Boulanger, Paul Chevallier, Antoine Courrière, Louis Courroy, Roger Lachèvre, Georges Marrane, Jacques Ménard, Paul Pauly.



# COMMISSIONS SPÉCIALES

---

**Commission chargée d'examiner les demandes en autorisation de poursuite contre des sénateurs.**

(Nommée le 8 décembre 1961.)

Affaire : Claude DUMONT (n° 110 de 1961-1962).

*Président* : André Cornu.

*Vice-président* : Général Jean Ganeval.

*Secrétaire rapporteur* : François Levacher.

*Membres* : MM. Robert Bruyneel, Robert Chevalier, Paul Chevallier, Henri Claireaux, Maurice Coutrot, Georges Dardel, Jean Deguise, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Mme Renée Dervaux, MM. Yves Estève, Jean Errecart, Charles Fruh, Jean Geoffroy, Léon Jozeau-Marigné, Roger Lachèvre, Marcel Lemaire, André Maroselli, Roger Morève, Louis Namy, Pierre Patria, Jules Pinsard, Mlle Irma Rapuzzi, MM. Jacques Richard, Jean-Paul de Rocca Serra, Georges Rougeron, Modeste Zussy.

---

**Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif au droit de préemption dans les zones à urbaniser en priorité et dans les zones d'aménagement différé.**

(Elue le 12 octobre 1961.)

*Président* : Abel-Durand.

*Vice-président* : Paul Mistral.

*Secrétaire* : Joseph Voyant.

*Membres* : MM. Jean-Marie Bouloux, Amédée Bouquerel, Jean-Eric Bousch, Raymond Brun, Adolphe Chavin, Bernard Chochoy, Henri Cornat, Maurice Coutrot, Etienne Dailly, Jacques Delalande, Pierre Garet, Emile Hugues, Léon Jozeau-Marigné, Michel Kistler, Waldeck L'Huilier, André Méric, Gilbert Paulian, Marc Pautet, Auguste Pinton, Charles Suran.

---

**Commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la construction d'immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition ou de construction.**

(Elue le 12 octobre 1961.)

*Président* : Léon Jozeau-Marigné.

*Vice-président* : Auguste Pinton.

*Secrétaire* : Joseph Voyant.

*Membres* : MM. Youssef Achour, Paul Baratgin, Jean-Eric Bousch, Robert Bouvard, Bernard Chochoy, Alfred Dehé, Jacques Delalande, Pierre Garet, Jean Geoffroy, Emile Hugues, Pierre Marcilhacy, Léon Messaud, Paul Mistral, Marcel Molle, André Plait, Etienne Rabouin, Joseph Raybaud, Paul Ribeyre, Camille Vallin, Joseph Yvon.

---

# ORGANISMES EXTRA-PARLEMENTAIRES

## ASSEMBLEE CONSULTATIVE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Scrutin pour l'élection d'un délégué suppléant représentant la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [19 octobre 1961] (p. 1181 et 1192) : M. Emile Claparède.

Scrutin pour l'élection, par suite de vacance, d'un délégué titulaire [15 décembre 1961]. — *Est élu* : M. Emile Claparède (p. 2646).

Scrutin pour l'élection, par suite de vacances, de deux délégués suppléants [15 décembre 1961]. — *Sont élus* : MM. Jacques Baumel et Emile Hugues (p. 2646).

## ASSEMBLEE UNIQUE DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Scrutin pour l'élection, par suite de vacance, d'un délégué [14 décembre 1961]. — *Est élu* : M. Jean Berthoin (p. 2603).

Scrutin pour l'élection de douze délégués [14 décembre 1961]. — *Sont élus* : MM. Etienne Restat, Gustave Alric, Roger Carcassonne, Jean Berthoin, Emile Vanrullen, René Blondelle, Yves Estève, Alain Poher, Julien Brunhes, André Armengaud, André Dulin, Jean-Eric Bousch (p. 2603).

## CAISSE D'ACCESSION A LA PROPRIETE ET A L'EXPLOITATION RURALES POUR LES DEPARTEMENTS ALGERIENS

Lettre du 13 mars 1961 par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette caisse (application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 61-34 du 9 janvier 1961) [25 avril 1961] (p. 91). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Est nommé membre* : M. Gilbert Paulian [4 mai 1961] (p. 172).

## COMITE CONSULTATIF DE L'UTILISATION DE L'ENERGIE

Lettre du 17 janvier 1961 par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application de l'article 3 du décret n° 48-877 du 27 mai 1948) [25 avril 1961] (p. 91). — Renvoi à la commission des affaires économiques et du plan. — *Est nommé membre* : M. Pierre de Villoutreys [4 mai 1961] (p. 172).

## COMITE SUPERIEUR CONSULTATIF D'AMENAGEMENT FONCIER

M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la nomination d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de ce comité (application du décret du 24 août 1961) [5 octobre 1961] (p. 1128). — Renvoi à la commission des affaires économiques. — *Est nommé membre* : M. Raymond Brun [17 octobre 1961] (p. 1170).

## COMMISSION CENTRALE DE CLASSEMENT DES DEBITS DE TABAC

Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la désignation d'un de ses membres en vue de le représenter au sein de cette commission (application du décret n° 59-740 du 15 juin 1959) [2 mai 1961] (p. 112). — Renvoi à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation. — *Est nommé membre* : M. Bernard Chochoy [5 mai 1961] (p. 186).

## COMMISSION SUPERIEURE CHARGEE D'ETUDIER LA CODIFICATION ET LA SIMPLIFICATION DES TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES

Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de bien vouloir procéder à la nomination de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires, en application du décret n° 61-652 du 20 juin 1961 [19 juillet 1961] (p. 874). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — *Sont nommés membres* : MM. Marcel Prélot et André Fosset [21 juillet 1961] (p. 993).

## CONSEIL SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

Lettre par laquelle M. le Premier ministre demande au Sénat de procéder à la désignation de deux de ses membres en vue de le représenter au sein de ce conseil (application de l'article D. 238 du code de procédure pénale) [14 juin 1961] (p. 389). — Renvoi à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale. — *Sont nommés* : MM. Jozeau-Marigné et de Rocca-Serra [20 juin 1961] (p. 463).

# MINISTÈRE EN FONCTION

## au cours de l'année 1961.

### Cabinet Michel DEBRE

(du 8 janvier 1959).

Remanié les 20 janvier, 20-27-28 mai, 22-23-24 juillet, 24 août, 17 novembre et 23 décembre 1959, 13-15-19 janvier, 5 février et 22 novembre 1960, 20 février, 6-18 mai et 24 août 1961.

	MM.		MM.
1. <b>Premier Ministre</b> .....	Michel DEBRÉ.	10. <b>Armées</b> .....	Pierre MESSMER. (5 février 1960.)
I. <i>Secrétaire d'Etat</i> .....	Mlle Nafissa SID CARA.	11. <b>Finances et Affaires économiques</b> .....	Wilfrid BAUMGARTNER. (13 janvier 1960.)
II. <i>Secrétaire d'Etat (Information)</i> .....	Christian DE LA MALÈNE. (24 août 1961.)	VI. <i>Secrétaire d'Etat (Finances)</i> .....	Valéry GISCARD D'ESTAING.
2. } <b>Ministres délégués auprès du</b>	Pierre GUILLAUMAT. (5 février 1960.)	VII. <i>Secrétaire d'Etat (Commerce intérieur)</i> .....	François MISSOFFE. (24 août 1961.)
3. } <b>Premier Ministre</b> .....	Louis TERRENOIRE. (24 août 1961.)	12. <b>Education nationale</b> .....	Lucien PAYE. (20 février 1961.)
4. <b>Ministre d'Etat chargé du Sahara, des Départements d'Outre-Mer et des Territoires d'Outre-Mer</b> .....	Louis JACQUINOT. (24 août 1961.)	13. <b>Travaux publics et Transports</b> .....	Robert BURON.
III. <i>Secrétaire d'Etat</i> .....	Jean DE BROGLIE. (24 août 1961.)	14. <b>Industrie</b> .....	Jean-Marcel JEANNENEY. (17 novembre 1959.)
5. <b>Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles</b> .....	André MALRAUX.	15. <b>Agriculture</b> .....	Edgard PISANI. (24 août 1961.)
(22 juillet 1959.)		16. <b>Travail</b> .....	Paul BACON.
6. <b>Ministre d'Etat chargé des Affaires algériennes</b> .....	Louis JOXE.	17. <b>Santé publique et Population</b> .	Joseph FONTANET. (24 août 1961.)
(22 novembre 1960.)		18. <b>Construction</b> .....	Pierre SUDREAU.
7. <b>Justice</b> .....	Bernard CHENOT. (24 août 1961.)	19. <b>Anciens Combattants et Victimes de Guerre</b> .....	Raymond TRIBOULET.
8. <b>Affaires étrangères</b> .....	Maurice COUVE DE MURVILLE.	20. <b>Postes et Télécommunications</b> .....	Michel MAURICE-BOKANOWSKI. (5 février 1960.)
IV. <i>Secrétaire d'Etat</i> .....	Georges GORSE.	(24 août 1959.)	
(18 mai 1961.)		21. <b>Coopération</b> .....	Jean FOYER. (18 mai 1961.)
9. <b>Intérieur</b> .....	Roger FREY. (6 mai 1961.)		
V. <i>Secrétaire d'Etat (Rapatriés)</i> .....	Robert BOULIN.		
(24 août 1961.)			